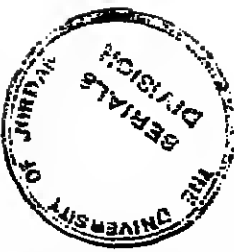


« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

QUANTIÈME ANNÉE - N° 14920 - 7 F.

VENDREDI 15 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un avertissement des alliés après le raid aérien dans le sud de l'Irak

De nouvelles violations par Bagdad des résolutions de l'ONU entraîneraient d'autres représailles

« Vivre avec Saddam »

Le duel entre George Bush et Saddam Hussein durera donc jusqu'à l'ultime instant. Une semaine avant de tirer sa révérence, le président américain administre à son plus cher ennemi une dernière punition. « Une fessée, pas une raclette », précisait un officiel du Pentagone, en commentant le raid lancé mercredi 13 janvier sur le sud de l'Irak par l'aviation des États-Unis et de ses alliés. Un châtiment délibérément limité, plus politiquement symbolique que militairement efficace, infligé sans gloire inutile.

Tout triomphalisme serait, à Washington, parfaitement déraisonnable, deux ans - dans quelques jours - après le déclenchement de l'opération « Tempête du désert ». Vus de la Maison Blanche, les défis du président irakien conservent leur charge irritante. George Bush, amer, quitte la scène, alors que son adversaire vaincu mais goguenard perpétue son règne. Non seulement le président américain, privé d'un second mandat, n'a pu cueillir les fruits de sa victoire, mais il s'est vu reprocher assez vite, par l'Amérique profonde, de ne pas avoir « fini le job » en prolongeant la guerre du Golfe jusqu'à la chute du dictateur.

La contrition n'étant pas son genre, Saddam Hussein ignore tourment et regret. L'épreuve d'il y a deux ans ne l'a ni transformé ni assagi. Sa ruse et sa morgue sont indemnes. Comment neutraliser - voire éliminer - ce despote hors d'attente sans trop aggraver les souffrances de son peuple ? Comment l'obliger au respect des résolutions des Nations unies sans lui faire une nouvelle guerre ? L'obstacle politique que représente Saddam Hussein, on le voit, reste intact.

Roi de la provocation et de l'esquive, l'homme fort de Bagdad justifie l'extrême vigilance de l'Occident à son endroit. Comprenez mieux que tout le langage de la force, il s'était attiré ses derniers jours une réputation indélébile. Et sans doute fut-il le dernier surpris par ce raid, d'ailleurs largement annoncé. À l'évidence, il s'agissait pour lui, à la faveur de l'inter-régime américain, de tester M. Bill Clinton, avant même que celui-ci n'entre en fonctions.

Le chef de l'État irakien s'imagine tirer le meilleur profit du changement d'équipe à Washington. Mais tout montre, pour l'instant, qu'il ne s'y prend pas de la meilleure manière. La future administration démocrate s'ores et déjà laissé entendre qu'elle serait aussi ferme envers Bagdad que sa devancière tant que les bravades de M. Saddam Hussein constitueront un danger pour ses voisins.

L'Amérique n'ayant pas les moyens de se débarrasser du président irakien, il lui faudra, avec l'aide de ses alliés occidentaux - dont la solidarité est jusqu'ici sans faille - recourir à une riposte militaire savamment graduée, chaque fois que cela sera nécessaire. La guerre d'usure entre Washington et Bagdad risque donc de mobiliser M. Clinton plus qu'il ne l'aurait souhaité. Il lui faudra, à son tour, apprendre à « vivre avec Saddam ».

M0147 - 0115 0 - 7.00 F



Quelques heures après le raid de leurs avions contre huit objectifs militaires dans le sud de l'Irak, mercredi 13 janvier, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont averti le gouvernement de Bagdad que, s'il n'appliquait pas toutes les résolutions de l'ONU, il s'exposait, sans avertissement préalable, à d'autres attaques à la mesure de la « gravité » de ses « défis ». Qu'il s'agisse de la « limite » par les Américains, l'opération a fait 19 morts et 15 blessés, selon un bilan publié à Bagdad. « Le raid était nécessaire », a déclaré, jeudi matin à Paris, le secrétaire d'État américain, M. Lawrence Eagleburger. Mais il a admis que M. Saddam Hussein continuera de représenter « un problème ». Le plupart des pays arabes ont critiqué l'intervention des alliés, réclamant une semblable fermeté à l'égard d'Israël.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce n'était qu'un « message », « énergique » mais limité. Sans doute pour-t-il être répété, « sans mépris », si M. Saddam Hussein continue à ne pas se conformer aux résolutions de l'ONU sur le cessez-le-feu imposé à l'Irak. Autrement dit, de nouvelles opérations, dans les heures ou les jours qui viennent, ne sont aucunement à exclure. Résumés à grands traits, tels étaient les commentaires officiels formulés à Washington après le raid aérien de mercredi contre des sites de missiles dans le sud de l'Irak.

En somme, une réaction peu bavard. La prudence des formules utilisées, l'absence de toute tonalité triomphaliste, le fait que le président n'a pas éprouvé le besoin de s'adresser directement au pays, bref le profil bas de l'« accompagnement » politique témoignent d'une réalité plutôt amère pour M. George Bush : deux ans presque jour pour jour après l'opération « Tempête du désert », M. Saddam Hussein, s'il a dû encaisser de nouveaux coups pour prix de ses « défis », n'en est pas moins toujours là, capable de provoquer, au moment de son choix, une crise internationale. Le dernier affrontement entre les deux hommes n'aura pas été décisif.

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 4

Grandes manœuvres à Belgrade

Tout en acceptant le compromis adopté à Genève, les dirigeants serbes n'ont renoncé à aucun de leurs objectifs

BELGRADE

de notre correspondant

- Un coup de massue à l'américaine
- M. Saddam Hussein a conservé sa capacité de nuisance
- Vingt-quatre mois de tensions
- Bagdad accepte deux exigences des Nations unies
- Sang-froid des places financières des marchés pétroliers
- Les pays arabes expriment leur désaccord
- Les réactions en France et à l'étranger
- La chronique de Daniel Schneidemann

pages 3 à 5 et 23

mercredi 13 janvier, c'est la prudence qui l'emportait. Le « oui » serbe à un accord de paix en Bosnie-Herzégovine - présenté à Genève par MM. David Owen et Cyrus Vance - reste en effet incertain en raison du risque de voir le « Parlement » de la « République serbe » bosniaque juger inacceptable l'accord de principe donné par M. Karadzic au projet constitutionnel de la future Bosnie-Herzégovine. Ce « Parlement », qui avait proclamé le 5 avril dernier l'indépendance de la « République

serbe », la veille de la reconnaissance internationale de Bosnie, devait se réunir mardi 19 janvier au plus tard. En moins d'une semaine, M. Karadzic devra donc convaincre une assemblée qui représente la tendance dure des Serbes de Bosnie et qui a déjà fait savoir qu'elle ne céderait pas à « l'ultimatum de Genève ».

FLORENCE HARTMANN  
Lire la suite, l'article de CLAUDE TRÉAN et nos informations page 6

Violent incendie dans l'Ardeche

Maîtrisé jeudi matin, le sinistre avait été provoqué par le déraillement d'un train transportant des hydrocarbures.

Page 12

L'engagement de troupes allemandes hors de la zone de l'OTAN

Page 7

LE MONDE DES LIVRES

● Les hasards néo-classiques de Paul Auster. ● Le procès des médias. ● Lettres japonaises.

page 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

Dangereux cholestérol

Quatre-vingt-un spécialistes des maladies cardio-vasculaires dénoncent des informations faussement rassurantes

Trop c'est trop. Effarés des conséquences, dans le grand public, de certains articles dénonçant « la dictature absolue du cholestérol », quelques-uns des meilleurs spécialistes français des maladies cardio-vasculaires ont estimé urgent d'allumer un contre-feu à ce qu'ils considèrent comme une véritable campagne de désinformation menée en particulier par l'industrie laitière.

Fait exceptionnel, ils ont décidé de rendre public, mercredi 13 janvier, un manifeste destiné à rétablir un certain nombre de vérités quelque peu occultées ces temps-ci par l'idée selon laquelle la phobie du cholestérol ne servi-

rait, en réalité, qu'à enrichir les industries pharmaceutique et agroalimentaire.

Selon les signataires du manifeste, les informations diffusées depuis quelques mois dans la grande presse « cherchent à nier l'intérêt des travaux scientifiques réalisés dans de nombreux pays ». « Ces travaux, ajoutent-ils, ont démontré le rôle des facteurs génétiques et de certaines habitudes alimentaires dans les anomalies du cholestérol sanguin et le développement des maladies cardio-vasculaires ».

FRANCK NOUCHI  
Lire la suite page 14

# BERTRAND VISAGE

Un miracle de grâce et d'équilibre, dans le douceur déconforte, poussiéreuse et splendide de Rome.

Michel Braudeau  
Le Monde

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche.

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4.50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 3.50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2.75 \$ CAN; Danemark, 488 F CFA; Espagne, 190 PTA; G.-B., 95 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1.20 £; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2.75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 1.950 FS; USA (NY), 2.5 \$; USA (autres), 2.50 \$.

## DÉBATS

## Sécurité

## Contre les lâchetés démagogiques

par Gilbert Bonnemaison

Il est inconcevable de rester sur l'impression que les dix années écoulées ne sont portées de rien d'autre que des dissensions survenues au sein du gouvernement après la publication d'un rapport administratif du préfet Broussard relatif à l'utilisation des forces de police dans la répression de la drogue. Car ce spectacle illustre la confusion régnant dans les meilleurs esprits de notre pays. Après que la gauche eut initié une politique innovante, fondée sur une alliance étroite de la répression et de la prévention, sur le travail interministériel et la déconcentration, voici que son gouvernement et ses ministres s'agitent comme des lucioles pour savoir s'il convient de mener une politique à base préventive ou répressive.

Dix ans pour un constat d'ignorance de notre propre histoire, pourtant largement partagée par toutes les forces de l'échiquier politique et ayant abouti à des résultats positifs, dont le premier est d'avoir contenu l'explosion de la délinquance dans des normes contrôlables, loin des prévisions apocalyptiques du rapport Peyrefitte à la fin des années 70. Dix ans pour en revenir à une nouvelle illustration du sacrifice du travail collectif au profit de la publicité d'un ministre et de son département ministériel. Les questions que me posent aujourd'hui les responsables américains de l'équipe Clinton révèlent une profonde surprise et une large inquiétude pour l'avenir d'une politique française de sécurité que, jusqu'ici, ils voyaient avec beaucoup de sympathie et, surtout, étudiaient avec grand intérêt.

L'efficacité en matière de sécurité, c'est évidemment ce que tout le monde souhaite. Mais le recours

à la manière forte, à la répression comme immédiate réponse à la demande d'efficacité, est tout sauf efficace. Quand le ministre de la police annonce la répression, il laisse les Français en ne leur disant pas que les moyens d'une répression adéquate n'existent pas. On a construit des milliers de places de prison dont la plupart sont surcoulées par des toxicomanes, sans s'interroger sur la pertinence du système. Entre la prison et la liberté, il n'existe toujours rien. D'un côté, la prison fournit des récidivistes; de l'autre, toute une population délinquante se gausse d'un système judiciaire incapable de faire appliquer ses décisions ou de prononcer des décisions ayant un impact sur la trajectoire désastreuse du jeune. Le coût financier de la construction des treize mille places de prison a éliminé toute recherche de sanctions autres.

## Les causes de la révolte des jeunes

Le ministre de l'intérieur doit penser à ce que deviennent les toxicomanes arrêtés par les policiers. Les policiers, eux, n'ont aucun illusion sur l'efficacité d'une telle politique qui ne repose sur aucun dispositif d'accompagnement judiciaire. En voulant traquer les dealers dans les quartiers, Paul Quilès a au moins raison sur un point, mais c'est aussi une façon d'avouer que la police n'a pas fait assez jusqu'à présent. A la suite des événements de Vaulx-en-Velin, André Diligent, sénateur et maire de Roubaix, et moi-même avions constaté que l'impunité des dealers était un des éléments à l'origine de la révolte des jeunes. Eux étaient soumis à des contrôles d'identité réguliers alors que, sur le trottoir

d'en face, les dealers opéraient en toute tranquillité. C'est cette accumulation de faits qui est à la source de sentiments d'injustice conduisant à la révolte. Pour maîtriser des situations de ce type, il ne faut pas de gros sabots, mais une capacité d'observation, d'écoute, de dialogue et d'intervention excluant l'esprit de complaisance.

Ce type d'attitude doit présider à notre réflexion sur la drogue. Le débat sur la dépénalisation n'est pas le mien : je suis contre la dépénalisation, mais je me refuse, pour autant, à caricaturer l'opinion de ceux qui ont cette position en criant à leur encontre « guerre à la drogue ». Ce qui m'intéresse, c'est le développement inquiétant de l'économie souterraine dans certains quartiers, le triste record que la France détient pour la diffusion du sida par l'injection intraveineuse, l'augmentation régulière du nombre des jeunes mourant d'overdose.

C'est à partir d'éléments de ce type que nous devons dialoguer et nous déterminer pour savoir de quelle manière faire cohabiter l'impératif de l'ordre public avec celui de la santé publique et faire travailler ensemble, à l'échelon local, la justice, la police, les médecins et les travailleurs sociaux. J'espère très prochainement que les maires des villes concernées, relayés par les maires des villes européennes, feront entendre leurs voix sur la nécessité d'adopter une politique plus réaliste. Ce qui nous intéresse, c'est de susciter les efforts créant des rencontres entre les individus leur permettant de découvrir leur utilité sociale en dépit des situations de chômage, d'isolement, de familles éclatées.

Au-delà de ces péripiéties où le

souffle politique est singulièrement absent, il m'apparaît nécessaire que les acquis de la politique de sécurité – évidemment oco réductibles à la seule mise en œuvre de la prévention, mais où celle-ci, la sanction et la volonté d'insertion sociale forment un tout homogène – ne soient pas remis en cause à la veille d'échéances électorales. Les milliers d'élus, tous les acteurs de terrain engagés dans une approche pragmatique, réagiraient mal à l'abandon de cette politique adoptée, depuis, par l'Assemblée générale des Nations unies. Sans tomber dans le catastrophisme, mais à la lumière de la dégradation économique et sociale, et tout en ayant conscience des investissements difficiles à réaliser en raison de leur importance dans le développement des villes, deux enjeux m'apparaissent devoir être tenus : et il serait de l'honneur des hommes politiques de les tenir.

## Recréer le lien social

Ce sont ceux d'une nécessaire réflexion sur les droits et devoirs du citoyen, et sur les conditions du développement d'un contrôle social démocratique. Les deux questions sont liées. On ne peut continuer indéfiniment à s'indigner de certains comportements de jeunes et d'adultes en sachant que les institutions classiques sont incapables d'y répondre. On ne peut continuer à fermer les yeux sur des politiques discriminatoires, d'exclusion, privant les individus de l'accès au minimum de services publics, bref de l'accès au droit, il m'apparaît que le problème de la relation entre les générations est devenu un trou noir dans nos sociétés. Nous ne savons plus comment la transmission des valeurs s'opère, quels

sont les porteurs de ces valeurs et, surtout, quelles sont ces valeurs? Le modèle républicain de l'intégration, qui a valu aussi bien pour nos enfants de l'immigration, s'estompe dans la crise économique. Les défis de l'indépendance Nord-Sud, la pression de l'Europe de l'Est, nous poussent dans une course en avant que personne ne maîtrise. Nous ne sommes plus en capacité de définir les valeurs fondatrices du lien social qui fait la France, l'Europe occidentale.

Notre effort doit porter sur la manière de créer le dialogue, le débat, partout, pas seulement sur la scène politique, mais dans nos villes, nos quartiers. Utopie? Peut-être, mais rappelons-nous le référendum sur l'Europe où tout le monde a estimé le débat trop difficile pour les Français; le démenti a été cinglant. Nous ne pouvons plus nous permettre de cacher, de refuser aucun débat. Le Pen a profité de nos peurs et ignorances. Toutes les passerelles doivent être réinventées pour reprendre le dialogue avec les jeunes, assurer l'insertion sociale dans la solidarité, lever le voile de l'adulte là où il n'existe plus, inventer de la famille, retrouver les rites de l'initiation dans le désert de nos villes. En finir avec nos complaisances, nos lâchetés démagogiques, notre peur de notre jeunesse. Car je crains que nous n'ayons construit plus de places de prison pour les jeunes de nos villes que de lieux d'apprentissage de la vie d'adulte.

Dans ces débats, dont nous devons inventer les procédures, celui sur la prison et, plus généralement, sur les manières de gérer nos conflits – les infractions à la loi – doit occuper une place importante. De même que celui sur le régime

d'exécution des peines, qui reste l'aune à laquelle s'évalue le degré de civilisation de notre société. Enfin, il m'apparaît que la crise du judiciaire n'est pas conjoncturelle, que les soubresauts exprimés par la fronde des juges d'instruction, les interrogations sur l'indépendance des parquets et sur le rapport de la justice avec le pouvoir politique, expriment une crise structurelle qu'il faudra bien dénouer un jour – et la seule réforme du Conseil supérieur de la magistrature n'y suffira pas. La force et l'impact de la violence des propos du ministre de l'intérieur viennent du silence de la justice. A quand un haut conseil de la justice à même d'élaborer une politique criminelle que la police serait tenue d'appliquer et qui permettrait, notamment, au code de déontologie policière de remplir pleinement son rôle?

Il n'y aura pas de sécurité urbaine sans une dynamique de la politique de la ville incluant fortement prévention, formation, insertion. Il n'y aura pas de sécurité urbaine sans une politique pénale donnant autant de moyens d'action au judiciaire en milieu ouvert, dans la ville, là où vivent les gens, qu'il en est consacré aux prisons. C'est le rééquilibrage nécessaire pour que celles-ci se vident tandis que la sécurité augmente. Cela coûtera cher, c'est vrai. Mais ne pas le faire coûtera infiniment plus cher. Il faut choisir.

► Gilbert Bonnemaison est député (PS) de Seine-Saint-Denis, maire d'Episy-sur-Seine et vice-président du Conseil national des villes (CNV), qui a succédé au Conseil national de prévention de la délinquance (CNPd).

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.808F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »,

Société anonyme  
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94552 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 27 437

ISSN : 0395-0377

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde  
PUBLCITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cray

Membres du comité de direction :  
Jacques Guille, Philippe Dupuis,

Isabelle Tassin

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDIPUB 634 128 F

de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde

TELEPHONE

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-18 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 990 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Bosnie

## La capitulation de la raison

par Max Gallo

POUR combattre « l'effroyable  
obscureté de la guerre »  
(Beuve-Méry en 1936),  
faut-il renoncer à l'exercice de la  
raison et à la lucidité ?

Est-ce endiguer la barbarie ou au contraire en préparer l'extension que d'abandonner toute rigueur dans l'analyse et dans la référence historique? Comment, devant certains propos, exclure le soupçon qu'on les tient pour repaquer ou conserver un peu de légitimité politique, ou sa part de notoriété? Comment ne pas se demander si d'autres ne sont pas à ce point aveuglés par la certitude d'incarner la vérité, l'intelligence et la morale, qu'ils confondent promotion personnelle – « c'est moi qui... », avec l'intérêt des peuples? Et que restait-il de la cohérence de la politique extérieure de la nation quand elle fluctue au gré des courants médiatiques? Et tout cela sans consulter la représentation élue, expression de la démocratie.

Mais alors sert-on les victimes ou se sert-on d'elles? Ces questions s'imposent, lorsqu'on entend les déclarations contradictoires des responsables, lorsqu'on voit sur les écrans de télévision des spots dénoncer tous les Serbes (mais, s'il y a un peuple tout entier coupable, que va-t-on faire de lui? brûler Belgrade comme on l'a fait de Berlin ou de Dresde?) et lorsqu'on découvre sur les murs de Paris d'immenses portraits de Hitler. Une première! Lorsque, de surcroît, on s'entend, on affirme que Sarajevo c'est le « ghetto de Varsovie », la guerre en Bosnie « la guerre d'Espagne » – levons donc des brigades internationales – et lorsque dans un tract, on écrit : « 1942, les nazis adoptent la solution finale – 1992, les extrémistes serbes adoptent la purification ethnique – même but, même méthode, même démission. » Ont-ils mesuré, ceux qui pour convaincre et susciter la passion vengeresse utilisent de tels rapprochements, qu'ils se font les fournisseurs du révisionnisme historique?

Car si Milosevic – après Saddam

ler, si l'ignominieuse purification ethnique c'est la solution finale, si les intolérables camps de concentration serbes (et autres) équivalent à ceux d'Auschwitz et de Treblinka, alors la Shoah est un événement de l'histoire parmi d'autres. Et ainsi, sous couvert de dénoncer le mal, on l'a banalisé. Et tout l'effort moral et juridique, philosophique et historique qui avait consisté durant un demi-siècle à maintenir l'« exceptionnalité » de ce mal-là, parce qu'il avait été, eo effect, oco sommet « extraordinaire » et symbolique dans l'inhumanité, se trouve effacé par nos belles âmes qui brandent notre mémoire pour leurs opérations publicitaires. Simone Veil, qui garde sa raison dans sa légitime indignation contre ce qui se passe en Bosnie, l'a bien compris qui déclare : « Il y a déjà suffisamment d'émotion et de douleur pour ne pas se livrer à des assimilations dangereuses » (in le Figaro du 9 janvier 1993).

## Le risque majeur

Peut-on encore dans ce climat faire quelques remarques? Rappelons aux bouteilleurs qui, par ailleurs, se réclament de Jaurès que le leader socialiste a appelé jusqu'au bout à la négociation alors même que les armées étaient déjà en marche. Et que quelques heures avant son assassinat il tentait toujours d'écarter le recours à la guerre comme « solution » aux problèmes posés. Noter ensuite qu'une action, même si elle a pour origine une préoccupation morale, ne peut verser que dans l'impulsivité ou aggraver une situation dès lors qu'elle ne s'insère pas dans un projet précis, une évaluation des données et des objectifs. Bombarder, occuper, pour quoi faire avec ces peuples qui se combattent?

Réfléchir enfin au risque majeur : l'élargissement du conflit. Car il s'agit d'une « guerre balkanique » qui, en amont des problèmes spécifiques liés à l'après-communisme, prend ses racines et ses formes (barbares) dans les conflits séculaires de la zone, cette mosaïque

de peuples et de religions, champ de haines contagieuses. La fragmentation de l'Etat yougoslave (et de l'Etat tchécoslovaque) renvoie à une situation d'avant 1914 (la diplomatie allemande, en reconnaissant seule la Croatie et la Slovaquie, a effacé, « magistral succès », le traité de Triano, 1920; la France et l'Europe ont abdicqué devant elle). L'on voit bien que demain Turquie, Albanie, Grèce, Bulgarie, et peut-être une Russie cherchant un nouvel élan national dans le panslavisme, peuvent se trouver aspirées dans ce gouffre passionnel. C'est en pensant à ce danger aux conséquences incalculables qu'il faut doser l'intervention et privilégier les démarches diplomatiques.

Ce qui se signifie pas abandonner les femmes, les prisonniers, les peuples à leur sort ou laisser l'ONU sans moyens militaires de pression. Mais ce qui suppose qu'on propose d'abord à l'ensemble des peuples de l'ex-Yugoslavie une perspective politique, par exemple des lieux nouveaux entre eux dans le cadre européen.

« Dans une guerre civile, on tue comme on déboise », écrivait Saint-Exupéry. L'horreur est décapée en Bosnie parce que s'imbriquent – comme dans tous les Balkans – les haines de la guerre civile – de voisin en voisin – et la violence nationaliste de la guerre faite à l'étranger. Qui peut penser qu'une action militaire – d'autres étrangers dans ce guépier – peut durablement conduire à la coexistence des peuples?

Il fallait avoir le courage de mourir pour Madrid et Daxzig parce que c'était le seul moyen d'arrêter la propagation de l'incendie. Mais produire aujourd'hui le risque d'élargir le conflit, c'est aggraver les souffrances des peuples alors que seul un compromis politique peut ouvrir des chances à la paix.

► Max Gallo est écrivain et anime le Mouvement des citoyens.

## Révisionnisme

par Alain Finkelkraut

LES partisans de la  
vention militaire en  
Bosnie, qui s'efforcent ces  
jours-ci dans les médias,  
semblent s'accorder sur un  
point : l'Europe, disent-ils, a  
fait échouer la fédération yougoslave en reconnaissant tout  
tôt la Slovénie et la Croatie.  
C'est oublier qu'en juin 1991,  
lorsque l'Allemagne a adjuré  
la France et ses autres partenaires européens d'accueillir  
dans la Société des nations  
les deux Républiques qui  
venaient de proclamer leur  
indépendance après avoir  
échoué, du fait de l'intransi-  
gence de Belgrade, à réformer  
la Yougoslavie, l'Europe  
a dit non. La France, avec sa  
volonté de préserver coïta  
que coïta la statu quo et sa  
diplomatie de l'apaisement,  
l'a emporté sur l'Allemagne.  
Les Allemands ont dû céder à  
la pression française, et non  
le contraire.

Certes la reconnaissance a  
fini par avoir lieu, mais sept  
mois plus tard, une fois terminée  
la campagne de Croatie.  
Si l'on a été alors mobilisé  
pour Vukovar comme on le  
fait enfin pour Sarajevo, on  
aurait pu éviter le siège de  
Sarajevo et sauver les Musulmans  
de Bosnie-Herzégovine  
de la guerre d'extermination  
explicitement programmée à  
leur encontre par les Serbes.

A aucun moment, l'Europe  
ne peut donc être accusée  
d'avoir agi à la hâte. De la  
reconnaissance des Républiques  
de la pression sur le Serbie,  
elle s'est toujours dé-  
clatée trop tard, quand le mal de  
la conquête et du nettoyage  
ethnique était fait. Voilà la  
vérité. Elle est insupportable.  
Mais tout le reste est révi-  
sionnisme.



هجمات الأحمال

# LE RAID AÉRIEN DES ALLIÉS SUR L'IRAK

iques

Des avions américains, français et britanniques ont mené, mercredi 13 janvier, un raid aérien contre huit objectifs situés dans le sud de l'Irak. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a affirmé qu'il n'était pas encore en mesure d'évaluer le nombre des victimes; selon Bagdad, les bombardements ont fait dix-neuf morts et quinze blessés, militaires et civils.

Quelques heures après le raid, le président irakien Saddam Hussein, imperturbable, a appelé son entourage de la défense aérienne à détruire les avions alliés. « Les criminels sont de retour, portant avec eux la haine et une volonté maléfique pour imposer leurs visées colonialistes et dire à

l'Irak de se soumettre au mal. Qu'ils soient avilis et leurs objectifs déçus ! », a-t-il déclaré dans un discours diffusé en direct par la radio et la télévision d'Etat. « Une nouvelle bataille a commencé, un autre djihad (guerre sainte) voulu par Dieu a débuté, et il sera couronné par une victoire éclatante. La honte viendra aux mécréants, a ajouté M. Hussein, sur un ton monocorde. Le ciel de l'Irak, du nord au sud et d'est en ouest, doit être l'enfer des oppresseurs. » Il a accusé la coalition occidentale d'avoir mené son attaque « sans couverture » des Nations unies, pour « imposer la volonté du colonialisme et confisquer celle des peuples ».

Jeudi matin, Bagdad semblait sous le choc. En début de matinée, la ville vivait au ralenti, dans la hantise de la guerre. Quelques échoppes et magasins d'alimentation ont ouvert leurs portes. Des files d'attente impressionnantes se sont formées aux stations d'essence, où, aux voitures, se sont jointes des charrettes en bois chargées de bidons vides et tirées par des habitants venus s'approvisionner en fioul domestique. La veille, pourtant, un communiqué officiel avait été publié, assurant la population que le carburant ne serait pas rationné et était disponible en quantités suffisantes. Les vendeurs de journaux étaient pris d'assaut.

La veille, peu après le raid, des militaires équipés de fusils d'assaut Kalachnikov et des civils en armes s'étaient postés aux principaux carrefours de la ville. En certains endroits, les lumières avaient été éteintes, notamment devant l'hôtel Rachid, où logent les journalistes étrangers. Un cameraman avait été empêché par des militaires de sortir dans la rue avec son matériel de prises de vues.

Dans le Kurdistan, en revanche, la population a manifesté sa joie en tirant en l'air dans les rues d'Erbil, mais, selon une source kurde qui a souhaité garder l'anonymat, l'« alerte maximum » a été décrétée dans toute la région par crainte d'un acte de « vengeance » du régime irakien. — (AFP.)

Deux ans après la guerre du Golfe

## M. Saddam Hussein a conservé sa capacité de nuisance

« Il s'agissait de donner à Saddam une leçon, pas d'aller plus loin », a commenté mercredi soir le correspondant au Pentagone de la chaîne de télévision américaine NBC. En fait, c'était un palliatif à un problème majeur : le maintien de M. Saddam Hussein au pouvoir deux ans après une déroute militaire et l'imposition par les Nations unies de sanctions extrêmement sévères contre son pays.

C'est presque pour célébrer cet anniversaire — l'opération « Tempête du désert » avait commencé le 17 janvier 1991 — que le président irakien, au cours des derniers jours, multiplie les « provocations », sans savoir, il est vrai, jusqu'où ne pas aller trop loin. C'était aussi un coup de poker pour tenter de briser son isolement — à sa manière — et de persuader les Etats-Unis qu'il faut, bon gré mal gré, compter avec lui.

Il est difficile de croire qu'il ne s'attendait pas à une riposte. Sa presse l'avait même annoncée. Il savait aussi qu'il lui faudrait reculer, mais il n'en est pas à son premier revers ou repli et ce ne sont pas des bombardements très ciblés qui risquent d'entraîner sa chute, alors même qu'il a survécu à la défaite cuisante subie lors de la guerre du Golfe. Il savait en revanche que la coalition anti-irakienne ne pourrait plus contre lui un demi-million d'hommes, ni une armada d'avions et de navires.

Certains dirigeants de l'opposition irakienne ont été de cacaïolés pas leur déception mercredi soir. « L'ours les a conduits dans sa tanière », dit le dictionnaire. Et, une fois n'est pas coutume, « Saddam a été remarquablement habile. Ils (les alliés) ont fait son jeu. Ils n'ont même pas bombardé des objectifs stratégiques, alors qu'en l'espace de deux ans ils ont eu tout le temps de repérer ses points faibles », commente M. Laithi Kouba, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, qui avait fondé de grands espoirs sur le soutien des Etats-Unis aux adversaires de M. Saddam Hussein. « Les bombardements de mercredi soir ont permis à la coalition occidentale de sauver la face à bon compte. S'ils avaient réellement voulu le déstabiliser, ils auraient visé d'autres cibles », ajoute-t-il.

« Saddam a fait parvenir son message à la future administration américaine : je suis là. Je suis fort et je peux vous agacer, déclare un autre exilé. L'affaire irakienne était tombée dans l'oubli, ou presque. M. Hussein a tenté, à sa manière, d'ouvrir une fenêtre qui réactive le dossier. Mais il est peut-être allé trop loin. »

### Le goût amer du travail inachevé

Même s'il n'est pas dit qu'à terme sa tactique sera gagnante, le président irakien vient de marquer un point. En quittant la Maison Blanche le 20 janvier, le président George Bush aura le goût amer du travail inachevé. Certains diplomates européens admettent mercredi soir en privé que des opérations militaires ponctuelles en Irak n'étaient pas très « utiles ». D'autant que, loin d'être affaibli, M. Hussein a eu contre lui renforcé sa mainmise sur la partie du territoire irakien qu'il contrôle sans partage, délimitée au nord par le 36° parallèle (en avril 1991) et au sud par le 32° (en août 1992).

Même au-delà de ces deux « frontières », dans les zones d'exclusion délimitées par la coalition occidentale (lire ci-contre) pour protéger les populations kurdes et chiites, le régime irakien garde sa capacité de nuisance; le harcèlement constant des populations chiites ou sud du 32° parallèle continue. Dans le Kurdistan, plusieurs attentats — notamment contre les camions de distribution de l'aide alimentaire — ont été attribués à Bagdad. Mercredi, avant le raid, les Kurdes ont fait état de

bombardements irakiens dans leur secteur.

Sa mise en quarantaine réussit-elle donc si bien à M. Saddam Hussein? « Non », répond un exilé irakien sous couvert d'anonymat. « Car l'embargo commence à peser sérieusement sur la population. » Non pas que le chef d'Etat irakien craigne de faire les frais de ce contentement. Il n'a pas changé d'un iota sa politique de la poigne de fer, contrôle étroitement l'armée — sans parler de « sa » garde républicaine — et a fidélisé une classe politique dont le cercle se rétrécit de plus en plus à ses proches et à d'anciens compagnons de route. Et cette caste de privilégiés ne pâtit pas des difficultés économiques que connaît l'ensemble des irakiens. Il n'en existe pas moins une zone d'ombre quant à l'importance des réserves financières dont le régime dispose encore.

### Des thèmes mobilisateurs

En tout état de cause, quelques bons thèmes mobilisateurs lui permettraient de dévier l'attention de la population de ses problèmes quotidiens. D'où le choix du registre sur lequel il a joué au cours des derniers jours : le souverainisme. Souveraineté sur la ville d'Oum-Qasr, dont les Nations unies ont donné une partie au Koweït, ce que les irakiens, toutes tendances confondues, refusent; souveraineté même sur le Koweït qui, pour une partie des irakiens au moins, est bien la « dix-neuvième province » de l'Irak. « Officiellement », relèvent les Britanniques, souveraineté au sud du 32° parallèle et au nord du 36°, où les zones d'exclusion ont été imposées en vertu d'une décision, oop pas du Conseil de sécurité de l'ONU en tant que tel, mais des Etats-Unis, de la France, et de la Grande-Bretagne — ce se basant sur la résolution 688 du Conseil de sécurité.

M. Hussein a également mis à profit les ambiguïtés de l'accord passé avec l'organisation internationale, prévoyant la récupération, par des civils, avant le 15 janvier, de matériels et d'équipements civils abandonnés dans la zone délimitée à la frontière avec le Koweït. Qui pourra jamais dire en effet, si les « irakiens amis des civils » qui sont allés récupérer ces derniers jours des « biens » irakiens, dont des missiles sol-sol Scud et des armes, étaient des soldats ou des civils? Il a enfin exploité à son avantage le statut de la Mission d'observation de l'ONU pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) dont les quelque trois cents membres, non armés, sont facilement neutralisables.

Le choix du moment était également pertinent. Outre le changement de locataire de la Maison Blanche, le Conseil de sécurité est entré dans l'affaire des quelque 400 Palestiniens expulsés par Israël, qui refuse de les rapatrier, alors même que la résolution 799 lui a enjoint de le faire « immédiatement ». Les opinions, voire les gouvernements du monde arabe et musulman, sont au moins dans une certaine mesure, sensibles à cette politique de « deux poids deux mesures » des Occidentaux. Sans oublier bien sûr, les hésitations de la communauté internationale en ce qui concerne la Bosnie.

M. Hussein sait enfin que, au stade actuel, il n'a pas grand-chose à craindre des formations de l'opposition, récemment unies contre lui, certes, mais qui n'ont pas encore de stratégie claire.

S'il n'a rien à perdre, le président irakien joue à tout va pour sortir de sa situation. Son pays est toujours en quarantaine. Et rien ne lui garantit que la future administration américaine ne sera pas encore plus déterminée contre lui que le gouvernement sortant, les premières déclarations de M. Clinton à ce sujet n'étant guère encourageantes pour lui.

MOUNA NAÏM

## Un coup de massue à l'américaine

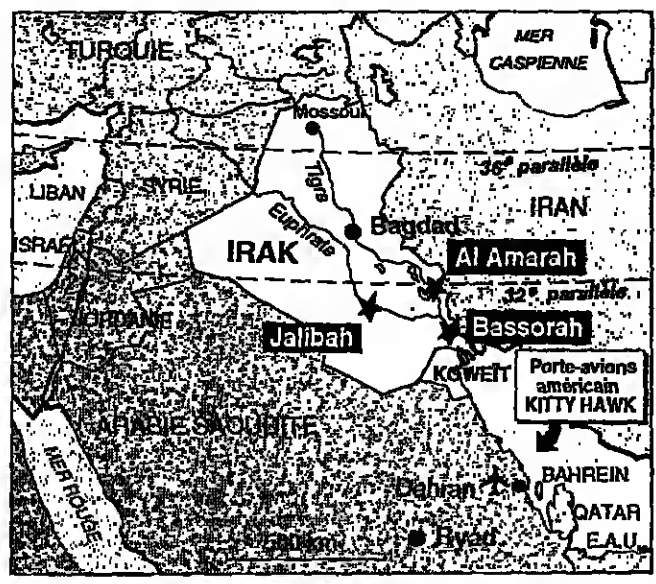
Comme s'ils avaient voulu éviter de prendre trop de risques, les alliés ont utilisé les grands moyens ou service, somme toute, d'un objectif militaire relativement limité. Le coup de semonce donné dans le sud de l'Irak, après des événements politiques répétés, ressemble, d'une certaine manière, à un coup de massue à l'américaine. Venant du ciel, il a consisté à frapper une demi-douzaine de sites de batteries de missiles sol-air SA-2 et SA-3 — semi-mobiles et d'un modèle assez ancien, dépourvus de véritables moyens de guerre électronique —, des radars, leurs systèmes propres de défense rapprochée et des stations de télécommunications.

Le raid, qui a duré au total trois heures et demie et l'on tient compte des temps de transit, a réuni pas moins de quatre-vingts avions de combat des trois pays (dont six Mirage 2000 RDI français et quatre Tornado GR1 britanniques, qui participaient à la « couverture » aérienne) et trente appareils d'accompagnement (ravitailleurs en vol et avions-radar AWACS) partis de leur base seoudienne de Dhahran ou de leur base américaine de Keweenaw, à l'ouest de la péninsule du Golfe. Une partie des avions était dans la région de Bassorah.

### Un adversaire pas équipé pour voler la nuit

Fournissant la quasi-majorité des moyens d'attaque, les Etats-Unis n'ont pas lésiné et ils ont combiné les actions de plusieurs types d'appareils : des F-117 « furtifs », des F-111, des F-15, des F-16 (comme celui qui a abattu le 27 décembre dernier un Mig-25 irakien), des F-14, des F-18 et des A-6 qui embarquent d'importants équipements de guerre électronique.

Certains de ces avions ont utilisé contre leurs cibles irakiennes des missiles HARM (High Speed Anti-Radiation Missile) qui, en fait, à une vitesse double de celle du son, une charge militaire de 68 kilos à fragmentation antiradar. D'autres ont lancé des armes plus connues, guidées par laser. Au sein du dispositif interallié, les Mirage-2000 RDI (radar



Doppler à impulsions) ont été chargés de la police du ciel. Basés à Dhahran depuis la mi-septembre, ils dépendent normalement de l'escadre d'Orange (Vaucluse) et ils ont une puissance de feu comparable à celle des F-15 ou des F-16 grâce à leurs canons de 30 et leurs missiles air-air de combat et d'interception qui, une fois lancés, s'auto-dirigent automatiquement sur leurs cibles à 20 kilomètres de distance.

Selon des informations de source française, les appareils engagés en protection du raid n'ont pas eu à mener de combat aérien et aucun missile n'a été tiré contre eux, à l'exception d'un léger barrage antiaérien opposé par les irakiens aux avions d'attaque. L'opération a eu lieu de nuit entre 16 h 30 et 20 heures GMT, probablement parce que ses planificateurs ont tenu compte du fait que l'aviation irakienne — réduite de moitié par rapport à ce qu'elle avait été avant la guerre du Golfe et victime de l'embargo qui lui interdit de se maintenir en état — n'est pas équipée et entraînée pour voler la nuit.

Outre cette action venue du ciel, les Etats-Unis ont décidé de déployer pour leur propre compte, au Koweït, avant trois jours, mille cent soldats du

9<sup>e</sup> régiment de cavalerie constitués en deux compagnies de chars Abrams, une compagnie de véhicules de combat Bradley et une batterie d'artillerie. Ce bataillon, qui hérite de matériels pré-positionnés que les Américains avaient laissés sur place en 1991, se préoccupe de lutter contre de nouvelles infiltrations irakiennes, après les quatre incursions qui viennent d'avoir lieu coup sur coup.

### L'impuissance des « casques bleus »

En effet, les trois cents « casques bleus » basés au Koweït ont assisté impuissants à ces raids irakiens contre des stocks de matériels militaires ou civils que les troupes de M. Saddam Hussein avaient abandonnés lors de leur départ. Dans les milieux militaires, on s'est ému de la facilité avec laquelle les irakiens ont pu opérer au Koweït et on s'est étonné du fait que, apparemment, il n'est pas venu à l'esprit de l'ONU d'assigner de la frontière les stocks en question, ni même — précaution élémentaire — de les piéger ou prélever pour que les sécurités explosent lors d'une intervention intempestive.

JACQUES ISNARD

## Les deux zones d'exclusion aérienne

Plus de la moitié du territoire irakien est, aujourd'hui, placé sous surveillance des Occidentaux. Deux zones de sécurité, avec interdiction de survol pour les appareils civils et militaires irakiens, ont, en effet, été créées par les Occidentaux pour protéger les populations kurde au nord et chiite au sud.

La définition de ces zones, qui n'ont pas fait l'objet de textes spécifiques de l'ONU, vise à obliger M. Saddam Hussein à respecter la résolution 688 du Conseil de sécurité. Adoptée le 5 avril 1991, elle « condamne la répression des populations civiles irakiennes », exige que l'Irak y mette fin sans délai et « demande au secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées ».

Cependant, contrairement à d'autres, cette résolution n'a pas été adoptée dans le cadre du chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui autorise le recours à la force. Sans chercher l'aval direct de l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France se sont donc appuyés sur la résolution 688 pour établir deux zones d'exclusion aérienne.

Au mois d'avril 1991, au lendemain même du vote de la résolution 688, une première zone avait été définie dans le nord de l'Irak, plus précisément au nord du 36° parallèle. Munies d'un « mandat » de l'ONU, les forces alliées — présentes dans le Kurdistan irakien dans le cadre de l'opération « Provide Comfort » — ont ainsi établi une zone de sécurité d'environ 10 000 kilomètres carrés. Cette mesure a permis le retour de centaines de milliers de réfugiés kurdes que le régime du régime de Bagdad avait contraints de fuir en Turquie et en Iran.

Le 27 août 1992, les Occidentaux mettent en place une seconde zone d'exclusion aérienne, au sud du 32° parallèle, tout en soulignant que cette mesure ne visait pas à une partition du pays. Destinée à protéger les populations chiites persécutées par le régime de Bagdad, cette zone s'étend sur quelque 140 000 kilomètres carrés. Saddam Hussein voit ainsi son autorité amoindrie sur sept provinces. — (AFP.)

En trois générations  
une traversée du siècle  
des Servan-Schreiber  
dans les sphères  
dirigeantes:  
les affaires, la presse,  
la politique.

Alain Rüsteholz - Sandrine Treiner  
**LA SAGA  
SERVAN-SCHREIBER**  
Une famille dans le siècle

SEUIL

Editions du Seuil



## LE RAID AÉRIEN

Les réactions en France

## Vingt-quatre mois de tensions

Le raid de l'aviation alliée a eu lieu quatre jours avant le deuxième anniversaire du déclenchement de l'opération «Tempête du désert», marqué par le début des bombardements aériens. L'offensive terrestre n'avait commencé que le 24 février et s'était rapidement conclue, quatre jours plus tard, par un cessez-le-feu.

1991

4 mars : après l'annonce, par les Kurdes, du lancement d'une insurrection dans le nord de l'Irak, l'opposition chiite annonce la chute dans le sud du pays, de Bassorah et des villes saintes de Najaf et de Kerbala.

3 avril : l'ONU fixe à l'Irak, dans la résolution 687, les conditions d'un cessez-le-feu définitif, parmi lesquelles la reconnaissance de la frontière irako-koweïtienne et l'abandon des armes de destruction massive.

5 : l'ONU condamne, dans la résolution 688, la répression des populations civiles irakiennes et appelle à une aide humanitaire.

7 : les alliés lancent l'opération «Provise confort» d'aide aux réfugiés kurdes à la frontière turque et met en place, au nord du 36° parallèle, une zone d'exclusion aérienne.

9 : une mission de l'ONU, chargée de surveiller la frontière entre l'Irak et le Koweït, est mise en place.

18 : l'Irak communique l'emplacement et les quantités de ses armes chimiques et biologiques et assure ne posséder aucune arme nucléaire.

28 juin : l'Irak pose les premiers obstacles à l'inspection des sites nucléaires.

28 août : le Koweït annonce que quarante-cinq soldats irakiens ont été arrêtés par son armée sur l'île koweïtienne de Boubiane.

10 septembre : un accrochage frontalier oppose une patrouille koweïtienne à des «éléments» irakiens.

20 décembre : l'ONU décide de maintenir l'embargo total contre l'Irak, en vigueur depuis le mois d'août 1990.

1992

28 février : l'ONU exige que l'Irak se conforme à ses résolutions sous peine de «conséquences graves».

5 juillet : l'Irak interdit l'accès du ministère de l'Agriculture à des inspecteurs nucléaires.

26 : l'ONU et l'Irak se mettent d'accord sur l'entrée des experts nucléaires.

27 août : les Occidentaux mettent en place une zone d'exclusion aérienne, au sud du 32° parallèle, pour protéger la population chiite.

24 novembre : le Conseil de sécurité maintient l'embargo contre l'Irak.

27 décembre : un F-16 américain abat, pour la première fois, un chasseur Mig irakien dans la zone d'exclusion aérienne, au sud du 32° parallèle.

1993

5 janvier : le Pentagone annonce que des missiles irakiens anti-aériens SAM sont installés le long du 32° parallèle.

6 : les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie somment l'Irak de retirer «immédiatement» les batteries de missiles sol-air.

7 : l'Irak réaffirme son «droit» de procéder à des mouvements militaires «quand il le juge nécessaire». Le président élu américain, M. Bill Clinton, assure qu'il continuera la politique irakienne de M. George Bush. Selon le Koweït, des «éléments armés irakiens» attaquent un poste-frontière.

8 : l'Irak affirme que les batteries de missiles sont prêtes à riposter en cas d'attaque. La CEE condamne «l'attitude de non-respect systématique par l'Irak» des résolutions de l'ONU, mais le Parlement irakien rejette l'ultimatum des alliés.

Le Conseil de sécurité «avertit» l'Irak des «sérieuses conséquences» que pourrait entraîner son refus de baisser les armes. Les experts chargés de démanteler les armements de destruction massive utilisent des avions des Nations unies.

9 : selon la Maison Blanche, l'Irak a démantelé, à la dernière minute, ses batteries de missiles.

10 : le ministre irakien de la défense affirme que son pays «fera face à toute tentative d'agression». Quelques deux cents soldats irakiens pénètrent en territoire koweïtien pour récupérer des armes.

11 : une centaine d'irakiens «en civil» font une deuxième incursion dans le nord du Koweït, pour saisir du «matériel militaire».

Le Conseil de sécurité exige la restitution immédiate des équipements militaires, sous peine de «conséquences sérieuses».

12 : des irakiens en civil font une troisième incursion au Koweït. Le commandant en chef des forces de l'OTAN affirme que les missiles installés dans le nord de l'Irak sont «opérationnels».

13 : des irakiens font une quatrième incursion au Koweït alors qu'un conseiller de M. Saddam Hussein assure que son pays est résolu à «récupérer le Koweït».

M. Pierre Joxe annonce que la France est prête à participer, «à tout moment», à une opération militaire contre l'Irak, tandis que le secrétaire d'État américain déclare que les États-Unis «sont à bout de patience».

## Nouvelles violations nouvelles représailles...

Suite de la première page

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, en était bien conscient, qui expliquait, jeudi soir, que les alliés — les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne — n'ont donc eu, dans cette affaire, qu'un objectif restreint : adresser «un avertissement sérieux» à M. Saddam Hussein en frappant des missiles sol-air SA-2 et SA-3 déployés dans le sud de l'Irak. Ces engins présentaient un danger pour les avions alliés chargés de faire respecter la zone d'exclusion aérienne délimitée dans cette région afin d'empêcher l'aviation irakienne d'y bombarder les populations chiites.

Ce qu'on souligne implicitement, c'est qu'on ne se faisait guère d'illusions sur la possibilité de déstabiliser sérieusement le régime de M. Saddam Hussein, voire de lui porter un coup dont il n'aurait pu se remettre. L'option militaire choisie a été — à la demande, semble-t-il, de l'état-major — une «option minimale». En théorie, d'autres cibles, plus spectaculaires, telles que terrains d'aviation, bases militaires, voire concentrations de troupes dans le nord de l'Irak, auraient pu être sélectionnées. Une option militaire minimale, donc, pour un objectif limité : signaler à M. Saddam Hussein que les États-Unis et leurs alliés, même au moment de la transition politique à Washington, ne resteront pas les bras croisés devant les violations par l'Irak du régime de tulle qui lui a été imposé par l'ONU.

Prévu pour lundi, mais reporté à cause des nuages dans le ciel irakien, le raid a commencé mardi à 15 h 15 GMT (19 h 15, heure française), a dit M. Fitzwater. Pour autant qu'on puisse savoir, il aurait duré trois heures. Alors que la nuit tombait sur l'Irak, quelque 110 appareils ont décollé de bases en Arabie saoudite et du porte-avions *Kitty Hawk* pour aller pilonner des objectifs militaires dans le sud de l'Irak. Cibles : quatre sites de radar et une douzaine d'uni-

tés mobiles de missiles sol-air. Les appareils ont essuyé «un léger barrage» de tirs antiaériens, selon le Pentagone, mais tous sont revenus à leur base. Simultanément, le président Bush a ordonné l'envoi au Koweït d'un bataillon de 1 100 hommes, équipé de chars, si se change de faire face à d'éventuelles nouvelles infiltrations irakiennes dans l'émirat.

## Un contentieux lourd et divers

Si M. Bush se félicitait d'un travail effectué de «superbe manière», M. Fitzwater pouvait à bon droit affirmer que la «mission avait été accomplie». De fait, l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Nizar Hamdoun, annonçait, dès le début du raid, que son pays était dorénavant disposé à cesser ses incursions au Koweït et à baisser ses armes comme bon leur semble les inspecteurs des Nations unies (voir l'article d'Assad Bassir Pour). Ces inspecteurs surveillent la destruction des armements irakiens les plus dangereux. C'était là deux des revendications des Occidentaux, très mollement appuyées la semaine dernière par le Conseil de sécurité. A vrai dire, le raid de mercredi est intervenu après des mois de tension entre l'Irak et les États-Unis et leurs alliés.

Le contentieux est lourd et divers. Les États-Unis accusent le régime de M. Saddam Hussein d'infractions multiples aux résolutions du Conseil sur les conditions du cessez-le-feu imposé à l'Irak au lendemain de la guerre. Outre ses nuisances dans les zones d'exclusion du nord et du sud, le gouvernement de Bagdad a voulu limiter les mouvements des inspecteurs de l'ONU. A quatre reprises, l'Irak a, ces derniers jours, monté des incursions au Koweït, apparemment en violation des accords conclus avec l'ONU. Fin décembre, l'Irak a défilé les alliés en envoyant des Mig patrouiller dans la zone d'exclusion

Approbation mesurée des pays occidentaux, condamnations plus ou moins fortes dans une partie du monde arabe : les réactions internationales au raid allié contre l'Irak sont sans surprise. Les douze pays de la CEE ont estimé que le régime de Bagdad avait «finallement eu ce qu'il cherchait».

La Communauté européenne, dont deux pays sont partie prenante dans les missions de combat en Irak, «insiste pour que l'Irak applique scrupuleusement et inconditionnellement, dans l'avenir, toutes les dispositions» des Nations unies. C'est ce qu'a souligné le président danois du conseil des ministres des affaires étrangères des Douze.

## Les pays arabes expriment leur désaccord et exigent une fermeté équivalente à l'égard d'Israël

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Et Israël ? Hormis le Koweït, les gouvernements arabes ont réagi avec d'autant plus de prudence au raid de la coalition occidentale contre l'Irak qu'ils se trouvent dans une position délicate puisqu'ils dénoncent par ailleurs la passivité de ces mêmes alliés devant le refus affirmé de l'Etat juif d'appliquer la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le retour des Palestiniens récemment déportés au Liban.

Le parallèle est largement commenté dans la rue arabe, que ce soit au Caire, à Damas ou à Amman, et ne peut que nourrir les ressentiments des populations et donner des arguments aux islamistes. L'autre inquiétude exprimée est celle concernant l'unité de l'Irak et la protection de son peuple ; le maintien de l'embargo, qui touche avant tout ce dernier, crée depuis plusieurs mois un grand malaise dans les pays arabes.

Grand allié des États-Unis, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, qui s'était rendu inopinément mercredi à Damas, a — tout en appelant «l'Irak à abandonner son esprit aventurier» — «profondément regretté» ce raid, ajoutant : «Nous demandons à tous les pays qu'ils imposent de telles conditions à l'Irak de trahir les autres problèmes de la même façon et par les mêmes moyens». Qualifiant pour sa part de «grandes erreurs» les incursions irakiennes au Koweït, le président syrien Hafez Al-Assad a déclaré que le raid était «illégal et contraire à la légalité internationale». «Nous voulons que celle-ci s'applique partout et à tous et non seulement à certains», a-t-il notamment déclaré, dans une claire allusion à Israël.

du sud du pays — l'un d'eux a été abattu par un chasseur américain. Dans le même temps, M. Saddam Hussein n'a cessé de menacer les patrouilles des Américains, Britanniques et Français en déplaçant des missiles antiaériens à proximité des deux zones, nord et sud.

Si le chef de l'Etat irakien croyait pouvoir profiter de la période de passation des pouvoirs entre M. Bush et M. Clinton pour agir ainsi impunément, il s'est trompé. La riposte a été limitée parce que les dirigeants américains ne voulaient effectivement pas s'engager dans une opération d'envergure à quelques jours des élections présidentielles de M. Bill Clinton. La situation diplomatique et politique ne leur était pas non plus favorable.

Au prix, relativement faible, de cette dernière intervention militaire occidentale, M. Saddam Hussein a, lui aussi, adressé un message au prochain président américain. Le dirigeant irakien cherche par tous les moyens à desserrer le carcan qui lui a été imposé il y a deux ans. S'il n'obtient pas de M. Clinton un réajustement de ce régime, il vient de prouver qu'il a toujours la possibilité de susciter un affrontement à l'heure où le nouveau président des États-Unis souhaite se consacrer à la situation intérieure américaine.

Quelle sera la réponse de M. Clinton ? Tout laisse entendre que le dirigeant irakien se trompe s'il compte sur une moindre détermination de la part de l'administration démocrate. Mercredi encore, M. Clinton, régulièrement tenu informé, a fait savoir qu'il approuvait à cent pour cent l'opération ordonnée par M. Bush et qu'il était prêt à agir de même, à l'avenir, si l'Irak ne se conformait pas aux résolutions de l'ONU. Le sentiment dominant à Washington est que M. Clinton, ancien opposant à la guerre du Vietnam, ayant échappé à la conscription, souffrait de prouver qu'il n'est pas un démocrate «style Carter» et désireux de manifester sa présence dans un domaine où il est un néophyte, sera au moins aussi décidé que M. Bush quand il s'agira de faire face à M. Saddam Hussein. Ce pourrait être très prochainement.

ALAIN FRACHON

Le secrétaire général de la Ligue arabe, ancien ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, a lui aussi exprimé son «regret». Le monde arabe ne peut que se demander ce que feront ces pays si Israël persiste à refuser d'appliquer la résolution 799, a-t-il dit. Au Liban, le ministre de la défense, M. Mohsen Dallool, a souhaité lui aussi que la communauté internationale «demande des comptes à Israël comme il le fait avec l'Irak lorsqu'il viole les résolutions de l'ONU».

## Mutisme dans le Golfe

La satisfaction au Koweït, où les responsables multiplient les appels à une action contre l'Irak, est toutefois mêlée d'inquiétude, et certains éditorialistes estiment que les alliés n'ont pas frappé assez fort. «Ce n'est pas suffisant. C'est une Aspin pour signer un cancer», écrit ainsi, jeudi 14 janvier, *Al Raf Al Am*. L'annonce, dans la nuit, de l'envoi de soldats américains a cependant quelque peu rassuré une population qui s'était déjà précipitée dans les supermarchés et aux stations d'essence.

Dans les autres pays du Golfe, c'est pour l'instant le mutisme et, dans sa majorité, la presse se contente de rapporter sans com-

M. Ellemann-Jensen. L'Allemagne a estimé que la riposte des alliés était «appropriée», la communauté internationale ne pouvant accepter «cette nouvelle provocation». «Le Canada est d'accord avec ce raid», a également déclaré le gouvernement d'Ottawa, tandis que l'ambassadeur de Suède, M. Rolf Ekens, qui dirige la commission de l'ONU chargée de l'élimination des armes de destruction massive irakiennes, estimait que les alliés «ont le droit légitime d'attaquer l'Irak». Le diplomate suédois a indiqué qu'Israël et les autres pays voisins ne devaient pas craindre d'être attaqués par des missiles Scud, comme lors de la guerre du Golfe : «Les missiles de ce type

mettent les informations des agences internationales. Le journal *Al Ithad* des Émirats arabes unis souligne cependant : «Une fois de plus, Saddam Hussein a mal calculé son coup et entraîné son peuple et son pays dans de nouvelles souffrances qui ne prendront fin qu'avec sa chute».

En Arabie saoudite, d'où ont décollé certains des avions qui ont participé au raid, la presse mentionne simplement que les avions sont partis du Golfe, sans aucun commentaire. Elle n'a d'ailleurs jamais mentionné, depuis la décision occidentale, en août dernier, de créer une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, le retour des avions alliés sur la base de Dahrhan.

Chez ceux qui s'étaient plutôt leués aux côtés de l'Irak dans la guerre, l'indignation est unanime. L'OLP, qui a condamné «vigoureusement» le raid, a affirmé suivre «avec une préoccupation extrême l'agression des forces armées américano-anglo-françaises contre l'Irak frère». Cette «agression», poursuit la centrale palestinienne, prouve que les résolutions de l'ONU sont appliquées de manière partielle «alors qu'on ferme les yeux sur les défis qu'Israël continue de lancer à toutes les résolutions, dont la 799 sur les Palestiniens bannis». En Jordanie, où le ministre des affaires étrangères a affirmé «l'op-

position d'Annnun à l'usage de la force», le ministre de l'information, M. Mahmoud Charif, a exprimé «son indignation et son regret», soulignant «l'innocence des peuples arabes et islamiques qui assistent à l'incapacité du Conseil de sécurité et des alliés à appliquer les résolutions contre Israël».

Le président du Parlement, membre de la confrérie des Frères musulmans, a indiqué pour sa part qu'il s'agissait d'un «défi au monde arabe et islamique». «Les Nations unies (qui n'étaient pas partie prenante dans ce raid) sont devenues un instrument d'exécution des plans américains contre le monde arabe et islamique», a-t-il ajouté.

Cette nouvelle attaque contre l'Irak est intervenue à un bien mauvais moment pour les régimes arabes, déjà mal à l'aise concernant l'affaire irakienne vis-à-vis de leurs opinions publiques, qui rappellent à l'envi la politique occidentale des «deux poids, deux mesures». Sans oublier que la montée en puissance d'un Iran qui apparaît à beaucoup plus menaçant à terme est déjà un grand sujet d'inquiétude.

A Téhéran, pour l'instant c'est sans commentaire que la télévision a annoncé «le début de l'attaque aérienne allié dirigée par les États-Unis contre l'Irak».

FRANÇOISE CHIPAUX

## M. John Major se félicite d'une action «proportionnée» que la presse juge insuffisante

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre, M. John Major, s'est félicité du succès d'une intervention militaire «limitée et proportionnée», à laquelle ont participé les forces britanniques. Il a estimé que, dorénavant, l'aviation alliée allait pouvoir opérer «avec sécurité» dans la zone d'exclusion aérienne, tout en soulignant que de nouveaux raids étaient probables si le chef de l'Etat irakien persiste à défier les Nations unies.

Le ministre de la défense, M. Malcolm Rifkind, a indiqué que, «selon de premières indications, de sérieux dégâts ont été infligés à la machine de guerre irakienne». MM. John Smith et Paddy Ashdown, respectivement chef de file des partisans travailliste et démocrate-libéral, ont apporté leur soutien à cette intervention.

Alors que plusieurs parlementaires de la gauche travailliste ont exprimé la crainte que cette attaque ne renforce la position du président irakien et encourage les mouvements intégristes, certains membres du parti conservateur ont demandé une action plus énergique : «Le temps viendra, a estimé Sir George Gardiner, où nous devrons non seulement frapper sur le nez de Saddam Hussein, mais aussi le prendre à la gorge».

C'est précisément le caractère mesuré de l'initiative alliée, qui fait l'objet des principaux commentaires des éditorialistes. «La force, le seul langage que Saddam Hussein comprenne, a été utilisée avec une extrême discrétion. Il est improbable que ceci ait sérieusement affaibli sa position», estime le *Times*. Le *Daily Telegraph* juge qu'une réponse disproportionnée aux provocations de M. Saddam Hussein compliquerait la tâche des

forces arabes modérées. Reste, à l'en croire, que d'aucuns, au Proche-Orient, «malignent le contraste entre la volonté occidentale de «rouer de coups» l'Irak et son inaction pour protéger les musulmans bosniaques et punir Israël pour avoir déporté 400 Palestiniens». Mais *The Independent* pense que les alliés n'ont pas forcément envie d'aller beaucoup plus loin, de peur qu'une décoiffure irakienne ne déstabilise la région.

Pour le *Guardian*, «rien n'a été réglé». Quant au *Financial Times*, il constate «qu'il n'y a aucune garantie que la déstabilisation de Saddam Hussein soit à portée de main des alliés, pas plus qu'elle ne le fut après que des milliers de raids de bombardements aient détruit l'infrastructure de l'Irak et tué ou blessé des dizaines de milliers d'Irakiens».

L. Z.

## M. Chevènement : «Un fossé d'incompréhension»

(...) Notre pays a mieux à faire pour contribuer à faire avancer la justice et le droit dans le monde.

M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine : «Réponse», — «Les provocations de Saddam Hussein ne pouvaient qu'entraîner la riposte qui vient d'être décidée. Quand les Américains sont décidés à intervenir, les autres alliés suivent mais quand, comme en Bosnie, ils ne s'intéressent pas au problème des violences et de la guerre, les Européens font preuve d'hésitation et de peur.»

M. Jean-Marie Le Pen (Front national) : «Une bombe», — «Le fait qu'il ait reçu l'accord du gouvernement français n'allège pas, au contraire, la responsabilité de celui qui se prend désormais pour le gardien du monde bien qu'il soit à quelques semaines seulement de sa retraite définitive. Il en est d'ailleurs de même du gouvernement français, lequel ne saurait se targuer d'aucune base démocratique à sa décision abusive.»

M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales : «Réponse», — «Saddam Hussein voulait savoir jusqu'où il pouvait aller dans ses provocations, sans conduire les alliés de la guerre du Golfe à des réactions. Il a obtenu la réponse à sa question.»

M. Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire) : «Droit des peuples», — «Tous ceux qui sont attachés à la paix et au droit des peuples doivent exiger l'arrêt immédiat de cet acte terroriste et de l'engagement français aux côtés des forces américaines.»

M. Francis Wurtz, membre du bureau politique du PCF : «Grave», — «Il est grave que le président de la première puissance de la planète veuille achever son règne par des démonstrations de force tous azimuts.»

Le Monde des DEBATS

## LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend durablement encore les liens sociaux. Comment rétablir de nouvelles formes de solidarité ? Les analyses d'Alvin TOFFLER, sociologue américain, Jean-Baptiste DE FOUCAY, L.D., commissaire au plan, Bronislaw GERemek, historien polonais.

Numéro de janvier 1993

هكذا من الأنجل



هشام النجار

## LE RAID AÉRIEN

Les réactions en France

Le raid aérien a été qualifié de « geste de guerre » par le président de la République. Le ministre de la Défense a déclaré que le raid était « une opération de guerre » et que les forces armées françaises ont « agi dans le cadre de leur mandat ».

## saccord et exigent, gard d'Israël

Le ministre de la Défense a déclaré que le raid était « une opération de guerre » et que les forces armées françaises ont « agi dans le cadre de leur mandat ».

Le ministre de la Défense a déclaré que le raid était « une opération de guerre » et que les forces armées françaises ont « agi dans le cadre de leur mandat ».

## action « proportionnée » insuffisante

Le ministre de la Défense a déclaré que le raid était « une opération de guerre » et que les forces armées françaises ont « agi dans le cadre de leur mandat ».

## d'incompréhension

Le ministre de la Défense a déclaré que le raid était « une opération de guerre » et que les forces armées françaises ont « agi dans le cadre de leur mandat ».

## DES ALLIÉS SUR L'IRAK

et dans le monde

type sont placés dans des dépôts souterrains - dans une position où le missile de lancement est séparé de la fusée de bombardement - qui ne sont pas situés près des rampes de lancement. Pour sa part, le gouvernement japonais a fait savoir qu'il comprenait les raisons d'une attaque devenue « inévitable », compte tenu de l'attitude de Bagdad. Le porte-parole du gouvernement, M. Yohei Kono, a toutefois précisé que son pays n'avait pas prévu de contribuer financièrement aux opérations contre l'Irak, comme il l'avait fait il y a deux ans.

La Chine a exprimé, quant à elle, ses « regrets devant cette détérioration de la situation », sans pour autant condamner le raid allié.

### Calme et discrétion à Jérusalem

« L'Irak mérite une leçon » car il ne peut aller à l'encontre de l'ONU, a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Pèrès, mercredi 13 janvier à Paris, où il venait signer le traité sur les armes chimiques (lire ci-contre).

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La vie urbaine se poursuivait tout à fait normalement jeudi matin en Israël. La veille au soir, se déclarant convaincu que le raid allié en Irak n'aurait « aucune implication » pour le pays, le premier ministre, M. Rabin, avait appelé ses compatriotes à ne rien changer à leur routine. Ils l'ont entendu. Averti par Washington de l'imminence d'opérations alliées au sud de l'Irak, M. Rabin, qui est également ministre de la Défense, a cependant fait savoir que son armée était « prête à toute éventualité ». Entre le 17 janvier et le 27 février 1991, pendant la guerre du Golfe, l'Irak avait tiré 39 missiles Scud sur Israël, lesquels avaient provoqué la mort de 2 personnes et blessé plusieurs centaines d'autres.

Personne ne l'a oublié et ce n'est évidemment pas un hasard si, ces trois derniers jours, les Israéliens se sont un peu plus bousculés que d'habitude dans les 165 centres de distribution et de vérification des masques à gaz. La grande peur de 1991 était que les missiles irakiens soient à tête chimique. La crainte n'est pas vaine. En effet, depuis octobre dernier, 630 000 masques ont été remis ou rendus après contrôle aux citoyens. Le rythme actuel de redistribution tourne autour de 30 000 par jour.

L'hypothèse majoritairement retenue par les militaires est que Saddam Hussein n'a, cette fois, ni les moyens opérationnels ni aucun intérêt stratégique à s'en prendre à l'Etat juif. « Peu-être le dictateur de Bagdad a-t-il pu dissimuler quelques Scud ici et là », a déclaré le général Ori Orr, président de la commission de défense, mais ses rampes de lancement ne sont plus opérationnelles. « Même s'il y a début sur cette question, certains officiers d'active affirment au contraire que l'Irak a encore les moyens techniques de tirer quelques missiles en direction de Tel-Aviv, tout le monde est d'accord pour estimer que, la coalition allie ne comprenant pas, cette fois, les pays arabes de la région, une attaque contre Israël n'aurait pas beaucoup de sens.

« On sait bien que Saddam Hussein n'est pas toujours logique, commentait dans la presse, jeudi, un officier supérieur anonyme, mais, il y a deux ans, en nous attaquant, son objectif était clair : il s'agissait de provoquer notre entrée dans le conflit, ce qui aurait brisé la coalition allie. Aujourd'hui, s'il nous tirait dessus, nous pourrions sans doute réagir durement, et il le sait. »

En fait, Israël est si peu inquiet de la situation que le voyage aux Etats-Unis du chef d'état-major des armées, le général Ehud Barak, commencé il y a trois jours, n'a même pas été interrompu. Sur le plan politique et diplomatique, le rebondissement de la crise irakienne pour Israël est diversement apprécié. Pour certains, comme le professeur Abraham Ben Zvi, de l'université de Tel-Aviv, la coïncidence est particulièrement heureuse puisque, ainsi, « on ne va pas parler pendant longtemps de l'affaire des expulsions » des quelque 400 Palestiniens au Liban sud. En revanche, plusieurs analystes se demandent si le recours au pays accusé de ne pas respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ne risquerait pas, au contraire, sous la pression arabe, de ramener l'affaire des expulsés sous les projecteurs.

PATRICE CLAUDE

### Bagdad accepte deux exigences des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)

Correspondance

Toujours égal à lui-même, M. Saddam Hussein n'a accepté - pour le moment - de se conformer à certaines décisions du Conseil de sécurité qu'après le raid aérien de la coalition occidentale.

C'est en effet à 13 h 30, heure de New-York (19 h 30 à Paris), mercredi, que l'ambassadeur irakien aux Nations unies, M. Nizar Hamdoun, a informé, par téléphone, le président japonais du Conseil de sécurité, M. Yoshio Hatano, de la décision de son gouvernement d'autoriser la reprise des voix de la commission spéciale chargée du désarmement en Irak. Il a, également, affirmé que Bagdad ne faisait plus d'incursions en territoire koweïtien. Le président du Conseil a réclamé un engagement écrit de Bagdad, qui ne lui était toujours pas parvenu, jeudi, aux premières heures de la matinée.

Bagdad n'a rien promis, en revanche, ce qui concerne les mouvements de missiles sol-air dans le sud et le nord du pays. C'est pour cette raison que les ambassadeurs des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne à l'ONU se sont rendus à la résidence de M. Nizar Hamdoun, pour lui remettre un nouvel avertissement.

« Notre message était clair », explique l'ambassadeur français,

M. Jean-Bernard Mérimée. Si Bagdad n'applique pas entièrement toutes les résolutions du Conseil de sécurité, les attaques peuvent recommencer et elles seront « proportionnelles à la gravité des faits de l'Irak ». Selon M. Mérimée, les alliés n'ont plus besoin de revenir au Conseil pour une nouvelle autorisation.

Les trois ambassadeurs, qui se sont ensuite entretenus avec le chef de cabinet de M. Boutros Boutros-Ghali, M. Jean-Claude Aimé, auraient, selon des sources diplomatiques, demandé que soient déployés à la frontière entre l'Irak et le Koweït plus de mille soldats de l'ONU, armés, alors que la Mission d'observation de l'ONU pour l'Irak et le Koweït (MONUKI) ne comprend aujourd'hui que quelques trois cents observateurs sans armes.

### Le scepticisme de certains diplomates

Calme, courtois et quelque peu embarrassé, l'ambassadeur irakien à l'ONU a eu du mal à expliquer les actions de son gouvernement. S'entretenant avec des journalistes, M. Hamdoun s'est dit « attristé » par l'attaque militaire, « peu civilisée », des Occidentaux contre son pays. Selon lui, la population irakienne a été « systématiquement humiliée » depuis plus de deux ans et une nouvelle attaque d'Irak était nécessaire. Il invoque la souveraineté de l'Irak.

AFSANÉ BASSIR POUR

## Sang-froid des places financières...

En dépit d'une petite pointe d'inquiétude des Bourses européennes mercredi en fin de journée, les places financières ont finalement accueilli sans surprise et avec sérénité les raids alliés sur l'Irak. A l'image de Wall Street la veille, la Bourse de Tokyo est restée quasiment inchangée jeudi 14 janvier. Du côté des changes, le dollar, qui avait anticipé la nouvelle, a légèrement baissé après l'intervention militaire.

NEW-YORK

de notre correspondant

A Wall Street, l'intervention allie, escomptée depuis quarante-huit heures, a été souvent perçue comme « un non-événement ». Rassurés par la courte durée de l'attaque aérienne et par la décision concomitante de Bagdad de se plier dorénavant aux exigences des Nations unies que le régime de

M. Saddam Hussein avait précédemment rejetées, les marchés financiers ont réagi modérément mercredi 13 janvier aux informations en provenance du Pentagone et de la Maison Blanche. Wall Street a clos la séance de mercredi sur un score, pratiquement inchangé par rapport à la veille, le cours de l'or a guère bougé et la hausse du dollar est restée limitée.

### Conflits à répétition

En début d'après-midi, après la confirmation de l'attaque, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles avait perdu une dizaine de points dans un premier temps puis le double un peu plus tard. Mais les opérateurs se sont repris après avoir compris que Bagdad n'était pas visé et qu'il ne fallait craindre aucune contre-attaque irakienne. Du coup, l'indice a rebondi finalement une baisse ramenée à 1,08 point, au son de cloche final, s'établissant à 3 263 points. Sur le marché de l'or à New-York, le

cours de l'once sur l'échéance de février a perdu seulement 1,20 dollar, à 327,60 dollars, et le dollar s'est simplement laissé glisser jusqu'à 1,6230 face au mark, contre 1,6310 la veille.

« Les marchés semblent s'être faits à l'idée que nous sommes engagés maintenant dans une série de conflits à répétition et que l'Amérique doit assumer son rôle de leader dans le monde comme l'avait fait avant elle la Grande-Bretagne au début du siècle et qu'il ne faut pas s'alarmer au premier bruit de bottes en provenance de Washington », expliquait M. Robert Stival, un historien spécialisé dans l'étude du comportement des marchés financiers. Pour étayer ce jugement, les spécialistes ont rapidement délaissé l'épisode irakien pour se pencher à nouveau sur un dossier qui semble les préoccuper davantage : le flux qui continue à régner sur le programme économique de M. Bill Clinton, à une semaine de son investiture.

SERGE MARTI

## ... et sur les marchés pétroliers

Prévisible depuis plusieurs jours, l'attaque occidentale contre l'Irak n'a guère bouleversé les marchés pétroliers alors même que le Proche-Orient concentre les deux tiers des réserves mondiales de pétrole brut.

A New-York, mercredi 13 janvier, le brut de référence (le light sweet crude) pour livraison en février a clôturé à 18,50 dollars

le baril, en baisse de 12 cents d'une séance à l'autre alors qu'il avait cédé 40 cents la veille.

Une tendance identique était observée sur le marché de Londres où le baril de Brent, après avoir oscillé entre 16,82 dollars et 17,40 dollars, a gagné mercredi que 7 cents, à 17,10 dollars pour livraison en février.

Dans le contexte pétrolier actuel, aucune nouvelle, aussi alarmiste soit-elle, ne semble ébranler les milieux du négoce. La diminution de moitié, ces derniers jours, de la

production pétrolière en mer du Nord norvégienne et la baisse de celle de la partie britannique pour cause de mauvais temps persistant n'ont pas eu d'incidence notable sur des cours du pétrole, qui stagnent à des niveaux proches de ceux de l'été 1990.

Le peu d'impact du regain de tension au Proche-Orient sur les marchés pétroliers tient à la surabondance actuelle de pétrole brut. Même privée de l'Irak, toujours sous le coup de l'embargo de l'ONU, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) d'un finit pas en effet d'inonder les marchés alors que la demande, victime de la crise économique, reste molle.

En décembre, selon les statistiques publiées cette semaine à Paris par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'OPEP a produit 25,26 millions de barils par jour, 600 000 barils supplémentaires par rapport à novembre. Les experts sont unanimes : pour que les cours du brut se raffermissent, les pays de l'OPEP devraient retirer du marché un million de barils par jour. Mais l'OPEP n'en prend pas la route.

J.-P. T.

## DIPLOMATIE

A l'occasion de la signature du traité

### M. Mitterrand souligne l'importance du contrôle international du désarmement chimique

La cérémonie de signature de la convention interdisant la production, l'emploi, le stockage d'armes chimiques et prévoyant leur destruction se poursuivait jeudi 14 janvier à Paris, au siège de l'UNESCO. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et le président Mitterrand ont salué ce « résultat historique », en souhaitant que le désarmement se poursuive dans d'autres domaines. Une intense activité diplomatique a également eu lieu en marge de cette réunion avec deux autres majeurs de discussion : le Golfe et la question yougoslave.

En commençant son intervention par un extrait poignant du livre de Jean Rouaud, *Les Champs d'honneur*, décrivant la lente pénétration des gaz dans une tranchée du front durant la première guerre mondiale, le secrétaire général de l'ONU, a voulu donner à ce traité sa dimension humaine.

« Nous sommes ici rassemblés pour dire que nous ne l'acceptons plus », a-t-il déclaré en soulignant la « gravité de l'événement » du jour : la signature par plus d'une centaine de pays d'un traité bannissant l'arme chimique. « La portée de cette convention multilatérale, les obligations assumées par les Etats parties, comme le système de vérification prévu pour sa mise en application, n'ont pas de précédent. Cette opportunité décisive dans l'histoire du désarmement est le signe d'une évolution certaine, d'une évolution nettement favorable de la situation internationale », a-t-il ajouté.

C'est ce même signe d'espoir que M. Mitterrand, a voulu mettre en avant, à l'ouverture de cette séance solennelle de signature, dans la grande salle de l'UNESCO où près de cent trente délégations se pressaient. Le chef de l'Etat a insisté sur le fait que pour la première fois un traité éliminait de manière définitive toute une catégorie d'armes de destruction massive : « Dans tous les domaines, l'expérience démontre le bien-fondé de notre philosophie : pas de désarmement sans confiance, pas de confiance sans contrôle, pas de contrôle qui ne soit international. »

Il a également souhaité, comme le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, que le traité de non-prolifération nucléaire, qui arrive à échéance en 1995, soit prorogé « pour une durée infinie ». S'agissant, enfin, des essais nucléaires français de Mururoa, M. Mitterrand a rappelé que la France serait contrainte de les reprendre dès lors que la Russie et

les Etats-Unis mettraient un terme « au temps de répression » qu'ils se sont accordés dans ce domaine.

Soucieux d'envoyer un message en direction des pays arabes, qui pour la plupart refusent d'adhérer tant qu'Israël ne signera pas le traité sur la non-prolifération nucléaire et n'acceptera pas le contrôle de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, (le Monde du 14 janvier), M. Mitterrand a apporté son soutien au plan du président égyptien, M. Hosni Mubarak, créant au Proche-Orient une zone totalement débarrassée des armes de destruction massive. Le ministre des Affaires étrangères israélien, M. Shimon Pèrès, est allé dans le même sens en exhortant les « pays arabes voisins » d'Israël à « établir un large dialogue sur le contrôle des armes ».

### « Expérience horrible »

Il a appelé « toutes les parties » à signer la convention sur les armes chimiques « afin de construire un Moyen-Orient libéré des horreurs de la guerre ». Il s'est prononcé également pour la création d'une zone « contrôlée mutuellement », d'où seraient exclus les missiles sol-sol, les armes chimiques, biologiques et nucléaires.

Victime de l'arme chimique durant sa guerre avec l'Irak, l'Iran a également signé, mercredi, la convention en expliquant que « cette expérience horrible » avait sans doute contribué à accélérer les négociations de Genève. Le ministre des Affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a reconstruit M. Roland Dumas, a demandé publiquement que les pays signataires ne soient pas pénalisés par des restrictions à l'exportation de technologies chimiques destinées à des fins pacifiques.

L'Iran voudrait être sûr que les dispositions du traité, qui prévoit d'« éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Etats parties et la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques », ne condamneraient pas le traité, ne restent pas lettre morte au motif que la frontière entre le civil et le militaire dans ce domaine est fort mince.

PIERRE SERVANT

ISLANDE : le Parlement ratifie l'entrée dans l'EEE. - Le Parlement islandais a ratifié, mardi 12 janvier, l'entrée de l'Islande dans l'Espace économique européen (EEE), qui regroupe les pays de la CEE et ceux de l'AELE (Association européenne de libre échange), par trente-trois voix contre vingt-trois et sept abstentions. L'Islande était le dernier pays de l'AELE à se prononcer sur l'entrée dans ce nouvel espace. - (AFP)

# SOLDES

ROCHÉ BOBOIS

DU 7 AU 18 JANVIER

## COMMENT NE PAS CRAQUER À CES PRIX-LÀ ?

Les soldes Roche-Bobois, c'est le moment idéal pour changer de salon ou de chambre à coucher, pour dénicher un petit meuble en rotin ou craquer pour un nouveau canapé... Du 7 au 18 janvier, parmi les membres d'exposition, les élus de la région.

Paris 3, 92-98, bd de Sébastopol. Métro Mouton-Rouge. Tél. 43 78 10 50. Ouvert de 10 h à 20 h sans interruption, du 16 h à 20 h, dimanche.

Paris 12, 10 à 18, rue de Lyon. Métro Gare de Lyon. Tél. 43 44 18 18. Ouvert de 10 h à 20 h sans interruption, du 16 h à 20 h, dimanche.

Ouverts le dimanche 10 janvier.





مكتبة الأناجيل

# EUROPE

## ALLEMAGNE

### La coalition gouvernementale est parvenue à un accord sur les conditions d'engagement de troupes hors de la zone de l'OTAN

Après une controverse depuis la guerre du golfe, les conditions d'engagement de troupes allemandes en dehors de la zone de défense de l'OTAN ont fait l'objet, mercredi 13 janvier à Bonn, d'un accord entre les partis de la coalition gouvernementale. Cet accord, qui prévoit la possibilité pour l'Allemagne de participer à des opérations dans le cadre d'une défense européenne, doit servir de base à des négociations avec l'opposition social-démocrate, dont le consentement est nécessaire pour modifier la Constitution.



dans des aventures interventionnistes. Le Parti social-démocrate le dit ouvertement. C'est une perversion du principe essentiel de la politique allemande et occidentale de l'après-guerre, qui voulait éviter un réveil de l'aventurisme militaire allemand précisément à travers son intégration dans les structures occidentales et, particulièrement, européennes. Si l'Allemagne, ajoutait M. Lamers, acceptait de se lier à un monopole onusien de l'usage de la force, « cela reviendrait à faire d'avantage conjonction à la Russie et à la Chine qu'à nos plus proches partenaires avec lesquels nous voulons réaliser une union politique en Europe ».

#### L'hostilité des sociaux-démocrates

Les dirigeants du Parti social-démocrate, qui ont eu toutes les peines du monde à obtenir que le congrès du parti reconnaisse la nécessité de participer à des opérations de « casques bleus », ont immédiatement fait connaître leur hostilité aux propositions de la coalition. Le porte-parole du SPD pour les questions de défense, M. Karsten Voigt, a rappelé l'opposition de son parti aux objectifs de l'eurocorps et de l'UEO, s'agissant de missions autres que de stricte défense du territoire. Il a réaffirmé que le SPD, qui a déposé une plainte devant le tribunal constitutionnel contre la participation d'un navire allemand aux opérations de surveillance de l'Adriatique, ferait de même en cas d'envoi d'équipages allemands dans les avions AWACS de l'OTAN, qui seraient chargés de diriger des opérations aériennes dans le ciel bosniaque. Le gouvernement, à l'inverse, compte sur l'émotion suscitée par le drame yougoslave et la crise somalienne pour amener le public à comprendre la nécessité d'un changement.

HENRI DE BRESSON

## POLOGNE

### La mort de Joseph Czapski

Lorsqu'il recevait ses visiteurs dans son appartement mansardé de la grande maison de Kultura, la revue de l'émigration polonaise, à Maisons-Laffitte, Joseph Czapski aimait leur montrer de grands cahiers sur lesquels il consignait une profusion de notes et de croquis. Il y en avait là plusieurs dizaines. Presque jusqu'au bout, et bien que devenu pratiquement aveugle ces deux dernières années, Joseph Czapski, qui est mort mardi 12 janvier à l'âge de quatre-vingt-seize ans (le Monde du 14 janvier), aura gardé une vivacité intellectuelle et artistique remarquable.

Peintre, écrivain et humaniste, c'est aussi un témoin de ce siècle qui s'est éteint avec Joseph Czapski, grande figure de l'intelligentsia polonaise. Né en 1896 à Prague, dans une famille de l'aristocratie, la famille Hutten-Czapski, il fit ses études à Saint-Petersbourg. C'est là que la première guerre mondiale le cueilla : il est mobilisé en 1916, mais il quitte l'armée l'année suivante et revient à Pétersbourg où il passe dans une communauté pacifiste le premier hiver terrible de la révolution bolchévique. Revenu en Pologne, il participe à la guerre russo-polonaise de 1920 puis étudie les beaux-arts à Cracovie et, jusqu'à la seconde guerre mondiale, vit à travers l'Europe. Paris, Londres, Genève, l'Espagne...

La seconde guerre mondiale fait basculer la vie de cet intellectuel. Le 17 septembre 1939, l'armée rouge envahit la Pologne. Les

Soviétiques font prisonnier près de 15 000 officiers et sous-officiers polonais - l'élite du pays - et les déportent dans trois camps en URSS. Parmi eux se trouve Joseph Czapski qui, avec quatre cents autres militaires, échappera miraculeusement, au hasard d'un tri inexorable, au monstrueux massacre de Katyn : les quelque 14 000 autres sont exécutés froidement d'une balle dans la nuque par le NKVD et enterrés dans des fosses communes dans la forêt de Katyn. D'abord dans l'armée du général Anders, puis seul, Czapski consacrera pratiquement le reste de sa vie à tenter d'arracher la vérité sur ce massacre, que les Soviétiques s'efforcent d'attribuer aux nazis et n'avouèrent qu'en 1990.

Installé à Paris après la fin de la guerre, Czapski fut l'un de Matrik, de Mauriac et de nombreux intellectuels européens. A la une de tous les journaux polonais, mercredi, l'annonce de la mort de ce grand homme à la chevelure blanche et à l'infirmité courtoise a suscité beaucoup d'émotion à Varsovie.

S. K.

Joseph Czapski a publié aux éditions L'Age d'Hermès : Terre inhumaine, et aux éditions Noir sur Blanc : Proust contre la déchéance, Souvenir de Starebielski, Turbulence et spectres. Une partie de ses tableaux ont été regroupés dans un album, Czapski, la main et l'espace, par Murielle Werner-Gagnon.

o LITUANIE : les responsables du massacre de Vilnius seront traduits en justice. - Le président lituanien, M. Algirdas Brazauskas, a déclaré mercredi 13 janvier que les responsables lituaniens impliqués dans le massacre commis le 13 janvier 1991 à Vilnius par les troupes soviétiques, qui avaient tué quatorze personnes, seraient traduits en justice. Certains de ces responsables ne se trouvent cependant plus en Lituanie. - (AFP)

o ROUMANIE : M. Iliescu demande la libération de quatre Moldaves. - Le président roumain, M. Ion Iliescu, a lancé mercredi 13 janvier un appel urgent au président russe M. Boris Eltsine pour qu'il intervienne afin d'obtenir la libération de quatre nationalistes moldaves détenus par les russes dans la « République » du Dniestr. Ces quatre prisonniers risquent la peine capitale. - (AFP)

o POLOGNE : report de la décision sur l'accord avec le FML - Le conseil du FML, qui devait approuver mercredi 13 janvier l'accord de coopération conclu avec la Pologne, a décidé de reporter sa décision jusqu'à ce que le Parlement polonais adopte le budget 1993, actuellement en cours d'examen. - (AFP)

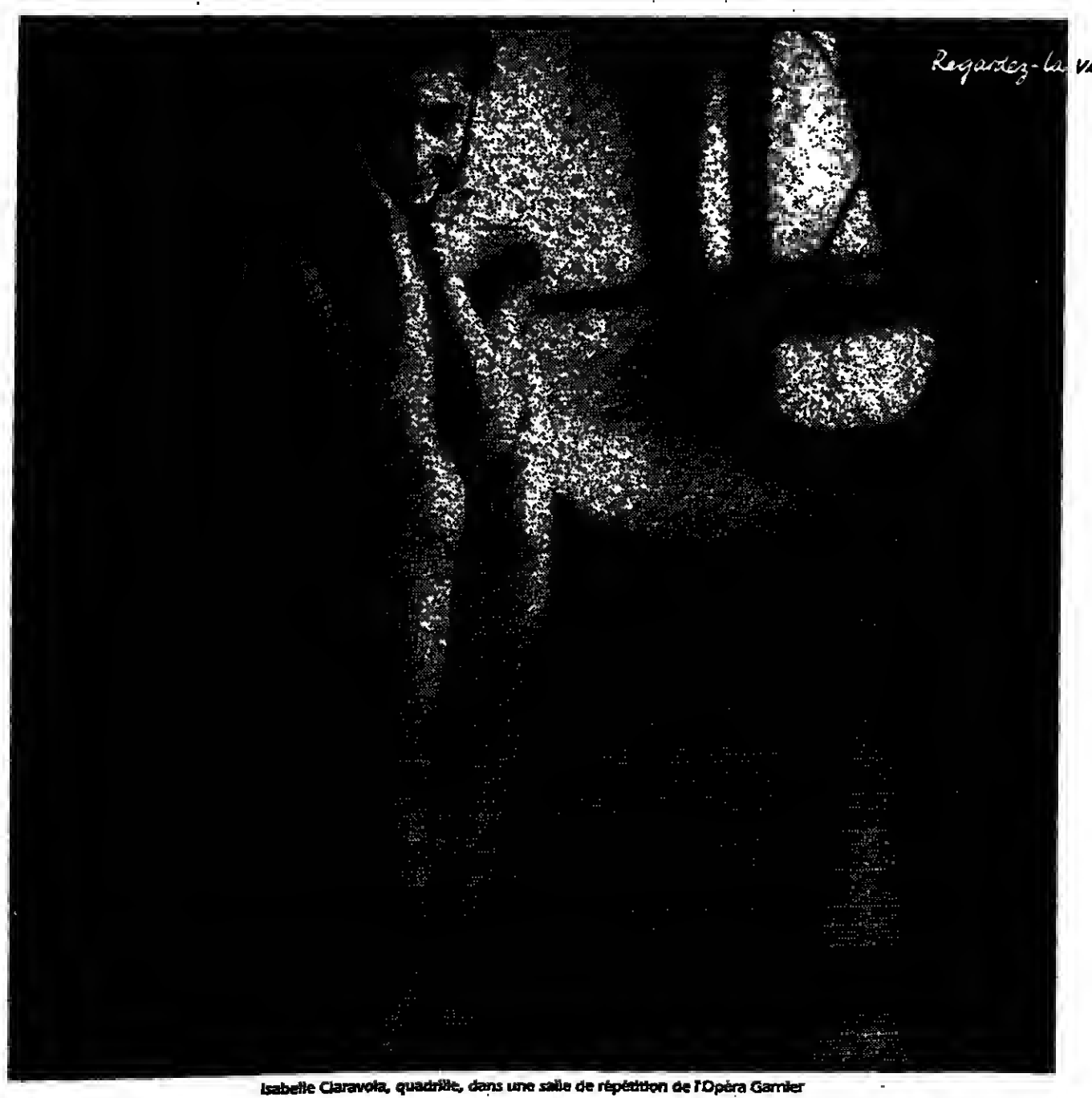
la victoire du... l'Europe...

### diplomatie, M. René Felber moné sa démission

Après une controverse depuis la guerre du golfe, les conditions d'engagement de troupes allemandes en dehors de la zone de défense de l'OTAN ont fait l'objet, mercredi 13 janvier à Bonn, d'un accord entre les partis de la coalition gouvernementale. Cet accord, qui prévoit la possibilité pour l'Allemagne de participer à des opérations dans le cadre d'une défense européenne, doit servir de base à des négociations avec l'opposition social-démocrate, dont le consentement est nécessaire pour modifier la Constitution.

### Charles devient la cible de « populaires »

Après une controverse depuis la guerre du golfe, les conditions d'engagement de troupes allemandes en dehors de la zone de défense de l'OTAN ont fait l'objet, mercredi 13 janvier à Bonn, d'un accord entre les partis de la coalition gouvernementale. Cet accord, qui prévoit la possibilité pour l'Allemagne de participer à des opérations dans le cadre d'une défense européenne, doit servir de base à des négociations avec l'opposition social-démocrate, dont le consentement est nécessaire pour modifier la Constitution.



Regardez-la vivre. De quoi est faite sa vie? De LYCRA\*, quand sur scène le confort de son justaucorps lui donne grâce et liberté de mouvement. Du film de SURLIN\*, qui protège les céréales qu'elle sème au petit-déjeuner. De CORIAN\*, quand elle fait admettre sa cuisine dernier cri. Ces produits découverts par Du Pont font partie de son confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui prolongent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France, contactez-nous à Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07.



Tous les jours de nos vies

Isabelle Claravola, quadrette, dans une salle de répétition de l'Opéra Garnier

\*Marque déposée de Du Pont de Nemours



## ASIE

CAMBODGE : l'ONU n'ayant pas su imposer son autorité

## La population est prise entre la politique d'intimidation de Phnom-Penh et la guérilla des Khmers rouges

Au lendemain de la première attaque meurtrière contre le personnel de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) qui a fait, mardi 12 janvier, trois morts (*le Monde* du 14 janvier), on a appris à Djakarta, que le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, allait rencontrer le prince Sihanouk, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, et le dirigeant Khmer rouge Khieu Samphan, pour tenter de relancer le processus de paix.

BATTAMBANG

de notre envoyé spécial

Granades, mines, jets de peinture sur les panneaux d'affichage, hommes en uniforme de l'armée de Phnom-Penh qui dispersent sympathisants et curieux. Les représentants du parti sihanouiste, le FUNCINPEC, à Battambang, la principale ville de l'Ouest cambodgien, alignent leurs griefs contre une politique musclée d'intimidation qu'ils attribuent au régime de Phnom-Penh. A mettre sur le compte de « bandits » ou de « Khmers rouges infiltrés », a récemment rétorqué M. Hun Sen, premier ministre de l'Etat du Cambodge. Il n'est que, face aux violations répétées des accords de Paris par les Khmers rouges, le régime de Phnom-Penh n'attend plus que l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) fasse la police.

Depuis deux ou trois mois, il ne demeure plus les bras croisés (*le Monde* du 14 janvier).

Pour le PPC, le Parti du peuple cambodgien, qui administre au moins 50 % de la population de l'ancien royaume, la province de Battambang n'est pas la plus facile à gérer. Le noyau dur des dirigeants du PPC, survivants des purges menées par M. Pol Pot lorsque les Khmers rouges étaient au pouvoir, sont originaires de l'Est. En outre, le gouverneur de Battambang, M. Ung Sami, neveu de M. Chea Sim, président du PPC, est un personnage pour le moins controversé et dont l'APRONUC a souhaité le renvoi. Dans l'ensemble de la province, le FUNCINPEC a ouvert deux permanences, pensant que la présence de l'ONU assurerait sa sécurité. Par habitude du maoïsme politique, et parce que l'échec des élections générales sont toujours prévisibles en mal, l'administration refuse de plus en plus de laisser le champ libre au FUNCINPEC, qu'elle considère, en l'absence probable des Khmers rouges, comme son principal adversaire électoral.

Fonctionnaires et militaires sont pressés de prendre leur carte de PPC, ce qui ne peut surprendre tant l'administration est calquée sur le parti. Lycéens et étudiants de l'âge de voter sont découragés d'adhérer aux quelque vingt-deux autres formations politiques qui se sont fait enregistrer. Dans les villages, les pressions sont encore plus directes. « Argent et mitraillette », résume le vice-président du FUNCINPEC à Battambang.

Conscient de la corruption qui sévit dans ses rangs, le régime de Phnom-Penh s'inquiète, il y a encore peu, d'un vote négatif, surtout en milieu urbain, où le scrutin devrait, en raison de la présence de l'ONU, être plus libre qu'en milieu rural. Il est en train de reprendre les choses en main.

«Pire qu'en Angola»

Au Cambodge, faute de la désobéissance et du cantonnement prévus par les accords de Paris, deux entités politico-militaires restent face à face, les Khmers rouges et le régime de Phnom-Penh. Ce dernier a beau jeu de rappeler qu'il est toujours prêt à appliquer les accords, à condition que les Khmers rouges ne fassent rien de ce qu'il n'est pas le cas. L'APRONUC n'ayant pas eu les moyens d'imposer son autorité aux uns comme aux autres, MM. Chea Sim et Hun Sen ont décidé d'assurer leurs arrières, sur le plan militaire. Et si Norodom Ranariddh, le fils le plus connu du prince Sihanouk, dirige le FUNCINPEC, Phnom-Penh n'hésite pas à lui opposer un autre fils de Sihanouk, le prince Chakrapong, vice-premier ministre et membre du bureau politique du PPC.

Pour les uns, le FUNCINPEC a oublié un peu trop vite qu'il ne serait jamais que l'hôte du PPC, dans la zone que ce dernier administre, si l'APRONUC ne parvenait pas à modifier substantiellement les règles du jeu, ce qui semble le cas. Le PPC, qui tient encore l'essentiel du pays, surtout ce que l'on appelle le « Cambodge utile », n'a pas l'intention de gaspiller ses chances électorales. Il se sent d'autant plus les coudées franches que le pécédent original a été obtenu par les Khmers rouges, accusés d'avoir provoqué la mort d'un million de personnes lors de leur passage au pouvoir (1975-1978) et de ne plus respecter, depuis juin 1992, leur signature des accords de paix. Phnom-Penh n'a pas l'intention de perdre, à l'occasion d'un scrutin, un combat que son armée n'a pas perdu, loin s'en faut, sur le terrain.

L'ironie, tragique, veut qu'en l'absence probable d'une participation des Khmers rouges au scrutin victorieux du FUNCINPEC – de plus en plus hypothétique, il est vrai – signifiait que les deux armées du Cambodge seraient, la première, à l'écart de la représentation politique et la deuxième, minoritaire au sein du Parlement. « Un résultat pire qu'en Angola », juge l'un des hauts fonctionnaires de l'APRONUC. Entre-temps, le climat se durcit et devrait continuer de le faire, à moins que l'APRONUC n'arrive à un moyen de dénouer la situation, ce que lui demandent à la fois le prince Sihanouk et le premier ministre de Phnom-Penh.

L'une des recettes serait l'élection anticipée du prince Sihanouk à la présidence de la République. Fort d'un mandat populaire, l'ancien roi pourrait alors tenter de sortir de l'ornière et de préparer la prochaine étape : comment assurer le relais de l'APRONUC, qui devra bien un jour envisager de dégrader ses effectifs – une opération qui a déjà ses risques de retard et prévoir pour la suite, sous une forme ou une autre, une présence beaucoup plus réduite et d'autant moins coûteuse.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## EN BREF

o ALGERIE : le quotidien « El Watan » est autorisé à republier. Les autorités locales ont levé, mercredi 13 janvier, la mesure de suspension qui frappait les journaux *El Watan* et *El Djazair el Youm*, respectivement depuis le 2 janvier et le 19 décembre dernier. *El Watan* avait annoncé « prématurément » l'assassinat, à Laghouat, de cinq gendarmes. Six journalistes de ce quotidien algérien ont été détenus pendant une semaine et restent inculpés de délits, passibles d'un maximum de dix ans d'emprisonnement. (Reuters)

o BRÉSIL : référendum sur un nouveau régime constitutionnel le 21 avril. Les Brésiliens vont devoir choisir entre une monarchie constitutionnelle, un système parlementaire ou présidentiel, le 21 avril prochain, au cours d'un référendum sur le régime constitutionnel qu'ils souhaitent pour leur pays à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995. Les modalités de ce référendum

JEAN HÉLÈNE

## AMÉRIQUES

CHILI : après avoir été libéré en Allemagne

## M. Erich Honecker va s'installer à Santiago

M. Erich Honecker a quitté l'Allemagne à destination du Chili, dans la nuit de mercredi à jeudi 14 janvier, quelques heures après avoir été libéré. La Cour constitutionnelle avait jugé, mardi 12 janvier, que l'ancien numéro un est-allemand, qui souffre d'un cancer du foie, était trop malade pour être jugé. A la suite de cette décision, la chambre compétente du tribunal de Berlin avait suspendu les accusations d'« homicide » qui pesaient sur lui (*le Monde* du 14 janvier). Enfin, la cour d'appel de Berlin a levé, mercredi, le dernier obstacle à la libération de M. Honecker en abandonnant des poursuites pour malversations au détriment de l'Etat est-allemand.

SANTIAGO

de notre correspondant

« Les portes du Chili sont grandes ouvertes à Erich Honecker. Nous l'attendons », a déclaré l'ambassadeur du Chili à Moscou, M. James Holger, a exprimé la position officielle de son pays sur la venue de l'ex-léader du régime est-allemand. Celui-ci vient retrouver sa femme Margot, qui avait rejoint sa fille Sonia, sociologue, résidente à Santiago. M. Honecker devait être

accueilli par les membres de son comité de soutien, composé notamment des membres du PC – toujours staliniens – et de socialistes de la tendance de M. Clodomiro Almeyda, ancien ambassadeur du Chili à Moscou, auprès duquel les époux Honecker avaient trouvé refuge entre le 11 décembre 1991 et le 29 juillet 1992. Le comité a exprimé sa grande satisfaction après la décision de la cour berlinoise, la qualifiant de victoire due « à l'opinion publique démocratique internationale et aux milieux progressistes allemands ».

«Une affaire privée»

La nombreuse et très influente communauté allemande du Chili n'a pas, pour l'instant, réagi à l'arrivée de l'ancien numéro un du régime est-allemand. Il faut dire que ses orientations politiques, plutôt conservatrices, ne la prédisposent pas à la sympathie envers un leader communiste accusé d'avoir fait tuer sur ses compatriotes. L'ambassadeur allemand au Chili, M. Wiegand Pabsch, qui avait multiplié les pressions pendant le premier semestre 1992 afin que le Chili libère M. Honecker à la justice allemande, n'a fait qu'une courte déclaration : « Cette décision appartient à la justice allemande et non au gouvernement allemand. Nous n'avons aucune raison d'aller chercher M. Honecker à l'aéroport, absolument aucune. »

Du côté du gouvernement chilien,

BRUNO ADRIAN

HAÏTI : tandis que l'exode des réfugiés continue

## Les Etats-Unis cherchent à obtenir le retour de la démocratie à Port-au-Prince

Les équipes de MM. Bush et Clinton multiplient les efforts pour tenter de résoudre la crise haïtienne avant le 20 janvier, date de la passation de pouvoirs aux Etats-Unis. Les conseillers de M. Clinton et sont entre autres, mardi 11 janvier à Washington, avec le président haïtien en exil Jean-Bertrand Aristide, avant l'allocution que le président élu doit prononcer, dans les prochains jours, sur Haiti. Les entretiens ont surtout porté sur la recherche d'une solution diplomatique à l'exode des Haïtiens vers les Etats-Unis.

Un porte-parole du département d'Etat et d'autre part déclaré mercredi que les élections sénatoriales et législatives partielles qui doivent avoir lieu le 18 janvier n'étaient pas « légitimes », en raison des conditions dans lesquelles elles sont organisées.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Les autorités américaines craignent que la vague de boat people haïtiens qui déferle sur les côtes de Floride ne s'amplifie après la prestation de serment de M. Clinton. Au cours de sa campagne électorale, le président élu s'était en effet opposé à la politique de rapatriement systématique des réfugiés haïtiens, appliquée par l'administration Bush depuis mai. Lundi encore, 226 réfugiés interceptés en haute mer ont été reconduits à Port-au-Prince par un bâtiment des gardes-côtes américains. Les organisations de défense des droits de l'homme qualifient cette politique de

« raciste », soulignant que, à la différence des Haïtiens noirs, les Cubains fuyant le régime castriste sont accueillis à bras ouverts en Floride.

En dépit des risques de la traversée, la plupart des observateurs soulignent que l'exode (plus de 40 000 personnes depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre 1991) se poursuivra tant que la crise politique, et par voie de conséquence le délabrement économique, n'auront pas trouvé un début de solution. Les risques sont réels : lundi, les gardes-côtes de Miami ont confirmé, sur la foi d'informations transmises par leurs homologues cubains, le naufrage du *Vierge-Miracle* le 21 décembre dernier près de l'île Gran-Inagua dans les Bahamas. Selon le témoignage de huit rescapés, qui ont pu gagner les côtes cubaines, 394 réfugiés qui s'étaient entassés à bord de ce bateau ont péri dans la tempête.

Dans un entretien diffusé lundi par le service créole de la Voix de l'Amérique – une radio très écoutée en Haïti –, le président Aristide a appelé ses compatriotes à ne pas prendre la mer, soulignant que « le retour à la démocratie est proche, grâce aux efforts du président Clinton, des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains ».

Concessions demandées de part et d'autre

Le président en exil a aussi tenté les grandes lignes d'une solution politique, dans l'esprit de l'accord qu'il avait signé le 23 février 1992 à Washington avec les présidents du Sénat et de la Chambre des députés haïtiens. Il s'est prononcé en faveur d'une amnistie pour les militaires, d'une professionnalisation de l'armée et du retrait de son commandant en chef, le général Raoul Cedras, qu'il voulait jusqu'à la voir « mis aux ordres et jugé », en même temps que les autres auteurs du putsch.

(*le Monde* du 2 mars 1992). Pour le choix du nouveau premier ministre et la constitution du gouvernement, M. Aristide s'est déclaré favorable à une large concertation avec le Parlement, l'opposition, le secteur privé et les différents groupes socioprofessionnels. Les uns de M. Leslie Delatour, jeune et brillant technocrate qui fut ministre des finances après la chute du « dictateur », Jean-Claude Duvalier, et du général Hérard Abraham, commandant en chef de l'armée pendant les premiers mois de la présidence de M. Aristide, sont cités pour le poste de premier ministre.

Pour convaincre les détenteurs du pouvoir, militaires et civils, qu'il est temps de négocier, l'administration Bush, qui travaille sur ce dossier en étroite collaboration avec l'équipe de transition de M. Clinton, a dépêché à Port-au-Prince le général John Sheehan. Ce haut gradé américain a déclaré à ses interlocuteurs militaires qu'ils devaient reconnaître le président constitutionnel, indiquant-on de source diplomatique à Port-au-Prince. Le général Sheehan a ajouté que Washington était prêt à reprendre sa coopération militaire pour faciliter la professionnalisation de l'armée dans l'hypothèse d'un retour à la démocratie.

La pression des Nations unies sur les putschistes devrait également s'accroître au cours des prochains jours, après la visite à Port-au-Prince du représentant spécial du secrétaire général récemment nommé, l'Argentin Dante Caputo. Quant au premier ministre de fait, M. Marc Bazin, libéré par la plupart des formations politiques à l'exception du PANPRA (social-démocrate), il n'a pas renoncé à organiser des élections sénatoriales partielles, prévues pour le 18 janvier. Des élections qualifiées de « farces » par le président en exil.

JEAN-MICHEL CAROIT

## AFRIQUE

KENYA : après son succès aux élections générales

## L'ancien parti unique garde le contrôle du gouvernement

Le président Daniel arap Moi a présenté, mercredi 13 janvier, la liste du nouveau gouvernement kenyan. Fort de son succès aux élections générales de décembre, le chef de l'Etat a choisi des ministres qui sont tous, sans exception, membres de l'ancien parti unique.

NAIROBI

correspondance

Les élections générales du 29 décembre, premier scrutin pluraliste que le Kenya ait connus depuis vingt-six ans, n'ont pas débouché, comme certains s'y attendaient, sur un gouvernement d'ouverture. En désignant ses ministres (obligatoirement membres du Parlement), le président Daniel arap Moi paraît avoir cherché un compromis entre sa vieille garde et quelques nouveaux venus, tous membres de la Kenya African National Union (KANU).

Sans renier son ancienne équipe, le chef de l'Etat a fait quelques concessions aux bailleurs internationaux. De trente-trois portefeuilles on est passé à vingt-quatre, et le ministère des finances a été réintégré au vice-président George Saitoti, pour être confié à un jeune « loup » du parti, M. Musalia Mudavadi, âgé de trente-trois ans.

Un rôle de « garde-fou »

M. arap Moi a également pris soin de maintenir les « représentations » des deux plus importantes tribus kényanes, les Kikuyu et les Luo, MM. Joseph Kamotho (éducation) et Dalmas Otieno (qui passe du commerce aux transports). L'opposition n'en a pas moins sévèrement condamné le fait que ces ministres n'ont reçu aucun mandat populaire, et dénoncé l'absence de femmes dans le nouveau gouverne-

ment. Au Parlement, la KANU détient une majorité absolue (112 sièges sur 200), ce qui lui permet de légiférer, mais non de voter des amendements à la Constitution, pour lesquels les deux tiers des voix sont nécessaires.

Ce décor politique posé, la véritable inconnue réside désormais dans la reprise, ou non, de l'aide étrangère, partiellement « gelée » en novembre 1991. Ce « gel » représente un manque à gagner annuel d'environ 300 millions de dollars. Les donateurs devraient se prononcer après la visite d'experts du Fonds monétaire international (FMI), attendus en février. A moins qu'ils ne se messagent un temps d'observation supplémentaire pour juger la nouvelle équipe gouvernementale.

A Nairobi, certains diplomates, comme l'ambassadeur de France, M. Michel de Bonnefroid, estiment que les élections ont été « globalement libres et honnêtes » et appellent à la reprise immédiate de l'aide. Les Etats-Unis se montrent plus circonspects. « Si la démocratisation est en cours, remarque un conseiller de l'ambassade américaine, les réformes économiques, à savoir le processus de privatisation et le contrôle de la masse monétaire, sont loin d'être satisfaisantes. »

Évalué à 30 %, voire 70 % selon les sources, le récent gonflement de la masse monétaire – qui vise à compenser la réduction de l'assistance occidentale ou, comme on le dit aussi, à financer une campagne électorale difficile – a fait resurgir la menace inflationniste. Autre point faible : la lenteur à privatiser les entreprises publiques, qui constituent des « rentes de situation » traditionnelles pour les « fidèles du régime », selon les termes d'un observateur.

Sur le plan politique, le spectre de fambes populaires, un moment agité par certains chefs de file de l'opposition, est provisoirement écarté. Ayant beaucoup déçu leurs électeurs, les partis d'opposition, incapables de désigner un candidat unique contre le président arap Moi, en sont réduits à accepter leur rôle de « garde-fou » au Parlement. Un rôle à la fois modeste et crucial : « Cela nous prendra peut-être cinq ou six ans pour légiférer », lance un député, l'avocat Martha Njika, mais nous avons désormais des moyens de pression accrues sur le régime ».

JEAN HÉLÈNE

autorités israéliennes ont reconnu mercredi 13 janvier que six autres Palestiniens avaient été déportés par erreur vers le sud du Liban le 17 décembre et qu'ils étaient autorisés à revenir. Au total, seize des 415 bannis n'auraient pas dû l'être. (AFP)

o L'armée israélienne porte plainte contre un photographe américain. L'armée israélienne a porté plainte, mercredi 13 janvier, contre le photographe américain Paul Kereu, routé de coups mardi par des soldats lors d'un reportage dans la bande de Gaza (*le Monde* du 14 janvier). Un porte-parole militaire a accusé M. Kereu, qui a pourtant reçu dans un premier temps les excuses de l'armée, d'avoir incité les habitants à lancer des pierres sur un poste d'observation militaire pour prendre des photos. (AFP)

o ISRAËL : six autres Palestiniens expulsés par erreur. – Les



libre en Allemagne  
s'installer à Santiago

Le projet gouvernemental sur les retraites refusé par le PS

à obtenir le retour  
Port-au-Prince

Le projet gouvernemental sur les retraites refusé par le PS

Le projet gouvernemental sur les retraites refusé par le PS

# POLITIQUE

Le projet gouvernemental sur les retraites refusé par le PS

## Dix ans en arrière

Les socialistes ont-ils bien évalué les conséquences de leurs positions de principe? En affirmant mercredi 13 janvier qu'ils n'accepteraient « aucune remise en cause » de la retraite à soixante ans, le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté une attitude qui consiste à refuser de facto toute réforme effective du système de retraites. Et qui le renvoie dix années en arrière, lorsque la France ne comptait que deux millions de chômeurs et que l'on croyait encore que l'âge de la retraite était lié à l'âge de la cessation d'activité, mécaniquement de la libération des emplois pour les jeunes.

Augmenter progressivement de trente-sept années et demi à quarante ans la durée d'activité nécessaire pour obtenir une pension à taux plein aboutit à réserver la retraite à soixante ans à ceux qui auront commencé à travailler relativement jeunes, vers

l'âge de vingt ans. Nombre de salariés, à commencer par les cadres, seraient donc contraints de quitter la vie professionnelle vers soixante-trois ou soixante-cinq ans. C'est cela que refusent les socialistes.

Ce redoublement est surprenant. Lors de la publication du Livre blanc sur les retraites, en avril 1981, le PS n'avait pas protesté, bien au contraire. Mieux, certains élus socialistes n'ont jamais caché que l'élargissement de la durée d'activité — qui ne rapporterait que 8,5 milliards de francs d'ici à l'an 2000 alors que la dérive du système de retraite engendrerait un besoin de financement tendanciel de l'ordre de 67 milliards à la même date — leur paraît le meilleur moyen de répartir les sacrifices. « La retraite à soixante ans, nous l'avons inscrite pour les milieux populaires, pour ceux qui s'usent à l'usine. L'allongement de la durée

d'activité n'aura pas d'effet sur les travailleurs manuels », affirmait, dans le Monde du 25 mars 1982, M. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe et secrétaire national du PS pour les questions sociales.

Refuser de revenir sur certains principes, c'est, qu'on le veuille ou non, considérer que les « acquis sociaux » existent en soi, sans qu'il soit nécessaire de tenir compte de leur financement, alors que la Caisse nationale d'assurance-maladie de la Sécurité sociale accuse déjà un déficit annuel de 20 milliards de francs. C'est, aussi, préparer de formidables inégalités entre les générations, car s'interdit de jouer sur les dépenses de retraite condamnée à une augmentation sans fin des recettes, par la baisse des hausses de cotisations ou de la CSG, supportées pour l'essentiel par ceux qui travaillent. Fondé sur la technique de la répartition,

notre système de retraite fait payer en temps réel les pensions grâce aux cotisations des actifs. Selon les travaux du Plan, l'allongement de l'espérance de vie et les droits accumulés à la législation inchangée par la génération du baby boom (1945-1965) conduisent à augmenter le taux global de cotisation d'assurance-vieillesse de 16 % aujourd'hui à 23,7 % en 2005 et 40 % en 2040. Qui d'autre, si ce n'est les actifs de demain, paiera l'addition?

Enfin, la refus du PS de voir privatisées banques et sociétés d'assurances du secteur public dans les douze prochaines années afin d'alimenter un fonds de garantie peut se comprendre. A condition que soient avancées des solutions de rechange crédibles.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Le rejet des socialistes



Suite de la première page

Ainsi M. Thierry Mandon, député de l'Essonne, membre du secrétariat national, a-t-il déclaré au sujet de M. René Teulade, ministre des affaires sociales : « Chaque fois qu'il parle, c'est une catastrophe! ». M. Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, a exprimé sa « stupeur » ; M. Lionel Jospin s'est déclaré « abasourdi ».

L'ancien ministre de l'éducation nationale a expliqué jeudi matin sur Europe 1 que les membres du bureau exécutif avaient découvert dans les journaux, « avec une certaine surprise », « tout bien dit », les projets de gouvernement. M. Jospin a rappelé que le PS est décidé à défendre la retraite par répartition, contre toute évolution vers un système par capitalisation, et il s'est demandé pourquoi l'on parle, « à deux mois des élections, de privatiser des entreprises qui ont été nationalisées par le général de Gaulle en 1945 ». « Qui a pu avoir cette idée? s'est-il interrogé. Pas les socialistes, en tout cas. » L'ancien premier secrétaire du PS a rappelé que pendant la cohabitation, entre 1986 et 1988, M. Mitterrand avait fait savoir qu'il refusait la privatisation de biens acquis à la nation à la Libération, puis que, dans sa Lettre à tous les Français, il avait écarté toute

nationalisation comme toute privatisation nouvelle.

M. Fabius lui aussi résolu à défendre l'actuelle durée de cotisation nécessaire pour bénéficier de la retraite pleine (trente-sept ans et demi), il estime que la constitution d'un fonds de garantie pour assurer les pensions en 2005-2020 est une bonne idée, mais qu'il n'y a aucune raison pour que les actifs que les entreprises nationales concernées déposeraient dans ce fonds entraînent leur privatisation. Les divers intervenants au bureau exécutif ont exprimé des sentiments

convergents contre le gouvernement, mais pas toujours identiques sur le problème posé.

Certains ne sont pas hostiles à l'allongement de la durée de cotisation, mais refusent le fonds de garantie tel qu'il est envisagé — c'est le cas de M. Emmanuel Richetti, d'autres, comme M. Mandon, approuvent le fonds de garantie, mais refusent les quarante ans de cotisations. M. Jean-Claude Boulard, responsable des questions sociales au secrétariat national du PS, a expliqué que l'allongement de la durée de cotisation n'affectera pas la plupart des futurs retraités des dix ans à venir, mais ceux qui les suivront. Ce point de vue n'a pas été pris en compte dans la rédaction du communiqué, préparé par M. Boulard, mais revu par M. Fabius. Le premier secrétaire a été sensible à l'inquiétude de ceux qui, comme M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, se sont demandé sur quels thèmes les socialistes feront campagne s'ils consacrent par maître aux élections une cause qui n'est pas celle des acquis sociaux que M. Mitterrand entend défendre.

Le président de la République avait pourtant qualifié d'excellente idée, le 6 janvier, lors des vœux de la presse, le financement des retraites par des privatisations. Il apparaît donc qu'en s'y opposant les socialistes se séparent une fois encore du premier ministre et du gouvernement. Mais, aussi, du président de la République. Soit, d'un côté, une nouvelle cacophonie. M. Fabius espère convaincre M. Bérégovoy d'apporter un peu plus de soin à la coordination des projets mais en avant par le gouvernement et par le PS. Il n'est pas sûr que le premier ministre, qui donne de plus en plus le sentiment de vouloir mener sa propre campagne pour les élections législatives, prenne en compte ce souhait.

PATRICK JARREAU

## M. Teulade propose une table ronde aux partenaires sociaux

Recevant les partenaires sociaux, M. René Teulade, ministre des affaires sociales, leur a proposé de participer à une « table ronde » pour déterminer « assez rapidement » un protocole pour la retraite, à l'issue de son entretien.

Un accord-cadre pourrait être élaboré qui confirmerait « l'attachement » de l'Etat et des partenaires sociaux au « régime par répartition » et affirmerait la volonté d'arriver à l'équilibre pendant la période 1993-2005, « sans toutefois en préciser les modalités, qui devront être déterminées avec le futur gouvernement ».

La CFTC souhaite un « contact préalable préalable » avant toute discussion et estime que la proposition « mérite d'être examinée attentivement », tout en réservant sa « liberté d'apprécier ». La CFE-CGC demande pour sa part un « Grenelle de l'emploi et de la protection sociale ». La CFTD se déclare prête à « discuter » mais exige des « garanties parlementaires ». Sans s'engager « à dire oui », la FO accepterait l'idée de « grandes négociations à Mouton ». Quant à la CGT, elle ne veut pas « laisser régler par l'arbitrage » et par des mesures politiques préélectorales, un dossier aussi important que les retraites.

Quant au CNPF, il préconise de porter la durée de cotisation à quarante-deux ans pour bénéficier de la retraite et propose le calcul des pensions sur la totalité de la vie active, et non sur les dix meilleures années.

Le contrôle parlementaire sur les actes communautaires

## Le Conseil constitutionnel précise les pouvoirs du Sénat en matière européenne

Le Conseil constitutionnel a donné son aval, mardi 12 janvier, à l'essentiel de la réforme du règlement du Sénat permettant l'application de la révision constitutionnelle qui, à l'occasion du traité de Maastricht, a accru le pouvoir du Parlement dans le contrôle de l'activité des institutions européennes. La modification du règlement de l'Assemblée nationale ayant déjà été approuvée, cet accroissement des droits des parlementaires va pouvoir entrer dans les faits.

Fidèle à sa tradition, le Sénat s'était accordé un peu trop de pouvoir en adaptant son règlement à la réforme constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, qui permet désormais au Parlement de voter des « résolutions » sur les « propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative ». Créé par les constituants de 1958, pour vérifier que les parlementaires appliquaient strictement les nouvelles règles qui leur étaient imposées, le Conseil constitutionnel a ramené les sénateurs, mardi, à une plus juste

appréciation des prérogatives dont ils disposent.

Le texte de la réforme constitutionnelle votée au printemps dernier était d'un flou tel qu'il permettait des interprétations en contradiction avec les principes de la V<sup>e</sup> République. La tâche du Conseil constitutionnel, auquel est obligatoirement soumise toute modification du règlement des Assemblées, était donc particulièrement délicate, puisque, logiquement, les députés et les sénateurs, qui se plaignent d'être exclus des procédures de fabrication de la législation européenne, ont tenté de profiter au maximum des possibilités qui leur étaient ouvertes par cette révision. Déjà, sans la censure, le Conseil avait sérieusement cédé, par des décisions « interprétatives », la modification de son règlement votée par l'Assemblée nationale (le Monde du 19 décembre).

Le Sénat avait été un peu plus ambitieux (le Monde du 17 décembre). Le Conseil a donc été plus sévère à son endroit, en lui reprochant, indirectement, de n'avoir pas prévu une procédure différente selon que le Parlement est en session ou non, ce qu'avait fait l'Assemblée nationale. Ainsi, il a considéré que les délais prévus par le projet voté au palais du Luxembourg ne doivent

pas aboutir à priver le gouvernement de la prérogative, qu'il tient de la Constitution, de « décider l'inscription à l'ordre du jour prioritaire du Sénat » de la discussion d'une proposition de résolution.

Surtout, le Conseil a précisé que ces délais ne doivent pas être interprétés comme « visant à permettre au Sénat de tenir séance » en dehors des sessions parlementaires, dont les dates, lorsqu'elles sont ordinaires, sont fixées par la Constitution, et dont l'ordre du jour, lorsqu'elles sont extraordinaires, est déterminé par un décret du président de la République.

Le Conseil constitutionnel n'a pas accepté que le gouvernement ne puisse pas demander au Sénat de se prononcer, éventuellement, en moins d'un mois. Il a jugé cette disposition « non conforme à la Constitution », puisque celle-ci prévoit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », que ses membres « sont entendus quand ils le demandent » par les Assemblées, qu'il a la maîtrise de l'ordre du jour prioritaire et qu'il doit donc pouvoir demander au Parlement son opinion « dans un délai qui, eu égard aux engagements internationaux de la France, peut être, dans certains cas, inférieur à un mois ».

THIERRY BRÉNIER

La préparation des élections législatives

## Hérault : M. Saumade défie M. Frêche

MONTPELLIER  
de notre correspondant

Avant même le scrutin de mars, le combat des chefs fait rage dans l'Hérault. M. Gérard Saumade, président socialiste du conseil général, a en effet annoncé, mercredi 13 janvier, sa décision de se présenter en mars prochain dans la quatrième circonscription, celle de Montpellier-Lodève, dont le député sortant n'est autre que M. Georges Frêche, le maire socialiste de Montpellier (le Monde du 31 octobre 1992). Dans une déclaration, M. Saumade a précisé qu'il « ne sollicite aucune étiquette politique, sinon celle de l'œuvre qu'il a faite au conseil général (il a déjà réalisé) ». M. Frêche bénéficie quant à lui du soutien officiel du PS, qui a réaffirmé mercredi soir qu'il est son « candidat déclaré ».

Le feu couvait de longue date entre les deux hommes. Il avait pris en mars 1988. Se sentant alors menacé dans la circonscription de Montpellier-La Paillade par M. Camille Cphara, RPR, ancien secrétaire d'Etat aux repatriés, M. Frêche s'était replié sur la quatrième circonscription, un territoire rural que visitait M. Saumade. Ce dernier avait dû se résigner à se présenter à La Paillade où il s'était, du reste, imposé. Il y avait eu ensuite l'épisode des quatre cent trente-huit « vraies-fausse » cartes du PS achetées directement auprès du trésorier national en février 1990, avant le congrès de Rennes, et présentée par M. Saumade comme « une fraude » menée par le maire de Montpellier dans le but de pren-

dre le contrôle de la fédération. M. Saumade s'était alors mis en « congé » de la fédération de l'Hérault.

D'une manière générale, le maire de Montpellier se présente en victime du conseil général, ne cessant de dénoncer la sous-représentation des élus urbains au sein d'une assemblée départementale trop rurale à son goût. En septembre dernier le ton était encore monté avec l'affaire des équipements sportifs. La capitale régionale réclame en effet, textes de loi en main, un loyer aux collèges qui utilisent les équipements de Montpellier. Collèges dont les budgets sont approuvés par... le département.

M. Saumade se fonde sur sa victoire de 1988, et sur le succès du PS aux dernières cantonales à La Paillade, pour démontrer que M. Frêche ne risque plus rien en retournant se présenter chez lui. Lui-même ira donc dans l'arrière-pays héraultais qu'il considère comme son « fief », où se trouve notamment la commune de Saint-Mathieu-de-Tréviers dont il est le maire.

Seul un repli stratégique de M. Frêche sur La Paillade pourrait éviter l'affrontement. M. Saumade refuse clairement tout compromis, plaçant ainsi son rival devant le fait accompli. De deux choses l'une : ou M. Frêche reste à Lodève et prend le risque d'un duel fratricide, ou il revient à La Paillade, solution politiquement moins risquée mais qui le ferait apparaître comme celui qui a reculé.

JACQUES MONIN

## Pyrénées-Orientales : M. Alduy (UDF) retire ses délégations à M. Barate (RPR)

PERPIGNAN  
de notre correspondant

Alors qu'ils participaient tous deux, mardi 12 janvier, à Barcelone, à une réunion sur le TGV européen, M. Paul Alduy, maire UDF-PSD de Perpignan, a décidé de retirer ses délégations à M. Claude Barate, chef de file du RPR en Roussillon, député sortant de la première circonscription des Pyrénées-Orientales. Le motif invoqué par le maire est la « mise au grand jour, en 1992, de dissensions ou sein de la majorité municipale et des organismes qui en dépendent » (le Monde des 18 août et 6-7 décembre 1992). « Il n'est pas admissible qu'un conseiller municipal s'inscrive au sein de la municipalité, sous la direction de Claude Barate », affirme M. Alduy. L'effet d'annonce de ce divorce politique n'a surpris que l'intéressé, qui, mercredi matin, n'avait pas encore reçu la lettre recommandée du maire, ni rencontré ce dernier.

### « Ces odeurs insalubres »

L'espoir du maire de Perpignan, qui avait préparé cette manœuvre dans le plus grand secret, est moins de tenter de rassembler la fraction UDF du conseil municipal qui le soutenait jusqu'aux dernières élections sénatoriales (où il a été battu) que d'obtenir du ministre de l'Intérieur la dissolution du conseil municipal. « La municipalité ne peut être dissoute avant plusieurs mois pour des raisons réglementaires, précise en effet M. Paul Alduy. Je voudrais que la cohabitation entre Claude Barate, moi et nos amis respectifs se déroule dans le calme, l'honneur et la dignité ».

Le 6 janvier dernier, le maire de Perpignan, devant plusieurs cen-

taines de fonctionnaires municipaux réunis pour la cérémonie annuelle des vœux, avait souhaité publiquement que les élections municipales aient lieu avant l'échéance de 1995. « Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans un tel climat délétère », avait-il dit. Il y a eu en 1992 des rumeurs, des opérations lancées pour déstabiliser la ville de Perpignan qui n'honorait pas leurs auteurs. (...) Eliminons toutes ces vapeurs, toutes ces odeurs insalubres qui ont gâché l'année 1992. » Par-dessus tout, M. Paul Alduy cherche à affaiblir M. Claude Barate, qui apparaît comme son héritier présomptif et se retrouve aujourd'hui confronté à la concurrence directe du propre fils du maire, M. Jean-Paul Alduy, élu en mars conseiller général et candidat aux élections législatives sous les couleurs du CDS. Le vieux maire de Perpignan n'ignore pas qu'une défaite de M. Barate aux législatives augmenterait les chances de son fils, mais il ne veut pas se voir évincer de son poste.

JEAN-CLAUDE MARRE

## M. Juppé chiffre le programme de gouvernement du RPR à 100 milliards de francs sur trois ans

M. Alain Juppé a présenté officiellement, mercredi 13 janvier à Paris, le programme de gouvernement du RPR (le Monde daté 20-21 décembre 1992) qui, selon le secrétaire général, répond à « trois urgences : reconstruire un Etat digne de ce nom, se battre pour l'emploi sur tous les fronts et recréer une véritable cohésion sociale ». Pour l'immédiat, ce programme politique est essentiellement constitué de « 20 réformes pour changer la France » qui sont la contribution du RPR à la plate-forme de gouvernement de l'opposition attendue au mois de février. Devant environ un millier de représentants du milieu socio-professionnel dont le CNPF, la CPMF, la CFE-CGC ou l'AFM (Association professionnelle des magistrats), M. Juppé a défendu

les propositions de son parti. Auparavant, l'ancien ministre du budget avait indiqué que, financièrement, ces réformes sont « parfaitement réalisables ».

Leur coût oscille, selon le RPR, entre 100 milliards et 110 milliards de francs sur trois ans : 80 milliards pour les allègements de charges et 30 milliards de dépenses supplémentaires dans les secteurs prioritaires. Sur la même période, M. Juppé a chiffré les recettes escomptées autour de 160 milliards : 70 milliards pour la maîtrise des dépenses publiques, 50 milliards pour les privatisations, 30 milliards pour les plus-values fiscales résultant d'une croissance plus soutenue et 15 milliards obtenus grâce à la réduction du chômage.





## POLITIQUE

## Bilan d'une législature

## IV. — La « fièvre verte »

Après avoir mis l'accent sur le rôle retrouvé du Parlement, sur la « découverte de l'Europe » par les députés et sur les débats consacrés à l'immigration (le Monde des 12, 13 et 14 janvier), nous continuons la présentation du bilan de l'activité parlementaire entre 1988 et 1993 en rappelant les nombreux textes portant sur l'environnement.

par Roger Cons

La période 1988-1993 aura été exceptionnelle à double titre dans le domaine de l'environnement : à une montée soudaine de la conscience écologique dans l'opinion publique, comme en témoignent les résultats des élections cantonales de 1988 et des élections municipales de 1989, a correspondu la présence au gouvernement, pendant quatre ans, d'un ministre « écolo », M. Brice Lalonde, suivi d'un « poulin » de l'Elysée, M. Ségolène Royal. Une conjonction encore jamais vue dans le paysage politique français. Cette coïncidence, pas complètement fortuite, a débouché sur une salve de lois, décrets et règlements qui a relancé la politique environnementale de la France, quelque

peu ralentie au cours des législatures précédentes (1981-1986 et 1986-1988).

Dans les années 60-70, on avait assisté à la naissance d'une législation « octroyée » par l'Etat gaulliste, comme la création des parcs nationaux (1960), les agences de bassin (1964) et le Conservatoire du littoral (1975). L'Etat prenait directement en main la protection des territoires fragiles et obligeait industriels et collectivités à dépolluer. Sous le septennat de M. Giscard d'Estaing apparaissent les grandes lois-cadres : déchets industriels (1975), protection de la nature (1976), installations classées (1976) — qui fixent les règles générales de bonne conduite écologique.

## Le traitement des déchets

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, la grande affaire devient la décentralisation. De sorte que la législation environnementale glisse de la protection à l'aménagement du territoire, qui a besoin de nouvelles règles de répartition des pouvoirs entre l'Etat, les collectivités et le citoyen. Le Parlement vote la loi Bouchardet sur les enquêtes publiques (1983), la loi pêche (1984) et les deux lois d'aménagement concernant le littoral et la montagne (1985). La perspective change avec l'arrivée de M. Brice Lalonde aux commandes. Les effets pervers de la décentralisation apparaissent flagrants, notamment en matière de permis de construire, et l'Etat doit rappeler aux préfets qu'ils ont encore le pouvoir d'interdire et de contrôler, à commencer par le littoral.

Dès janvier 1989, le ministre de l'environnement expose au conseil des ministres sa politique en matière de déchets. Mais l'une des mesures essentielles qu'il propose pour faire disparaître les décharges incontrôlées — une taxation de 20 F la tonne mise en décharge — rencontre des obstacles difficiles à surmonter. La Cour des comptes s'oppose à ce que des exploitants de décharge soient transformés en collecteurs d'impôt. Les maires rechignent à payer plus cher l'élimination de leurs ordures ménagères.

Du coup, les parlementaires se mobilisent autour du thème. M. Michel Destot, député (PS) de l'Isère, se lance dans la rédaction d'un épais rapport sur le traitement des déchets industriels. Et la commission de la production et des échanges cofinancée à M. Jean-Marie Bockel, député (PS) et maire de Mulhouse, une « mission d'information sur le traitement, le recyclage et la valorisation des déchets ». Après de multiples études et auditions, M. Bockel présente vingt propositions, qui reprennent notamment la fameuse taxe de 20 F la tonne. Cela permet à M. Lalonde de présenter au conseil des ministres, en janvier 1992, un projet de loi qui prévoit l'élimination en dix ans des décharges sauvages, grâce à la taxe, et l'obligation pour les collectivités locales de choisir au moins un site d'enfouissement des déchets industriels par région, et une décharge contrôlée par département.

## La querelle de l'eau

Le projet, repris par M. Ségolène Royal, est finalement adopté en mai par le gouvernement. Bérégozov et adopté en juin par l'Assemblée nationale. Il est à son tour ratifié par le Sénat, sous une forme renforcée, puis l'Assemblée nationale de la taxation de 20 F la tonne aux décharges privées des entreprises. La loi, promulguée le 13 juillet, est entrée en application depuis le 1<sup>er</sup> janvier. C'est l'ADEME, la nouvelle agence chargée de la qualité de l'air, des déchets et de la maîtrise de l'énergie, qui gèrera les quelque 350 millions que devrait rapporter annuellement la taxe de mise en décharge.

L'autre grande réforme voulue par M. Brice Lalonde, et poussée notamment par deux députés des Yvelines, MM. Guy Malandain (PS) et Paul-Louis Tenaillon (UDF), concerne l'eau. Relatée entre une douzaine d'administrations différentes, selon qu'elle coule ici ou là, avant ou après traitement, une gestion cohérente de l'eau est devenue difficile faute d'une coordination des acteurs. Outre, et même indépendamment des trois années de sécheresse récentes, cette matière première est devenue précieuse avec l'augmentation de la consommation des ménages et de l'agriculture (pour l'irrigation). L'eau est en passe de devenir un bien rare, à tout le moins convoité.

Dans un premier temps, le ministère de l'environnement a voulu rebâtir complètement, en abrogeant la loi de 1964 créant les agences financières de bassin. Non pas que le principe pollueur-payeur institué par cette loi fut mauvais, mais parce que, la décentralisation aidant, le rythme des investissements avait beaucoup ralenti. Les parlementaires en étaient d'autant plus d'accord que les agences de bassin collectent un impôt — les redevances antipollution payées par les industriels et les collectivités locales — qu'ils ne voient pas, ce qui est à la limite de la légalité. Mais on s'est alors aperçu que ce système de redevances, assis sur une région géographique réelle — le bassin versant — était de l'écologie avant la lettre... et surtout parfaitement efficace pour mener une politique de dépollution des cours d'eau.

Un autre élément est venu compliquer la mise en œuvre du nouveau texte : la crainte des agriculteurs, déjà taxés de « pollueurs » par M. Lalonde, d'avoir à payer leur eau d'irrigation. Les organisa-

tions professionnelles, puissamment relayées par les parlementaires, ont finalement réussi à échapper au couperet de la taxe sur l'eau. Seuls les cultivateurs et éleveurs « industriels » seront donc astreints à payer la dépollution.

La nouvelle loi sur l'eau, finalement promulguée le 3 janvier 1992, prévoit une planification de la ressource par les SAGE (schémas d'aménagement et de gestion des eaux), la protection renforcée des sites de captage, l'autorisation préalable des travaux susceptibles de modifier l'écosystème aquatique et, surtout, une nouvelle tarification pour les usagers. Le forfait, encore très pratiqué aujourd'hui, sera progressivement abandonné d'ici à 1994 et remplacé par une tarification établie sur la consommation réelle.

La « grande loi sur l'eau » apparaît donc en définitive comme un toilettage et une harmonisation des textes en vigueur. Mais elle a été assortie sous le gouvernement Cresson, avec l'aval d'une importante majorité parlementaire, du doublement des ressources financières des agences de bassin, rebaptisées agences de l'eau. C'est ce budget de 81 milliards de francs pour cinq ans qui va constituer le cœur de la guerre de la dépollution.

Sans parler des augmentations de tarif qui viendront s'afficher progressivement aux compteurs des consommateurs individuels. Le prix du mètre cube va monter partout. C'est le prix à payer — et accepté par tous les parlementaires — d'une garantie d'approvisionnement d'eau en quantité et en qualité.

## Reconquête des paysages

En arrivant au ministère de l'environnement en avril 1992, M. Ségolène Royal, protectrice du Marais poitevin au titre de députée (PS) des Deux-Sèvres, annonce d'emblée son intention de faire « une grande loi sur le paysage ». L'affaire est bouclée en quelques mois, présentée au gouvernement en novembre et adoptée en décembre par l'Assemblée nationale, sans susciter un enthousiasme excessif de la part de parlementaires plutôt sceptiques. Car le permis de construire « à volet paysager » — mais à la discrétion du maire — ne garantit pas des constructions toujours respectueuses de l'environnement. Qu'importe, répond M. Royal, c'est un premier pas vers la « reconquête des paysages » en France.

L'autre versant de la politique

environnementale du gouvernement Bérégozov est l'écologie urbaine, que M. Royal appelle parfois la « social-écologie ». Il s'agit de s'occuper de la qualité de vie des Français là où ils vivent, c'est-à-dire à 80 % dans les villes. D'où le choix de la lutte contre le bruit, toujours très populaire auprès de l'opinion, et donc de la représentation parlementaire. Le projet de loi, présenté par M. Royal en novembre, et adopté le mois suivant par le Parlement, n'introduit pas de mesure révolutionnaire : contraintes nouvelles pour les plans d'occupation des sols et pour les constructions de locaux collectifs ; rétablissement du fonds d'indemnisation des riverains d'aéroports, supprimé en 1987 par décision du Conseil d'Etat ; possibilité pour l'Etat d'entreprendre aux frais de l'aménageur des travaux d'insonorisation, selon le principe pollueur-payeur, etc. Ce dernier projet de loi a été voté à la quasi-unanimité, mettant un point d'orgue consensuel à une législation particulièrement animée sur le front de l'environnement.

## Prochain article :

« L'argent obsédant »

## EN SÉANCE

## Guy Malandain, le souci de l'efficacité



Ce quinquagénaire à la mineure sobre et élégante est un travailleur acharné qui a gardé de ses débuts d'autodidacte le goût de l'effort permanent. D'une modeste famille rouennaise (son père était comptable dans ce qui était d'ailleurs Gaz de France, sa mère travaillait aux PTT), Guy Malandain dut — nécessité fait loi — abandonner ses études et se mettre au travail à l'âge de seize ans. Vingt-cinq ans plus tard, à trois ans avant de devenir député des Yvelines, il dirigea en tant qu'ingénieur principal les études de la gare souterraine Paris-Nord pour le compte de la SNCF. Un beau rétablissement.

Ce parcours professionnel appliqué sans doute en grande partie la sériaux avec lequel il approfondit les dossiers dont il se saisit, on connaît les finesses et les subtilités sur le bout du doigt, au grand dam parfois de ses contradicteurs lors des débats à l'Assemblée nationale. Le même souci d'efficacité lui a fait limiter ses compétences, essentiellement à deux dossiers : l'eau « parce que c'est la vie, et parce qu'elle est en danger » et que « dans dix ans il sera trop tard pour se lamenter » ; le logement, « parce qu'il n'est pas possible de réaliser une vie d'homme si on n'est pas logé : il n'y a rien de pire que de se retrouver sur un trottoir avec une valise à ses pieds... ». Et cette limitation volontaire est raisonnée : « On n'est utile en tant que parlementaire, que si on a deux ou trois sujets où on a investi vraiment ». Ce choix a donné un rapport sur l'eau (en 1985) qui n'a intéressé personne » à la présidence de

quatre commissions d'études sur l'eau ; pour finir, il fut rapporteur de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau.

En matière de logement, il avait été rapporteur de la loi Quilès sur les rapports entre locataires et propriétaires (22 juin 1982), avant de s'intéresser au budget du ministère compétent, et de jouer son rôle de rapporteur de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique et de la loi d'orientation pour la ville (13 juillet 1991). Mais son grand travail fut la remise en chantier de la loi Méhaignerie (qui avait un peu hâtivement, au temps de la cohabitation, transformé la loi Quilès, dont l'objectif était de rééquilibrer les relations toujours tendues entre propriétaires et locataires, tout en calmant le jeu : ainsi naquit la loi « Marmaz-Malandain », dont il avait été le principal rédacteur. En matière de logement, un autre période de crise, ses idées sont claires : « Une politique du loge-

ment n'est pas une politique de la construction. Ce n'est pas parce qu'on sert une industrie qu'on répond aux besoins des gens ».

Arrivé dans les Yvelines, où son travail le conduisait, en 1989, c'est tout naturellement qu'il a mané cette « via » de citoyen attentif et actif qu'il avait choisie en militant politique, à la SFIO tout d'abord, à l'Horizon 80 ensuite, avec Gaston Defferre, à la Convention des institutions républicaines, en 1985, puis au PS — au CERES, « purifiant à partir de choix sur les textes », qu'il devait abandonner début 1991 pour rejoindre les positions de Laurent Fabius. Il n'a jamais exercé de responsabilité interne au PS, car « ça ne correspond pas à mon tempérament », mais la division du parti en courants ne le gêne pas, « tant qu'il s'agit de courants de pensées, mais pas si les courants deviennent des écuries pour les hommes ».

Adjoint au maire d'Elancourt, député socialiste des Yvelines depuis 1981, sans cesse réélu, il se prépare aujourd'hui à entrer à nouveau en campagne. Il n'aura guère le temps de se livrer à sa passion pour les livres (essentiellement des romans, dont il est grand « dévoreur », avec une gourmandise presque chamoise), ni au bricolage (qui l'aida à sa ni au bricolage (qui l'aida à sa débrouille) mais sans doute besoin de se livrer à son autre dérivatif : la marche au forêt (celle de Rambouillet est tout près) avec son chien et sa pipe, qui lui permet de réfléchir et de se ressourcer.

JOSÉE DOYÈRE

Conférence sur la situation des droits de l'homme et des libertés en Algérie  
**M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour**  
Président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme.  
Samedi 16 janvier 1993, à 14 h 30, salle de conférence : 7, avenue Sainte-Clotilde, Genève

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01  
MINITEL 3615 Cuda A3T, puis OSP

Vie. S/Sals. Pal. Just. PONTAISE (95) JEUDI 28 JANVIER 1993 à 14 h  
APPELLEMENT avec TERRASSE à ERMONT (95120)  
10 Mail Auguste-Rodier 4<sup>e</sup> et, Escalier « U » - Type 4 P (U.44)  
4 Pièces piales - au Sous-Sol  
Emplacement de Voiture  
Consigne : 40 000 F (Chèque certifié de Banque) S'adr. SCP CHAUSSONNIERE-DUPAQUIER, avocats à CERGY (95001) 13 Mail des Carrières. Tél. : 30-73-59-77.

Vente sur enchères de saisis immobiliers, au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 28 Janvier 1993 à 14 h 30 - EN UN LOT  
Dans un ensemble immobilier, au rez-de-chaussée  
**à PARIS 11<sup>e</sup> - 48, r. de la Fontaine-au-Roi**  
à gauche dans le bâtiment sur rue  
**UNE BOUTIQUE et UN ATELIER**  
Mise à Prix : 88 000 F  
S'adr. pour renseignements à M<sup>rs</sup> J.-P. LUSSAN, avocat à PARIS (16<sup>e</sup>), 17, bd de Beauvau, Tél. : 45-27-04-93 - M<sup>rs</sup> SCHMIDT, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>), 76, av. de Wagram, Tél. : 47-63-29-24. Au greffe du TGI de PARIS.

Vente sur subrogation de saisis immobiliers, au Palais de Justice de PARIS  
LE JEUDI 28 JANVIER 1993 à 14 h 30 - EN UN LOT  
**APPELLEMENT de 7 P. Pr. à PARIS**  
**53, avenue Raymond-Poincaré**  
2 CHAMBRES DE DOMEST. (6<sup>e</sup> étg.) - 2 CAVES  
2 BOX - 42-46, rue Saint-Didier  
à PARIS (16<sup>e</sup>) en sous-sol  
**MISE A PRIX : 6 000 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Georges LAURIN, avocat à PARIS (8<sup>e</sup>) 10, rue de l'Isly, Tél. : 45-22-31-26 (le matin de 10 h à 12 h).

**VILLE de PARIS**  
ADJUDICATION en la chambre des Notaires de PARIS  
place du Châtelet, MARDI 9 FÉVRIER 1993, à 14 h 30  
EN CINQ LOTS  
1) - APPART. 2 P. 58 m<sup>2</sup> + TERRASSE 130 m<sup>2</sup> env.  
1, SQUARE D'URFÉ - PARIS (16<sup>e</sup>)  
2) - APPART. 2 P. 36 m<sup>2</sup> env. - CAVES à PARIS 18<sup>e</sup>  
1, rue Saint-Eugène  
3 et 4) - 2 BOUTIQUES - 5) - 11 STUDIOS  
67, rue SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - PARIS 6<sup>e</sup>  
et 1, rue de l'Ancone-Comédie  
**MISES A PRIX :** 1 400 000 F - 540 000 F - 2 300 000 F  
1 200 000 F - 3 200 000 F  
Les lots 1, 2 et 3 sont LIBRES  
M<sup>rs</sup> BELLARGENT, notaire associé, 14, rue des Pyramides 75001 PARIS.  
Tél. : 44-77-37-39 - 44-77-37-48 - VISITES sur place, les 16, 19, 25 JANVIER, 3 et 6 FÉVRIER de 10 h à 13 h.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

**Le Monde**  
Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lessourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Freppet, directeur de la rédaction  
Jacques Guif, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Jacques Anjalric, Thomas Favencel,  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Favnet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-93  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

**Dialoguez avec Philippe Seguin**  
Aujourd'hui, êtes-vous de droite ou de gauche ?  
Faut-il intervenir en Bosnie ?  
Votez en direct  
**3617 POLITIQ**  
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**



مكتبة الأمل

## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 13 janvier au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

#### ● Traité entre la France et la Bulgarie

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entraide et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie, signé à Paris le 18 février 1992.

Le traité consacre l'établissement de liens étroits entre la France et la Bulgarie. Il fait référence aux valeurs communes aux deux pays, exprimées par l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il entend favoriser le rapprochement entre la Bulgarie et la Communauté européenne.

#### ● Polices municipales

(Lire page 13)

#### ● L'aide aux victimes d'infractions

Le garde des sceaux, ministre de la justice a présenté une communication

sur l'aide aux victimes d'infractions. Depuis dix ans, la politique d'aide aux victimes d'infractions a déjà atteint des résultats importants. C'est ainsi que l'intervention des services d'aide aux victimes a déjà permis, après l'effondrement du stade de Furusai, d'indemniser par provision 90 % des victimes.

#### 1. Les dispositifs d'indemnisation ont été rendus plus efficaces.

Le dommage doit être réparé par celui qui l'a causé. Une plus grande attention est aujourd'hui portée par les juridictions aux conditions d'indemnisation des victimes. L'éventuelle dispense de peine ou l'éventuelle dispense de poursuites sont de plus en plus souvent subordonnées au dédommagement correct de la victime. Le développement de la médiation en matière pénale permet aussi de mieux faire réparer par les délinquants les dommages qu'ils ont causés.

à tous les dommages subis par les victimes d'atteintes graves à la personne. Ces victimes sont intégralement indemnisées par un fonds public, qui est subrogé dans leurs droits vis-à-vis des auteurs du crime ou du délit ; six mille dossiers ont été ouverts à ce titre en 1992, ayant donné lieu au versement de plus de 700 millions de francs.

#### 2. Les victimes doivent être aidées à mieux connaître leurs droits. Dans le cadre de la politique de la ville, l'Etat proposera aux collectivités locales des actions d'information communes.

3. Les attentes des victimes doivent être mieux prises en considération. Le développement des antennes et des missions de justice contribuera au meilleur accueil des victimes. Les victimes doivent être mieux informées des suites données à leur plainte. La loi du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale permet d'ailleurs à la partie civile d'être davantage partie prenante à la procédure, dès le stade de l'information judiciaire.

Les parquets saisiront les services d'aide aux victimes de la situation des personnes qui ont été victimes d'un crime ou d'un délit ayant occasionné un grave traumatisme psychologique. Ces services pourront ainsi prendre rapidement les initiatives utiles.

#### ● L'application de la loi sur le surendettement des ménages

(Lire page 18)

### Mouvement préfectoral

Sur proposition de M. Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique :

— M. Francis Idre, sous-préfet d'Argenteuil, a été nommé par le conseil des ministres du 13 janvier préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, en remplacement de M. Michel Thenault, nommé directeur général des collectivités locales.

— M. Pierre-Henry Maccioni, sous-préfet de L'Hay-les-Roses, a été nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde. Le poste était vacant depuis 1989.

— M. Louis Gallois, sous-préfet de L'Hay-les-Roses, a été nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde. Le poste était vacant depuis 1989.

— M. Louis Gallois, sous-préfet de L'Hay-les-Roses, a été nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde. Le poste était vacant depuis 1989.

— M. Louis Gallois, sous-préfet de L'Hay-les-Roses, a été nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde. Le poste était vacant depuis 1989.

#### Nominations

**M. Pierre Faure**  
président du conseil d'administration de l'Ecole polytechnique

Le conseil des ministres de mercredi 13 janvier a nommé, pour une durée de trois ans, M. Pierre Faure président du conseil d'administration de l'Ecole polytechnique. A compter du 1<sup>er</sup> février, il remplacera M. Bernard Esambert, qui présidait le conseil d'administration de l'X depuis 1985.

Né le 15 janvier 1942 à Paris, M. Pierre Faure est ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur du corps des mines, docteur ès sciences et diplômé de l'université californienne de Stanford. Directeur adjoint du centre d'automatique de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris (1967), il devient secrétaire général (1972), puis directeur général (1983), enfin président-directeur général (1987) de la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (Sagecm). Depuis 1988, il est président-directeur général de la SA de télécommunications. M. Pierre Faure est membre de l'Académie des sciences depuis 1985 et membre du Conseil scientifique de la défense.

**M. Louis Gallois**  
président de la SOGEPA

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres de mercredi 13 janvier a approuvé la nomination à la présidence de la Société de gestion de participations aéronautiques (SOGEPA) de M. Louis Gallois, président-directeur général du groupe Aérospatiale.

La SOGEPA est le holding public qui gère indirectement les actions de l'Etat chez Aérospatiale, soit 6,7 % (l'Etat en détient directement 73,3 % et le Crédit lyonnais 20 %), et chez Dassault-Aviation, soit 36 % (l'Etat en possède directement 10 %, la famille Dassault 49,75 % et les particuliers les 42,25 % restants) et les participations les 42,25 % restants).

(Né le 26 janvier 1944 à Montauban (Tarn-et-Garonne), ancien élève de l'ENA et de HEC, M. Louis Gallois a notamment dirigé le cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, au ministère de la recherche et de la technologie (1981-1982), au ministère de la recherche et de l'industrie (1982), dans les gouvernements de M. Pierre Mauroy, puis au ministère de la défense (1983-1989) dans le gouvernement de M. Michel Rocard. En juin 1989, il a été nommé PDG de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), avant d'être appelé à la présidence du groupe Aérospatiale en juin 1992.)

## LE MONDE diplomatique

Janvier 1993

- **BOSNIE, SOMALIE : NOUVELLES GUERRES EXPÉDITIONNAIRES :** Intervenir, par *Ignacio Ramonet* - Humanitarisme et empires, par *Alain Joxe* - La Somalie, nation déclinée, par *Philippe Lymann* - Ingerences, charité et droit international, par *Alphonse Chénillier-Gendreau* - Les risques d'extension du conflit en Bosnie, par *Paul-Marie de la Gorce* - Un dossier militaire qui frise l'info, par *Antoine Sanghinetti* - Fragile et renaissante Ethiopie, par *Clair Brisset*.
- **TCHÉCOSLOVAQUIE :** La destruction d'une fédération, par *Karel Barak*.
- **MOLDAVIE :** Sous la menace étrangère, par *Annie Daubenton*.
- **FINANCES :** Les marchés, ou l'irresponsabilité au pouvoir, par *Danièle Gervais* - Comment Renter a gagné la course à l'information boursière, par *Michel Palmer*.
- **TIMOR-ORIENTAL :** Le pays est-il exempté de droit international ?, par *Jean-Pierre Catry*.
- **AMÉRIQUE LATINE :** Violences colombiennes dans les rues et les têtes, par *Hubert Proulx* - S'enrichir en dépillant l'Etat, par *James Pons*.
- **LITTÉRATURE :** « La Vallée », une nouvelle de *Maurice Pons* - « Le voyageur bienheureux », un poème inédit de *Derck Walcott*.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

**LUNDI 18 JANVIER**  
S. 1 - 14 b 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN  
Expo. salle 1 le 16-17/11 h/15 h.  
S. 13 - Tableaux. Bâtelots. Mobilier. - M<sup>re</sup> ROGEON.

**MERCREDI 20 JANVIER**  
S. 4 - Tab., bib., mob. ARCOLE. - M<sup>re</sup> OGER, DUMONT.  
S. 5 - Tableaux, bâtelots, meubles. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX.  
S. 13 - Meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 14 - 14 b 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.  
Expo. salle 14 le 19-11 h/15 h.

**JEUDI 21 JANVIER**  
S. 8 - Tab., bib., mob. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 10 - 14 b 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.  
Expo. salle 10 le 20-11 h/15 h.

**VENREDI 22 JANVIER**  
S. 13 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.  
Expo. salle 13 le 21-11 h/15 h.  
S. 14 - Tableaux, meubles et objets mobiliers. - M<sup>re</sup> DE RICQUES.  
S. 15 - Tableaux, bâtelots, meubles anciens et style. - M<sup>re</sup> AUDAP.  
S. 16 - Tableaux, bâtelots, meubles. - M<sup>re</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-25-30-13.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 37, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFEFAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAUREN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
DE RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-76-81-06.

**30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE**

**QUEL AVENIR POUR LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE EN EUROPE ?**

Colloque organisé par l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris-III (Institut d'allemand d'Asnières)  
le Bureau international de liaison et de documentation  
et le Goethe Institut de Paris, en collaboration avec *le Monde*  
et avec le soutien de l'Office franco-allemand pour la jeunesse

**Lundi 18 janvier 1993**  
de 9 h 30 à 19 heures  
au grand amphithéâtre de la Sorbonne  
47, rue des Ecoles - 75005 Paris

**9 h 30 Ouverture du colloque**  
Par M<sup>re</sup> Michèle GENDREAU-MASSALOUX, recteur de l'Académie de Paris, chancelier des universités ;  
M. Jack LANG, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture ;  
M<sup>re</sup> Suzy HALIMI, présidente de l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III).

**10 h 00 Conférence de M. Oskar LAFONTAINE, ministre-président de Sarre, plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne pour les affaires culturelles franco-allemandes, président du Bundesrat**

**L'AVENIR DE LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE**

**10 h 30 TABLE RONDE animée par le professeur Hansgerd SCHULTE, directeur de l'Institut d'allemand de la Sorbonne nouvelle :**

**LES ÉCHANGES UNIVERSITAIRES FRANCO-ALLEMANDS ET LA COOPÉRATION EUROPÉENNE**

Avec MM. Theodor BERCHER, président de l'université de Würzburg, président de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) ; Gérard COURTOIS, journaliste, *le Monde* ; Jean DAVID, président du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur ; le recteur Pierre DEYON, conseiller auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture ; Domenico LENARDUZZI, chef de la division de la Task Force (ressources humaines, éducation, formation et jeunes) à la Commission de la Communauté européenne, Bruxelles ; Régis RITZ, président de l'université Bordeaux-III, président de la COREX.

**14 h 00 TABLE RONDE animée par M. Klaus Peter ROOS, directeur du Goethe Institut :**

**CULTURE ET TÉLÉVISION - LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE AU SERVICE DE L'EUROPE - L'EXEMPLE D'ARTE**

Avec MM. Jérôme CLÉMENT, président d'ARTE et de la SEPT ; Bernard FAIVRE D'ARCIER, directeur du Festival d'Avignon ; Peter FLEISCHMANN, réalisateur, Munich ; Jobst PLOG, Intendant (président) du Norddeutscher Rundfunk, Hambourg ; Daniel RONDEAU, journaliste ; Johannes WILMS, directeur des pages culturelles de la *Süddeutsche Zeitung*, Munich.

**15 h 30 TABLE RONDE animée par André SANTINI, ancien ministre, député, maire d'Issy-les-Moulineaux, et Heinrich HOFFSCHULTE, Oberkreisdirektor de Steinfurt, coprésident de la Commission franco-allemande des jumelages, Conseil des communes et régions d'Europe :**

**LES JUMELAGES DE VILLES ET DE COMMUNES ET L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE : AU SERVICE DE L'EUROPE DES CITOYENS**

Avec MM. Jean-Louis BARTH, maire d'Ablis ; Gerd HAMMER, secrétaire général de l'OFA/DFJW ; Reinhard PETRY, maire de Nierstein-Hoppenheim ; Reinhard SOMMER, maire de Brilon ; Louis SOUVET, maire de Montbéliard, sénateur du Doubs.

**17 h 00 TABLE RONDE dirigée par Henri MÉNUDIER, professeur à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III) :**

**LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE - UN MODÈLE POUR LA POLOGNE ET L'EUROPE CENTRALE ?**

Avec MM. Roland DUMAS, ministre des affaires étrangères (France) ; Krzysztof SKUBISZEWSKI, ministre des affaires étrangères (Pologne) ; Hans STERCKEN, président de la commission des affaires étrangères du Bundestag (Allemagne), Rüdiger STEPHAN, Fondation Robert-Bosch, Stuttgart, et Daniel VERNET, directeur des relations internationales, *le Monde*.

**18 h 30 Allocution de clôture**  
par M. René MONORY, président du Sénat.

**ENTRÉE LIBRE**

Philippe Seguey  
3617 POLITIQUE  
DEMANDEZ NOTRE RAPPORT

1<sup>er</sup> Mondial  
sans visa



## CATASTROPHES

Amélioration du temps sur les îles Shetland

## La marée noire volatilisée

Dispersée par le tempête, la nappe de pétrole de 40 kilomètres de long formée depuis l'échouage du *Braer* avait presque disparu, mercredi 13 janvier, avec le retour du beau temps. Mais les inquiétudes demeurent sur les effets à long terme de la pollution.

SCALLOWAY

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis une semaine, mercredi 13 janvier le soleil brillait à l'horizon. C'est l'eubéisme, dans cet archipel des Shetland aomali à la pire tempête jamais connue depuis 1884. Il n'en fallait pas plus pour que les militants de Greenpeace décident de se lancer, sur une mer toujours démontée, dans un tour des côtes victimes de la marée noire. Un péripère d'une centaine de kilomètres le long de falaises battues par le vent et les flots déchaînés.

Meis le *Solo*, puissant remorqueur de haute mer, peut affronter les plus fortes houles, et les responsables de la campagne de Greenpeace tenaient absolument à profiter de l'accalmie pour rallier Scalloway, le port de la côte ouest qui se trouve en première ligne pour les échappées de pétrole du *Braer*. Il ne serait pas dit que les défenseurs patentés de la mer télégraphieraient les pêcheurs sbendonnés à eux-mêmes.

Les militants de la «poix verte» voulaient aussi se montrer pendant que la famille royale, profitant de la même éclaircie, allait survoler l'épave en hélicoptère.

Un bateau blanc dans la mer noire, quel beau symbole! Hélas, ou plutôt heureusement, si les hélicoptères royaux sont ponctuels, la marée noire, elle, n'est pas au rendez-vous. Alors même que le *Solo* arrive en vue de ce qui émerge de l'épave disloquée du pétrolier — une écorce polmée vers le ciel, un mât et une cheminée — des phoques, en parfaite santé, gambadent autour du bateau. Si pétrole il y a, il est déjà à la côte, sur les rochers, mais plus en mer.

On n'aperçoit que de très discrètes irisations, qui n'ont rien de commun avec la mousse au chocolat ou la soupe de goudron connues des côtes françaises. Ces observations correspondent au compte-rendu du survol de la zone, qui signale mercredi que les traces de pétrole observées le veille «ont disparu naturellement». Les éviateurs ont même noté que l'épave du *Braer* ne libère plus de pétrole.

Des oiseaux bien vivants

De fait, étant donné la force du vent et des vagues sur cette côte déserte, tout corps plongé dans ce liquide est immédiatement broyé, disloqué, volatilisé. A fortiori, s'il est déjà liquide comme le pétrole, et sa disparition naturelle est telle que les autorités ont renoncé à l'emploi des produits chimiques. Seuls les phoques, et les oiseaux de mer, qui se jouent du vent et de l'écume avec une facilité déconcertante, résistent à ce traitement de choc.

L'ornithologue hollandais du bord, qui ne quittera pas le pont

pendant les cinq heures de la traversée, identifie douze espèces d'oiseaux — mouettes, goélands, guillemots et quelques eiders, — tous bien vivants, et même insolentement alertes dans les éléments déchaînés. Allons, ça n'est pas l'hécatombe que des prises de vue localisées pouvaient donner à croire.

Cordons sanitaires autour des parcs à saumons

A Scalloway, blotti au fond de son anse, à 40 km du naufrage, pas de traces de marée noire. Les barrages flottants sont restés enroulés dans leurs calasses. «Même si on avait voulu les mettre, c'était impossible à cause de la tempête», explique un pêcheur. Pourtant, des hommes en combinaison orange s'affairaient ici et là. Ce sont des professionnels du Oil Spill Service Center de Southampton, un service de dépannage «spécial merée noire». Douze hommes ont été envoyés aux Shetland, dont six à Scalloway, pour protéger les élevages de saumons répandus sur la côte au milieu des flots protégés. Car, comme le précise le capitaine Mikhail Hogan, le directeur des pêches des Shetland, «Scalloway, avec ses onze élevages de saumons, est au cœur de la zone sensible».

Les hommes en combinaison orange s'efforcent donc, pendant les quelques heures de jour, de disposer des cordons sanitaires autour des parcs à saumons. Ce sont des manchons de plastique absorbents qui empêchent l'éventuel pétrole de se glisser dans le périmètre de la «cage»,

en réalité un cadre métallique qui retient un filet sous-marin en forme de poche, comme une épuisette géante. «Nous n'avons pas observé la moindre mortalité jusqu'à présent, dit le chef d'équipe. Nous avons seulement sauvé un canard aujourd'hui.»

Les plus meurtris sont les pêcheurs de proximité, condamnés à l'inactivité depuis que les autorités ont décrété une zone d'exclusion de 15 milles autour de l'archipel. «Nous avons pris les devants par prudence, explique le capitaine Hogan, car nous avons une image de marque à défendre.» Mercredi soir, cependant, des hommes en ciré embarquent du matériel dans leur chalutier. «La zone d'exclusion, on n'en fait rien. Nous allons chercher le haddock à plus de 100 milles à l'ouest», disent-ils avec la fierté des pêcheurs.

Les pêcheurs, eux non plus, ne sont pas tous catastrophés. Les plus inquiets finalement sont ceux qui n'ont pas affaire directement à la mer, comme Maurice Mulvey, le directeur du tourisme des îles Shetland. «Les 56 000 visiteurs de l'an dernier nous ont apporté plus de 21 millions de livres, précise-t-il. Il ne faudrait pas que ce naufrage vienne casser ce fantastique ressort économique», elle aussi, s'interroge. Si l'image de l'archipel se ternit, que deviendront les quatre cents tricotieuses qui travaillent pour ses trois magasins de vente?

Une semaine après l'éclat de la marée noire, on craint plus l'effet d'image que le pétrole lui-même.

ROGER CANS

Six blessés et des centaines de personnes évacuées dans une commune de l'Ardèche

## Un violent incendie est maîtrisé à La Voulte après le déraillement d'un transport d'hydrocarbures

L'incendie qui a éclaté à La Voulte (Ardèche) dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 janvier, après le déraillement d'un train transportant des hydrocarbures, a été maîtrisé jeudi, peu après 7 h 30. Le plan rouge, mis en place en cas de catastrophe grave, a été levé, mais les centaines de personnes évacuées n'avaient pas pu regagner leur domicile et, selon les pompiers, un risque de pollution du Rhône n'était pas écarté. Selon le dernier bilan dressé jeudi en fin de matinée, six personnes ont été blessées mais des recherches se poursuivaient dans les cinq maisons qui ont été détruites par le feu.

VALENCE

de notre correspondant

Les habitants du quartier Fontbarlet, à la sortie sud de La Voulte (Ardèche) ont assisté, mercredi soir 13 janvier, un peu avant minuit, à un gigantesque feu d'artifice : un train brûlant à quelques dizaines de mètres des immeubles.

Les flammes s'élevaient par vagues successives comme d'immenses boules de feu, illuminant par intermittence les maisons du quartier et le Rhône qui coule tout proche. Les pompiers ont écloqué les riverains par peur que le quartier ne saute ou brûle.

C'est un convoi de vingt wagons chargés chacun de 60 000 litres d'essence, super ou ordinaire, en provenance de Feyzin près de Lyon à destination de Pugey-sur-Argens (Var), qui a déraillé vers 23 h 30 dans la traversée de La Voulte pour une raison que le SNCF ne pouvait encore expliquer jeudi matin. Le carborant, qui s'est écoulé des wagons éventrés, s'est rapidement enflammé et le feu s'est propagé aux premières habitations. Cette chaleur a provoqué l'explosion de deux citernes, embrasant le quartier et provoquant un début de panique chez les habitants en fuite.

Une heure plus tard, à la lueur du brasier, on pouvait apercevoir des voitures calcinées dans la rue Fontbarlet. Des couvercles de bouches d'égoût ont fait des bonds

de plusieurs mètres, projetant de la vapeur contre les façades. Les émanations du carburant volatil infiltré dans le réseau souterrain ont provoqué ainsi des dizaines de cratères spontanés en pleine rue.

Au rond-point central de la cité ardéchoise, des centaines d'habitants ont passé une partie de la nuit à regarder, impuissants, leur ville brûler. A la salle des fêtes, au gymnase et au centre de secours des pompiers, la mairie a fait installer quelques lits de camp où matelas pour permettre aux personnes âgées de se reposer. Ils étaient plusieurs centaines, hommes, femmes et enfants, en caleçon, pyjama ou robe de chambre à se demander s'ils allaient retrouver un toit lorsque le jour viendrait. Le café chaud que l'on distribuait ici et là ne suffisait pas à calmer les angoisses. La nuit n'était pas encore terminée quand le directeur régional de la SNCF promettait d'apporter «une aide de première urgence aux sinistrés».

Au lever du jour, alors que le brasier était complètement éteint, La Voulte offrait en spectacle un quartier fantomatique à trois pas de la route nationale 86. Plus d'une dizaine de maisons ont été détruites. Murs noircis, toitures effondrées et carcasses de voitures calcinées.

Le bilan établi par la préfecture de l'Ardèche faisait état de six blessés parmi les habitants, dont trois par brûlure, les trois autres souffrant de fractures ou de traumatismes.

Les hydrocarbures se sont aussi naturellement écoulés vers la station de récupération des eaux de la ville, qui communique avec le Rhône. Les services de la sécurité civile de l'Ardèche, qui redoutaient une pollution du fleuve, ont installé des barrages flottants. Et des prélèvements d'eau doivent être effectués. Toutefois, le réseau d'assainissement où l'eau potable ne paraît pas avoir été affecté par l'accident.

Seules deux citernes ont explosé sur les cinq qui avaient quitté les rails. Les pompiers sont parvenus à empêcher l'explosion des trois autres. Dans la violence du choc, les treize premiers wagons du convoi se sont détachés et ont poursuivi un petit bout du chemin, limitant ainsi, par hasard, les risques.

GÉRARD MÉJEAN

## Tempête en mer Baltique

Au moins cinquante-trois morts à bord d'un ferry polonais

Cinquante-trois personnes seraient mortes, jeudi 14 janvier, à bord d'un ferry polonais en difficulté dans la mer Baltique, à une trentaine de kilomètres au large de l'île de Rugen (Allemagne). Le *Jan-Hevklus* transportait trente-deux passagers (essentiellement des Polonais, des Suédois et des Allemands) et vingt-neuf membres d'équipage. Selon les premiers éléments de l'enquête, le bateau aurait été pris dans une tempête extrêmement violente (des vents de 160 km/h) vers cinq heures du matin.

Battu par les vagues qui atteignaient parfois trois mètres de haut, il n'a pas coulé, mais de nombreux passagers ont été éjectés dans les eaux glacées de la Baltique. Huit d'entre eux ont pu être repêchés par les hélicoptères déployés sur place une heure après l'alerte. Cinq personnes souffrent d'hypothermie et sont dans un état critique. — (AFP)

## ENVIRONNEMENT

Après avoir obtenu l'arrêt des travaux du tunnel du Somport

## Les écologistes pyrénéens rejettent le projet du viaduc de Lourdes

TARBES

de notre correspondant

Après la vallée d'Aspe, la vallée d'Aspin. Les défenseurs de l'environnement ne désarment pas dans les Pyrénées. Un mois après avoir obtenu du tribunal administratif de Pau l'arrêt des travaux du tunnel du Somport, ils ont décidé de s'attaquer à un autre projet routier : le viaduc de Lourdes, un ouvrage de 250 m qui empruntera une route de 1,8 km sur deux fois deux voies. La déclaration d'utilité publique de cet ouvrage remonte à quelques mois, mais les premières mesures d'expropriation viennent seulement d'être lancées.

C'est pourquoi un collectif de neuf associations (écologistes, pêcheurs et chasseurs) des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques ont décidé, vendredi 8 janvier, de passer à l'offensive. Les défenseurs de la nature contestent ce viaduc, qu'ils jugent

«disproportionné par rapport à l'érosion de la vallée d'Aspin, qu'il défigurerait». Les travaux «occasionneraient l'élimination de deux méandres du gers de Pau», ce qui altère la couleur des pêcheurs.

Enfin, le projet ne s'inscrit pas, selon eux, dans un plan d'ensemble d'axe routier Tarbes-Lourdes-Angelos-Gazost, comme l'exigent les directives européennes. Les opposants estiment qu'on pourrait économiser la moitié du coût prévu (100 millions de francs) en aménageant seulement la route actuelle.

J.-J. R.

## Trois caps de la presqu'île de Saint-Tropez vont être classés

NICE

de notre correspondant régional

Le ministre de l'environnement, M<sup>me</sup> Ségolène Royal, vient d'annoncer le classement des trois caps (Camaret, Cartaya et Lardier) qui, sur la presqu'île de Saint-Tropez, se succèdent entre la plage de Pampelonne et la baie de Cavalière. Ce projet, mis à l'étude en 1985, comprend aujourd'hui une superficie d'un million d'hectares, dont 405 hectares sur la commune de Ramatuelle et 630 hectares sur celle de La Croix-Valmer. Le Conservatoire du littoral a déjà acquis, dans cette zone forestière pratiquement vierge de constructions, un peu plus de 400 hectares (128 sur Ramatuelle et 302 sur La Croix-Valmer).

Le maire (PS) de Ramatuelle, M. Albert Raphaël, dont la commune est déjà inscrite dans son entier à l'inventaire des sites, a donné son accord au projet après avoir obtenu des mesures d'accompagnement (1 million de francs pour la reconquête des paysages sur l'arrière-plage de Pampelonne et l'octroi d'un label «produits du terroir» pour le vignoble de Ramatuelle). En revanche, le maire (div. droite) de La Croix-Valmer, M. Dhome, conteste le périmètre de classement, qu'il juge trop important (28,2 % de la superficie de sa commune au lieu de 11,3 % pour Ramatuelle).

Après l'avis de la commission supérieure des sites, le classement des trois caps devrait intervenir, d'ici quelques mois, sous la forme d'un décret pris en Conseil d'Etat.

G. P.

■ Réunion prochaine des ministres européens de l'environnement et de la mer sur la sécurité. — Un conseil extraordinaire des ministres européens de l'environnement et de la mer se réunira avant quinze jours pour examiner la sécurité des transports pétroliers. La demande de cette réunion formulée à la présidence danoise par M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre de l'environnement, s'accompagne de propositions visant à établir une liste communautaire de navires pétroliers dangereux pour l'environnement et qui seraient interdits d'accès aux ports de la Communauté. Une responsabilité financière des propriétaires de la cargaison pétrolière serait instaurée, de même que des normes de construction qui donneraient une réalité au «pétrolier écologique européen à double fond».

## Près de 65 millions de tonnes convoyées chaque année en France

Le fer est-il plus sûr que la route pour le transport de matières dangereuses? L'accident ferroviaire de la Voulte, qui survient quelques jours après l'accident de poids lourds aux Epaves (Isère), jette le trouble. Si la sécurité des trains est meilleure, d'une manière générale, que sur les routes (8 290 tués sur la route contre 14 par le chemin de fer en 1991), il est difficile de trancher ce débat pour ce qui concerne les matières dangereuses, notent les spécialistes du ministère des transports.

En 1990, on a déploré 198 accidents de transport de matières dangereuses sur le réseau, dont 124 n'ont pas impliqué directement le chargement. Au total, ces accidents ont entraîné 16 tués et 44 blessés, mais sur ce bilan, seuls 4 blessés étaient dus au fait des matières dangereuses.

Pour le rail, la mission sur le transport des matières dangereuses, qui dépend du ministère, signale la même année dix-huit déraillements de wagons, qui n'ont pas entraîné de tués, ni de blessés et cent dix-huit incidents. On peut noter parmi eux l'accident de Chavanay

(Loire), le 3 décembre 1990, survenu lui aussi dans le couloir de la chimie. Une quinzaine de familles avaient dû fuir leur domicile après que plusieurs wagons remplis d'essence eurent déraillé. En 1992, le SNCF signale neuf accidents liés au transport d'hydrocarbures ayant entraîné des dégâts matériels. Il faut remonter au début des années 70 pour retrouver les traces d'un accident meurrier en matière ferroviaire, note la mission sur le transport des matières dangereuses.

Actuellement, le transport d'hydrocarbures le plus sûr reste bien évidemment le pipeline. En 1990, sur 64 364 000 tonnes d'hydrocarbures transportées sur le territoire français, 5,3 % l'étaient par canalisations directes, 35,9 % par pipeline, 34,2 % par camion, 11 % par wagon, 5,6 % par chaland et 8 % par caboteur. Selon la SNCF, les normes de fabrication des citernes sont plus contraignantes pour les wagons — l'épaisseur doit être comprise entre 6 et 8 mm — que pour les camions (3 mm).

M. L.

■ Incendie sans gravité à la centrale de Tchernobyl. — Un incendie s'est produit, mardi 12 janvier, à la centrale de Tchernobyl (Ukraine), dans un bâtiment annexe du réacteur numéro 3, abritant des équipements électriques. Selon les responsables de la centrale, il n'y a pas eu de fuites radioactives, et les réacteurs numéros 1 et 3, les seuls en

fonctionnement sur les quatre que compte la centrale, n'ont pas été arrêtés. Outre la tranche numéro 4, détruite lors de la catastrophe d'avril 1986, le réacteur numéro 2 est inutilisable à la suite de plusieurs incendies dont l'un, en octobre 1991, avait ravagé sa salle des turbines.

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

## L'ALIBI HUMAINITAIRE

En dehors de ses propres motivations, l'humanité humaine ne sert-elle qu'à elle-même? L'impasse de l'histoire de l'humanité, par Pierre-Marie DUPUY, ministre. Le témoignage de Christophe RUFFIN, vice-président de Méditerranée sans frontières. L'exemple somalien, par le sociologue Gérard PRUNIER.

## UNE BELGIQUE DÉCHIRÉE

Une nouvelle fois la question se pose : le royaume belge peut-il résister à la violence d'extrême droite? Les réponses de Xavier MABILLE, historien. Pierre MÉRISSE, écrivain. René SWEN-NIN, avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

Numéro de janvier 1993



محطات الأخبار

SOCIÉTÉ

Un projet de loi adopté en conseil des ministres

Les polices municipales verraient leurs compétences élargies en échange d'un contrôle accru de l'Etat

Un projet de loi sur les polices municipales, visant notamment à coordonner leur action avec celles de la police nationale et de la gendarmerie, a été adopté par le conseil des ministres du mercredi 13 janvier. Le port d'armes par les agents de police municipale, dans certaines circonstances et pour certaines missions, est autorisé par ce texte, qui leur

reconnaît aussi la possibilité de relever l'identité des contrevenants, notamment en matière d'infractions au code de la route. Ce projet, dont l'avenir dépendra de l'attitude de la nouvelle majorité issue des élections législatives mais qui a déjà reçu un avis favorable du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, a cependant été accueilli avec de fortes réserves par les syndicats majoritaires de policiers.

« Une fois encore, le gouvernement met les citoyens et les policiers devant le fait accompli. A des fins électoralistes, le ministre de l'Intérieur n'hésite pas à sortir un projet de loi qui donne des qualifications et des qualités supplémentaires à des policiers municipaux. Nous ne pouvons l'accepter. » La vive réaction de M. Richard Gerraud, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la police en tenue, proche du PS), donne la tendance : c'est à gauche que ce projet de loi risque d'être mal accueilli.

Le Syndicat de la magistrature n'est pas en reste, qui demande le retrait d'un projet qui « entraine le flou le plus total » et « risque de conduire à de dramatiques dérives ». Plus prudente, la Fédération nationale autonome de la police (FNAAP, majoritaire chez les commissaires et les inspecteurs) n'en craint pas moins que le projet affiche de « complémentarité » entre policiers d'Etat et policiers municipaux ne débouche « sur une concurrence ». Ces réactions visent en fait la démarche même du projet qui, en échange d'un contrôle accru des polices municipales, n'en légalise pas moins leurs principales ambitions.

Les missions. Selon l'article premier du projet, les agents de police municipale « concourent, sous l'autorité du maire et dans la limite de leurs attributions, aux missions de prévention et de surveillance dont les fonctionnaires de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale ont la charge en matière de bon ordre, de tranquillité et de salubrité publiques ». Leur vocation première reste l'exécution des arrêtés municipaux, qu'ils peuvent désormais constater par procès-verbal. Mais

ils sont autorisés à verbaliser les principales contraventions au code de la route, leurs compétences concernant aussi bien la police de stationnement que celle de circulation.

Enfin, le projet confirme leur compétence d'agent de police judiciaire adjoint. Après avis du procureur de la République, le préfet et le maire édictent un « règlement de coordination » assignant les tâches confiées à la police municipale. Ce texte, établi conformément à un règlement type approuvé en Conseil d'Etat, autorisera, tout en délimitant strictement, son intervention nocturne.

Les relevés d'identité. Les agents de police municipale sont habilités à relever l'identité du contrevenant afin de dresser procès-verbal de contravention aux arrêtés de police municipale et au code de la route. Si le contrevenant refuse, il est présenté à un officier de police judiciaire (OPJ) de la police d'Etat. Toute autre possibilité de contrôle ou de relevé d'identité est interdite.

L'armement et les équipements. Sur demande du maire, le préfet peut, lorsque les missions ainsi que les circonstances de temps et de lieu le justifient, autoriser les agents de police municipale à détenir et porter des armes de quatrième (armes à feu de poing ou de système (matraques) catégorisées. Ces armes ne peuvent plus être acquises à titre individuel par les agents, mais relèvent de la propriété communale. La carte professionnelle, l'uniforme et les véhicules des policiers municipaux sont distincts de ceux des policiers d'Etat.

Le recrutement. Nommé par le maire, chaque agent de police municipale doit recevoir le double agrément du préfet et du procureur de la République. Seuls

JUSTICE

An cours d'une enquête menée par le juge manceau Thierry Jean-Pierre

Le promoteur Christian Pellerin a été brièvement placé en garde à vue

Le promoteur immobilier Christian Pellerin, PDG de la SARL, a été brièvement placé en garde à vue, mardi 12 janvier, au cours d'une enquête confiée à la section de recherches de la gendarmerie de Paris par M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans, qui s'était fait connaître en 1991 par les polémiques qu'avait suscitées son action dans l'affaire Urbia. Il même depuis mars 1992 des investigations sur une société de bâtiment sarthoise, Heulin, filiale de la Générale des eaux. M. Pellerin est, par ailleurs, toujours inculpé dans l'affaire de la BP de la Défense et dans le dossier de délits d'initiales de la Société générale.

LE MANS

de notre correspondant

C'est en mars 1992 que le juge manceau Thierry Jean-Pierre s'est lancé sur une nouvelle affaire à partir d'une révélation d'un ancien directeur de la société Heulin. M. Jean-Pierre Bouvet, remercié un peu trop brutalement en 1986. M. Bouvet a attendu le mois de mars 1992, après l'ultime tentative de conciliation, pour venir raconter à la justice comment le projet d'achat d'un terrain à la société Heulin, par une propriété de M. Pellerin en Sarthe, et comment leur coût aurait été réparti sur plusieurs autres chantiers officiels causés par un système de surfacturations.

Heulin est une filiale de la Compagnie générale du bâtiment et de construction (CBC), fleuron de la division bâtiment de la Générale des eaux, dont le développement a été favorisé par les chantiers qui lui

furent confiés à la Défense. La propriété que M. Pellerin a aménagée à la Palladienne, sur la commune de Neuvy (Loiret), tient davantage du harem de luxe que de la section. Elle s'étend sur 300 hectares, comporte une grande partie de jardins, des étangs, et elle est entièrement protégée par une enceinte grillagée et surveillée par des caméras vidéo. Les travaux ont mobilisé la succursale Heulin de Bourges pendant deux ans, et cent cinquante salariés s'y sont relayés.

Mardi 12 janvier au matin, M. Gilbert Simonet, PDG de la CBC et proche de M. Pellerin, a été entendu par le juge Thierry Jean-Pierre qui, de plus, procède à un transport de justice au siège de la société à Puteaux (Hauts-de-Seine). Le soir même, M. Pellerin était placé en garde à vue avant d'être relâché mercredi matin. Même scénario pour plusieurs cadres de CBC et le directeur de l'entreprise Prohasson, de Saint-Aignan-le-Jallard (Loiret). Les développements de son enquête ont empêché le juge manceau d'assister à l'audience solennelle du tribunal manceau.

ALAIN MACHEFER

Fin de l'instruction dans l'affaire Nice-Opéra  
M. Jacques Médecin va être renvoyé devant le tribunal correctionnel de Grenoble

NICE

de notre correspondant régional

L'instruction poursuivie devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, depuis le 21 juin 1990, contre l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, pour abus de confiance, faux et usage de faux, est achevée. Le dossier vient d'être transmis, par le magistrat instructeur, M. Daniel Farge, président de la chambre d'accusation. L'affaire devrait passer prochainement devant la chambre d'accusation qui devra rendre un arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel de Grenoble. M. Lucien Salles, ancien directeur de l'association paramunicipale Nice-Opéra, devrait également comparaître devant cette juridiction sous l'inculpation de complicité d'abus de confiance et de faux et usage de faux.

L'affaire avait été révélée par un rapport de l'administration fiscale, en avril 1987. L'instruction a permis d'établir que M. Médecin avait bénéficié de fonds provenant de Nice-Opéra qui étaient censés rembourser la « recherche de nouveaux talents », et qui avaient été versés sur les comptes de deux sociétés, la Costal Real et Ocenia Systems, à Los Angeles et à Londres. En trois ans, de 1983 à 1986, l'ancien maire de Nice aurait détourné, au total, une

Devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le sida

Le professeur Loygue estime que le docteur Garretta « n'a pas commis de fautes »

On ne l'avait guère entendu. Le professeur Jean Loygue, personnalité du monde médical et second rôle politique en tant qu'adjoint au maire de Paris, s'était fait discret. Mais mercredi 13 janvier, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida, M. Loygue s'est énoncé purement et simplement la politique du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) durant l'année 1983. Pouvait-on en attendre moins de l'ancien président de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) de 1985 à 1991 ?

« Il est impossible aujourd'hui de se remettre dans les conditions de l'époque, a-t-il affirmé. Je vous garantis que les choses étaient difficiles, la maladie mal connue ». A titre de preuve, le professeur Loygue a donné pour la première fois sa version de l'éviction du professeur Jacques Ruffié de la présidence du conseil d'administration de la FNTS, en février 1985, après seulement quelques semaines de mandat. « M. Ruffié s'était un peu mis à la place du président-directeur général, il nous a annoncé qu'il avait fait un rapport sur les défauts du Centre national de transfusion sanguine. Il a donc été l'objet d'une motion de défiance ».

« Le professeur Ruffié avait une position critique sur la qualité des produits sanguins fournis par le

CNTS », relève le rapporteur de la commission, M. Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Meurthe-et-Moselle.

« A l'époque, il critiquait la production, mais pas la qualité des produits », rectifie le professeur. A mon avis, ses critiques n'avaient pas grand-chose à voir avec le sida. Ce qui veut dire que M. Ruffié, qui n'est pas n'importe qui, n'était lui-même pas averti des risques. Des risques entrecroisés, des risques flous, des risques à minimiser d'urgence du reste. Voilà ce qu'avait compris le professeur Loygue. « Il ne fallait pas alarmer la population avec le sida ! Cela ne s'écrit pas mais cela se dit... », a-t-il précisé. « C'est la représentation de la direction générale de la santé, M. Pierre, qui nous a dit : « Faites attention ! »

« Morale, dignité et propriété »

Le président de la commission d'enquête, M. Bernard Derosier, député (PS) du Nord, s'étonne d'entendre : « Par ses propos, M. Pierre aurait entamé la portée de la circulaire de 1983 demandant aux collecteurs de sang de prendre des précautions ». « Oui, je le pense », répond l'ancien avocat de la FNTS, ajoutant que les recommandations de M. Pierre étaient souvent « sensées ».

Ainsi le professeur Loygue

LAURENT GRELSAMER

Pendant la période des fêtes

Trois tentatives de suicide causent la mort de deux détenus à la prison de Gradignan

Trois détenus de la prison de Gradignan (Gironde) ont tenté à leur vie pendant la période des fêtes de fin d'année. Deux sont morts. Et cela en moins de trois semaines, dans une prison qui comptait jusqu'à présent un suicide par an, en moyenne. Dans les trois cas, les inculpés se sont pendus juste après leur incarcération.

BORDEAUX

de notre correspondant

Loi des séries, négligence, effet de contagion ? Tout le monde à Gradignan penche pour un drame hasardeux. Dans les trois tentatives de suicide qui ont eu lieu pendant les fêtes et dont deux ont abouti, les inculpés avaient été incarcérés en fin de soirée, mais trop tard pour rencontrer les services médicaux. Surtout, aucun n'avait été signalé comme malade

ou présentant des signes qui nécessitent un examen d'urgence.

Seul, le dernier d'entre eux connaissait déjà la prison et appartenait à une catégorie jugée « sans risques », celle des multirécidivistes pour qui la prison est une résidence secondaire, voire principale. « On ne peut quand même pas entrer dans la tête des gens », plaide l'administration de la prison. Pour les deux autres tentatives, on parle de malchance ou de loi des séries. Ils sont restés un soir. Tout s'est passé en dehors de la médecine ou de la psychiatrie. Ils auraient été examinés le lendemain, mais de toute façon c'était sans doute imparable. Ces deux-là n'ont pas résisté à la première nuit de solitude. « Peut-être cependant, s'interrogent des représentants de l'administration, impose-t-elle systématiquement la collaboration à l'individu traumatisé qui arrive chez nous pour la première fois ? La solitude est parfois un confort ».

Les points de vue médicaux ou administratifs sont confirmés par Henri Béraud, délégué FO de la prison de Gradignan, dont un prisonnier sur cinq - il y en a sept cents en tout - occupe, selon la moyenne nationale, un suivi médical : « Les victimes ne présentent pas de pathologie suicidaire. Mais nous savons qu'il y a des risques en prévention. Le survivant serait mort si nous ne l'avions découvert dans les trois minutes. Les autres auraient peut-être été sauvés si la situation avait été normale si nous avions pu mettre en place des rondes supplémentaires et la surveillance accrue qui s'impose dans ces cas-là ».

Seulement, ajoute-t-il, « le, tout est désorganisé. Le ministère ne veut pas nous donner les moyens de faire notre travail correctement. On nous prend pour des fous. Des suicides et des dépressions, il y en a aussi chez les surveillants ».

PIERRE CHERRUAU

Un « videur » inculpé pour avoir molesté deux aveugles. - M. Philippe Dubois, vingt-cinq ans, « videur » d'un bar de la rue de Lappe à Paris-11, a été inculpé, mercredi 13 janvier, par M. Olivier Deparis, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour avoir molesté deux aveugles qui désiraient entrer dans le bar. Le Sixty-Six. Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Le magistrat instructeur lui a signifié l'inculpation de « coups et blessures volontaires avec arme sur personnes hors d'état de se défendre ».

GUY PORTE

Incendie est maîtrisé  
Après le déraillement  
Transport d'hydrocarbures

Incendie à La...  
Le 14 janvier, à 14 heures, un train de marchandises, transportant des hydrocarbures, a déraillé sur la ligne de La...  
L'incendie, qui a éclaté à 14 heures, a été maîtrisé après le déraillement du train. Les pompiers de la ville de La... ont été appelés à 14 heures 15. Ils ont éteint l'incendie à 15 heures 30. Le train a été remis en marche à 16 heures.

Le train...  
Le train de marchandises, transportant des hydrocarbures, a déraillé sur la ligne de La...  
L'incendie, qui a éclaté à 14 heures, a été maîtrisé après le déraillement du train. Les pompiers de la ville de La... ont été appelés à 14 heures 15. Ils ont éteint l'incendie à 15 heures 30. Le train a été remis en marche à 16 heures.

Le train...  
Le train de marchandises, transportant des hydrocarbures, a déraillé sur la ligne de La...  
L'incendie, qui a éclaté à 14 heures, a été maîtrisé après le déraillement du train. Les pompiers de la ville de La... ont été appelés à 14 heures 15. Ils ont éteint l'incendie à 15 heures 30. Le train a été remis en marche à 16 heures.

5 millions de tonnes  
 chaque année en France

Le train...  
Le train de marchandises, transportant des hydrocarbures, a déraillé sur la ligne de La...  
L'incendie, qui a éclaté à 14 heures, a été maîtrisé après le déraillement du train. Les pompiers de la ville de La... ont été appelés à 14 heures 15. Ils ont éteint l'incendie à 15 heures 30. Le train a été remis en marche à 16 heures.

Révision à la baisse

par Erich Inciyan

LONGTEMPS hostile aux polices municipales, au point d'envisager leur suppression dans une loi du 7 janvier 1983, la gauche gouvernementale s'est enfin décalée à défendre leur existence et leur cadre d'action. Non sans concessions aux demandes « sécuritaires » locales - le projet de M. Quilès accorde aux policiers municipaux la possibilité de s'armer et le droit de relever les identités, aussitôt dénoncées par la gauche judiciaire et par la gauche policière, qui y ont vu une démarche « électoraliste ».

Le changement d'optique est notable si l'on se souvient des positions d'un précédent ministre de l'Intérieur socialiste, M. Pierre Joxe : rendant public, en mai 1980, un rapport du préfet Jean Clauzet qui prônait le désarmement des policiers municipaux (un tiers d'entre eux étaient alors équipés d'armes à feu), M. Joxe avait non seulement retenu cette proposition, mais envisagé de l'étendre à « l'immense majorité des policiers » d'Etat.

A l'approche d'échéances électorales, l'ancien gouvernement s'est gardé de telles audaces : ignorer la réalité de ces polices implantées à ce jour dans 2 860 communes de gauche comme de droite, au lieu de 1 750 en 1984. Il s'agit de mettre de l'ordre dans le formidable foisonnement de ces polices qui, au gré des politiques municipales, s'étaient développées dans le plus grand flou juridique. Ici, des gardes champêtres urbains ont rempli des missions d'intérêt local - police des foires et marchés, sorties d'école - mais assurées par les polices d'Etat (gendarmerie et police nationales). Là, des maires ont doté de gardes prétorales malmenés les libertés des citoyens et empêchant sur les compétences des polices d'Etat, les exemples abondent de ces « cow-boys » urbains puissamment armés, procédant à des

contrôles d'identité illégaux. Aussi le projet a-t-il au moins le mérite d'interdire aux polices municipales de couvrir sur des missions - la lutte contre la délinquance, les opérations de maintien de l'ordre - qui relèvent exclusivement des polices d'Etat. Les exigences relatives au contrôle des policiers municipaux par les autorités préfectorales et judiciaires, à leur formation et à leur déontologie, vont aussi dans le sens d'un meilleur encadrement. Mais certaines ambiguïtés demeurent, comme la reconnaissance de la qualité d'agent de police judiciaire adjoint aux agents municipaux, qui le rapport Clauzet entendait supprimer.

Surtout, le projet - s'il survit au changement de majorité parlementaire - dépendra beaucoup des « règlements de coordination » conclus localement entre les maires et les préfets. Cette approche correspond certes aux projets de « coproductions locales de sécurité » chers à M. Quilès. Mais elle traduit la révision à la baisse des ambitions de la gauche gouvernementale : ces textes locaux apparaissent en effet comme une version minimaliste de la « loi d'orientation sur la sécurité intérieure » souhaitée, en d'autres temps, par M. Joxe pour coordonner l'action de toutes les forces (police nationale, gendarmerie, police municipale, douanes) concourant à la sécurité intérieure.





## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Sanctionné pour thèses « révisionnistes »

## M. Bernard Notin retrouve ses fonctions d'enseignant à l'université Lyon-III

LYON

de notre bureau régional

Sanctionné pour avoir exprimé des thèses « révisionnistes », M. Bernard Notin, maître de conférences, va retrouver un enseignement. Les étudiants l'ont appris par hasard, en lisant un panneau d'affichage. Quant aux enseignants, bien peu étaient dans la confidence.

A partir du 30 janvier, M. Notin dispensera un cours de « perspectives économiques » en maîtrise AES-gestion à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de l'université Jean-Moulin (Lyon-III).

Dans le numéro d'août 1989 d'*Economies et sociétés*, la revue de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA), M. Notin remettait en cause les fondements de la réalité historique des chambres à gaz. Comme de nombreuses organisations, le maire de Lyon, M. Michel Noir, avait exprimé son indigna-

tion et avait même menacé de priver l'université Lyon-III de locaux prévus pour son extension.

Sous le prétexte que les propos incriminés n'avaient pas été tenus durant les cours mais dans une publication extérieure, le président de l'université, M. Pierre Vial, et le conseil d'administration avaient, dans un premier temps, adopté une réaction prudente et réservée. Sous la pression, ils s'étaient résolus, en mai 1990, à traduire M. Notin devant la commission d'instruction disciplinaire.

## Un retard d'avancement de trois ans

Deux mois plus tard, cette instance décidait de suspendre l'enseignement de toute activité de formation et de recherche pendant un an. La sanction fut rapportée par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNSRS) qui, le 15 mars 1991, décidait de s'en tenir à un retard

d'avancement de trois ans. Silencieux durant cette période, M. Notin avait été affecté à des tâches de documentation à la bibliothèque, sans perdre sa qualité d'enseignant.

Pour le moment, les organisations étudiantes les plus actives à l'écoute de M. Notin, dont l'Union des étudiants juifs, n'envoient pas de s'opposer à la tenue de cours, mais entendent exercer une « extrême vigilance ».

Certains enseignants de Lyon-III, à l'origine de la création d'une Association René Cassin pour la défense des principes de vérité historique et de rigueur scientifique, s'inquiètent toutefois de la relance d'une affaire risquant de « porter atteinte, une fois de plus, à l'image de marque de l'université et ternir le travail de l'ensemble de la communauté enseignante et étudiante ».

MICHEL DELBERGHE

## MÉDECINE

## Dangereux cholestérol

Suite de la première page

Il rappelle qu'il est maintenant parfaitement établi que :

1. « Les maladies coronaires sont plus fréquentes et plus précoces chez les sujets ayant un cholestérol sanguin augmenté ou un HDL-cholestérol (appelé également « bon » cholestérol) diminué, ainsi que chez les sujets fumeurs, les hypertendus et les diabétiques. »

2. « Il est possible d'éviter de nombreux cas de maladies invalidantes et de décès prématurés par la réduction du cholestérol sanguin et la normalisation de ses différentes fractions, ainsi que par l'arrêt du tabac, le traitement d'une hypertension artérielle, l'arrêt de la consommation de produits à risque principal de ces maladies. »

Le manifeste indique d'entre part que « l'adoption d'habitudes de vie raisonnables concernant l'alimentation, le refus du tabagisme, une certaine activité physique, permet de limiter l'apparition de ces facteurs de risque ». Il insiste enfin sur « l'importance d'une prise en charge médicale correcte des sujets présentant des facteurs de risque ».

## « Le paradoxe français »

Ce rappel n'était effectivement pas inutile. Il vient répéter que, contrairement à ce que pourraient laisser penser certains articles à sensation, le cholestérol, ou plutôt l'hypercholestérolémie, est un facteur de risque cardiovasculaire et qu'il est parfaitement démontré qu'au-delà d'un certain seuil, il existe une corrélation entre l'élévation du taux de cholestérol sanguin et le risque cardio-vasculaire, en particulier coronarien. « A force de lire des articles comme, récemment dans l'Express, intitulés « Cholestérol : ne vous mentez », ou en arrivant, sous le prétexte de dénoncer le rôle du cholestérol, à nier le rôle des facteurs de risque », explique le professeur Bernard Jacotot, vice-président de la société française d'athérosclérose. Visant explicitement les thèses défendues par le professeur Marjan Apfelbaum (1), chef du service d'explorations fonctionnelles nutritionnelles à l'hôpital Bichat (Paris), le professeur Jacotot rappelle qu'il est aujourd'hui démontré qu'une réduction du taux de cholestérol — lorsque ce dernier est élevé — réduit ou à tout le moins stabilise les lésions athérosclérotiques.

« Que l'on n'interprète pas ce que j'ai écrit, réplique le professeur Apfelbaum, je suis parfaitement d'accord avec le texte de ce manifeste, même si je sais parfaitement qu'il est — aussi — dirigé contre moi. Simplement, je souhaiterais rajouter deux points qui me paraissent importants : d'une part, le fait que nous manquons actuellement de bases scientifiques pour affirmer l'efficacité de mesures de prévention cardio-vasculaires destinées à l'ensemble de la population. Rien ne démontre qu'il faille conseiller à toute la population de se mettre au régime. En outre, il faudrait s'interroger sur le paradoxe français :

pourquoi notre mode d'alimentation, souvent décrit comme trop riche, est-il supérieur, en terme de risque cardio-vasculaire et d'obésité, au mode alimentaire allemand et anglo-saxon ? »

A titre d'exemple, la mortalité coronarienne est, en France, trois fois plus faible qu'aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe du Nord, alors même que la cholestérolémie moyenne ne semble pas très différente (2).

## Quelques règles simples

En définitive, la position du professeur Apfelbaum n'est donc pas si éloignée de celle des auteurs du manifeste : « Je suis content avec ce manifeste, me confie-t-il, j'ajoute les pendules à l'heure », ajoutant, critiquant au passage l'attitude de certains médias qui « en cherchant à aller au plus simple, ont fini par défendre des positions déraisonnables ». « On en arrive même aujourd'hui à voir des patients hypercholestérolémiques qui ne veulent plus se soigner », s'inquiète le professeur Apfelbaum, ajoutant que si on lui avait soumis le texte de ce appel, il l'aurait volontiers signé.

Alors, tempête dans un verre d'eau ? Pas si sûr. En toile de fond de cette polémique se livre une gigantesque bataille industrielle-commerciale opposant l'industrie laitière aux industries pharmaceutiques et agro-alimentaires. « Il ne faut pas se laisser tromper », explique le professeur Jacotot, que le Centre d'information sur les produits laitiers est, pour partie en tout cas, derrière cette campagne médiatique. A l'inverse, la position que je défends me permet d'autant plus facilement de m'élever également contre les abus de prescription de médicaments hypcholestérolémiques auxquels on a pu assister dans un passé très récent. » « Faux », réplique le docteur Paul Sachet, directeur du Centre de recherche et d'information nutritionnelle, qui dépend pour partie du CIDIL. Je ne me sens pas concerné par ce manifeste — qui rappelle quelques règles de bon sens et que j'aurais volontiers signé. Nous avons toujours pris soin de distinguer la population générale — qu'il ne sert à rien de soumettre à un régime — des personnes à risque qui, elles, au contraire, doivent se soigner. En outre, nous avons toujours insisté sur l'importance du HDL-cholestérol, le « bon cholestérol ».

En réalité, cette polémique n'aurait sans doute pas atteint une telle ampleur si les résultats des études scientifiques avaient été plus nets quant aux effets bénéfiques engendrés par une diminution du taux de cholestérol. En effet, s'il est aujourd'hui admis que cette diminution provoque une diminution de la mortalité coronarienne, rien ne prouve qu'elle induise une réduction de la mortalité globale, voire de la mortalité cardio-vasculaire. Quelques études ont même fait apparaître une surmortalité (par mort violente) due à une diminution du taux de cholestérol.

Ces distorsions, qui nuisent bien

entendu à la lisibilité des messages de prévention cardio-vasculaire, ne doivent pas pour autant faire oublier quelques règles simples admises aujourd'hui, peu ou prou, par l'ensemble des spécialistes (3).

En pratique, tout dépend de la présence, chez un individu considéré, d'un ou de plusieurs facteurs de risque cardio-vasculaires ainsi que de l'existence d'antécédents familiaux de maladies cardio-vasculaires. Lorsqu'il n'existe aucun facteur de risque ou antécédent, la valeur-seuil du taux de cholestérol est de 2,5 g/l. Au-delà, il faut se soumettre à des mesures hygiéno-diététiques et, seulement en cas d'échec de celles-ci, envisager un traitement médicamenteux. A l'inverse, lorsqu'il existe des facteurs de risque associés ou des antécédents familiaux (en particulier de maladies coronariennes), la barre au-delà de laquelle il vaut mieux aller consulter un médecin est abaissée aux alentours de 2 g/l.

FRANCK NOUCHI

(1) Le professeur Apfelbaum expose ses thèses dans un ouvrage récent « *Vivre avec le cholestérol* » (Editions du Rocher).

(2) Il se produit chaque année en France environ 100 000 infarctus du myocarde parmi lesquels 50 000 sont mortels.

(3) On peut se reporter aux conclusions de la conférence de consensus qui avait eu lieu à Paris sur le thème « Cholestérol sanguin, alimentation et risque coronarien. La population française est-elle protégée ou menacée ? » (le Monde du 22 et du 29 novembre 1989).

## SCIENCES

Première de huit missions

## Lancement de la navette américaine Endeavour

La navette Endeavour a décollé, mercredi 13 janvier à 14 h 59 (heure de Paris), du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride), pour la première des huit missions au programme de la flotte des navettes américaines cette année.

Six heures après le lancement, les cinq membres d'équipage ont déployé pour la NASA un satellite TDRS (Tracking and Data Relay Satellite) de 2,5 tonnes valant 200 millions de dollars, destiné à la transmission des données entre les véhicules spatiaux et le sol. Quatre TDRS sont déjà en orbite, mais deux d'entre eux sont victimes de défaillances.

Au cours de cette mission de sept jours, les astronautes (parmi lesquels une femme) se livreront aussi à des observations astronomiques, à l'aide de deux télescopes à rayons X. Enfin, deux d'entre eux doivent effectuer une sortie dans l'espace, dimanche 17 janvier, en vue d'expérimenter les techniques qui seront utilisées pour la réparation du télescope Hubble, prévue en décembre prochain, et pour les futures missions de montage des éléments de la station spatiale Freedom. (AFP, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

## DÉFENSE

## M. Gérard Wolf quitte la délégation aux restructurations militaires et industrielles

A la fin de janvier, M. Gérard Wolf, délégué aux restructurations militaires et industrielles au ministère de la défense, quittera ses fonctions, pour prendre, le 1<sup>er</sup> février, celles de secrétaire général de la préfecture de la Seine-et-Marne, le département dont M. Pierre Joxe a été l'un des députés mais où le ministre de la défense ne se représente pas lors des élections législatives de mars prochain.

En attendant la désignation d'un nouveau délégué, l'adjoint de M. Wolf, M. Dominique Conort, assurera l'intérim.

## Reconversion des personnels

Avec un fonds de 100 millions de francs, la délégation aux restructurations a été créée en août 1991 pour accompagner, par des mesures économiques et sociales, la réaffectation du personnel militaire en France, à la suite de la réduction du budget de la défense, et ses effets en matière d'aménagement du territoire.

Il s'est agi notamment de préparer des mesures de reconversion des personnels et de nouvelles implantations, en cas de dissolution des unités et de fermeture des bases.

(Né le 4 juillet 1954 à Genève, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et législateur agnomme, M. Gérard Wolf est sous-préfet. Il a travaillé dans plusieurs cabinets ministériels (de MM. Georges Lemoine et Edgar Pisani) et il a été en poste dans la « préfecture » (dans le Gard et les Hautes-Pyrénées). Dès 1985, il a été chef de cabinet de M. Gérard Rzecus (alors secrétaire d'Etat à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, puis secrétaire d'Etat à la défense, avant d'être, comme conseiller technique, au cabinet du ministre de la défense, M. Pierre Joxe).

LOTTO		MERCREDI 13 JANVIER 1993	
19835	5 15 27 29 32 34	42	
6	1 253 365 F		
1	127 125 F		
2	6 570 F		
3	125 F		
4	10 F		
20835		MERCREDI 13 JANVIER 1993	
7	9 16 21 38 44	31	
0	1 648 745 F		
1	50 365 F		
2	3 825 F		
3	58 F		
4	8 F		

## PHILATÉLIE

## Le programme des TAAF pour 1993

L'Agence des timbres-poste d'outre-mer (ATPOM) a mis en vente, lundi 4 janvier, la totalité des émissions de 1993 des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), soit dix-sept timbres et un aérogramme : armoines (0,20 F et 0,30 F); grenat almandin (1 F); radioamatrices (2 F); 20<sup>e</sup> anniversaire du *Marion-Dufrenoy* (2,20 F); *Lyallia kerguelensis* (2,30 F); skua



(2,50 F); orque (2,50 F); poisson-lézard (3,40 F); *Isula Marsana*, premier navire affrété par les TAAF, en 1950-1951 (3,70 F); programme Ecoply de biologie animale, à Crozet (14 F); pèrille de l'*Astrolabe* sur la route du nord-est en Antarctique (22 F); typique comprenant deux timbres à 2,50 F (René Prud'homme) et 22 F (spécimen de vent en Terre-Adélie), séparés par une vignette sans valeur, en hommage à Métro-France; nouveau laboratoire de biologie animale (23,40 F); D 10, base de départ des raids (25,70 F); inauguration de la piste de Terre-Adélie, 1<sup>re</sup> liaison aérienne (30 F). Un aérogramme, à

5,70 F, reprend, dans une autre couleur, le motif du timbre à 30 F.

A l'occasion du 1<sup>er</sup> vol expérimental en Terre-Adélie, qui pourrait avoir lieu vers la mi-février, le gérant postal de ce district disposera sur les plus parvenus à temps. Les aérogrammes comportant l'adresse du destinataire pour le retour peuvent y être envoyés sous pli, avec une demande d'oblitération, adressée à : M. le gérant postal, Dumont-d'Urville, District de Terre-Adélie, Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Date limite d'envoi depuis la métropole : 22 janvier 1993. Ces aérogrammes recevront l'oblitération à la date à laquelle l'avion se sera posé à Dumont-d'Urville.

P. J.

ATPOM, 85, avenue de la Bourdonnais, 75343 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 45-51-23-99.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Benard-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone : (1) 49-60-33-28; télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane



« Timbres sans frontières ». — Médecins sans frontières (MSF) organise, avec le soutien du *Monde des philatélistes*, une opération « Timbres sans frontières » destinée à rassembler des timbres de collection et des cartes postales, qui seront ensuite vendus au profit de l'association. Pour participer à cette opération humanitaire, s'adresser à MSF, 8, rue Saint-Sebastien, 75544 Paris Cedex 11, ou contacter Françoise Dumeine au (1) 40-21-29-29.

« Mickey, Dingo et les autres ». — Des administrations postales du monde entier ont émis des timbres sur les personnages de Walt Disney : Dominique, Gumbel, Grendine, Mervin et Ougende, à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de Dingo (Goofy, en version originale); Saint-Vincent, pour l'inauguration d'Euro Disney; à Morne-la-Plaine; Sierra-Leone, pour Noël; Navis, Tanzania, une galerie de portraits divers.

« Le timbre 1992 des enfants ». — La Poste et le Service national des timbres-poste (SNTF) lancent un concours réservé aux enfants de huit à douze ans, intitulé « Le timbre 1992 des enfants ». Les participants devront, d'abord, élire leur timbre préféré dans le programme philatélique 1992, puis

l'illustrer à l'aide d'un texte ou d'un dessin. Sera élu « Timbre 1992 des enfants » celui qui ralliera les suffrages les plus nombreux. Quatre cents gagnants seront tirés au sort et récompensés par des cadeaux. Les bulletins de participation, distribués dans les deux cents Points-philatélie de France, également insérés dans le numéro du *Journal des enfants* daté du 15 janvier, sont à retourner, avec textes ou dessins, avant le 18 mars, à : « Le Timbre 1992 des enfants », Libre-Réponse n° 508 0016, 99508 Paris Postale. Règlement auprès du SNTF, 33, avenue du Maine, BP 156, 75755 Paris Cedex 15.

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde L'IMMOBILIER

## appartements ventes

8<sup>e</sup> arrdt

HAUSMAN/PROFESSOR 160 m<sup>2</sup>, pierre de t. Azoum. Imme. rénov. 49-95-07-08

9<sup>e</sup> arrdt

Rue de BRUNELLES. 7 P. 170 m<sup>2</sup>, 4 P. 120 m<sup>2</sup>, Imme. p. de t. Az. 43-95-07-08

14<sup>e</sup> arrdt

Près Parc Montsouris 210 P. 80 m<sup>2</sup> + jardin 100 m<sup>2</sup> Pers. Lux. 48-95-07-08

15<sup>e</sup> arrdt

RUE A-CHABRIÈRES APPARTEMENT 3 PÈCES 43 m<sup>2</sup> dans immeuble en pierre de taille. Px : 140 000 F

CABINET COULON

48-90-44-90/48-53-36-72

92

BOULOGNE (92)

Rue des Aboussiers, 87 m<sup>2</sup>, 7 étages, entrée cuisine, séjour, salle de bain, 2 salles d'eau, 2 chambres, 2 terrasses, exposition ouest vue sur colline de la Chapelle sans vis-à-vis. Parking. Cncc. Prix 2 850 000 F. Tél. : 48-84-06-75

## maisons individuelles

EXCEPTIONNEL

BUTTES-CHAUMONT Maison style duplex invisible de la rue, sur terrain privatif. 90 m<sup>2</sup>, 4 s.d., cheminée, 1 bureau, 2 ch., 2 s.d., 2 wc. 42-41-55-47 (le soir)

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris préf. 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>. PRIX COMPT. chez nous. 48-73-48-07, même le soir.

Étrangers - Français

recherche PROP. APPTE

COCS, TERR. EXC. AGC.

Entre particuliers

HOME &amp; HOLIDAY

81-63-03-03

résidence services

06 LOUE PÉRIODIQUES/GRASSE

STUDIO PLEIN SUD. PARC.

RENOUVEAU STANDING 3 AGE.

68-84-82-87/40-50-61-99

fermettes

1 h 15 PARIS SUD

Autoroute A6 Courmayeur

FERMETTE GATINAISE

3 000 M<sup>2</sup> CLDSBordé par rivière 1<sup>re</sup> catégorie.

Corro. 3 P., Grande armoire.

Garage. Grande azote. 50 m<sup>2</sup>.

Dép. : 3 P. Grn. aménag.

495 000 FAL. long crédit poss.

Tél. 35-55-91-53

## locations non meublées offres

Paris

15<sup>e</sup> Prox. CHAMP-DE-MARS 5 P. de imm. p. de t. Beau stand. 2 ch. s.d., 3 ch., gde cuis., bal. s.d.b., wc. Nombreux rangements. 15 000 F. CASSI. R.G. 45-85-43-43

7<sup>e</sup> AV. BOSQUET

APPT D'EXCEPTION 420 m<sup>2</sup> environ + semi. ROYALE PIERRE 42-66-63-83

9<sup>e</sup> LIÈGE. 3 P. 85 M<sup>2</sup> RARE4<sup>e</sup> m. splendide. Style ancien

autrement. 3 000 F. PARTENA. 39-56-06-24

AVENUE MOZART

Immeuble standing

pièce de taille

210 M<sup>2</sup> REPAIT NEUF

Pratiquons de qualité

belle décoration

chambres au calme

24 000 F + 2 000 ch.

SOTRACIM. 46-71-71-21.

EUREMANS-MOUTON

Part. loue bel 3 pers. Beau app.

100 m<sup>2</sup> environ, 3 ch., s.d., chauff.moy. Jaz. 5<sup>e</sup> sec. Lux. Bel terr.

13000 F. CC. 43-54-80-65.

PALAIS ROYAL

Studio 35 m<sup>2</sup> excellent état

3 800 F + ch. 46-57-87-00.

RUE DE VERNEUIL VI<sup>e</sup>Part. loue 35 m<sup>2</sup> rénové à neuf

Cheminée, poutres, LIBRE.

Loyer 8 000 F + charges.

Tél. (1) 30-82-27-14

## locations non meublées demandes

Paris

EMBAISSY SERVICE recherche APPARTEMENT DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLES GESTION POSSIBLE

(1) 45-62-30-00

propriétés

LANGUEDOC

Vendit. belle propriété XVIII<sup>e</sup> siècle.

Part. d'act. Agences, cuisine

s'établir. Pour complément

d'informations : 67-31-58-10.

Fax : 67-26-66-43.

hôtels particuliers

Urgent pour client pressé

recherche bel hôtel particulier 400 à

600 m<sup>2</sup> de bel aspect grand standingavancé 250 000 m<sup>2</sup>. KESSLER

46-22-03-90 - 43-68-68-04

bureaux

Locations

NEUILLY 830 M2

2 200 F HT m<sup>2</sup>/an.

PRESTATIONS

EXCEPTIONNELLES

JEAN THOUARD

45-04-08-60

VOTRE SIÈGE SOCIAL

OCCUPATIONS

et tous services. 43-55-17-50

POUR LE P... SAISON  
VICTO...  
6 REC...  
MICH...  
MIKH...  
AND...  
VLAD...  
LEON...  
KRY...



مكتبة الأمل

ILATÉLIE

me des TAAF pour 1993

Le préfet de la région de la Réunion, M. Jean-Pierre Lecoq, a présenté hier soir, au théâtre de la Réunion, le rapport annuel de l'administration territoriale pour l'année 1992. Le rapport, qui a été adopté par le conseil régional, fait état d'une année marquée par la mise en œuvre de la loi relative aux collectivités locales et par la mise en œuvre de la loi relative à l'équipement de la zone littorale.

Le rapport de M. Lecoq a été adopté par le conseil régional à l'unanimité. Le rapport fait état d'une année marquée par la mise en œuvre de la loi relative aux collectivités locales et par la mise en œuvre de la loi relative à l'équipement de la zone littorale.

En filigrane

Le préfet de la région de la Réunion, M. Jean-Pierre Lecoq, a présenté hier soir, au théâtre de la Réunion, le rapport annuel de l'administration territoriale pour l'année 1992. Le rapport, qui a été adopté par le conseil régional, fait état d'une année marquée par la mise en œuvre de la loi relative aux collectivités locales et par la mise en œuvre de la loi relative à l'équipement de la zone littorale.

ER  
locations non meublées  
demandes  
BOSQUET  
33 83  
MEZANT  
propriétés  
hôtels particuliers  
bureaux

CULTURE

Le Monde • Vendredi 15 janvier 1993 15

THÉÂTRE

Les premiers souffles d'Octobre

Petrograd en 1920 : des vies immédiates

MARIE

de Genevieve

C'est un sommet de l'art soviétique que présente aujourd'hui le Théâtre de Genevieve : Marie, la pièce d'Isaak Babel écrite en 1931. La mise en scène de Bernard Sobel, claire et nette, dense, rapide, et d'une superbe « invention », est un chef-d'œuvre aussi. Cet événement de théâtre, qui nous tient en haleine du début à la fin, constitue un témoignage de première main, inhabituel et éclairant, sur les premières années de cette Russie socialiste dont la chute n'a pas fini de déterminer la marche de l'Histoire.



« Marie » d'Isaac Babel

Nous sommes à Petrograd, en 1920. Isaak Babel nous place dans le luxueux appartement de la famille Moukhouine, dont le chef était, avant Octobre, général. L'une de ses filles, Marie, est au front, dans l'armée rouge. L'autre, Lioudmila, restée près de son père, ravitaillait la famille en acceptant les hommages de quelques débauchés, dont un certain Isaak Dymchitz, qui trafiquait la farine, les jambons...

La conclusion de la pièce de Babel, qui rappelle celle de ses scénarios de cinéma, remarquables (il avait écrit entre autres celui du *Pré de Béjine*, d'Eisenstein, qui semble avoir été détruit), est très intelligemment soutenue par la mise en scène de Sobel, qui ne fait pas de détours, ne charge pas l'apparence, et dirige les acteurs

au plus près d'une expression immédiate. La stylisation scénique, le décalage de la figuration des meubles, des costumes, l'imagination du jeu, bref tous les recoupements de cet art magique du théâtre, sont ici d'une maestria suprême, nettement affirmée, et presque invisible. C'est très beau. Interprétation étonnante surtout par Mariel Piquart, Aurélien Recoing, Serge Médin (par moments un peu vieux style trop appuyé), Maxime Leroux...

Babel, soutenu par Gorki, va connaître quelques belles années : « Je suis à présent propriétaire d'une Ford neuve de huit cylindres, arrivée d'Amérique il y a un mois » (cela a un ton de plaisanterie à la Brecht). Mais Gorki va mourir, et ce sera l'arrestation, le 15 mai 1939, à 10 heures du matin, dans sa belle datcha de Peredelkino. Il sera mort le 17 mars 1941, personne ne sait encore comment. Croisant un ami dans la prison de Loubianka, il avait dit : « On ne m'a pas laissé le temps de finir ».

MICHEL COURNOT

Théâtre de Genevieve, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 17 heures, jusqu'au 21 février. Tél. : 47-83-26-30.

La drague

Un solitaire, un téléphone, beaucoup d'imagination et d'humour

LE CHASSEUR DE LIONS

de la Bastille

Il est en chemise blanche et cravate sobre, en chaussettes. Pas de pantalon serrant la taille, pas de chaussures qui enlèvent les pieds. A l'aise pour drague au téléphone en se massant les chevilles, en rampant sur la banquette qui constitue le seul décor du *Chasseur de lions*, d'après le livre de Javier Tomeo. En quelque sorte, un avatar de la *Voix humaine*, mais pris du côté de l'homme. Le monologue d'un macho mûr, à la fois dominateur et timoré, et qui ne possède pas le vocabulaire de son imagination.

de sa vérité, il devient alors émouvant, et inquiétant comme tous ces solitaires dont on se demande s'ils ne vont pas craquer, casser, tuer. Cette femme, si elle était présente, il la tabasserait peut-être, il l'abattrait. Pas parce que c'est elle, mais parce qu'elle est une femme. L'autre.

Cet homme dit s'appeler Armand, se décrit comme un athlète nordique. Il a la silhouette massive, le front légèrement soucieux, l'humour impertinable de Charles Berling. Son truc de drague ? « La dernière fois je suis tombé sur vous par erreur, je parlais chasser le lion en Afrique. Je vous avais promis de vous rappeler à mon retour, je tiens ma promesse ».

En fait, c'est un super-acteur qui se délecte d'un texte. Charles Berling a découvert Javier Tomeo en jouant *Monstre aimé* pour Jacques Nichet, et ça a été le coup de foudre. Vivacité dans un corps minéral, acuité dans un regard faussement distrait, ironie dans le demi-quart de sourire et la ride soucieuse, Charles Berling est absolument chez lui dans le comique sec de cette histoire équivoque. Il offre une heure un quart de bonheur. A prendre sans hésiter.

COLETTE GODARD

Du mardi au samedi à 19 h 30, dimanche à 15 h 30, jusqu'au 7 février. Tél. : 43-57-42-14.

CINÉMA

Vendeurs, acteurs, menteurs

A l'écran, la pièce de David Mamet a gardé son pouvoir corrosif

GLENGARRY

de James Foley

Créée à la fin du premier mandat de Ronald Reagan, *Glengarry Glen Ross*, la pièce de David Mamet, fait état, entre autres, des dissonances de la convoitise. Quatre hommes vendent des montres de luxe en Arizona aux gogos d'une grande ville américaine. Le meilleur vendeur gagnera une Cadillac. Les moins bons seront licenciés. Ces représentants travaillent sur des fiches de clients que leur fournisseur leur envoie ; les meilleurs résultats permettent de meilleurs résultats, mais seuls les plus performants ont accès aux meilleures fiches.

pièce de 1983 tournait en dérision. En douze ans, David Mamet a eu le temps de perdre son sens de l'humour. Mais la brutalité de cette première scène, l'intensité quasi-psychotique du jeu de Baldwin, fait un peu d'ombre à la suite. Et c'est dommage, car James Foley, le réalisateur, a bien le texte de Mamet. Celui-ci procède par accumulation de jurons, par répétition, à charge pour l'acteur d'extraire toutes les nuances possibles des *fuck you* ou des *asshole*, de faire émerger le sens et l'humanité que l'auteur a enfouis sous cette capote de bruit blanc.

David Mamet a lui-même adapté sa pièce pour le cinéma. Il l'a un peu aérée avec une scène de vente à domicile (superflue, tant la pièce se nourrit du sentiment de claustrophobie) et a surtout rajouté un personnage. Alec Baldwin joue cet émissaire du siège central, venu annoncer aux vendeurs qu'ils perdent leur emploi s'ils n'obtiennent pas de résultats : apparition cauchemardesque d'un homme qui a abandonné toute prétention à l'humanité, ne donne plus son nom mais son salaire annuel et le prix de sa voiture. C'est le stade suprême du matérialisme que la

Jack Lemmon, qui joue un vieux homme aux abois, en fait des tonnes, on le lui reprochera sûrement. Pourtant le rôle - un vieux menteur qui n'arrive même plus à se tromper lui-même - ne lui laisse guère le choix. En face, Al Pacino en vendeur au sommet de son art est indéchiffrablement ambigu, séduisant même dans ses scènes avec Jonathan Pryce, pigeon piégé au hasard d'une rencontre dans un bar. Ed Harris, Alan Arkin (les autres vendeurs), Kevin Spacey (le directeur de l'agence), excellent chacun à leur manière une variation sur le thème du perdant. Ensemble, ils créent le décor, ne serait-ce que par amour du métier d'acteur.

THOMAS SOTINEL

Dépôt de confiture

SALMONBERRIES

de Percy Adlon

Du food de la grande antenne parabolique, Kotzebue, l'Esquimaude orpheline, orléane déresse. Quand elle ne s'occupe pas au milieu de ses livres, Rosawitha, la bibliothécaire immigrée, tente d'enfermer son angoisse dans des bocaux de confiture (de salmonberries, qui sont des baies poussant en Alaska : on est en Alaska). Le nouveau film de Percy Adlon est donc une parabole littéraire et écologique sur la question des origines. A l'extrémité opposée du thermomètre, le cinéaste allemand reprend le principe de *Bagdad Café*, en organisant la rencontre incongrue dans un lieu isolé de personnages « à part », qui se révéleront l'un l'autre.

Kotzebue, enfant trouvée devenue une adolescente garçonnette et taciturne, souffre de ne rien savoir de son passé. Rosawitha, évadée de l'Allemagne de l'Est en franchissant le mur, au prix de la mort de son mari trahi par son frère, souffre du poids envahissant de son passé. C'est aussi l'Europe chargée de sombre histoire et l'Amérique sans racines qui se rencontrent dans le bout du monde glacé, et cela fait une table qui se voudrait optimiste, quand l'adolescente brune ennuiera la femme blonde dans Berlin réunifiée se réconcilier avec elle-même et la vie.

Percy Adlon propose parfois des ornements d'images séduisants, entre absurde et simplicité des grands espaces. Mais jamais il ne trouve la traduction cinématographique de ce qui reste une « idée », trop solidement contrainte par le papier. Et si, aux côtés de Rosal Zech et de feu Chuck Connors, il révèle une vraie présence en faisant débiter au cinéma la chanteuse de country K. D. Lang, d'une imposante sobriété, lui-même manque terriblement de cette qualité, retrouvant son goût pour les colorations baroques, les cadrages torse et l'ourisisme de pacotille, qui sont son habituel, et dommageable, péché.

JEAN-MICHEL FRODON

Rêver peut-être

A L'HEURE

OÙ LES GRANDS FAUVES VONT BOIRE

de Pierre Jolivet

On rêverait, une nuit. Un joli rêve anodin. On se réveillerait le matin, et, comme en rêve, on entreprendrait de le réaliser. Normal, puisqu'on serait réalisateur de films. Ce rêve ? Une femme appareille, se séduisant, et que l'on allait séduire, sûrement, si le réveil, malencontreusement...

Donc, de ce rêve léger, on ferait une comédie, une bulle de savon couleur du temps. Un peu grave, tout de même, la comédie, puisque le temps qui court est assez méchant. Les choses sérieuses (chômage, exil, maladies affectueuses, et même la mort par trop câline) apparaîtraient en filigrane, mais le rêve l'emporterait, on perdrait en bleu le mur des chambres, on prendrait les girafes pour des lions, il y aurait de l'amitié à revendre, et cette femme, cette femme exquise qui s'entêterait à vouloir tourner un documentaire ethnographique intitulé *A l'heure où les grands fauves vont boire...* Un titre idiot, révérence gardée, mais qu'importe, en rêve tout est permis. D'ailleurs, dans ce rêve de film heureux, on ferait entrer aussi quelques membres de sa famille, puisqu'ils sont comédiens, qu'ils ont du talent, et ce serait joli.

C'est ainsi, sans doute, que Pierre Jolivet, entraînant dans son sillage Éric Métayer, Marc Jolivet (son frère), Arlette Thomas (sa mère), Isabelle Gélines, a imaginé son cinquième long métrage, une sorte de récréation intime, de variation gracieuse sur la légimité du désir. On peut rêver... Mais il s'est fourvoyé, crayonnant un scénario paresseux, une esquisse d'intrigue alourdie par des dialogues à l'humour sentencieux. Ses quatre précédents films (*Strictement personnel*, *Le complexe du kangourou*, *Force majeure* et *Simple mortel*), montrant une inspiration versatile sans cesse en mouvement, étaient plus forts, plus convaincants. Qu'il aille vite au prochain. On l'attend.

DANIELE HEYMANN

EN BREF

Reouverture du cinéma l'Arlequin à Paris. - Fermé depuis la cessation d'activité de la société Cosmos, qui y présentait durant douze ans des films soviétiques, la salle de la rue de Rennes est entièrement rénovée par l'architecte Jean-Claude Poirier, et rouvre le 13 janvier sous son précédent nom, l'Arlequin. Elle a été inaugurée par M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation nationale, accompagné de M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma, qui a soutenu financièrement cette opération, et de M. François Collet, maire du sixième arrondissement, dont la présence manifestait la volonté de la municipalité de se préoccuper à son tour des cinémas. Construite en 1934 (elle s'appelait alors le Lux), la salle appartient désormais au distributeur et exploitant Simon Simsi, animateur d'un réseau indépendant de qualité dans la capitale. Pour cette réouverture, Simsi propose *Play Time*, le chef-d'œuvre de Jacques Tati, que programmait l'Arlequin dans les années 60.

Monde du 12 janvier), reprendra au Théâtre des Amandiers de Nanterre le 28 janvier et se poursuivra pendant le mois de février. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00.

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré au mécénat culturel aux Etats-Unis (« Dollars pour l'art », supplément Arts-Spectacles, le Monde du 14 janvier), nous avons écrit par erreur que le montant total des dons privés atteint, dans ce pays, 128 millions de dollars et que les arts ont reçu 9 millions de dollars. Il s'agit, en fait, de 128 milliards de dollars et de 9 milliards de dollars.

Le Monde sans visa

BOUFFES PARISIENS  
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
MICHELE MORGAN JEAN MARAIS  
Les monstres sacrés  
à Jean Cocteau  
Mise en scène : RAYMOND GÉRÔME  
Décors : CHRISTIAN BÉRAUD Costumes : MICHEL FRESNAY  
FRANÇOISE FLEURY  
YVETTE FERREOL  
JEAN BARAT  
ANNE ROUSSELET  
EUROPE 1 LOC 42 96 60 24

ATHÈNÉE  
du 8 janvier au 14 février 1993  
Salle Louis Jovet  
ONDINE  
JEAN GIRAUDOUX  
mise en scène de François Rancillac  
du 6 janvier au 7 février 1993  
Salle Christian Bérard  
LES FILLES DU NEANT  
CATHERINE MARITTE  
mise en scène de Maurice Attias  
47.42.67.27

## CULTURE

## Le partage du gâteau

La Biennale de Venise en proie au virus destructeur de la politique italienne

ROME

de notre correspondant

Venise s'enfonçait déjà dans le légume, à présent voici la Biennale, la plus célèbre institution culturelle du pays, menacée de sombrer dans la polémique créée par les pratiques douteuses d'un régime politique lui-même en perdition. Objet du litige : la nomination des membres du nouveau conseil directeur, avalisée par le gouvernement socialiste, le régime, le province et la ville de Venise. Parmi les dix-neuf noms désignés se retrouve en effet, un peu trop parfaitement, la géographie des partis politiques influents : huit démocrates-chrétiens, six socialistes, trois membres du PDS (ex-PCI), un social-démocrate et un libéral.

Que fait-on des statuts et des règlements, qui prévoient le choix de « personnalités du monde des arts et de la culture, dont les noms, réunis dans un catalogue, seront proposés par des associations professionnelles » ? Polémiques, grincements de dents, accusations : coup sur coup, s'ensuivent « pié-ges », ou ne veulent pas cautionner des pratiques qu'ils réprouvent, trois des conseillers désignés ont annoncé cette semaine leur refus ou leur désistement. Parmi eux, le recteur de l'université vénitienne de Ca' Foscari Paolo Coste, et le metteur en scène Furio Scarpelli.

A leur suite, les employés de la Biennale s'élèvent contre la vieille « lottizzazione », le « partage du gâteau » entre partis. Rien de bien neuf pourtant, et certains n'ont pas manqué de trouver tardif et ingénu ce chœur de vertueuses protestations, surtout dans une ville qui a fourni son contingent de politiciens « ombreux » aux juges de l'enquête « moins propres » qui depuis près d'un an épure l'Ita-

lie des scandales. La Biennale est également sur la sellette du fait de son mode de fonctionnement, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une gestion plus autonome par rapport à l'Etat, voire la tutelle de personnalités culturelles incontestables pour sortir de la crise.

Au cours d'une conférence de presse à Rome, mercredi 13 janvier, des intellectuels, auteurs, gens de cinéma et de théâtre, ont ainsi lancé publiquement un appel au reste du conseil dirigeant de la Biennale pour qu'il se démette, et permette ainsi « à la culture de reprendre le pas sur la politique ».

De son côté, le ministre du tourisme et des spectacles, le socialiste Margherita Boniver, attribuant les dérangements actuels aux lois fixées dans les années 70 qui prévoient un conseil de dix-neuf personnes, s'est prononcé pour une réforme « rapide et efficace ». Elle ne laisserait place qu'à « cinq conseillers, personnalités compétentes, désignées par les instances culturelles, et s'occupent chacune d'une des sections de la Biennale ». Jeudi 14, le ministre des spectacles doit rencontrer celui de la culture, Alberto Ronchey, qui vient d'obtenir un premier succès en faisant adopter le 13 janvier au Sénat une loi réformant la gestion des musées.

Mais à peine les problèmes de la Biennale semblaient-ils recevoir une emorose de règlement qu'un autre scandale politico-culturel éclatait à Venise : l'essenseur socialiste à la culture et maire adjoint de la ville, Fulgenzio Livieri, en l'absence du maire, vient de s'autodésigner comme directeur du prestigieux théâtre lyrique la Fenice.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## MUSIQUES

## Le poing et la plume

Réunis dans le même concert, Berio et Stravinsky, un militant et un humoriste

Pour ses trois premiers concerts à la tête de l'Ensemble Inter-Contemporain, dont il est récemment devenu le directeur artistique, le jeune chef d'orchestre américain David Robertson a choisi d'explorer le lyrisme vocal du vingtième siècle. En ouverture, mardi 12 janvier, une confrontation entre l'esprit ludique de Stravinsky et l'esprit militant d'un Berio d'il y a trente ans.

Le chant contre les cris, l'expression lyrique contre les imprécations : dans *Pasaggio* de Berio, cette « passion profane » que le compositeur a conçue avec le poète Edoardo Sanguineti, les positions sont irréductibles. Leur aspect manichéen et ce militantisme apparemment réducteur pourraient paraître datés. Mais ce cauchemar d'une femme-symbole face à la meute des bien-pensants prend ici valeur générale : dans une société taillée à l'image de l'homme, la femme déchaîne la violence par sa

différence. La masse vulgaire et primitive est discrètement identifiée au public (forcément « bourgeois » pour le Berio de l'époque), le chœur qui l'incarne est, sur l'indication du compositeur, disséminé dans la salle. Tout cela n'a pas dû déplaire au PCI des années 60.

Cette œuvre écrite dans la ferveur, et qui avoue bravement son époque, méritait d'être reprise. On a si souvent tendance aujourd'hui à regarder de manière unilatérale, politiquement ou esthétiquement, la période des années 55-68 qu'on ne peut qu'apprécier une telle réécriture. Même si la hâte du compositeur à mettre en musique son propos se contente d'un traitement instrumental strictement utilitaire, sans relief particulier, sans cette aura de musicalité qu'il allait acquérir dans des œuvres postérieures, telles *Coro* ou, plus récemment, *Ofanin*. Mais, par le traitement spatial, qui apporte, comme on disait à l'époque, une quantité

d'information supplémentaire, et par la maîtrise irréprochable de l'expression vocale, le manifeste devient feble et le geste musical réellement protestataire.

## Le caractère rituel de « Noces »

Il faut au « rôle » féminin soliste un soutien vocal, une malléabilité d'expression, une richesse de tons qui lui permet d'éviter de sombrer dans l'abstraction. L'Américaine Victoria Schneider ne fait pas toujours preuve d'une grande diversité de moyens. Mais sa présence et son « entêtement » impressionnant ont conféré une autorité indéniable à son apparition. La direction de David Robertson était exemplaire de rigueur formelle et de discipline.

*Renard* et *les Noces*, les deux œuvres de Stravinsky qui occupent la première partie, sont, surtout pour la dernière, autre chose que des pièces de caractère, pro-

duits d'un traitement inventif de la tradition folklorique. Stravinsky insiste sur le caractère « rituel » de *Noces*. Et sur cette « cette collection de clichés et de dictions traditionnels ». En contemporain du cubisme, le compositeur monte de manière volontairement abrupte ces objets culturels familiers. Ils gardent, comme chez Klee, et malgré ce traitement anguleux, « le souvenir du réel ». Robertson y est souple et précis, loin de tout pittoresque facile mais loin aussi de toute géométrisation forcée. Dans cette partition qui, les voix mises à part, ne contient que des timbres percussifs, le chef arrondit quelque peu les angles, contrairement à la tradition, insiste sur les superpositions de temps comme s'il voulait laisser la musique respirer plus que de coutume. Y aurait-il aussi un postmodernisme interprétatif ?

COSTIN CAZABAN

## Tristan réjouissant

Wagner chanté sur le Paillon dans la grande tradition

TRISTAN ET ISOLDE d'Nice

Depuis que l'Opéra de Nice et son capitaine, Pierre Médécia, ont monté le *Ring* dans les images de Mesquich à l'Acropolis, le pli est pris. Personne là-bas ne s'effraie d'aller goûter aux grands Wagner dans une salle de ce Palais des Congrès bâti sur le Paillon, décor futuriste anonyme, atmosphère la moins « bayreuthienne » que l'on puisse imaginer. Mais c'est qu'à Nice, une fois cet anachronisme assumé, on fait en sorte que tout marche ensemble : des voix surpuissantes avec un orchestre survolté, une mise en scène limpide avec un décor si abstrait qu'il peut à la limite, quelques fioritures exceptées, se laisser oublier.

Fioritures, par exemple, les

fleurs en couronne immaculée du premier acte (un parterre de lys sur le pont d'un bateau : cherchez le symbole) ou l'immense flèche plantée dans un cadran solaire démesuré au troisième acte (on y devine même la lutte d'Eros et de Chronos : Tristan vivra-t-il assez de temps pour retrouver Isolde ?). Soit beaucoup de cercles et d'anneaux pour une thématique visuelle à la Wieland Wagner, qui recrée opportunément l'action sur cette scène démesurée. Pet Halman est à la fois metteur en scène et décorateur. Sa double casquette est une garantie d'unité et de « lisibilité » de ses idées.

Tristan devait être chanté par Richard Versaille. On dut lui trouver un remplaçant la veille de la première, samedi 9 janvier. Un coup de téléphone, et Heikki Sirkola prenait deux evions, visionnait la mise en scène en vidéo, se la mettait dans la tête en une seule répétition et, moins de vingt-quatre heures après son départ d'Helsinki, avalait ses trois actes d'une voix tonnante, à peine dissociée par instants, mais d'une générosité époustouflante. Ténor finlandais, Sirkola a transporté dans ce même rôle son maître quatre-vingt-dix et ses épaules d'athlète quatre fois l'an dernier, de Vienne à Lyon et de Bordeaux à Nantes. C'est, jusqu'au trépas, un Tristan sans fêlure.

Lisbeth Balslev, dont on dit qu'elle fut une Senta excessive et bouleversante dans *le Vaisseau Fantôme* de Kupfer à Bayreuth, est devenue une Isolde pondérée, magistrale vocalement, mais étonnamment paisible vu l'importance supposée de ses problèmes sentimentaux. Un roi Marke imposant (Gregory Reinhart), un Kurvenal magnifique de jeunesse et de naturel (Albert Dohmen), une Brangäne un peu effacée mais excellente musicienne complétaient cette distribution de classe internationale. Avec cette coquetterie en prime : Manfred Jung (l'un des Siegfried de la *Tétralogie* de Châteauboulez) faisant une brève apparition dans le rôle du père. Klaus Weise est depuis 1990 directeur musical de l'Orchestre de Nice (renforcé dans *Tristan* par quelques instrumentistes marseillais). Exception faite de certains éclats excessifs, son Wagner est parfaitement en place, peut-être pas inoubliable, mais irréprochable.

ANNE REY

► Troisième et dernière représentation jeudi 14 janvier, 19 heures. Tél. : (16) 93-60-60-63.

2 ministres en exercice...  
11 anciens ministres...  
7 sénateurs...  
41 députés  
sont déjà venus voir  
**Ministre!**  
et vous? 5 MOIS  
THEATRE de la POTINIÈRE  
7 rue Louis-Armand 75002 PARIS  
42 61 44 16 - AGENCES

## ÉTUDE MORELLE-MARCHANDET

Commissaires-Priseurs Associés

50, rue Sainte-Anne - 75002 PARIS - Tél. : 42.96.69.22 - Fax : 40.20.09.98

DROUOT RICHELIEU

9, rue Drouot - 75009 Paris

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

TIMBRES-POSTE

Mardi 19 janvier 1993 à 14 h - Salle 12

Dispersion d'un bel ensemble de variétés des colonies françaises et d'une collection de timbres porteurs de France sur lettres.

France classiques et semi-modernes.

Lots et collections France, Colonies françaises, Europe, Outre-mer.

Ventes


Catalogue gratuit sur demande à l'étude.

Expert : Monsieur Pless, Expert auprès de la Cour d'Appel de Versailles.

Exposition : lundi 18, salle 12, de 11 h à 19 h.

RAINBOW CONCERTS  
présente

**PAOLO CONTÉ** AVEC *Chérie FM*



POUR 21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
DU 27 AVRIL AU 23 MAI 1993  
AU THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES.

LOCATIONS ET RENSEIGNEMENTS : 40 08 00 76  
(FNAC / VIRGIN MEGASTORE / NUGGETS / AGENCES / 3615 CHÉRIE FM)

CHÉRIE FM, si vous l'écoutez, vous allez chanter !



POUR RETROUVER CELLE  
QU'IL AIME,  
IL A TRAVERSÉ LES  
Océans  
DU TEMPS.

D'APRÈS BRAM STOKER  
**Dracula**  
UN FILM DE FRANCIS FORD COPPOLA

**ACTUELLEMENT**



مكتبة الأمل

# EXPOSITIONS

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## Centre Georges-Pompidou

**Place Georges-Pompidou** (44-78-12-33). T.J., sf mar. et jours fériés de 14 h à 18 h.  
**L'ART EN JEU**. Atelier des enfants. Jusqu'au 28 mars.  
**GLEN BAXTER**. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.  
**COOP HIMMELBLAU**. 1<sup>er</sup> sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 avril.  
**PETER FISCHLI** et **DAVID WEISS**. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.  
**GARY HILL**. Galeries contemporaines. Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 janvier.  
**IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPEENS**. Salle d'activités. Jusqu'au 18 janvier.  
**PANAMARENKO, MEGANEUON I**. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.  
**PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE**. Galerie du forum. Jusqu'au 18 janvier.  
**REEL-VIRUEL**. Petite salle 1<sup>er</sup> sous-sol. Jusqu'au 24 janvier.

## Musée d'Orsay

Quai Anatole France, place Henry-Dunant (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.  
**1893 : WAGNER ET LA FRANCE**. Exposition-dossier. Jusqu'au 30 mai.  
**HILL ET ADAMSON. LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE**. 1843-1845. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 18 janvier.  
**SISLEY**. 2<sup>nd</sup> étage. Entrée : 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition). Jusqu'au 31 janvier.

## Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J., sf mar. de 10 h à 22 h.  
**LE BRUIT DES NUAGES : PARTI PRIS** O.S., **PETER GREENAWAY**. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Byzance). Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.  
**BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES**. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec le bruit des nuages). Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.  
**LES NOCES DE CANA, DE VÉRONÈSE**. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mars.  
**PAMINI** (1881-1985). Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 15 février.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.  
**HANS-PETER FEMMANN**. Moins de la photo. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier.  
**FIGURES DU MODERNE**. L'expressionnisme en Allemagne de 1905 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 mars.  
**PARCOURS EUROPEEN III : L'ALLEMAGNE**. Qui, où ? Un regard sur l'Allemagne en 1932. Jusqu'au 17 janvier.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.  
**JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU**. (42-58-37-11). T.J., sf mar. et mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 avril.

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-09-68). T.J., sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayssa L.J. à 14 h.  
**MARTIAL RAYSSÉ, RÉTROSPECTIVE**. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 janvier.

## MUSÉES

**BIJOUX DES RÉGIONS DE FRANCE**. Musée du Luxembourg. 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J., sf lun. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 22 h.

**CHINE CONNUE ET INCONNUE**. Cité annexe d'acquisitions. Musée Carnavalet. 7, av. Voltaire (45-63-50-75). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 février.

**CORPS CRUCIFIÉS**. Musée Picasso. hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J., sf mar. de 9 h 30 à 12 h (group. scol. et adult. sur rés.), et de 12 h à 18 h (indiv. et group. adult.). dim. de 9 h 30 à 18 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

**LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE**. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 18 janvier.

**DANS LES COULISSES DE LA B.N.** Bibliothèque nationale, roronde de l'espace Colbert, 2, rue Vivienne et 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.J., sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 15 février.

**EUGÈNE DELACROIX**. Le voyage au Maroc. Musée Orléans, 6, rue du Furstenberg (43-54-04-87). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 18 janvier.

**DESIGN : VIGNELLI**. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-30-32-14). T.J., sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février.

**DES LIVRES ET DES ROIS**. La bibliothèque royale de Blois. Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J., sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier.

## L'ÉPREUVE NUMÉRIQUE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 8 h 45 à 17 h. Jusqu'au 18 janvier.

## LE FORUM BUTAGAZ POUR L'ARCHITECTURE

Les jeunes architectes s'exposent au pavillon de l'Arsenal. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'activités, 21, boulevard Morland (42-76-32-97). T.J., sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 janvier.

## FRAGONARO ET LE DESSIN FRANÇAIS AU XVIII<sup>SIÈCLE</sup>

Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-65-12-73). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 février.

## HERAKLES ARCHER

Musée Bourcille, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J., sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier.

## IMAGES D'UN AUTRE MONDE

La photographie scientifique. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 janvier.

## MAX JACOB, LA PASSION EN PEINTURE

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (48-08-81-11). T.J., sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 janvier.

## JARDIN DES MOOSES 1922-1992 : AFFAIRE DE STYLES

Musée des arts décoratifs, galerie des oculi, 5<sup>e</sup> étage, 107, rue de Rivoli (42-30-32-14). T.J., sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 janvier.

## MANTEAU DE NUAGES - KESA JAPONAIS

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-81-65). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 février.

## MONNAIES DE CHINE

Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J., sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier.

## LES NYMPHÉES AVANT ET APRÈS

Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-97-48-16). T.J., sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 28 F. Jusqu'au 25 janvier.

## PALIMPSESTE

Présentation de l'œuvre de Benoît Lemoine. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 4, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J., sf lun. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 15 janvier.

## PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS

Pavillon de l'Arsenal, rez-de-chaussée, 21, boulevard Morland (42-76-32-97). T.J., sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre.

## PEINTURES, RACONTÉS, IMAGES EN PAROLES

Musée d'art naïf Max Fourny - Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.

## LA PHOTOGRAPHIE SCIENTIFIQUE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 janvier.

## RAO-POLYNÉSIES

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J., sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 29 mars.

## MINI RAY, Les Années Bazart

Photographies de mode 1934-1942. Musée des arts de la mode, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 janvier.

## REGARDS TRÈS PARTICULIERS SUR LA CARTE POSTALE

Musée de la Poste, 34, bd de Voltaire (43-20-15-30). T.J., sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier.

## RODIN SCULPTEUR

Œuvres méconnues. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J., sf lun. de 10 h à 17 h, du 1<sup>er</sup> au 30 avril T.J., sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 avril.

## LE RDI SALOMON ET LES MAÎTRES DU REGARD

Art et médiums en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J., sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 50. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier.

## EGON SCHIELE (1890-1918)

Cent œuvres sur papier. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-58-00-17). T.J., sf dim. et jours fériés de 11 h à 20 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 février.

## SYNAGOGUES D'ALSACE

Musée d'art juif, 42, rue des Saules (42-67-84-18). T.J., sf ven. et sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 15 février.

## TABLES D'ÉGOÏSTES

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-11-13). T.J., sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 45. Entrée : 35 F. Jusqu'au 14 mars.

## LE TEMPS DU SILENCE

La photographie espagnole des années 1950-1980. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf mar. de 8 h 45 à 17 h. Jusqu'au 15 février.

## TREASURES OF L'ÉCRIT

Bibliothèque Nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J., sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier.

## VIVRE LA VILLE

De la hutte à la mégapole. Parc de la Villette, pavillon Tusquets, 211, avenue Jean-Jaurès (42-78-70-00). T.J., sf lun. de 12 h à 18 h, mer., sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 janvier.

## CENTRES CULTURELS

**ACCORD A CORPS**. Collection du professeur Oesbommet, mois de la photo. Maison de la Villette, 30, av. Cornavin-Carlier (42-40-27-28). T.J., sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : Accès libre. Jusqu'au 15 janvier.

## L'AMÉRIQUE DANS TOUS SES ÉTATS

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (48-54-75-00). T.J., sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 janvier.

## L'ARCHITECTE ET LA MAISON : DU RÊVE À LA RÉALITÉ

Maison de l'architecture, 7, rue Cheillot (47-23-81-65). T.J., sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 janvier.

## LETIZIA BATTAGLIA, FRANCO ZECCHIN

Institut culturel hellén à Paris, 127-129, rue de Valenciennes (44-39-48-39). T.J., sf sam. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 18 h. Du 15 janvier au 25 janvier.

## THIERRY BÉGIN, YVES GRENET, ROMAIN PELLAS

Hôtel Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J., sf dim., lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 février.

## BEREL

Centre juif d'art et de culture Israël-Jérusalem, 88, rue de la Folie-Méricourt (45-05-23-60). Mer., lun. de 10 h à 14 h et de 18 h à 21 h, jeu., mar. de 10 h à 21 h, ven. de 10 h à 14 h. Jusqu'au 31 janvier.

## BEYROUTI, FRAGMENT

Photographies de Houde Kassaty. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 janvier.

## BOTERO AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

1<sup>re</sup> sculpture monumentale. De la Concorde au rond-point des Champs-Élysées. Jusqu'au 30 janvier.

## BRION GYNN PLAY BACK

Espace Electre, 8, rue Rémartin (45-44-10-03). T.J., sf lun., mer. et fêtes de 11 h 30 à 18 h 30, jusqu'à 20 h 30 les soirs de spectacles. Entrée : 15 F, concert à 21 h : 100 F.

## CAPPELLO

Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New York (47-23-38-58). T.J., sf dim., lun. et jours fériés de 10 h 30 à 18 h 30. Du 15 janvier au 27 février.

## MILIL, CHEMIKIN, GUSTAVO VEJNAR

Peintures, 18, rue de la Folie-Méricourt (42-48-43-44). T.J., sf dim. de 13 h à 19 h 30, lun. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier.

## COLLECTION DU MUSÉE CANADIEN D'ART MODERNE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 janvier.

## LA TRADITION À LA RECHERCHE

La galerie fête son 30<sup>e</sup> anniversaire. ADAC galerie-atelier, 21, rue Saint-Paul (42-77-96-26). T.J., sf lun. de 14 h à 19 h. Du 15 janvier au 14 février.

## JACQUES OERREY, MICHEL BAQUEL

Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère (46-74-85-24). T.J., sf dim. et lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier.

## SALIBA DOUAHAY

Peintures, Institut du monde arabe, galerie d'art et d'essai, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.

## FRAGMENTS D'ARCHITECTURE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

## HOMMAGE À JOHN KOBAL

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carre - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J., sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

## KAESBERG

Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé (43-26-02-11). T.J., sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Du 14 janvier au 11 mars.

## YVES KLEIN, UNE ZONE DE SENSIBILITÉ

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-60-22-58). T.J., sf dim., lun., mar. et jours fériés de 12 h à 17 h, sam. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars.

## LA LOGIQUE DE LA COMPLEXITÉ

OANS : 28 rue de la Complexité, 28, rue de la Complexité (1983-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.J., sf lun., mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 14 février.

## CATHERINE MAGOELAINE

Maison Mansart, 5, rue Peyronne (42-72-11-13). T.J., sf lun. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 24 janvier.

## LE MUSÉE HISTORIQUE DE GOTT

Centre culturel autrichien, hôtel de la Ville, 17, rue de la Ville (44-78-80-20). T.J., sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 7 mars.

## MIRIAM NEIGER, LILLET FOSSE

SUZELLE LEVASSEUR, JUDITH SHAPIRO. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.J., sf lun. de 13 h à 18 h. Du 15 janvier au 25 janvier.

## NOUVEAUX ITINÉRAIRES

Les Alpes vues par les photographes. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J., sf lun. et mer. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 janvier.

## ZHANG PEILI

Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt (42-56-60-70). T.J., sf lun. de 12 h à 20 h, dim. et lun. de 12 h à 18 h et jusqu'à 22 h les soirs de représentation. Jusqu'au 7 mars.

## SAURA ET LES LIVRES DE SA VIE

Dessins originaux. Institut Corvantes, 7, rue Quentin-Bauchart (47-20-93-45). T.J., sf dim. et lun. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 janvier.

## LES SPDRITES DU MERCREDI

APRÈS-MIDI. Espace information jeunesse, 15, boulevard Bourdon (42-76-22-27). T.J., sf sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 janvier.

## VISION D'Océanie

Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J., sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 mars.

## PHILIPPE ET MARCEL WOLFERS

De l'art nouveau à l'art déco. Centre Walonien-Belgique à Paris, 127-129, rue de Valenciennes (44-39-48-39). T.J., sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 février.

## PHILIP WINSBEE, FERDINAND GOTT

RAYMOND SUOMINEN. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.J., sf dim. et lun. de 13 h à 19 h. Du 15 janvier au 25 janvier.

## YEMEN

Architecture millénaire. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 janvier.

## GALERIES

**1 MÈTRE SUR 1 MÈTRE**. Galerie Jean Brinco, 23-25, rue Guénégaud (42-78-85-51). Jusqu'au 30 janvier.

**JURGEN ALBRECHT**. Galerie Gilles Peyroulet, 7, rue Debelleyme (42-74-69-20). Ou 16 janvier et 13 février.

**JEAN ANGUERA**. Sculptures. Galerie Lisa Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-99-87). Du 14 janvier au 23 février.

**JEAN SAUJOURILLARD**. Photographies. Galerie Gérard Filzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-90-07). Jusqu'au 30 janvier.

**PASCAL BAZILE**. La monde fanfare. Galerie de l'Étoile, 22, rue d'Ulm (42-74-67-26). Du 15 janvier au 15 février.

**BITRAN**. Dessins. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 23 janvier.

**GERD BONNET, ARCHITECTURE DE LUMIÈRE**. Galerie Bouquet + Boudier, 61, rue de Valenciennes (40-27-92-21). Jusqu'au 25 janvier.

**BORERLINE**. Le sous-sol, 12, rue du Petit-Musc (42-72-46-72). Jusqu'au 18 janvier.

**JEAN-PIERRE DOLIER**. Dessins. Galerie Diderot, 19, rue de Valenciennes (45-62-10-40). Jusqu'au 30 janvier.

**LOUISE BOURGEOIS**. Galerie Karsten Gräbe, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier.

**JEAN-PIERRE DOLIER**. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue de Valenciennes (42-72-39-84). Jusqu'au 31 janvier.

**PATRICE BRISBOIS**. Galerie Diane Manière, 11, rue Pestourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 27 janvier.

**ALEXANDRA POLEO**. Galerie Proust, 10, rue de Valenciennes (43-58-62-60). Jusqu'au 13 février.

**CABARET MOSNER**. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-28-72-51). Du 14 janvier au 15 février.

**PATRICIO CABRERA, GERARDO OELGADO, JUAN USLE**. Galerie Farde-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-98). Jusqu'au 27 février.



## ÉCONOMIE

## BILLET

## La marge de manœuvre du président de la Bundesbank

M. Helmut Schlesinger, le président de la très puissante Bundesbank, a confirmé, mercredi 13 janvier, qu'un début de baisse des taux d'intérêt en Allemagne était désormais assez proche. Evoquant la « faiblesse » de l'activité économique en Allemagne, le président de la « Buba », qui s'exprimait à Francfort lors d'un colloque organisé par le G7 Council, organisme privé de réflexion sur l'économie mondiale, a indiqué que la poursuite de la lutte contre l'inflation « n'excluait pas une marge de manœuvre » en matière de politique monétaire.

M. Schlesinger, qui comprend l'« impatience » des partenaires de l'Allemagne de voir baisser les taux d'intérêt, a toutefois tempéré les attentes, soulignant que la dépression de l'activité ne méritait pas de « dramatisation ». La croissance économique en 1992 a été de 1,9 %, un chiffre « réuni » qui couvre pour la première fois l'ensemble de l'Allemagne. L'augmentation du produit intérieur brut a été de 1,6 % dans la partie ouest du pays et de 6,1 % dans sa partie est. Mais l'ex-Allemagne de l'Est n'aura encore compté l'année dernière que pour une faible part dans la croissance outre-Rhin (7,7 % du PIB global allemand).

M. Helmut Schlesinger attend une reprise au second semestre, reprise tirée par les nouveaux Länder. Cette façon de voir s'explique par le fait que, selon lui, l'Allemagne n'a pas versé dans les « exagérations » des autres pays, notamment en ce qui concerne la spéculation immobilière. L'optimisme du président de la « Buba » n'est guère partagé en Allemagne. L'Institut HWVA de Hambourg n'attend pas de rebond avant la fin de l'année et table sur une baisse de 0,5 % à l'Ouest. En fait, M. Schlesinger, dans l'analyse qu'il fait de l'économie mondiale, exclut la « récession » et la « déflation ».

Le problème est pour lui celui d'une croissance lente dans les pays industrialisés. Mais à ses yeux – et cette remarque peut éclairer la politique monétaire des prochains mois – il serait « dangereux de déclarer l'inflation vaincue ». La situation mondiale n'impose pas d'abandonner les objectifs de rigueur fixés il y a dix ans par le G7, au profit de « politiques de croissance » dont l'expérience a montré qu'elles échouaient.

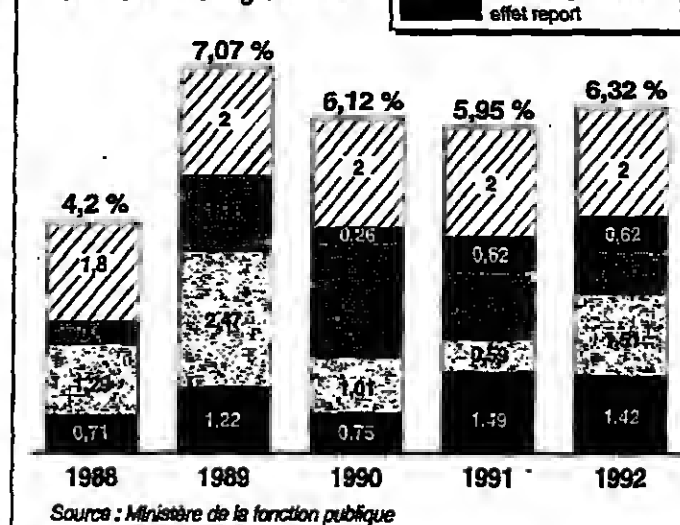
Entre l'aspect d'une décline des taux d'intérêt en Allemagne, qui pourrait s'étendre à toute l'Europe, et la nécessaire poursuite d'une politique de lutte contre l'inflation, la marge est étroite. Elle n'en est pas moins réelle et le pacte de solidarité proposé par M. Helmut Kohl à l'ensemble de la nation aboutit rapidement. Avec comme premier résultat de modérer les augmentations salariales.

ÉRIC LE BOUCHER

Grâce aux augmentations générales et à la rénovation des carrières

## Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé de 14,4 % entre 1988 et 1992

Bilan de la politique salariale dans la fonction publique en % annuel d'augmentation



« L'Etat a tenu parole. » M. Michel Delebarre s'est ainsi félicité, mercredi 13 janvier, du bilan de la politique salariale conduite entre 1988 et 1992 dans la fonction publique. Cette action, selon le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, « a permis de dégager des gains significatifs de pouvoir d'achat en moyenne » sur cette période. Ce bilan facilitera la tâche de M. Delebarre au moment où celui-ci dressera, mardi 19 janvier, le « constat d'application » du protocole salarial 1991-1992 avec les quatre syndicats signataires (CFDT, CFTC, FEN et FGAF).

Entre 1988 et 1992, le pouvoir d'achat de la rémunération brute moyenne des agents en place (1) a, selon les estimations communiquées par le ministre, progressé de 14,4 %, soit 2,9 % par an. Ce gain de pouvoir d'achat s'est même élevé, à un « niveau historiquement élevé » en 1992, avec une hausse de 3,6 % dans l'année. Ce résultat est le fruit tant des mesures générales et catégorielles (plan de revalorisation des salaires des enseignants) négociées ou accordées sur cette période que de l'effet de l'accord, signé en 1990, portant sur la rénovation de la grille des rémunérations des 4,5 millions de fonctionnaires.

En ce qui concerne les mesures générales, le ministre rappelle que l'accord signé pour les années 1988

et 1989 avait permis d'augmenter de 5,7 % le traitement moyen de la fonction publique. A cela se sont ajoutées la distribution d'une prime exceptionnelle de croissance de 1 200 francs en 1989 et l'augmentation de 2,5 % accordée unilatéralement par le gouvernement en 1990. L'accord salarial du 12 novembre 1991 prévoyait, au titre de 1991 et 1992, une augmentation générale de 6 % des traite-

ments et l'attribution de deux points d'indice, répartis entre le 1<sup>er</sup> août 1991 (+ 0,5 %), le 1<sup>er</sup> novembre (+ 1 % et deux points d'indice majorés), le 1<sup>er</sup> février 1992 (+ 1,3 %), le 1<sup>er</sup> octobre (+ 1,4 %) et le 1<sup>er</sup> février 1993 (+ 1,8 %). Cet accord a permis une augmentation de 6,5 % du traitement moyen.

Deux autres mesures inscrites dans l'accord se sont également

concrétisées : pérennisation du dispositif de cessation progressive d'activité au-delà du 31 décembre 1993 et inscription dans la loi de finances rectificative pour 1992 des 200 millions de francs de crédits supplémentaires destinés au logement des fonctionnaires. Si les quatre organisations syndicales se déclarent satisfaites de l'application de l'accord de 1991, elles entendent demander, mardi, l'ouverture de nouvelles négociations salariales au titre de 1993.

## Les carrières de la catégorie A

L'achèvement du plan de refonte de la grille indiciaire des agents s'achève toujours, en revanche, sur l'adaptation des carrières des agents de catégorie A (niveau licence). Les discussions, entamées à l'automne avec les cinq organisations syndicales signataires de ce protocole (CFDT, CFTC, FEN, FGAF et FGA), se poursuivent en particulier aux réserves exprimées par l'Institut Matignon de laisser « déverrouiller », de façon substantielle, le sommet de la grille indiciaire. « Nous avions commencé à construire une pyramide qui tenait debout. Nous n'allons pas l'achever de travers », a pour sa part estimé mercredi M. Delebarre, partisan de ce déblocage.

« Ce n'est pas un problème budgétaire, il y a de la conception de l'Etat », a-t-il encore affirmé. La rallonge financière demandée par le ministère de la fonction publique n'excède pas 300 millions de francs au total. C'est-à-dire y compris les revalorisations

des carrières des 130 000 hauts fonctionnaires non concernés à l'origine par le protocole. De plus, cette dépense ne commencerait officiellement à être supportée par le budget qu'en 1995.

Ce « déverrouillage » constitue d'abord la seule façon de remettre de l'administration, construite au fil du temps d'après une logique le plus souvent corporatiste, et qui se caractérise aujourd'hui par la plus grande incohérence. Symbole de cette dérive catégorielle, les directions du ministère des finances ont ainsi multiplié les filières et emplois de débouchés afin de tenir compte d'un nombre d'emplois plus complexes et plus diversifiés que dans les autres services extérieurs de l'Etat. Or l'esprit du protocole de 1990, fondé sur le respect du principe d'unicité de la fonction publique, va à l'encontre de la logique de cette « usine à gaz ».

De là à penser que la position de l'Institut Matignon n'est pas insensée aux réserves exprimées par les responsables d'une administration sur laquelle M. Pierre Bérégovoy a régné pendant quatre ans, il n'y a qu'un pas. Un pas que M. Delebarre a franchi, mercredi, de façon à peine voilée en relevant que, dans cette affaire, « les intérêts particuliers devaient céder le pas à l'intérêt général ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

## Amorçant un changement de stratégie

## Volkswagen va réduire de 30 000 le chiffre de ses effectifs dans le monde

Nouveau patron du groupe Volkswagen depuis le début de l'année, M. Ferdinand Piech n'a pas annoncé de bouleversements, mercredi 13 janvier, lors de son premier conseil de surveillance. Mais VW, après une période d'expansion forte, va devoir réduire tous ses coûts.

## FRANCFORT

de notre correspondant

Volkswagen a changé de stratégie en même temps que de patron. M. Carl Hahn, qui laisse la place, aura conduit une expansion du groupe à marche forcée, de la Chine à l'Espagne, en passant par la reprise de Skoda en Tchécoslovaquie. VW est devenu le premier constructeur européen, loin devant les autres, avec 3,5 millions de voitures vendues l'an passé (+ 6 %).

Cette stratégie était jugée « nécessaire » pour donner une dimension mondiale à l'entreprise, qui est l'unique constructeur automobile européen présent à la fois en Europe, en Asie et en Amérique.

Mais la rentabilité a souffert, en même temps que la montée des coûts en Allemagne, à Wolfsburg, lui faisait perdre en vigueur ce qu'elle gagnait en poids (« le

Monde-L'Économiste » du 5 mai 1992). M. Piech se donne pour objectif de la recouvrer. Sans l'annoncer à son de trompe, il va néanmoins rogner sur toutes les dépenses. Les investissements de la période 1993-1997 seront ramenés à 75,8 milliards de DM, dont 45,3 pour l'automobile. Par an, la dépense est ramenée de 10 à 9 milliards de marks.

On sait que 12 500 emplois seront supprimés en Allemagne l'an prochain. Plus largement, les effectifs (275 000) devraient être réduits dans une proportion de 10 % en deux ans. « Nous nous sommes fixés comme objectif de diminuer d'environ 30 000 le nombre de nos salariés dans le monde d'ici la fin 1994 », indiquait le porte-parole du groupe, tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'une « simple orientation », réaménageable en fonction de l'évolution du marché.

Le groupe va ramener sa production à 3,2 millions de voitures en 1993. Toutes les usines allemandes et belges connaîtront un chômage technique au premier trimestre. Des pertes ont été enregistrées durant les derniers mois de 1992 et le bénéfice global de VW devrait, pour l'an passé, être divisé par deux, selon diverses estimations, par rapport au 1,2 milliard de marks de 1991.

É. L. B.

## Après la nomination d'un administrateur judiciaire

## Le bilan financier du CE de Billancourt est positif, affirme la CGT de Renault

Après la nomination d'un administrateur judiciaire (le Monde daté 10-11 janvier), le syndicat CGT de Renault conteste les critiques portées contre sa gestion du comité d'établissement du Centre industriel de Billancourt. « Le bilan de la gestion présenté par la CGT le 30 novembre 1992 est positif », avec un solde entre les dépenses et les recettes de 1,3 million de francs, affirme la CGT, qui dénonce une « présentation tronquée », « malhonnête », de la situation financière, où il ne serait fait « état que des créances ». Elle accuse la majorité CGC-CFDT du nouveau CE du siège de Renault, qui doit inclure celui de Billancourt, de vouloir « priver d'emploi » les vingt-neuf salariés.

La décision du tribunal de grande instance de Nanterre était intervenue après que des expertises eurent révélé des dettes de 12,2 millions de francs, dont plus de la moitié sont dues au non-versement de cotisations sociales.

La CGM commande un navire océanographique aux chantiers navals du Havre. La Compagnie générale maritime (CGM), l'armement français à capitaux publics, a commandé jeudi 7 janvier un navire de recherche océanographique d'un coût de 556 millions de francs aux Ateliers et Chantiers du Havre (ACH). Il s'agit d'un navire de 120 mètres, il est destiné à remplacer le *Marion-Dufresne* qui date de 1973. C'est un petit paquebot capable d'embarquer 160 passagers. Les missions du nouveau navire seront comparables mais ses équipements plus perfectionnés. Il servira notamment de navire pour les bases scientifiques des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF).

## 222 059 dossiers déposés devant les commissions

M<sup>me</sup> Neiertz souhaite aménager la loi sur le surendettement

Trois ans après le vote de « la loi » sur le surendettement des ménages, M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a présenté, au conseil des ministres du mercredi 13 janvier, un bilan du travail des commissions et souhaité lui apporter quelques aménagements.

Au 31 décembre, 222 059 dossiers avaient été déposés, soit un chiffre proche des études faites au moment du vote de la loi, qui estimait à 200 000 le nombre de personnes concernées par le surendettement. Le rythme mensuel semble s'être stabilisé autour de 5 300, à comparer avec 12 000 au début de l'année. Environ 10 % des dossiers sont déclarés irrécouvrables, soit qu'il s'agisse de dettes professionnelles (qui d'entraînent pas dans le champ de la loi), soit qu'il n'y ait pas de surendettement.

Dans 57 % des dossiers recevables, les parties arrivent à un plan amiable ayant fait l'objet d'un accord entre créanciers et débiteurs (le reste étant des constats de désaccord). Au 30 mars 1992 (derniers chiffres disponibles), 36 193 demandes de redressement judiciaire civil (à ne pas confondre avec la faillite civile) avaient été faites devant les tribunaux. Elles ont donné lieu dans 67 % des cas à des plans arrêtés par les juges, un tiers étant rejetés. Au total, les

procédures mises en place par la loi ont donc permis d'aboutir à plus de 100 000 plans de redressement amiables ou judiciaires, soit un taux de succès de 61 % des dossiers traités par les commissions ou tribunaux (compte tenu des dossiers restés en stock).

L'expérience, le ministre constate que les plans sont une bonne procédure quand il reste des ressources. En revanche, quand il y en a trop peu, des problèmes se posent. M<sup>me</sup> Neiertz a donc préparé une circulaire aux préfets pour améliorer les pratiques des commissions : elle prévoit notamment de demander aux créanciers un état détaillé de leurs créances et cherche à harmoniser les pratiques des commissions pour laisser aux ménages surendettés un reliquat de ressources égal au RMI, au moins.

En outre, le ministre veut améliorer le travail des commissions de surendettement avec les Fonds solidaires logement (FSL) créés dans chaque département par la loi Besson.

F. V.

## La FNAC passe l'année sans dommages

La FNAC a passé l'année 1991-1992 sans dommages, malgré la morosité de la conjoncture. Son chiffre d'affaires affiche une hausse de 11,1 % pour l'exercice clos à la fin du mois d'août, ramenée à 3,6 % à nombre constant de magasins. Plongée dans son programme d'expansion triennal, qui prendra fin en août 1993, l'entreprise voit son résultat net après impôts progresser de 9,4 %, à 156 millions de francs, ce qui représente 1,9 % du chiffre d'affaires. Ses dirigeants soulignent que cette croissance est due pour 16,9 % au résultat courant net (à 83 millions), 73 mil-

lions revenant au résultat exceptionnel (+ 1,9 %), cette ventilation étant le « témoin d'une bonne gestion ».

Les forts investissements (491 millions de francs) ne se sont pas faits au prix d'un lourd endettement (environ 450 millions) puisque celui-ci représente 1,3 année de capacité d'autofinancement et 32 % des capitaux permanents. Si Berlin continue de perdre de l'argent (40 millions en 1991-1992) et si la « librairie internationale », à Paris, a dû être reconvertie, le groupe est satisfait des performances de la FNAC-Etola.

## RECHERCHES DE PARTENAIRES POUR PROJETS INTERNATIONAUX DE CONSTRUCTIONS.

Nous sommes à la recherche d'une société internationale de haut niveau ou d'une association pour répondre ensemble avec notre compagnie à la construction de grands barrages, stations hydrauliques et thermoelectriques qui seront mis en appel d'offres pour la République de TURQUIE, ministère des travaux publics, direction générale des travaux hydrauliques d'Etat et le ministère de l'énergie et des ressources naturelles, Turkish Electricity Authority (TEK).

Le montant individuel de ces projets variant entre 0,3 et 5 milliards de dollars américains par projet.

Veuillez proposer votre candidature avec les références de votre société le plus vite possible, et pour de plus amples informations contactez-nous chez :

Met Ok Construction Trade and Industry Inc.  
Ataç Sokak No. 11/3 YENISEHIR 06410 ANKARA - TURKEY  
Tél. : (901 04 435 82 84 (5 lines) Fax (901 04 432 56 57)

## INDICATEURS

## ALLEMAGNE

• PNB : + 1,3 % en 1992.  
- Le Produit national brut (PNB) allemand a progressé de 1,3 % en 1992 et le Produit intérieur brut (PIB) de 1,9 %, a annoncé, mercredi 13 janvier, le Bureau fédéral des statistiques. Pour la première fois, le Bureau peut établir un comparatif sur ces deux indicateurs de croissance pour l'ensemble de l'année. Le PNB de la partie occidentale de l'Allemagne a progressé de 0,8 % en 1992 après une hausse de 3,6 % en 1991, selon les chiffres provisoires, et le PIB a augmenté de 1,5 % en 1992, contre une progression de 3,7 % un an plus tôt. Pour la partie orientale de l'Allemagne, le PNB a progressé de 6,4 % en 1992 et le PIB de 6,1 %. Le PNB de l'ex-RDA a représenté 8 % du PNB allemand en 1992, contre 6,9 % en 1991.

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD séché, 142, Champs-Élysées F. dim. SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE un viasigre de pin.







## VIE DES ENTREPRISES

Dans les petits véhicules utilitaires

## Mazda s'associe à Nissan au Japon

Mesures d'économies et «restructurations» sont plus que jamais à l'ordre du jour chez les constructeurs automobiles japonais. Ainsi, après avoir renoncé à implanter un réseau de concessionnaires pour des modèles de luxe aux États-Unis (le Mazda-Motor du 15 décembre 1992), Mazda Motor, cinquième constructeur automobile japonais, a annoncé, jeudi 14 janvier, avoir conclu un accord avec Nissan, son compatriote deux fois plus gros que lui. Les deux groupes échangeront au Japon des véhicules utilitaires légers.

Cet accord prévoit qu'un véhicule entièrement fabriqué par l'un des deux groupes pourra être vendu sous la marque de l'autre. Le quotidien économique japonais, *Nihon Keizai Shimbun*, assure que Mazda fournira ainsi plus de 10 000 fourgons utilitaires par an à Nissan et que ce dernier fabriquera pour Mazda un nombre similaire de «minivans».

Ce type d'association, déjà utilisé

dans l'électronique et l'informatique japonaise — pour la fabrication et la vente de caméscopes, ordinateurs ou téléviseurs — permet à chacun des deux partenaires d'élargir sa gamme tout en contenant ses investissements. «Il est possible que ce type d'initiative entre constructeurs automobiles japonais se développe à l'avenir», a déclaré M. Yoshifu Tsuji, président de Nissan, en précisant toutefois, qu'il fallait moins y voir un rapprochement qu'un «échange entre fournisseurs».

L'accord Mazda-Nissan n'est pas le premier du genre. En annonçant en décembre 1992 son retrait du marché des voitures particulières, Isuzu Motors avait précisé que sa marque ne disparaîtrait pas : le petit constructeur avait en effet conclu un accord avec Honda au terme duquel le second produira un modèle de petite cylindrée, Docomi, pouvant être vendu sous la marque du premier (le Monde du 22 décembre).

Les révisions déshabillées des constructeurs nippons s'arrêteront-elles là ? Beaucoup dépendra, sans doute, de la tenue du marché automobile en 1993.

L'atonie du marché européen inquiète en tout cas à Tokyo. Jeudi, Mazda Motor n'a ainsi, pour la première fois, laissé entendre qu'il pourrait abandonner son projet d'installer une usine en Europe en association avec Ford — actionnaire du japonais à hauteur de 23 %. Mazda et Ford étudient depuis des mois l'éventuelle construction d'une unité de production en Allemagne ou en Espagne. Une décision définitive sera prise dans un ou deux mois après d'ultimes discussions. L'Europe représente un marché non négligeable pour le japonais, puisqu'il y a exporté 283 000 véhicules (-7,2 %) l'an dernier.

PIERRE-ANGEL GAY

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CONFLIT

■ Institut Mérieux : un accord met fin à la grève. — Les salariés de l'Institut Mérieux (3 300 personnes) ont obtenu une augmentation rétroactive de 2,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Un accord, qui comprend aussi les modalités d'attribution de la prime accordée pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la société, a été signé le mercredi 13 janvier entre la direction et les organisations syndicales. Une grève avait commencé vendredi 7 janvier sur le site de Lentilly, dans la banlieue lyonnaise, et s'était étendue le lundi 11 janvier à toutes les unités du groupe, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CGC (le Monde du 13 janvier).

## CRISES

Peugeot : le plan de suppression d'emplois officiellement présenté. — Le plan de suppression de 2 597 emplois sur quatre sites d'Automobiles Peugeot annoncé la semaine dernière (le Monde du 7 janvier), a été formellement présenté par la direction aux élus du personnel, réunis mercredi 13 janvier en comité central d'entreprise. Ce plan devait être présenté le lendemain aux comités d'établissement des usines concernées : Sochaux-Montbéliard, Mulhouse,

Lille et la fonderie de Sept-Fons dans l'Allier. La direction a justifié ces mesures par de mauvaises prévisions pour le marché automobile européen en 1993 (-4,5 %) et par la nécessité pour Peugeot de réaliser des gains de productivité annuels de 12 %. L'entreprise a demandé aux pouvoirs publics à bénéficier de 1 636 préretraites financées dans le cadre du Fonds national pour l'emploi (FNE). La CGT a appelé « toutes les organisations syndicales du groupe à faire du 21 janvier à Montbéliard un temps fort d'actions pour l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail et la retraite à cinquante-cinq ans ».

■ Automobiles Citroën : M. Jacques Calvet n'exerce pas un nouveau plan social. — Le président de PSA Peugeot Citroën, M. Jacques Calvet, a indiqué, mardi 12 janvier dans un entretien à Ouest-France, qu'il « n'excluait pas un nouveau plan social chez Citroën (...) ». Quand on regarde les autres constructeurs, tous mènent à considérer que c'est une éventualité possible », M. Calvet a toutefois ajouté qu'il n'avait « rien à annoncer ». En septembre 1991, la direction de Citroën avait déjà annoncé un plan de 1 800 suppressions d'emploi.

■ Ciments français : 600 millions de francs de cessions d'actifs fin 1992. — Afin de réduire son ende-

tement, le groupe Ciments Français a cédé fin 1992 des actifs « non stratégiques » pour un montant total de plus de 600 millions de francs. Parmi ces désengagements figurent la vente de la totalité de sa participation dans Guinot (32,9 %), la cession de l'activité charges minérales en France développée par Prodical, la réduction de 41 % à 14 % de la participation du groupe dans Scori, société spécialisée dans le traitement des résidus industriels, la vente de plusieurs anciennes carrières qui avaient été transformées en décharges contrôlées et la cession de l'activité chaux de la firme Calix.

## CESSION

■ Roussel-Uclaf cède les 22,7 % qu'il détenait dans les laboratoires pharmaceutiques Jouveinal. — Roussel-Uclaf a cédé la participation de 22,7 % qu'il avait acquise en 1989 dans le laboratoire Jouveinal. En octobre, les deux firmes avaient annoncé leur intention de reconstruire leur coopération technique et commerciale ce qui les a conduits à ce désengagement. La participation de Roussel-Uclaf a été reprise par l'actionnaire majoritaire de Jouveinal qui est la famille Roux, fondatrice de ce laboratoire.

## ACQUISITION

■ National Power, Endesa et EDF acquièrent la centrale au charbon de Pego au Portugal. — Un consortium d'entreprises composé de National Power (Grande-Bretagne), Endesa (Espagne) et Electricité de France, a remporté l'adjudication pour l'acquisition de la centrale au charbon de Pego, en cours de construction sur le Tage, à 150 km en amont de Lisbonne. EDF détient 10 % de la centrale créée pour l'acquisition de la centrale. La première des tranches (600 MW au total) démarrera début 1993 et la seconde fin 1993. L'investissement total (6 milliards de francs), financé pour une large part par des prêts bancaires, sera rémunéré par les ventes d'électricité à la compagnie nationale Electricité du Portugal.

## PROJET

■ Japon Tobacco se diversifie ce trimestre de la pharmacie. — La firme Japan Tobacco, numéro trois mondial de l'industrie du tabac, a signé un accord avec une firme pharmaceutique américaine, Agouron Pharmaceuticals Inc., afin de développer une gamme de médicaments. Japan Tobacco va investir 3 milliards de yens (130 millions de francs) dans un projet sur trois ans qui prévoit l'utilisation par Tobacco de la technologie d'Agouron pour la fabrication de médicaments anti-allergiques dans un premier temps, puis d'autres remèdes plus tard. Japan Tobacco entend se diversifier car il s'attend à un déclin du marché de la cigarette.

## TAUX

■ L'Irlande réajuste une nouvelle fois ses taux. — La Banque centrale d'Irlande a annoncé, mercredi 13 janvier, une nouvelle baisse de son taux d'intérêt au jour le jour ramené de 30 % à 20 % à compter de jeudi 14 janvier. Cette réduction intervient au lendemain de la décision de la Banque centrale de ramener son taux de 100 % à 30 % (le Monde du 14 janvier).

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 janvier ↑

## Nette reprise

Après le redressement des forces alliées contre l'Irak et les déclarations du président de la Bundesbank, la Bourse de Paris a retrouvé du tonus jeudi 14 janvier dans un marché calme. En hausse de 0,71 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 retrouvait une allure plus sereine que le niveau des 1 800 points « cassés » la 12<sup>e</sup> janvier. En début d'après-midi, le principal indicateur de la place s'inscrivait en progression de 1,19 % à 1 805,79 points.

Selon M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, il existerait une marge de manœuvre en politique monétaire, et celle-ci apporte une petite bouffée d'oxygène, ont noté les gestionnaires.

Néanmoins, ces dernières estimations que la reprise est d'origine essentiellement technique, car les semaines à venir risquent d'apporter encore des dévaluations concernant les résultats des sociétés pour 1992. Dans ce domaine, LVMH a ouvert la voie, estimant des analyses.

Enfin, un effet de hausse sensible dans un marché étroit, le titre gagnait 4,7 % avec déjà 1,9 million d'actions échangées. La veille, 1,1 million de titres avaient été négociés contre le séance. Centraux, monte de 4 %, SFM de 4,8 % et Hecht de 4,7 %. Les titres de LVMH ont gagné de 1,9 %. En revanche, Rhône-Poulenc, qui prévoit une augmentation de 20 % de son résultat opérationnel pour l'année 1992, et vient de la réviser à la baisse de l'ordre de 5 à 10 %, abandonnait 1,9 % pour 57 000 titres.

NEW-YORK, 13 janvier ↓

## Léger repli

Wall Street a cédé quelques fractions mercredi 13 janvier, à l'issue d'une séance marquée par le retour des investisseurs avant l'intervention militaire allié en Irak puis par un redressement de la grande Bourse new-yorkaise après le raid aérien. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a décliné à 3 263,56 points en baisse de 1,08 point, soit un repli de 0,03 %. Quelques 2,6 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de plus de 10 contre 7. 059 titres ont été gagnés, 559 titres ont été perdus.

Le marché a commencé à se redresser après la confirmation par M. Martin Fritzwiler, porte-parole de la Maison Blanche, qu'un raid aérien avait bien eu lieu sur l'Irak et que les avions américains avaient regagné leur base après avoir accompli leur mission. L'escalade des tensions dans le Golfe ne semble toutefois pas avoir modifié les intentions des investisseurs qui continuent à favoriser les valeurs cycliques dont la performance est la plus élevée de l'économie, soulignent des experts.

VALEURS	Cours de 12 jan.	Cours de 13 jan.
Alcatel	88 3/4	88 1/2
AT&T	91 1/2	91 1/2
Bell	38 1/4	38 1/4
Chemical Bank	27 5/8	27 5/8
De Post de Houten	46 3/8	46 3/8
Enschede	47 5/8	47 3/4
Exxon	46 3/4	46 3/4
Ford	46 3/8	46 3/8
General Electric	84 1/8	84 1/8
General Motors	60 3/4	60 3/4
Goodyear	60 3/4	60 3/4
IBM	42 3/4	42 3/4
ITT	62 1/4	62 1/4
Medi	62 1/4	62 1/4
Philips	62 1/4	62 1/4
Schneider	62 1/4	62 1/4
Siemens	62 1/4	62 1/4
Telecom	62 1/4	62 1/4
Unilever	62 1/4	62 1/4
United Tech.	62 1/4	62 1/4
Westinghouse	62 1/4	62 1/4
Zenith	62 1/4	62 1/4

LONDRES, 13 janvier ↓

Septième séance de baisse  
Les valeurs ont baissé pour la septième séance consécutive mercredi 13 janvier au Stock Exchange devant le déclin des investisseurs et les tensions entre l'Irak et la communauté internationale. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé la journée en baisse de 12,8 points soit 0,6 % à 2 742,3 points. Dans les toutes dernières minutes de la séance, des informations sur le début des opérations militaires contre l'Irak ont entraîné une forte réaction négative. Les échanges ont porté sur 850,9 millions d'actions contre 663,1 millions mardi.

Attiré par le manque d'intérêt complet des investisseurs pour le début de séance, le marché n'a pas prêté attention au bulletin monétaire mensuel du Trésor qui a souligné un renforcement des dépenses de consommation et un ralentissement apparent de la baisse des prix immobiliers.

TOKYO, 14 janvier =

## Inchangée

La Bourse de Tokyo a clôturé inchangée jeudi 14 janvier, annulant ses pertes initiales, grâce à des achats techniques liés au service de Nikkei a cédé 2,31 points soit 0,01 % à 16 515,80 points. Les cours d'échanges se sont réduits, les affaires ayant porté sur 170 millions d'actions contre 180 millions la veille.

Les investisseurs étaient peu enclins à ouvrir de nouvelles positions à la veille d'un long week-end — le 15 janvier est férié au Japon — et en raison des inquiétudes sur la situation en Irak. « Personne n'a voulu ouvrir de positions longues et prendre un risque pendant trois jours au cas où la situation s'aggrave au Proche-Orient », a dit un boursier.

VALEURS	Cours de 13 jan.	Cours de 14 jan.
Alcatel	1 200	1 200
At&T	1 130	1 140
Chemical	1 200	1 200
De Post	1 200	1 200
Enschede	1 200	1 200
Exxon	1 200	1 200
Ford	1 200	1 200
General Electric	1 200	1 200
General Motors	1 200	1 200
Goodyear	1 200	1 200
IBM	1 200	1 200
ITT	1 200	1 200
Medi	1 200	1 200
Philips	1 200	1 200
Schneider	1 200	1 200
Siemens	1 200	1 200
Telecom	1 200	1 200
Unilever	1 200	1 200
United Tech.	1 200	1 200
Westinghouse	1 200	1 200
Zenith	1 200	1 200

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4466	4480	Imvnt. Computer	115 20	120
A.T.	23 70	24	IPAM	26	26
Banque Paribas	480	480	Lucarne	37 10	40 90
Banque Paribas	244	244	Meca Com.	305	305
CAL (C.C.I.)	728	701	Mok	135 80	135 80
Calsonic	227	227 10	N.S.C. Schenker	778	780
Cardif	802	800	Publi-Paris	475	475 20
CEGEF	185	185	Publi-Paris	317	317
CFP	222	225	Rhone-Alp. (R.A.)	94 40	94 40
CLM	940	926	Salva Invest (S.I.)	125	125
Colson	280	283	Steno	320	315
Comcast	180	180	Soye	405	403 20
Crédit	95	96	Thomson H. (T.H.)	314	314
Daplan	200	200	Unilever	221	220
Delmas	870	865	Vel et Co.	114	114
Dunod	323	323	Y. St-Laurent Group	554	558
Dunod	1150	1170			
Edif	69	69			
Edif	135	135			
Edif	198	198			
Emp. Popul.	169	164			
Financ	123	124			
G.F.F. (G.F.F.)	441	441			
G.L.M.	441	441			
Geopost	428	428			
Gema	948	951			
L.C.C.	153	153 50			
Mitsui	43 10	43			
Mitsui	1000	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 janvier 1993  
Nombre de contrats estimés : 134 613

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,88	113,90	113,88
Précédent	113,04	113,94	114

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Fév. 93	Mars 93	Fév. 93	Mars 93
113	0,35	0,73	0,42	0,86

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 12 492

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier _____	1 797	1 819	1 842
Précédent _____	1 803	1 846	1 850

## CHANGES

Dollar : 5,5023 F ↓	
Le dollar cédait un peu de terrain, jeudi 14 janvier, tandis que le mark se redressait légèrement vis-à-vis du franc. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,5023 francs contre 5,5325 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.	
FRANCFORT 13 jan. 14 jan.	
Dollar (en DM) 1,6305 1,6342	
TOKYO 13 jan. 14 jan.	
Dollar (en yen) 125,87 125,65	
MARCHÉ MONÉTAIRE	
Paris (14 jan.) 12 316-12 318	
New-York (13 jan.) 2 718	

## BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-81)	
Indice général CAC 477,63 471,24	
(SBF, base 1000 : 31-12-87)	
Indice CAC 40 1 796,76 1 782,53	
NEW-YORK (indice Dow Jones)	
13 jan. 14 jan.	
Industriel 3 264,44	
LONDRES (indice Financial Times)	
13 jan. 14 jan.	
100 valeurs 2 797,90 2 745,30	
30 valeurs 2 137 2 129,60	
Minis d'or 61,30 60,98	
Poids d'or 93,51 93,43	
FRANCFORT 13 jan. 14 jan.	
Dax 1 598,19 1 516,59	
TOKYO 13 jan. 14 jan.	
Nikkei Dow Jones 16 517,91 16 515,69	
Indice général 1 271,46 1 257,91	

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4960	5,4980
Yen (100)	2,7022	2,7023
Esc	6,6460	6,6463
Deutschmark	3,3912	3,3913
Franc suisse	3,7076	3,7077
Lire italienne (1000)	3,6525	3,6526
Lire sterling	8,5140	8,5141
Peseta (100)	4,7763	4,7764

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 5/16	3 3/8
Yen (100)	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
Esc	10 3/16	10 3/16	10 3/16	10 3/16
Deutschmark	8 7/16	8 7/16	8 7/16	8 7/16
Franc suisse	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16
Lire italienne (1000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Lire sterling	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Peseta (100)	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16
Franc français	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

■ Le dossier du rapprochement BNP-Dresdner va être transmis à Bruxelles. — Un pas de plus vient d'être franchi dans le processus de rapprochement entre la BNP (Banque nationale de Paris) et la Dresdner Bank. Avec l'accord maintenant officiel des pouvoirs publics donné mardi 12 janvier. Le dossier définitif, prévoyant notamment un échange de participations croisées de 10 % entre les deux banques, sera transmis à la Commission européenne de Bruxelles dans une dizaine de jours. L'accord entre les deux établissements prévoit notamment que les deux groupes réaliseront à parité l'ensemble de leurs opérations à l'étranger. L'échange de participations de 10 % est exclu avant l'assemblée générale de la Dresdner Bank en avril prochain. Il semble même que du côté allemand, et pour des questions de réciprocité, on ne souhaite finaliser les prises de participations croisées que dans le cadre d'une privatisation de la BNP.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE PELEGE

Devant l'aggravation de la crise de l'immobilier avec notamment comme conséquences la nécessité d'une restructuration des actifs de la SMCI et une recapitalisation qu'il ne suivra pas, Michel PELEGE a cédé certaines participations, tout en conservant la majorité dans PELEGE SA, qu'il détenait précédemment.

Il assurera dorénavant la Présidence du Conseil de Surveillance de PELEGE SA.

Le conseil d'administration de la SMCI réuni le 5 janvier 1993 a pris acte de la démission de Michel PELEGE de son poste de président. Il a nommé à cette fonction Henri CARO, qui s'attachera dans un premier temps, avec le soutien des actionnaires, à la mise en œuvre des moyens adaptés pour gérer la situation que traverse la société. Dans un second temps, il aura mission de proposer une nouvelle stratégie pour la SMCI.

Michel PELEGE recouvre ainsi sa pleine liberté d'action.

## immobail

## Maintien des résultats

Le Conseil d'Administration d'IMMOBAIL s'est réuni le jeudi 17 décembre 1992, sous la présidence de Jacques BRUNIER, et a examiné les comptes et résultats de la SICOMI au 30 septembre dernier.

Dans une conjoncture difficile, la Société maintient ses résultats, le bénéfice courant avant charges et produits exceptionnels s'appréciant à 60,30 MF contre 59,38 MF pour les trois premiers trimestres de 1991. La production de 1992 s'établit par ailleurs à 280 MF environ contre 256 MF pour l'exercice précédent.

Compte tenu des aléas du marché immobilier en 1992, il n'a pas paru opportun de réaliser d'importants arbitrages d'immobilisations, générateurs de profits exceptionnels, comme au cours des exercices précédents.

Dans ces conditions, le maintien du dividende de 40,20 francs par action devrait être assuré pour l'exercice 1992.

Le Conseil d'Administration s'est par ailleurs prononcé sur les conditions dans lesquelles l'action IMMOBAIL pourra devenir éligible aux Plans d'Épargne en Actions. A ce titre, une Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires sera convoquée le 11 février 1993.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 14 JANVIER

Réglement mensuel												Comptes réels et 475 15 30												
Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	
5090	CNE 3%	5 800	5 120	5 100	84	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémière course	Deuxième course	%	225	Ford Motor	250	245	245	+ 00	
815	B.N.P. T.P.	840	840	840	+ 00	5100	5100	5100	5100	5100	+ 00	5100	5100	5100	5100	5100	5100	+ 00	226	Frégate	226	226	226	+ 00
820	D.Lyon T.P.	930	930	930	+ 00	5110	5110	5110	5110	5110	+ 00	5110	5110	5110	5110	5110	5110	+ 00	227	Genève	227	227	227	+ 00
1020	Pharm. T.P.	1045	1045	1045	+ 00	5120	5120	5120	5120	5120	+ 00	5120	5120	5120	5120	5120	5120	+ 00	228	Genève	228	228	228	+ 00
1025	Pharm. T.P.	1050	1050	1050	+ 00	5130	5130	5130	5130	5130	+ 00	5130	5130	5130	5130	5130	5130	+ 00	229	Genève	229	229	229	+ 00
1030	Pharm. T.P.	1055	1055	1055	+ 00	5140	5140	5140	5140	5140	+ 00	5140	5140	5140	5140	5140	5140	+ 00	230	Genève	230	230	230	+ 00
1035	Pharm. T.P.	1060	1060	1060	+ 00	5150	5150	5150	5150	5150	+ 00	5150	5150	5150	5150	5150	5150	+ 00	231	Genève	231	231	231	+ 00
1040	Pharm. T.P.	1065	1065	1065	+ 00	5160	5160	5160	5160	5160	+ 00	5160	5160	5160	5160	5160	5160	+ 00	232	Genève	232	232	232	+ 00
1045	Pharm. T.P.	1070	1070	1070	+ 00	5170	5170	5170	5170	5170	+ 00	5170	5170	5170	5170	5170	5170	+ 00	233	Genève	233	233	233	+ 00
1050	Pharm. T.P.	1075	1075	1075	+ 00	5180	5180	5180	5180	5180	+ 00	5180	5180	5180	5180	5180	5180	+ 00	234	Genève	234	234	234	+ 00
1055	Pharm. T.P.	1080	1080	1080	+ 00	5190	5190	5190	5190	5190	+ 00	5190	5190	5190	5190	5190	5190	+ 00	235	Genève	235	235	235	+ 00
1060	Pharm. T.P.	1085	1085	1085	+ 00	5200	5200	5200	5200	5200	+ 00	5200	5200	5200	5200	5200	5200	+ 00	236	Genève	236	236	236	+ 00
1065	Pharm. T.P.	1090	1090	1090	+ 00	5210	5210	5210	5210	5210	+ 00	5210	5210	5210	5210	5210	5210	+ 00	237	Genève	237	237	237	+ 00
1070	Pharm. T.P.	1095	1095	1095	+ 00	5220	5220	5220	5220	5220	+ 00	5220	5220	5220	5220	5220	5220	+ 00	238	Genève	238	238	238	+ 00
1075	Pharm. T.P.	1100	1100	1100	+ 00	5230	5230	5230	5230	5230	+ 00	5230	5230	5230	5230	5230	5230	+ 00	239	Genève	239	239	239	+ 00
1080	Pharm. T.P.	1105	1105	1105	+ 00	5240	5240	5240	5240	5240	+ 00	5240	5240	5240	5240	5240	5240	+ 00	240	Genève	240	240	240	+ 00
1085	Pharm. T.P.	1110	1110	1110	+ 00	5250	5250	5250	5250	5250	+ 00	5250	5250	5250	5250	5250	5250	+ 00	241	Genève	241	241	241	+ 00
1090	Pharm. T.P.	1115	1115	1115	+ 00	5260	5260	5260	5260	5260	+ 00	5260	5260	5260	5260	5260	5260	+ 00	242	Genève	242	242	242	+ 00
1095	Pharm. T.P.	1120	1120	1120	+ 00	5270	5270	5270	5270	5270	+ 00	5270	5270	5270	5270	5270	5270	+ 00	243	Genève	243	243	243	+ 00
1100	Pharm. T.P.	1125	1125	1125	+ 00	5280	5280	5280	5280	5280	+ 00	5280	5280	5280	5280	5280	5280	+ 00	244	Genève	244	244	244	+ 00
1105	Pharm. T.P.	1130	1130	1130	+ 00	5290	5290	5290	5290	5290	+ 00	5290	5290	5290	5290	5290	5290	+ 00	245	Genève	245	245	245	+ 00
1110	Pharm. T.P.	1135	1135	1135	+ 00	5300	5300	5300	5300	5300	+ 00	5300	5300	5300	5300	5300	5300	+ 00	246	Genève	246	246	246	+ 00
1115	Pharm. T.P.	1140	1140	1140	+ 00	5310	5310	5310	5310	5310	+ 00	5310	5310	5310	5310	5310	5310	+ 00	247	Genève	247	247	247	+ 00
1120	Pharm. T.P.	1145	1145	1145	+ 00	5320	5320	5320	5320	5320	+ 00	5320	5320	5320	5320	5320	5320	+ 00	248	Genève	248	248	248	+ 00
1125	Pharm. T.P.	1150	1150	1150	+ 00	5330	5330	5330	5330	5330	+ 00	5330	5330	5330	5330	5330	5330	+ 00	249	Genève	249	249	249	+ 00
1130	Pharm. T.P.	1155	1155	1155	+ 00	5340	5340	5340	5340	5340	+ 00	5340	5340	5340	5340	5340	5340	+ 00	250	Genève	250	250	250	+ 00
1135	Pharm. T.P.	1160	1160	1160	+ 00	5350	5350	5350	5350	5350	+ 00	5350	5350	5350	5350	5350	5350	+ 00	251	Genève	251	251	251	+ 00
1140	Pharm. T.P.	1165	1165	1165	+ 00	5360	5360	5360	5360	5360	+ 00	5360	5360	5360	5360	5360	5360	+ 00	252	Genève	252	252	252	+ 00
1145	Pharm. T.P.	1170	1170	1170	+ 00	5370	5370	5370	5370	5370	+ 00	5370	5370	5370	5370	5370	5370	+ 00	253	Genève	253	253	253	+ 00
1150	Pharm. T.P.	1175	1175	1175	+ 00	5380	5380	5380	5380	5380	+ 00	5380	5380	5380	5380	5380	5380	+ 00	254	Genève	254	254	254	+ 00
1155	Pharm. T.P.	1180	1180	1180	+ 00	5390	5390	5390	5390	5390	+ 00	5390	5390	5390	5390	5390	5390	+ 00	255	Genève	255	255	255	+ 00
1160	Pharm. T.P.	1185	1185	1185	+ 00	5400	5400	5400	5400	5400	+ 00	5400	5400	5400	5400	5400	5400	+ 00	256	Genève	256	256	256	+ 00
1165	Pharm. T.P.	1190	1190	1190	+ 00	5410	5410	5410	5410	5410	+ 00	5410	5410	5410	5410	5410	5410	+ 00	257	Genève	257	257	257	+ 00
1170	Pharm. T.P.	1195	1195	1195	+ 00	5420	5420	5420	5420	5420	+ 00	5420	5420	5420	5420	5420	5420	+ 00	258	Genève	258	258	258	+ 00
1175	Pharm. T.P.	1200	1200	1200	+ 00	5430	5430	5430	5430	5430	+ 00	5430	5430	5430	5430	5430	5430	+ 00	259	Genève	259	259	259	+ 00
1180	Pharm. T.P.	1205	1205	1205	+ 00	5440	5440	5440	5440	5440	+ 00	5440	5440	5440	5440	5440	5440	+ 00	260	Genève	260	260	260	+ 00
1185	Pharm. T.P.	1210	1210	1210	+ 00	5450	5450	5450	5450	5450	+ 00	5450	5450	5450	5450	5450	5450	+ 00	261	Genève	261	261	261	+ 00
1190	Pharm. T.P.	1215	1215	1215	+ 00	5460	5460	5460	5460	5460	+ 00	5460	5460	5460	5460	5460	5460	+ 00	262	Genève	262	262	262	+ 00
1195	Pharm. T.P.	1220	1220	1220	+ 00	5470	5470	5470	5470	5470	+ 00	5470	5470	5470	5470	5470	5470	+ 00	263	Genève	263	263	263	+ 00
1200	Pharm. T.P.	1225	1225	1225	+ 00	5480	5480	5480	5480	5480	+ 00	5480	5480	5480	5480	5480	5480	+ 00	264	Genève	264	264	264	+ 00
1205	Pharm. T.P.	1230	1230	1230	+ 00	5490	5490	5490	5490	5490	+ 00	5490	5490	5490	5490	5490	5490	+ 00	265	Genève	265	265	265	+ 00
1210	Pharm. T.P.	1235	1235	1235	+ 00	5500	5500	5500	5500	5500	+ 00	5500	5500	5500	5500	5500	5500	+ 00	266	Genève	266	266	266	+ 00
1215	Pharm. T.P.	1240	1240	1240	+ 00	5510	5510	5510	5510	5510	+ 00	5510	5510	5510	5510	5510	5510	+ 00	267	Genève	267	267	267	+ 00
1220	Pharm. T.P.	1245	1245	1245	+ 00	5520	5520	5520	5520	5520	+ 00	5520	5520	5520	5520	5520	5520	+ 00	268	Genève	268	268	268	+ 00
1225	Pharm. T.P.	1250	1250	1250	+ 00	5530	5530	5530	5530	5530	+ 00	5530	5530	5530	5530	5530	5530	+ 00	269	Genève	269	269	269	+ 00
1230	Pharm. T.P.	1255	1255	1255	+ 00	5540	5540	5540	5540	5540	+ 00	5540	5540	5540	5540	5540	5540	+ 00	270	Genève	270	270	270	+ 00
1235	Pharm. T.P.	1260	1260	1260	+ 00	5550	5550	5550	5550	5550	+ 00	5550	5550	5550	5550	5550	5550	+ 00	271	Genève	271	271	271	+ 00
1240	Pharm. T.P.	1265	1265	1265	+ 00	5560	5560	5560	5560	5560	+ 00	5560	5560	5560	5560	5560	5560	+ 00	272	Genève	272	272	272	+ 00
1245	Pharm. T.P.	1270	1270	1270	+ 00	5570	5570	5570	5570	5570	+ 00	5570	5570	5570	5570	5570	5570	+ 00	273	Genève	273	273	273	+ 00
1250	Pharm. T.P.	1275	1275	1275	+ 00	5580	5580	5580	5580	5580	+ 00	5580	5580	5580	5580	5580	5580	+ 00	274	Genève	274	274	274	+ 00
1255	Pharm. T.P.	1280	1280	1280	+ 00	5590	5590	5590	5590	5590	+ 00	5590	5590	5590	5590	5590	5590	+ 00	275	Genève	275	275	275	+ 00
1260	Pharm. T.P.	1285	1285	1285	+ 00	5600	5600	5600	5600	5600	+ 00	5600	5600	5600	5600	5600	5600	+ 00	276	Genève	276	276	276	+ 00
1265	Pharm. T.P.	1290	1290	1290	+ 00	5610	5610	5610	5610	5610	+ 00	5610	5610	5610	5610	5610	5610	+ 00	277	Genève	277	277	277	+ 00
1270	Pharm. T.P.	1295	1295	1295	+ 00	5620	5620	5620	5620	5620	+ 00	5620	5620	5620	5620	5620	5620	+ 00	278	Genève	278	278	278	+ 00
1275	Pharm. T.P.	1300	1300	1300	+ 00	5630	5630	5630	5630	5630	+ 00	5630	5630	5630	5630	5630	5630	+						

**COMPTANT** (selection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			Etrangères		
	% du mont.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>			<b>CITIZEN (R)</b>			<b>Princeton (R)</b>			<b>A.E.R.</b>		
Emp. Ind. 9 3/4 % 70...	4 38		Compagnie	2629	....	Publics	367	372		612	....
10.000 23/04	101	3 30	Or Ligne Alvarado	596	806	Financ.	546	632		Alcaz. M. Siro	296
Emp. Ind. 12 1/8 % 82	103 37	0 08	Or Ind. Alvarado	3350	3310	Financ. (R)	316	301		Alcaz. Alvarado	94 80
Emp. Ind. 12 1/2 % 84	100	12 18	Coupons	690	580	Financ. (R)	122	108		American Brands	196
10.20% m. m. 86	106	8 85	Comp. M. K. Prov.	12	10	Financ. (R)	634	799		Arbol	241 10
OAT 10% 5/20/00	112 07	0 36	Cable Eté. Ind.	11 70	....	S.A.C.E.R.	200	....		Andrésena Naves	79
OAT 9 1/2 12/1897	107 80	0 88	Or Unimont (Cid.)	628	....	S.A.F.A.A.	170	....		Barco Popular Ecua.	560
OAT 8 1/2 1/1935	104 80	3 77	Danish	325	....	S.A.F.I.C. Almon.	380	....		B. R. Naves Int.	19000
PTT 1 1/2 % 85	108 80	1 38	Démas Vieques	1736	....	S.E. P. L. B.	120	122		Car. Pacifica	71
CF 10 3/4 % 88	106 46	9 11	East Beach Vidy.	3100	....	Saint du Midi	532	535		Cayster Corp.	198
CF 10 1/2 % nov 88	112 10	8 55	Econ.	288	280	Sociedad M.	146	....		C. R.	3 85
100 10 % 1878	100	10 32	Est. Mag. Pate.	3800	....	S.C.A.C.	680	....		Commercia	626
Ch. Buses 5000F.	99 80	0 11	Estados-Mag. C.	420	100	Soc. S.	573	565		Dow Chemical	115
Ch. P. Buses 5000F.	97 80	0 20	Estados-Mag. C.	375	276	S.E. P. L. B.	192	....		Flt.	14 80
Ch. Suez 5000F.	97 80	0 20	Finland.	300	100	SILP.	980	....		Gr. (Suez Canal)	430
Ch. 1/2 5000F.	98 85	0 30	F.I.P.P.	180	....	S.N.C.L.	478	....		Gr. (Suez Canal)	601
CHT 8 1/2 % 88	....	6 26	Financ. (Cid.)	456	1952	Soc. S.	115	157		Gr. (Suez Canal)	54 10
CH 10 3/4 % 100	110 20	0 40	Finland.	335	338	Soc. S.	1019	980		Gr. (Suez Canal)	380
CHAB FCE 3% 100	159	....	France L.A.R.D.	366	338 20	Soc. S. de S. S.	62	....		Gr. (Suez Canal)	381 10
CINCA.	1061	....	France S.A.L.	1840	1630	Soc. S.	3080	2220		Gr. (Suez Canal)	210
CORP.	2255	....	France S. P. L.	2061	....	Soc. S. de S. S.	840	845		Gr. (Suez Canal)	200
Alcalal 8 % jan. 99	631	....	Garrone	315 60	316	Soc. S.	272	....		Gr. (Suez Canal)	58 15
1% Em. or 6 1/2 %	762	....	Garrone	246	238	Soc. S.	638	....		Gr. (Suez Canal)	78 15
Thom. or 9 1/2 % 88	716	....	Garrone	447 80	....	Talador	2200	3180		Gr. (Suez Canal)	23 30
			G.F.C.	338	339 20	Texas-Anglo	....	....		Gr. (Suez Canal)	39
			Groupe Victrola	655	894	Tour Eiffel	230	....		Gr. (Suez Canal)	76 80
			G.T.I. (Transport)	250	....	Union	1050	1050		Gr. (Suez Canal)	4 51
			Immob.	328	331	Vicat	447	466		Gr. (Suez Canal)	395
			Immob. (R)	638	638	Vicat	1500	1800		Gr. (Suez Canal)	24 80
			Int. (Suez Canal)	4405	....	Vicat	198	....		Gr. (Suez Canal)	253 80
			Int. (Suez Canal)	2980	3000	Vicat	220	....		Gr. (Suez Canal)	143 10
			Int. (Suez Canal)	....	....	Vicat	....	....		Gr. (Suez Canal)	289 70

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net
Action	200 33	194 97	France-Region	1069 36	1061 01	Pai/Accommod.	31217 75	31217 75
Assurances G.	30180 96	30180 30	Franch-Associations	37 30	37 30	Protec.	892 63	862 42
Automobiles D.	30180 96	30180 36	Franch-Cap.	46 16	44 49	Quart.	138 36	130 13
Améfig	7891 34	7891 30	Francher	242 93	239 04	Multiserv.	730 38	716 06
Asphédis	136 08	915 48	FranchFinanc incien C.	900 95	879 39	Reconc.	163 62	161 20
Ausédis	429 20	1186 25	FranchFinanc incien D.	860 84	858 58	Reconc Transm.	5409 58	5386 02
Ausédis Fin.	429 20	419 05	Franch Financier	531 80	5236 27	Reconc-Vit.	1180 47	1151 18
Ausédis Ind.	300 95	1046 65	Gen. Assurances	1573 55	1573 68	St Honoré Vie & Santé	967 37	923 37
Ausédis Alcat.	1242 83	1708 65	Gen. Assurances	112 18	189 80	St Honoré Vie de Fr.	11884 27	11835 19
Ausédis Capital	192 11	176 18	Hercule	1269 57	1222 81	St Honoré Vie	769 58	731 82
Ausédis Term.	8647 01	8447 01	HLM Multim.	14801 81	14001 86	St Honoré Patisserie	587 33	570 24
Ausédis Ex. Agence	917 52	880 40	India	1003 10	983 29	St Honoré Rest.	16988 46	16935 11
Ausédis Ex. Agence	761 53	760 85	Indus/Fin. Com. T.	1563 76	1563 76	St Honoré Rest.	1843 02	1843 02
Ausédis	126 47	122 79	Intemp.	109163 41	106683 68	St Honoré Rest.	12514 99	12689 59
Ausédis	186 17	106 62	Intemp.	14984 57	14830 76	St Honoré Rest.	1474 01	1474 01
Ausédis	121 78	116 23	Intemp. Fin.	516 54	506 41	St Honoré Rest.	726 99	718 25
Ausédis Ex. Agence	150 31	145 93	Intemp.	145 93	141 38	St Honoré Rest.	1594 36	1584 36
Ausédis Ex. Agence	139 36	135 20	Japannese	300 28	295 74	St Honoré Rest.	1594 36	1584 36
Ausédis Ex. Agence	123 20	119 81	Litho	2386 28	2382 41	St Honoré Rest.	1594 36	1584 36
Ausédis Ex. Agence	149 66	145 30	Loan Association	11879 93	11670 93	St Honoré Rest.	1594 36	1584 36
Ausédis Ex. Agence	121 79	119 24	Loan Association	31172 11	31147 33	St Honoré Rest.	1122 10	1100 41
Collection 1	1059 24	1038 47	Litho	1064 18	1063 51	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 2	1056 86	1045 74	Loan Trider	227 70	229 31	St Honoré Rest.	1311 21	1279 01
Collection 3	1057 05	1038 36	Loan Trider	27775 25	27775 25	St Honoré Rest.	668 60	659 59
Collection 4	1056 86	1045 74	Loan Trider	559 26	542 37	St Honoré Rest.	395 89	385 29
Collection 5	1056 86	1045 74	Loan Trider	710 17	690 10	St Honoré Rest.	221 46	217 12
Collection 6	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 7	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 8	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 9	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 10	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 11	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 12	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 13	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 14	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 15	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 16	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 17	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 18	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 19	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 20	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 21	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 22	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 23	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 24	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 25	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 26	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 27	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 28	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 29	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 30	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 31	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 32	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 33	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 34	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 35	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 36	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 37	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 38	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 39	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 40	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 41	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 42	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 43	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 44	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 45	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 46	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 47	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 48	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 49	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 50	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 51	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 52	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 53	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 54	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 55	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 56	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 57	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 58	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 59	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 60	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 61	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 62	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 63	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 64	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 65	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 66	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 67	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 68	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 69	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 70	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 71	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 72	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 73	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 74	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 75	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 76	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 77	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 78	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 79	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 80	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 81	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 82	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 83	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 84	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 85	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 86	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 87	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 88	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 89	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 90	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 91	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 92	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 93	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 94	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 95	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 96	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 97	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 98	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 99	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 100	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 101	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 102	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 103	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 104	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.	433 26	421 89
Collection 105	1403 70	1389 16	Madagascar	159 18	163 98	St Honoré Rest.		

## PUBLICITÉ

**Hors-cote**

[illegible]



## AUTOMOBILE

## La 306 de Peugeot sera commercialisée le 18 février



La 306 de Peugeot, nouvelle voiture moyenne de la marque au lion, sera commercialisée le 18 février. Elle devrait être présentée officiellement au Salon d'Amsterdam au début du mois prochain.

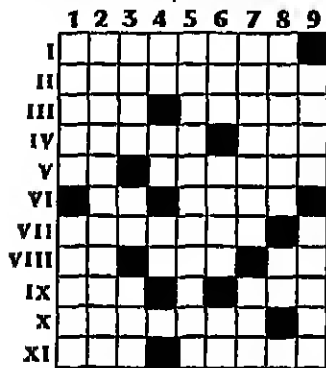
Cette voiture bi-corps (moteur, habitacle) et cinq portes doit, à terme, remplacer la 309 dans la production de Peugeot. Il s'agit, bien entendu d'une traction avant qui, de lignes, se révèle très proche de la 106, le petit modèle lancé avec succès l'an dernier. Légèrement plus courte (3,99 m) que la ZX de Citroën (4,07 m) dont elle utilise semble-t-il le plateau, la 306 sera livrée dans un premier temps avec un choix de trois moteurs : un 1360 cm<sup>3</sup> (55 kW à 5800 tours, soit 75 ch), un 1387 cm<sup>3</sup> (63 kW à 5600

tours, soit 90 ch) et un 1762 cm<sup>3</sup> (74 kW à 6000 tours, soit 103 ch). Il s'agit de moteurs qui ont fait leurs preuves dans le groupe, mais qui sont ici exploités de façon nouvelle. Utilisant des carburants sans plomb (95 ou 98 d'octane), ils sont tous trois à injection et, bien sûr, dépollués. Les transmissions sont assurées par des boîtes manuelles à cinq rapports, les freins sont à disque à l'avant et à tambours à l'arrière. Côté direction, l'assistance hydraulique est livrée en série sur les modèles les plus puissants.

Les prix ne sont pas encore connus. Ceux de la 309 évoluent entre 67 000 et 132 000 francs selon les versions, beaucoup plus nombreuses.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5955



**VERTICALEMENT**  
1. Quand on l'essale, il n'y a aucun agrément. Assez vulgaire. - 2. Doit être montré dans leur travail les meilleures dispositions. - 3. Adverbe indiquant qu'il ne faut pas s'attendre. Un vague sujet. Sigle. - 4. Partie d'un lustre. Tranche de melon. Pronom. - 5. Pour éclaircir quand on ouvre. - 6. Comme l'œil de celui qui n'est pas touché. S'élève en Thessalie. Petit cours. - 7. Pas à côté. Pied qui se taille. - 8. Certaines sont perpétuelles. Agrément à l'étranger. - 9. Cries comme un cerf. Lempon pour celui qui s'en moque.

**Solution du problème n° 5954**

**Horizontalement**  
I. Sensuelle. - II. Triparies. - III. An. Églogue. - IV. Feuille. - V. Fête. Pour. - VI. Ion. Une. - VII. Tilleul. - VIII. Odéon. As. - IX. Té. Girafe. - X. Rue. Bis. - XI. Loués. An.

**Verticalement**  
1. Staff. Total. - 2. Ernée. Ide. - 3. Ni. Uille. Ru. - 4. Spéologues. - 5. Uéid. Nénies. - 6. Ere. - 7. Ligneul. Abe. - 8. Lal. Un. Afin. - 9. Essoreuses.

GUY BROUTY

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 12 janvier. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Housmanne, 75008 Paris - Tél. : (1) 47.42.23.32), qui diffuse aussi ces renseignements sur rendez-vous téléphonique au (1) 42.66.64.28 ou par Minitel : 3615 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

**HAUTE-SAOÏE**  
Avariaz : 0,20-1,50. Les Carroz-d'Arches : n.e. Champoniz : 0,30-2,90. Châtel : 0,10-0,50. La Clusaz : 0,10-0,50. Combins : 0,05-0,60. Les Contamines-Montjoie : 0,05-1,65. Flaine : 0,25-2,00. Les Gets : 0,40-1,00. Le Grand-Bornand : 0,05-1,30. Morillon : n.e. Morzine : 0,10-1,00. Praz-de-Lys-Sommand : 0,15-0,25. Praz-sur-Arly : 0,05-0,80. Saint-Gervais : 0,25-0,80. Samoëns : 0,10-1,00. Thollon-les-Ménimes : 0,0.

**SAVOIE**  
Les Aillères : 0,0-0,25. Les Arcs : 0,40-2,90. Arches-Beaufort : n.e. Aussois : n.e. Besançon : 0,70-0,90. Bonneval-sur-Arc : n.e. Besançon : n.e. Le Corbier : 0,10-1,10. Courchevel : 0,23-1,58. Crest-Voland-Cabarnoz : 0,10-0,45. Flumet : 0,05-0,80. Les Karellis : 0,16-1,90. Les Menuires : 0,25-1,50. Méribel : 0,20-1,58. La Norma : n.e. Notre-Dame-de-Salève : n.e. 0,10-0,70. Peisey-Vallandry : 0,45-1,80. La Plagne (village) : 0,15-2,75. Pralognan-la-Vanoise : 0,30-0,70. La Rosière : 1,80-2,80. Saint-François-Longchamp : 0,10-1,50. Les Saisies : 0,30-0,70. Tignes : 1,20-3,50. La Toussuire : 0,15-0,50. Val-Cenis : 0,20-1,90. Valfréjus : 0,15-1,30. Val-d'Isère : 0,70-1,40. Valloire : 0,20-1,20. Valmeinier : n.e. Valmorel : n.e. Val-Thorens : 1,10-3,00.

**ISÈRE**  
L'Alpe-d'Huez : 0,40-2,40. Alpe-du-Grand-Serre : 0,05-0,30. Alpe-en-Oisans : n.e. Auriane : 0,10-0,20. Chamrousse : 0,10-0,30. Le Collet-d'Allevard : 0,10-0,30. Les Deux-Alpes : 0,30-2,30. Gresse-en-Vercors : n.e. Lans-en-Vercors : n.e. Méaudre : n.e. Saint-Pierre-de-Chartreuse : 0,0-1,0. Les Sept-Laux : 0,10-0,40. Villard-de-Lans : 0,20-0,40.

**ALPES DU SUD**  
Auron : 0,10-0,30. Beuil-les-Laines : n.e. Briançon : 0,20-0,80. Isola 2000 : 0,20-0,50. Montgenèvre : 0,25-1,00. Oreltres-Merlette : 0,20-1,70. Les Orres : 0,20-1,20. La Loupe : 0,10-0,60. Puy-Salvi-Vicent : 0,10-1,30. Le Saizet-Super-Sauze : 0,10-0,60. Serre-Chevalier : 0,30-1,50. Superdévoluy : n.e.-0,60. Valberg : 0,30-0,40. Val-d'Allos-Le Seigne : n.e.

**Naissances**  
Martin, Vickie et Lili-JORDY sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils et frère.

**Laurent, Martin,**  
né le 4 janvier 1993.  
5, résidence Séquoia, 91400 Orsay.

**Valérie JOUBERT, Pascal POLITANSKI,**  
ont un fils,  
Louis,  
né le 11 janvier 1993, à Schiltigheim.

Ils sont heureux et remercient l'équipe du CMCO (Schiltigheim).

## Décès

M. José Ceresol, a la douleur de faire part du décès de sa mère.

**M<sup>me</sup> Julie ASSO,**  
survenue à Beausoleil le 7 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

**M<sup>me</sup> Alain Baule,**  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Baule et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Frédéric Baule et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François Peyrol-Reboul et leur fils,  
M<sup>me</sup> Germaine Baule, ont la douleur de faire part du décès de leur père.

**M. Alain BAULIE,**  
capitaine au long cours, chevalier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

le mercredi 13 janvier 1993.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 13 janvier, à 9 h 30, en l'église Sainte-Thérèse du Pont-de-Suève, à Toulon.

**M<sup>me</sup> Annette GRINSZPAN** (Anka)

nous a quittés le 13 janvier 1993.

L'inhumation aura lieu le vendredi 15 janvier, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira porte principale.

De la part de son fils René, son petit-fils Régis, sa belle-fille Mary-Claude, et de toute la famille.

42, route de Tours, 13100 Vieux.

**Béatrice Laïon,**  
son épouse,  
Jacqueline et Christian, ses enfants,  
Ainsi que ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**Benoît LAFONT,**

survenu dimanche 10 janvier 1993.

Les obsèques ont lieu le jeudi 14 janvier, à 14 h 30, au cimetière de Noisy-le-Roi.

**M<sup>me</sup> Maurice LAPONTE,**  
née Louise Piguet,

survenue le 11 janvier 1993, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Jacquemet,**  
sa mère,  
Lathée, 71240 Nanton,

**Pierre, Annick, Catherine, Michel, Christian,**  
ses frères et sœurs,  
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

**M<sup>me</sup> Vovan,**  
sa tante,  
Et ses cousins,

**M. et M<sup>me</sup> Fernand Lachau,**  
survenue le 12 janvier 1993, à l'âge de cinquante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 15 janvier, à 15 heures, en l'église de Pardies (Pyrénées-Atlantiques).

Il sera inhumé au cimetière de Pardies.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Le président,**  
Et l'ensemble du personnel du groupement SECSO SA,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. François JACQUEMET,**  
directeur général,

survenu le 12 janvier 1993.

Ces obsèques auront lieu le vendredi 15 janvier, à 15 heures, en l'église de Pardies (Pyrénées-Atlantiques).

**SECSO SA,**  
par le syndicat du Canal, 14, avenue de l'Europe, 31520 Ramonville-Saint-Agne.

**M<sup>me</sup> Catherine Kawahara,**  
Ses enfants, Julie, Ken, Seiji, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**Takashi KAWAHARA,**  
survenu le 7 janvier 1993, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**M<sup>me</sup> Lydie Olivier,**  
M<sup>me</sup> Sandrine Poupé, sa fille,  
M<sup>me</sup> veuve Auguste Poupé, sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Gaby Piget, M. et M<sup>me</sup> Ange Robles, ses sœurs et beaux-frères,  
M<sup>me</sup> Elise Masson, sa marraine,  
Ses oncles, tantes, neveux et nièces, La famille Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**M. Jean-Charles POUPÉ,**  
agent EDF,

survenu le 12 janvier 1993, dans sa quarante-quatrième année.

Le corps repose au funérarium, 41, rue Molière, à La Roche-sur-Yon, salon B.

La cérémonie sera célébrée le vendredi 15 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis, à La Roche-sur-Yon, suivie de l'inhumation vers 16 h 30, au cimetière la Classerie à Rezé-les-Nantes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

## CARNET DU Monde

**M<sup>me</sup> Françoise Jacquemet,**  
son épouse,  
Anne, Vincent, Mathilde, ses enfants,  
28, rue Ozanne, 31000 Toulouse.

**M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Jacquemet,**  
sa mère,  
Lathée, 71240 Nanton,

**Pierre, Annick, Catherine, Michel, Christian,**  
ses frères et sœurs,  
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

**M<sup>me</sup> Vovan,**  
sa tante,  
Et ses cousins,

**M. et M<sup>me</sup> Fernand Lachau,**  
survenue le 12 janvier 1993, à l'âge de cinquante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 15 janvier, à 15 heures, en l'église de Pardies (Pyrénées-Atlantiques).

Il sera inhumé au cimetière de Pardies.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Le président,**  
Et l'ensemble du personnel du groupement SECSO SA,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. François JACQUEMET,**  
directeur général,

survenu le 12 janvier 1993.

Ces obsèques auront lieu le vendredi 15 janvier, à 15 heures, en l'église de Pardies (Pyrénées-Atlantiques).

**SECSO SA,**  
par le syndicat du Canal, 14, avenue de l'Europe, 31520 Ramonville-Saint-Agne.

**M<sup>me</sup> Catherine Kawahara,**  
Ses enfants, Julie, Ken, Seiji, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**Takashi KAWAHARA,**  
survenu le 7 janvier 1993, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**M<sup>me</sup> Lydie Olivier,**  
M<sup>me</sup> Sandrine Poupé, sa fille,  
M<sup>me</sup> veuve Auguste Poupé, sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Gaby Piget, M. et M<sup>me</sup> Ange Robles, ses sœurs et beaux-frères,  
M<sup>me</sup> Elise Masson, sa marraine,  
Ses oncles, tantes, neveux et nièces, La famille Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**M. Jean-Charles POUPÉ,**  
agent EDF,

survenu le 12 janvier 1993, dans sa quarante-quatrième année.

Le corps repose au funérarium, 41, rue Molière, à La Roche-sur-Yon, salon B.

La cérémonie sera célébrée le vendredi 15 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis, à La Roche-sur-Yon, suivie de l'inhumation vers 16 h 30, au cimetière la Classerie à Rezé-les-Nantes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

**M. Robert, Lucien, Joseph LE GOFF,**

qui s'est éteint le 28 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation aura lieu à ce journaux qu'il considérait un peu comme une part de lui-même, il y avait terminé sa vie professionnelle en 1967.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », aux prix de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Pompes Funèbres Marbrerie**

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

**M. Dominique MAJANI,**  
chevalier de la Légion d'honneur, président

du Syndicat du pesage et du comptage, membre du conseil d'administration de la Fédération des industries mécaniques, ancien président de la société Gilbarco Distribution,

survenue le 12 janvier 1993.

Une messe sera célébrée le vendredi 15 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 janvier, à 15 heures, en l'église de Saint-Antoine-du-Var (Var), suivie de l'inhumation.

Codex 72, 92038 Paris-La Défense.

**M. et M<sup>me</sup> Guy Marty,**  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Marty et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père.

**Paul MARTY,**  
ancien ingénieur de la société La Vieille Montagne,

dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu le 12 janvier, à Viviez (Aveyron).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

**28, rue du Buisson-Richard, 78600 Le Mesnil-le-Roi.**

**Mont-de-Marsan.**

**Le docteur Raymond Narboni,**  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Narboni, Jacqueline et Elie Narboni, ses frères et sœurs,  
Et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Danièle Narboni, Le docteur Brigitte Narboni, ses neveux et nièces, Les familles Narboni, Onizilou, Simeon et Tartakowski, ont la douleur de faire part du décès de leur père.

**Eliane NARBONI,**  
professeur de lettres,

survenue le 7 janvier 1993.

Les obsèques ont eu lieu à Mont-de-Marsan, dans l'intimité, le lundi 11 janvier.

*« L'œuvre du Juste est un arbre de vie. »*

**La Roche-sur-Yon (Vendée),**  
Rezé-les-Nantes (Loire-Atlantique), Arles (Bouches-du-Rhône).

**M<sup>me</sup> Lydie Olivier,**  
M<sup>me</sup> Sandrine Poupé, sa fille,  
M<sup>me</sup> veuve Auguste Poupé, sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Gaby Piget, M. et M<sup>me</sup> Ange Robles, ses sœurs et beaux-frères,  
M<sup>me</sup> Elise Masson, sa marraine,  
Ses oncles, tantes, neveux et nièces, La famille Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**M. Jean-Charles POUPÉ,**  
agent EDF,

survenu le 12 janvier 1993, dans sa quarante-quatrième année.

Le corps repose au funérarium, 41, rue Molière, à La Roche-sur-Yon, salon B.

La cérémonie sera célébrée le vendredi 15 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis, à La Roche-sur-Yon, suivie de l'inhumation vers 16 h 30, au cimetière la Classerie à Rezé-les-Nantes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Remerciements sincères aux personnes qui voudront bien y assister.

**M. Robert, Lucien, Joseph LE GOFF,**

qui s'est éteint le 28 décembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation aura lieu à ce journaux qu'il considérait un peu comme une part de lui-même, il y avait terminé sa vie professionnelle en 1967.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », aux prix de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Pompes Funèbres Marbrerie**

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

**M. Dominique MAJANI,**  
chevalier de la Légion d'honneur, président

du Syndicat du pesage et du comptage, membre du conseil d'administration de la Fédération des industries mécaniques, ancien président de la société Gilbarco Distribution,

survenue le 12 janvier 1993.

Une messe sera célébrée le vendredi 15 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 janvier, à 15 heures, en l'église de Saint-Antoine-du-Var (Var), suivie de l'inhumation.

Codex 72, 92038 Paris-La Défense.

**M. et M<sup>me</sup> Guy Marty,**  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Marty et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père.

**Paul MARTY,**  
ancien ingénieur de la société La Vieille Montagne,

dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu le 12 janvier, à Viviez (Aveyron).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

**28, rue du Buisson-Richard, 78600 Le Mesnil-le-Roi.**

**Mont-de-Marsan.**

**Le docteur Raymond Narboni,**  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Narboni, Jacqueline et Elie Narboni, ses frères et sœurs,  
Et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Danièle Narboni, Le docteur Brigitte Narboni, ses neveux et nièces, Les familles Narboni, Onizilou, Simeon et Tartakowski, ont la douleur de faire part du décès de leur père.

**Eliane NARBONI,**  
professeur de lettres,

survenue le 7 janvier 1993.

Les obsèques ont eu lieu à Mont-de-Marsan, dans l'intimité, le lundi 11 janvier.

*« L'œuvre du Juste est un arbre de vie. »*

**La Roche-sur-Yon (Vendée),**  
Rezé-les-Nantes (Loire-Atlantique), Arles (Bouches-du-Rhône).

**M<sup>me</sup> Lydie Olivier,**  
M<sup>me</sup> Sandrine Poupé, sa fille,  
M<sup>me</sup> veuve Auguste Poupé, sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Gaby Piget, M. et M<sup>me</sup> Ange Robles, ses sœurs et beaux-frères,  
M<sup>me</sup> Elise Masson, sa marraine,  
Ses oncles, tantes, neveux et nièces, La famille Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

**M. Jean-Charles POUPÉ,**  
agent EDF,

survenu le 12 janvier 1993, dans sa quarante-quatrième année.

Le corps repose au funérarium, 41







Au comité central du PCF

## M. Herzog invite M. Marchais à « clarifier sa ligne »

En présentant au comité central du PCF son rapport sur la préparation des élections législatives, mercredi matin 13 janvier, M. Georges Marchais a synthétisé très clairement tout le mal qu'il pense de la politique conduite sous le pouvoir de M. François Mitterrand et dont la permanence ôte aujourd'hui, à ses yeux, « toute crédibilité » aux « discours rassurants » tenus par les socialistes à la veille des élections législatives (le Monde du 14 janvier). Mais le secrétaire général du PCF s'est montré tout aussi carré dans sa dénonciation des objectifs de la droite, qui lui paraît « plus dangereuse qu'avant 1981 ».

Il n'y a donc aucune ambiguïté sur le double refus de la position de la direction du PCF qui sous-tend sa campagne électorale : il s'agit en même temps de rompre avec la politique actuelle, « qui a aggravé tous les problèmes », et de tout faire pour empêcher le retour de la droite au pouvoir.

Mais comment s'y prendre, concrètement, pour faire, le cas échéant, barrage à la droite ? Ou, plus précisément : comment établir un tel barrage sans s'accorder avec le PS, au moins entre les deux tours de scrutin ?

M. Marchais n'a toujours pas

Pour financer l'assurance-vieillesse

L'Etat économisera 5 milliards de francs au premier trimestre

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé jeudi 14 janvier un plan d'économies budgétaires de 5 milliards de francs au premier trimestre et un gel de 15 milliards sur les dépenses de l'Etat, lors des neuf mois suivants. Le gouvernement avait initialement annoncé que 20 milliards de francs seraient économisés cette année sur les dépenses de l'Etat pour financer les besoins de l'assurance-vieillesse en 1993 (le Monde daté 10-11 janvier). Mais M. Bérégovoy a estimé que la solution finalement retenue était compatible avec les déclarations de « ceux qui aspirent à [sa] succession ».

répondi nettement, sur ce point, à la demande de clarification exprimée notamment par M. Charles Fiterman à la veille du comité central. Le responsable de la propagande et de la communication au secrétariat national du parti, M. Pierre Blotin, ayant eu pouvoir exécutif, le 6 janvier, « un accord national de désistement avec le PS », l'ancien ministre des transports avait affirmé, le lendemain, qu'il fallait, au contraire, « tout faire pour aboutir à ce résultat ».

Dans son rapport, le secrétaire général du PCF s'est démarqué de M. Blotin en se référant à ce que disait en novembre le responsable des collectivités territoriales au bureau politique, M. Robert Hue : « Nous ne favoriserons jamais l'élection d'un candidat de droite. Nous ferons systématiquement barrage à ses candidats ».

Mais M. Marchais a entretenu le flou en substance d'évoquer l'éventualité d'un accord de désistement électoral en bouc et de forme avec le PS. De toute évidence, le secrétaire général du PCF ne tient pas à se découvrir trop tôt, alors qu'il espère que les résultats des législatives créeront un rapport de forces obligeant les socialistes à solliciter le renfort de son parti.

M. Fiterman, qui assistait à la première séance de travail du comité central, a préféré s'abstenir, à chaud, de tout commentaire. C'est le chef de file des économistes du parti, M. Philippe Herzog, qui a pris le relais pour regretter la persistance de cette ambiguïté : « Une position de ni-ni - c'est-à-dire ni droite ni gauche - est une position dangereuse, est fondée, a-t-il notamment déclaré, mais elle n'est pas convaincante. Le PCF n'est pas actuellement une force

crédible pour résoudre cette équation. Il faudrait gagner cette crédibilité ».

M. Herzog a invité la direction du parti à « clarifier sa ligne ». Il lui a demandé de prendre « dès maintenant des engagements dans la recherche d'une autre politique » pour contribuer à « faire mûrir une alternative de progrès », voir M. Marchais et les tenants de la ligne majoritaire « tendre la main pour amorcer demain avec les élus socialistes, écologistes et autres un travail répondant aux attentes de la société ».

Mais, comme M. Herzog a pris comme référence sa propre démarche parallèle, au sein du Club Confrotations, coanimée par M. Marchais, la suite des débats s'annonçait brumeuse.

ALAIN ROLLAT

Après la mort de l'ancien chef communiste de la Résistance

## M. Mitterrand rend hommage au « rôle considérable » de Charles Tillon

M. François Mitterrand a rendu hommage, mercredi 13 janvier, au « rôle considérable qu'avait été celui de Charles Tillon dans la Résistance et au gouvernement après la Libération ». Selon le président de la République, Charles Tillon était « un homme libre, un grand et beau caractère ». M. Louis Mermaz, porte-parole du gouvernement, a indiqué que M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, assisterait personnellement aux obsèques de l'ancien chef communiste de la Résistance, décédé mercredi.

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, a « salué » en M. Charles Tillon « l'homme irréductible, le militant, le dirigeant communiste, l'homme d'état, le résistant à toutes les injustices ». « Que son souvenir nous éclaire, que sa conviction nous anime, que sa douleur nous rappelle qu'il faut toujours et partout l'esprit d'indépendance, de sècte ou de mépris humain », a ajouté le chef de file des

« refondateurs », en soulignant que « la triste procès stalinien » dont Charles Tillon a été victime dans les années 50 fut une « blessure (...) irréparable » qui « saigne encore dans l'histoire du Parti communiste français ».

M. Edmond Hervé, maire de Rennes, la ville natale de Charles Tillon, a rendu hommage à « cet homme de courage et d'engagement, onimé par un idéal qui fait honneur à la France », qui « a mis toute sa vie au service d'une cause unique : la liberté ». « Aucune pression, aucune calomnie, aucune blessure ne l'en a détourné pas plus que le poids des ans », a souligné M. Hervé.

« Je regrette sa disparition », a déclaré, de son côté, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui a ajouté : « La mort d'un homme comme lui ne peut pas me laisser indifférent même si, personnellement, je ne l'ai pas connu. Je ne l'aurais jamais rencontré. Charles Tillon était une grande figure de notre parti. Il a joué un très grand rôle

pour animer l'activité de celui-ci dans la Résistance, puis, à la Libération, au gouvernement, pour redresser le pays. Ensuite, et cela date maintenant d'une époque lointaine, il a été non seulement critiqué, mais sanctionné et, les faits l'ont démontré par la suite, d'une manière tout à fait injuste, comme cela a été dit et reconnu publiquement par le Parti. Cela dit, il n'a jamais été exclu de ce parti. Plus tard, le cellule d'Alger-Provence, à laquelle il appartenait, avait décidé de le faire, mais lorsque la demande de son exclusion est parvenue au comité central, nous nous sommes opposés, je m'y suis personnellement opposé et il a été informé qu'il n'était pas exclu ».

Formellement, en effet, Charles Tillon n'avait jamais été exclu du PCF mais le commentaire de M. Marchais illustre l'art de révéler l'histoire. Tout militant communiste sait parfaitement qu'aucune cellule n'aurait jamais pris sur elle la responsabilité d'exclure un dirigeant de l'envergure de Charles Tillon sans une demande expresse de la direction du parti. - A. R.

A Malakoff

Des étudiants protestent contre la présence de M<sup>me</sup> Stirbois à l'université Paris-V

La faculté de droit de l'université René-Descartes (Paris-V) a accueilli, mardi 12 janvier, à Malakoff, M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, députée Front national d'Eure-et-Loir. Invitée par une organisation étudiante affiliée au FN, le Centre national Malakoff (CNM), M<sup>me</sup> Stirbois devait s'exprimer sur « les problèmes de l'université et de la jeunesse, vue de droite ». Il n'en aura pas été question, M<sup>me</sup> Stirbois se contentant de déclarer de façon lapidaire que la victoire de l'opposition UDF-RPR en mars prochain ne devrait « rien changer pour l'université ».

Autorisée par le département de droit, cette manifestation, qui a réuni environ deux cents personnes, a créé une certaine émotion chez les étudiants. Nombre d'entre eux, jusqu'au responsable local de l'Union nationale inter-universitaire (UNI), ont estimé que l'unique représentante du Front national à l'Assemblée n'avait pas sa place dans l'enceinte de l'université. Le doyen de la faculté, M. Pierre Villard, était prêt, quel que minutes avant son intervention, à annuler la rencontre. Il s'en est finalement abstenu. Le responsable des services administratifs de la faculté, qui avait autorisé le CNM à occuper un amphithéâtre entre 12 h 30 et 14 heures, déclarait que les organisateurs ne lui avaient communiqué que très tardivement le nom de l'intervenante.

M. A.

EN BREF

Le gouvernement sénégalais a annoncé le retrait de ses troupes du Libéria. - Le gouvernement sénégalais a annoncé, mercredi 13 janvier, le prochain retrait de ses troupes, participant à la mission de la Force onest-africaine d'interposition (ECOMOG) au Libéria. 1500 militaires sénégalais étaient mobilisés au sein de l'ECOMOG, depuis octobre 1991. Le gouvernement a motivé sa décision par des « impératifs nationaux », dont la nature n'a pas été officiellement précisée. Le retrait des militaires sénégalais de l'ECOMOG était attendu depuis plusieurs semaines. Dakar acceptait difficilement l'enlèvement de la situation politique et militaire au Libéria, au moment où la province sénégalaise de Casamance connaît de graves tensions. - (AFP)

Sept arrestations en Sicile dans le cadre d'une opération anti-Mafia. - Sept hommes soupçonnés d'appartenir au clan mafieux des Pulvirenti ont été arrêtés au cours d'une opération anti-Mafia dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 janvier en Sicile, a annoncé la police. Le clan des Pulvirenti, soulignent les enquêteurs, est considéré comme le « bras armé » de la Mafia dominée par Nitto Santopola, l'un des « patrons » les plus puissants de la Mafia en Sicile et membre de la « Coupole », l'exécutif de la Mafia, selon le rapport Leonardo Messina. Giuseppe Pulvirenti, chef du clan, toujours recherché par la police, aurait, selon le rapport, une véritable légion armée sous ses ordres et contrôlerait toute la zone au pied de l'Etna. - (AFP)

Directeur de la rédaction de Radio-France

## Yvan Levaï a été entendu comme témoin dans l'affaire Botton

LYON

de notre bureau régional

Après Yves Mourousi, Patrick Poivre d'Arvor, Anne Sinclair et François-Henri de Virieu, convoqués comme témoins, Yvan Levaï, directeur de la rédaction de Radio-France, a été entendu, lundi 11 janvier, durant quatre-vingt-dix minutes, par le juge Philippe Courroye, chargé de l'instruction de l'affaire Pierre Botton. Dans le mémoire justificatif des frais généraux de la société Vivien produit aux services fiscaux en mars 1991 par M. Botton, le nom de M. Levaï apparaît une fois à propos d'un trajet Marseille-Paris effectué, au côté d'Anne Sinclair, dans un jet privé loué par l'homme d'affaires lyonnais (le Monde du 19 novembre 1992).

L'animatrice de « 7/7 » sur TF1 ayant évoqué, au cours de son audition, un dîner chez Pierre Botton auquel participait son ex-mari, le juge a estimé nécessaire d'entendre, à son tour, le directeur de la rédaction de Radio-France, ancien directeur du quotidien marseillais le Provençal. Joint au téléphone, Yvan

Levaï nous a confirmé qu'outre ce voyage, il avait accepté deux invitations à dîner de Pierre Botton - sorte de « golden boy », « plutôt sympathique », - et qu'au cours d'une de ces soirées, début 1992, un ministre était « attendu ».

« Je ne dois rien à Pierre Botton qui ne me doit rien », réaffirme M. Levaï, qui, déontologiquement, serait assez favorable à une mise à plat au cours de laquelle il indiquerait tous les voyages qu'il a effectués, à titre professionnel, dans des avions du GLAM ou, à l'occasion, dans l'avion privé de M. Bernard Tapie. « Mes déplacements Marseille-Paris-Marseille étaient presque toujours payés par le Provençal. Je suis prêt, par ailleurs, à publier mes feuilles de salaire depuis dix ans, accompagnées, pour ne pas tricher comme certains, de mes feuilles d'impôts ».

L'audition de M. Levaï n'aura guère fait progresser l'instruction. Celle de Pierre Botton, prévue jeudi 14 janvier, pourrait, en revanche, commencer à éclairer « l'environnement » de l'affaire.

ROBERT BELLERET

Alors que les combats s'étendent à tout le pays

## Le gouvernement angolais se dit prêt à négocier avec l'UNITA

Le gouvernement de Luanda s'est dit prêt, mercredi 13 janvier, à négocier dès vendredi prochain, à Addis-Abeba (Ethiopie), avec les représentants militaires de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). La radio nationale a précisé que la délégation du gouvernement serait conduite par le chef d'état-major de l'armée, le général João de Matos.

En affichant ainsi sa volonté de dialogue, le régime du président Eduardo Dos Santos laisse entendre qu'une solution négociée est possible pour mettre un terme aux négociations d'une nouvelle guerre civile généralisée. Favorable au principe des pourparlers, l'UNITA, dont on ignorait encore la réponse, jeudi matin - avait exigé qu'ils se déroulent hors d'Angola. Cette revendication est désormais satisfaite. Cela suffira-t-il pour que s'ouvrent, rapidement, de véritables négociations ?

« Il est malheureux que la situa-

tion se soit autant détériorée », a commenté, mercredi, à Paris, le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, estimant que le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, « porte la plus grande responsabilité à cet égard ». Sur le terrain, les combats se sont étendus jusqu'au nord du pays, en particulier à la province angolaise de Zaire, Muanza-Congo, chef-lieu de la province, serait tombée, mercredi, aux mains de l'UNITA. a-on appris de source informée. A-Buxelles, la compagnie pétrolière belge Petrofina, n. néanmoins dément les informations gouvernementales selon lesquelles cinq puits de pétrole de sa filiale angolaise avaient été détruits. Dans le Sud, la province de Cuando Cubango serait passée sous le contrôle de l'UNITA, tandis que, dans le Centre, des combats acharnés se seraient poursuivis, mercredi, dans les régions de Menongue et de Huambo. - (AFP, Reuter)

En Somalie

## De nouveaux incidents ont opposé « marines » et francs-tireurs à Mogadiscio

La tension restait vive, jeudi 14 janvier, à Mogadiscio, où les « marines » ont abattu mercredi matin un Somalien qui s'apprêtait à ouvrir le feu sur eux, lors de la perquisition d'une maison. Un médecin civiliste américain a été blessé, ce même jour, alors qu'il accompagnait une patrouille dans les rues de la capitale. A Addis-Abeba, où quatorze factions somaliennes sont réunies depuis le 4 janvier, la négociation continue de piétoyer. Selon les participants, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, leur a néanmoins demandé de poursuivre leurs discussions. De son côté, le président éthiopien, M. Meles Zenawi, a convoqué le général Mohamed Farah Aidid pour l'inciter à revenir sur ses objections, qui empêchent la signature d'un accord de paix. - (Reuter)

Aux Etats-Unis

## M. Bill Clinton reconsidère sa promesse de réduction d'impôts

Le président élu, M. Bill Clinton, a indiqué, mercredi 13 janvier, qu'en raison de l'aggravation du déficit budgétaire, il allait reconsidérer sa promesse lors de la campagne électorale, de réduire les impôts sur le revenu pour les classes moyennes. « Je dois remettre tout sur la table », a notamment déclaré M. Clinton à un groupe de journalistes de l'Arkansas, indiquant ainsi pour la première fois aussi clairement son intention de revenir sur sa promesse électorale. M. Clinton a également précisé qu'il comptait présenter un programme économique complet avant le mi-mars. Le directeur désigné du budget, M. Leon Panetta, avait déjà déclaré lundi 11 janvier devant la commission des affaires publiques du Sénat (le Monde du 13 janvier), qu'il fallait remettre à plus tard la promesse de M. Clinton. - (AFP)

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Sécurité : « Contra las Mahatés demagogicas », par Gilbert Bonnamaison. Bosnia : « La capitulation de la raison », par Max Gallo. « Révisionnisme », par Alain Finkielkraut. 2

## ÉTRANGER

Le raid aérien des alliés sur l'Irak. 3-4 et 5 L'accord de Genève sur le Bosnia-Herzégovine. 6 Accord en Allemagne sur les conditions d'engagement des troupes hors de la zone de l'OTAN. 7 La population cambodgienne est prise entre la politique d'intimidation de Phnom-Penh et la guérilla des Khmers rouges. 8 M. Erich Honecker va s'installer en Chine. 8

## POLITIQUE

Le rejet par le PS du projet gouvernemental sur les retraites. 9 Silen d'une législature : IV. - La fièvre verta. 10 La communiqué du conseil des ministres. 11

## SOCIÉTÉ

Amélioration du temps sur les flots Shetland : la marée noire volontaire. 12 Les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la sida. 13 Education : M. Barnard Notin retrouve ses fonctions d'enseignant à l'université Lyon-III. 14

## CULTURE

Théâtre : « Maria », d'Isaac Babel. « La Chassaur de liona », d'après Javier Tomeo. 15 La Biennale de Venise en proie au virus destructeur de la politique italienne. 16

## LE MONDE DES LIVRES

Les hasards nécessaires de Paul Auster. 14 La faillite de Michel Braudeau : « Les grands départs ». 15 Histoires littéraires, par François Sott. 16 Les oncles André. 17 La rentrée en lettres étrangères. 18 Le procès des médias. 19 « Erotiques » modes d'emploi. 25 à 32

## ÉCONOMIE

Grâce aux augmentations généralisées et à la rénovation des carrières, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé de 14,4 % entre 1988 et 1992. 18 Faute de propositions américaines sur le volet non agricole, les négociations de l'Uruguay Round semblent durablement bloquées. 19 Vie des entreprises. 20

## COMMUNICATION

L'AFP en quête d'un président consensuel. 19

## Services

Abonnements. 2 Annonces classées. 14 Carnet. 22 Expositions. 17 Loto. 14 Marchés financiers. 20-21 Météorologie. 23 Mots croisés. 23 Radio-Télévision. 23

La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3616 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 26 à 32

Le numéro de « Monde » daté 14 janvier 1993 a été tiré à 468 615 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

## « Sans visa » : le Vercors

Début 1943 : le massif du Vercors, qui surplombe Grenoble, entre dans la disposition de la lutte contre l'occupant. Un « site national de la Résistance » devrait être inauguré en juillet 1994 et rappeler, cinquante ans après, la fin tragique de ce maquis.



مكتبة الأمل

Le Monde

Le Monde • Vendredi 15 janvier 1993 25

# DES LIVRES

## Les hasards nécessaires de Paul Auster

Dans « Léviathan », son roman le plus palpitant à ce jour, il raconte l'effacement d'un « radical » des années 70 dans l'Amérique de Reagan et de Bush, et de fortes histoires de couple et de sexe

LÉVIATHAN

de Paul Auster.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Christine Le Banif.  
Actes Sud, 310 p., 135 F.



Paul Auster : un roman de l'Amérique de gauche.

Oui, pour Paul Auster, « n'importe quoi peut arriver ». Un homme explose au bord d'une route déserte en assemblant une bombe qui saute par accident, et vous comprenez très vite qu'il s'agit de votre meilleur ami, disparu depuis des mois, et qu'il va falloir gagner de vitesse le FBI, qui ne l'a pas encore identifié. Ainsi commence *Léviathan*, le dernier roman de cet auteur aux histoires vertigineuses. Vous vous rappelez *L'invention de la solitude*, son premier livre : par hasard, à l'âge de vingt-trois ans, Auster a découvert que sa grand-mère paternelle avait jadis assassiné son mari qui la trompait, qu'elle avait tenté de se suicider avant de passer en jugement, qu'elle avait échappé au coup de feu tiré sur elle par le frère de la victime et, finalement, été acquittée par un jury populaire. Peut-être le silence de sa famille, celui surtout de son père, a-t-il prédisposé Auster à penser, d'abord sans mots, que tout, en effet, peut arriver : le monde est doublement en proie au hasard et à la nécessité, à ce que Sartre appelait « la contingence » : à cette force obscure cachée dans l'homme et dans les choses, symbolisée par le Léviathan biblique, dont le Livre de Job dit que « sur la terre, nul n'est son maître ».

Cette conscience-là conduit à la folie ou à l'écriture, et l'on sait que celle-ci ne va pas sans celle-là. *L'invention de la solitude*, en racontant l'histoire de sa famille, et singulièrement celle de ce père silencieux, décrivait aussi la naissance à lui-même d'un écrivain existentieliste, ou disons plutôt « existentiel », puisque Paul Auster, s'il est de culture intellectuelle européenne, n'est pas philosophe, et que sa vitalité

profonde, son imaginaire, sa culture quotidienne sont de part en part américains (du baseball à sa relation avec les femmes), juifs américains (de Newark à Brooklyn). Et la littérature, pour lui, consiste à mettre en jeu des personnages qui risquent leur vie, qui cherchent convulsivement un sens à celle-ci, et le perdent à mesure qu'ils s'en approchent.

### Un palais de miroirs

En quoi il est avant tout un conteur, que ce soit de sa vie ou de celle des autres, il a, depuis ce premier livre, admirablement abandonné la veine autobiographique, mais, de la *Trilogie new-yorkaise* à *La musique du hasard*, il n'a cessé de creuser et d'amplifier son thème : les hasards de l'existence qui semblent obéir à une nécessité inéluctable, farceuse et

mélancolique. Comme si Dieu, en se retirant, avait laissé des histoires se raconter à sa place : tant qu'on est raconté, on ne meurt pas. En quoi il ressemble aussi à une Shéhérazade virtuose comme Isaac Bashevis Singer (celui, par exemple, de *Ennemis* : une histoire d'amour).

*Léviathan* orchestre ce thème du hasard nécessaire avec une efficacité narrative époustouflante, construisant un palais de miroirs à la stricte symétrie, où tous les personnages se dédoublent, renvoient l'un à l'autre leur reflet inversé. Il entraîne le lecteur dans une course haletante, d'énigmes annoncées en résolutions inattendues, sans que le mystère de chacun soit, pour finir, entièrement éclairé. Le livre est dédié à Don DeLillo, et on comprend pourquoi : les deux écrivains ont presque le même âge et surtout le même sujet, les

États-Unis, leur folie, leur ambition morale qui fonde la démocratie, leur démesure, leur modernité, leur avenir affolant, leur État corrompu (Emerson, cité par Auster en exergue), destructeur (Hobbes, philosophe de la guerre de tous contre tous), leur Léviathan, en un mot.

*Léviathan* est donc l'histoire embobée de deux écrivains amis, Peter Aaron et Ben Sachs. Le premier écrit le livre que l'autre n'a pu finir, qui racontait son histoire et devait porter ce titre « Léviathan ». Sous nos yeux, se déploie une structure en toile d'araignée au milieu de laquelle se dresse la statue de la Liberté, la vraie, avec tout ce qu'elle symbolise pour la démocratie américaine. Comme un double vivant de cette statue, dans laquelle le héros, enfant, a failli faire une chute mortelle, un personnage de femme lui fait pendant. Autour d'elle, une multitude de récits s'organisent et rayonnent en se liant les uns aux autres par des femmes.

Merio Turner, la femme-torche, est un personnage romanesque d'une force extraordinaire, irradiant de dangereuse liberté, une excentrique, artiste aventureuse (inspirée d'une artiste réelle, Sophie Calle) qui va spontanément aux limites, prenant méthodiquement pour elle-même des risques fous, pour les autres aussi, des risques mortels, surtout pour le principal, Ben Sachs, dont le narrateur, Peter Aaron (initiales P. A., double de Paul Auster qui lui prête beaucoup d'éléments de sa propre vie) essaie de sauver, sinon la mémoire, du moins le sens de ses actes. *Léviathan* est donc un

immense flash-back qui procède par anticipations continues afin de nous raconter cette histoire de l'effacement progressif d'un gauchiste des années 70 dans les années Reagan et Bush. Ben Sachs est, en effet, le prototype de l'intellectuel « radical » : il a fait dix-sept mois de prison pour refus de servir dans la guerre du Vietnam, il a écrit un seul roman, *Le Nouveau Culosse*, qui lui a valu sa réputation d'auteur taurementé par les grandes questions de l'époque, il a renoncé à la fiction pour ne plus écrire que des articles politiques et des essais dissidents. Jusqu'à mourir, sur le bord d'une route du Wisconsin, victime de sa propre bombe...

### Névrose de la littérature

Autant que de récits qui se débâtent du contenant narratif indiqué ici, le livre est bourré de sens. Mais de sens indécis, ce qui en fait un roman tourbillonnant, écrit dans une langue simplifiée jusqu'au dénuement minimaliste et construit comme un moteur de voiture aux éléments rigoureusement symétriques. S'il faut dégager un thème principal, au-delà des histoires de couples qui font penser, pour leur plongée dans la douleur, mais en moins puritain, à la fois au *Stiller* de Max Frisch, à l'*Arrangement* (le roman plus que le film) d'Elia Kazan, deux livres que Paul Auster dit ne pas connaître, et aux films « conjugaux » de Woody Allen, c'est que qu'Auster ne goûte pas autant que nous, voici : *Léviathan* oppose deux écrivains, celui qui croit à la littérature et celui qui n'y croit plus.

En se mettant en scène sous les traits d'un écrivain intellectuellement inférieur à lui, en donnant raison à celui qui conteste la littérature par les actes mais y perd la vie, Auster disqualifie la littérature sans requelifier la vie. *Léviathan* est le roman d'un écrivain qui ne croit plus au roman dans l'Amérique (autrement dit le monde) d'aujourd'hui, mais qui écrit quand même. « Je sais bien, mais quand même... », n'est-ce pas la formule même de la névrose de littérature que Sartre avait décelée chez lui-même, chez Flaubert, celle dont on ne sort pas ? Paul Auster est, sans nul doute, le plus brillant des grands névrosés du roman contemporain, et apparemment le plus sain, ce qui expliquerait le succès de ses livres. On peut prédire que celui de *Léviathan*, ce roman de l'Amérique de gauche, sera immense.

Michel Contat

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### Les grands départs

Avec *Quinze ans*, Philippe Labro donne le chaînon manquant entre le Petit Garçon et l'*Étudiant étranger*. Avec un bonheur et une habileté indiscutables pour conter l'histoire d'un adolescent, fasciné par un condisciple insolent et bientôt amoureux de sa sœur, il échappera au piège de ce couple probablement incestueux par la découverte de sa vocation de journaliste. Et conjuguera, après le verbe aimer, qui a gouverné ses quinze ans, le verbe de son avenir : partir. Partir, c'est aussi ce que fit Hervé Guibert lorsqu'il sut qu'il n'avait plus beaucoup de temps à vivre. Il tira de ses voyages un livre, *Le Paradis*, au titre ambigu. Car il n'y a pas de destination de rêve quand rôde le mort.

Page 26

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Carré

### Les oncles André

Toute sa vie, André Hardellet voulut savoir « ce que l'horizon nous dérobe ». Mais il ne cherchait pas l'infini sur l'océan Pacifique, plutôt du côté de Saint-Cloud, de Sartrouville ou de Poissy-sur-Seine. Peut-être eût-il, un jour, croisé, dans une rue de Paris, un autre infatigable promeneur, André Frédenque. Cet ami de Vialette écrivait des bouts d'histoires très sombres et très cocasses. Et son suicide fut sa dernière plaisanterie...

Page 26

### LE DÉBAT

### Le procès des médias

Dans son dernier ouvrage en date, le *Média-choc*, Alain Minc se fait tout à la fois procureur et avocat, considérant que « ce ne sont pas les médias qui commandent à la société, mais elle qui les façonne et les modèle ». « Le Monde des livres » a organisé un face-à-face entre l'auteur et le ministre de la communication, M. Jean-Noël Jeanneney.

Page 30

## Vent d'Est

De Moscou à Prague, de Varsovie à Bucarest, partout à l'Est Danièle Sallenave avoue s'être sentie « chez elle »

PASSAGES DE L'EST  
Carnets de voyages  
1990-1991  
de Danièle Sallenave.  
Gallimard, 336 p., 100 F.

« Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » On prête ces mots à Jean Monnet observant l'Europe qui se construit sous son impulsion. La phrase est apocryphe - Monnet n'a jamais renié les débuts d'un Marché commun fait de charbon et d'acier - mais Danièle Sallenave pourrait la faire sienne, elle qui s'inquiète de voir une Europe, « réunifiée dans une euphorie triste », ne plus former bientôt qu'une immense « galerie marchande de l'Atlantique à l'Oural », « parcourue en tous sens par des familles en survêtement, l'air fébrile et déjà vaincu... ».

Pourtendant la modernité factice et le consumérisme effréné, Danièle Sallenave a sillonné l'Europe, un stylo à la main, sur les traces d'une culture qui lui est chère. Elle en a rapporté ces carnets, reflets de nombreux voyages dans les anciens pays de l'Est, en ces années charnières 1990 et 1991, où les deux Europe ne sont plus incompréhensibles mais pas encore semblables. Des carnets qui constituent, en même temps qu'une subtile réflexion sur l'His-

toire immédiate, un vrai morceau de littérature. Quelle irrésistible attirance détournait donc l'auteur de l'Italie familière pour la jeter sur les routes de Moldavie, de Croatie, de Roumanie ? D'où lui vint cette « urgence de l'Est » ? Cet amour étrange pour « ce mélange de sauvagerie urbaine et de mœurs d'avant, d'utopie déçue, d'anti-américanisme primaire, d'idologie morte, de banlieue ouvrière, de vie intellectuelle cachée, de spiritualité ouverte et de tristesse prolétaire » ?

### Un destin commun

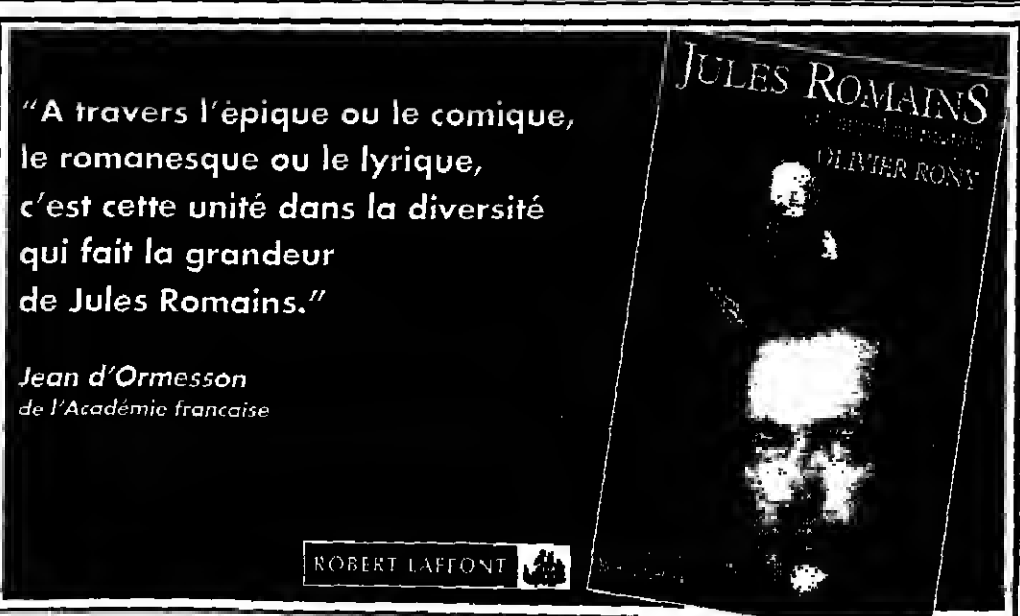
D'une intuition, d'une certitude : derrière les carrefours de béton sale, les paquets de lessive entassés dans les vitrines, se cache - mais pour combien de temps encore ? - quelque chose de plus vrai, de plus indispensable qu'ailleurs.

Qu'elle note, le jour de la réunification de l'Allemagne, son obsession de la guerre - « fond de toute vérité, face cachée de tout bonheur, basse continue de toute existence » - qu'elle décrive, à Prague, « des gens brutaux, avinés (...) une jeune génération absolument hors de l'histoire », ou qu'elle déchiffre, à Dubrovnik, une inscription latine au fronton d'un palais - là même où, aujourd'hui, on massacre, pille et exter-

mine sous nos yeux, - elle veut d'abord attirer notre attention d'Occidentaux sur la nécessité de ne plus rien méconnaître de l'Est. « C'est cette méconnaissance qui a conduit au pire », nous dit-elle. « Cessons d'ignorer la face slave de notre continent, ne réinstituons pas le schisme Rome-Byzance, et comprenons enfin qu'avec cette pauvre partie de l'Europe, notre destin est commun. »

Destin commun... A Moscou, à Prague, à Leningrad, à Varsovie, à Bucarest, Danièle Sallenave avoue s'être sentie « chez elle ». « Par un effet paradoxal sans doute : on pouvait voir là-bas préservés des valeurs que notre modernité méprise ; la pénurie y conservait des apparences de frugalité, et qui n'y eût aimé ce retour à l'essentiel, cet humour négatif, cette force des intellectuels privés de tout, cette résistance de la culture ? » Ce qui disparaît aujourd'hui, en même temps que l'utopie socialiste, ce sont les restes de la « contre-utopie », de la pensée dissidente. Ce sont ces destins qui se révélaient dans la vie ordinaire, autour de la musique ou des livres. C'est une pensée paradoxale plus libre, plus déliée qu'à l'Ouest, une sobriété dont nous aurions perdu le sens « parce que nous sommes rassasiés, ou que nous voulons l'être ».

Florence Noiville  
Lire la suite page 27





## QUINZE ANS

de Philippe Labro. Gallimard, 295 p., 98 F.

## LE PARADIS

d'Hervé Guibert. Gallimard, 142 p., 85 F.

**Q**UINZE ans n'est pas le plus bel âge de la vie, mais c'est l'un des plus décisifs, des plus fragiles, des plus incertains, des plus aventureux. Tout ce qui se joue là, ce qui nous arrive, a l'impression de nous pour toujours. On pourrait dire la même chose de l'enfance, sans doute, mais l'enfance est passive, tandis que l'adolescence est le moment où l'on commence à choisir, à vouloir et à agir. C'est un âge dont les plaisirs et les désirs nous tenaient à jamais, une courte saison qui fait, en général, le bonheur des écrivains. Philippe Labro nous donne aujourd'hui le chaînon manquant entre le Petit Garçon et l'Étudiant étranger, et il faut reconnaître qu'il le fait avec un bonheur et une habileté indiscutables, une émotion intrépide et sincère. « A cette époque de la vie, j'avais l'impression de toujours attendre quelque chose, je ne savais trop quoi [...] Un événement allait jaillir, qui transformerait du tout au tout une existence qui me paraissait dénuée de signification, mais je ne pouvais dire d'où il viendrait. »

Il y a des existences, Henry James l'a montré dans la Bête dans la jungle, qui se passent tout entières dans cette attente, des vies d'éternels gamins qui ne souhaitent ou ne peuvent pas vivre au-delà du seuil de leurs quinze ans, et finissent parfois en vieux artistes. Ce n'est pas le cas du héros de Labro, qui exceptera de mourir, tout en gardant bien vivant au fond de lui, le très jeune homme qui « attendait quelque chose », c'est-à-dire quelque chose. En l'occurrence, un bel Alexandre, un nouveau, qui débarque au lycée et produit une forte impression. Alexandre, Vichniewsky-Louveciennes est insolent, aristocratique, d'une beauté russe devient laquelle les autres élèves s'inclinent : « Alexandre incarnait la grâce. On peut s'insurger contre elle. On peut la haïr ou tenter de la détruire, mais lorsqu'elle passe devant soi, on la reconnaît dans une sorte d'effacement muet, puisque, telle la révolution, elle dénuée les insuffisances de notre propre nature. »

Alexandre parle au narrateur à la troisième personne, en l'appelant « le type », gifle les importuns avec panache, interdit qu'on le suive chez lui, s'agresse Lamartine, au cœur de sa seizième année. Trocadéro où tout le roman se déroule. Alexandre entretient bien des mystères et ne les partage au compte-gouttes qu'avec « le type » qu'il a finalement élu pour ami. Un de ses secrets est, notamment, le personnage délicieux de M<sup>lle</sup> Ku, une vieille dame russe qui vit de repassages, et chez laquelle, à l'heure du thé, des cigarettes, on se sent si bien. Alexandre, dont les poches sont toujours bourrées d'argent, aide la vieille dame, qui lui offre des moments de paix qu'il ne trouve pas chez lui. Un jour, la sœur d'Alexandre, Anna, surprend les deux amis dans leur repaire. Et, pour le coup, le narrateur découvre qu'il aime encore plus celle-ci que celui-là. Ce qui est bien normal, diriez-vous, mais pas forcément plus commode.

ANNA, en effet, est une personne très difficile d'accès, une reine. A mesure qu'Alexandre s'éloigne du récit, Anna prend sa place et règne sur « le type » qu'elle torture à petit feu. On ne dévoilera pas les autres secrets qui s'emboîtent, comme des poupées russes, bien sûr, des tiroirs multiples où l'énigme des caractères s'explique furtivement pour mieux se dérober ensuite.



Philippe Labro : corps et âme.

## Les grands départs

Si l'on peut reprocher, de temps en temps, à Labro des phrases manquant un peu de relief, le choix d'un adjectif trop attendu, ou la répétition d'un mot ronflant et facile (« calamistré », par exemple), de ne pas, en somme, nous surprendre par le style, on ne peut que reconnaître son adresse à mener une intrigue avec ce qu'il faut de suspense, à rendre le parfum particulier d'un temps révolu. « Nous parlons d'une époque où les garçons pouvaient rechercher indéfiniment devant leur glace la façon la plus flegmatique, nonchalante, de ficher une cigarette entre leurs lèvres. Au coin de la bouche, un peu pendante; ou bien plus à droite, plus canaille, ou, carrément, au milieu, comme un vrai dur-à-cuire. » Le couple probablement incestueux du frère et de la sœur est un

piège fascinant où le narrateur manque sombrer corps et âme. La corps ne cédera qu'une faible part, hélas, mais l'âme sera sauvée par la découverte d'une vocation.

Un grand journal ayant lancé un concours auprès des lycéens pour la réalisation d'une gazette provisoire, le narrateur est retenu, remarqué, pour son culot entre autres, et bombardé directeur de la feuille éphémère. On ne doute pas un instant que Labro décrive à ses propres émois de journaliste, un métier qui n'a pas l'air d'en être un et où tout le monde semble s'amuser. Une passion qui ne l'a plus lâché et qui le délivre de ses amours funestes du square Lamartine. Après le verbe aimer qui e gouvemé ses quinze ans, il apprend, au contact d'un grand reporter qui le chaperonne, à conjuguer la verbe de son avenir : partir.

**PARTIR**, c'est aussi parfois tout ce qui resta à ceux qui vont mourir. Hervé Guibert n'avait plus beaucoup de temps à vivre et le savait quand il entreprit de longs voyages vers des destinations de rêve, des lieux dont on vous dit, enfant, que c'est la paradis. Même si Guibert fait mine quelque temps d'adopter la forme du roman, la part de l'autobiographie fait régulièrement surface. Le narrateur évoque le corps musclé de sa compagne, Jayne, une championne de natation, descendante de Heinz, l'inventeur du ketchup, morte éventrée sur une barrière de corail, en Martinique. Elle préparait une thèse sur Nietzsche et Robert Welsch, et ne jouissait que lorsque le narrateur le pénétrait avec le canon d'un pistolet. Lui est suisse, très riche, déjà très affaibli par une maladie sans nom. Leurs relations amoureuses étaient étranges, dangereuses, toujours sur le fil du rasoir. Après la mort de Jayne, les flics logent le narrateur dans une pension près de Fort-de-France, sur une plage dite « l'Anse aux Anes », où se tient un fameux bar peuplé de rastas enfumés. Il va faire un tour dans les Grenadines, ça ne lui plaît qu'à moitié. Revient chez les rastas, fait connaissance d'une Diane qui voudrait bien que quelqu'un sur cette fichue plage vaille s'intéresser à son cas. Mais non. Le narrateur est déjà loin par la pensée, en arrière, avec Jayne, à Bora-Bora.

On saute constamment de l'Anse aux Anes à Bora-Bora et de Bamako en émeute à Zurich, où le narrateur est frappé d'une syncope. Les paradis ne sont pas gais quand ils se détraquent. A Bora-Bora, il suffit d'une mauvaise pluie, du passage de Charles Pasqua en compagnie de quarante-sept élus régionaux. A Bamako, le spectacle d'un petit garçon mangé par le sida, la chaleur et la guerre civile, une vérola carabinée et pas de médicaments, et c'est l'enfer. A Zurich, c'est l'effondrement psychique. Mais on se lasse vite de ces allers et retours dans le temps et l'espace. On ne court jamais plus vite que sa mort. « Je suis un être double, écrivain parfois, rien d'autre les autres fois, je voudrais être un être triple, quadruple, un danseur, un gangster, un funambule, un peintre, un skieur, j'aimerais faire du décollage et me jeter dans le vide, foncer comme un bolide sur des pistes dont la neige serait de l'hermine. » Qu'est-ce que je suis venu chercher en Afrique, se demande Guibert, qui se compère, un peu hâtivement, à Rimbaud et Raymond Roussel. Rien de bien gai ni de très concluant, et le roman à déjà quitté plusieurs fois les rails avant d'aboutir à cette amère révélation d'un romancier épuisé : « A mon retour du Mali, j'avais cru comprendre que l'homme n'était rien ni personne. Et j'aurais pu aussi bien dire qu'il était tout. » Comme quoi on peut voyager sans partir vraiment.

« D'Hervé Guibert, A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie, paraît en « Folio » (n° 2366).

## ŒUVRE III

d'André Hardellet.  
Gallimard, coll. « L'Arpenteur »,  
386 p., 250 F.ANDRÉ FRÉDÉRIQUE  
OU L'ART DE LA FUGUETextes choisis et présentés  
par Claude Daubercies.  
préface de Jean Carrière.  
Le Cherche midi, 249 p., 92 F.

**V**OUS connaissez l'oncle Jules ? Je vous le recommande. Il a le mérite. Citoyen de Maisons-Alfort, at célibataire, il exerce la profession d'« ératéiste ». Entendez par là qu'il est conducteur d'autobus. Il porte, naturellement, le genre de moustaches que l'on appelle « charmeuses ». Les principales distractions de cet aimable personnage sont « la pêche à la ligne, la belote, l'imaginaire (et) la cour aux demoiselles ». En 1972, pour oublier ses tracas et se reposer l'esprit, André Hardellet raconte les vacances de l'oncle Jules. Il écrivait cette histoire à l'intention des enfants, alors qu'on l'accusait de pervertir la jeunesse. L'année précédente, la Ligue de défense de l'enfance et de la famille avait déposé une plainte visant Lourdes, lentes... le récit qu'il avait publié sous le pseudonyme de Steve Masson. C'était le nom de l'un de ses personnages romanesques, et le Brigade mondaine s'était lancée à la poursuite de ce fantôme. Où se cachent les héros de romans ? Imaginez les inspecteurs de la Police nationale recherchant Fabrice del Dongo, Madame Bovary, Anna Keréline, les frères Karamazov et (pourquoi pas ?) l'oncle Jules. Il faudrait le commissaire Maigret et Philip Marlowe pour retrouver la trace de ces drôles de gens...

Hardellet fit savoir à la police que c'était lui le véritable auteur de Lourdes, lentes... Il faisait partie de ces utopistes qui pensent que le beau temps peut

« apaiser toutes les querelles du monde ». Il croyait aussi que l'on avait le droit de rêver et de faire « des voyages dans l'imaginaire ». « Du moment que l'on qualifie soi-même de rêveurs ces incursions, disait-il, elles ne risquent pas de troubler l'ordre établi. » Mais André Hardellet se trompait. Convoqué par le commissariat de son quartier, il comprit que les écrivains étaient forcément des suspects. Et, le 6 novembre 1973, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle le condamna pour avoir « outragé » les célèbres « bonnes mœurs ». Sans doute lui rapprochait-on d'avoir dépeint trop joliment la corps des femmes. Et d'avoir mélangé les audaces, la précision et la dévotion.

**D**ANS Lourdes, lentes... il affirmait avoir atteint le « détachement » nécessaire pour confondre la vie réelle et la vie rêvée. Mais il avait toujours eu cet « âge-là », car il faisait, depuis sa jeunesse, le métier de « chasseur d'horizon ». « L'idée que l'horizon, en reculant perpétuellement, emporte avec lui quelque chose de très précieux et obsédait un certain nombre d'hommes », écrivait Hardellet. Durant toute son existence, il a voulu savoir « ce que l'horizon nous dérobe ». Il devinait que des « événements » considérables « se produisaient là-bas », mais ceux-ci le fuyaient quand il essayait de s'en approcher. « Qui sait, disait-il, si, grâce à une ruse, une patience inlassables, en avançant avec d'extrêmes précautions, nous ne finirions pas par surprendre

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Les oncles André



André Hardellet vu par Bérénice Cleve

un peu de ce mystère, comme on entrevoit un pan de robe au détour d'une allée ? Avec une telle philosophie, certaines personnes s'en vont très loin. D'autres ne quittent pas leur quartier. C'était le cas d'André Hardellet. Il ne cherchait pas l'infini sur l'océan Pacifique. Il le cherchait du côté de Saint-Cloud, de Suresnes, de Maisons-Alfort, de Vincennes ou

de Pouilly-sur-Loire. Et, pour cet homme, la rivière du temps qui passe, « l'impitoyable rivière d'Héraclite », « the river of no return », c'était la Marne. Il connaissait encore ces moments de bonheur où l'on n'a « pas envie de discuter avec soi-même ». Mais il se dépêchait de respirer « l'air de Paris ». Il savait qu'il elleit bientôt mourir. « Ce temps qui

me file entre les mains, disait-il en 1973, je ne puis l'épingler qu'avec des mots — des mots de code. » La troisième volume de ses œuvres rassemble Lourdas, lentes..., l'Esauveur de tempêtes, l'Oncle Jules, des textes divers, des lettres et des chansons comme A Suresnes, le Bal chez Temporel, Paris sur Seine, Paris au mois d'août, J'ai retrouvé le pont du Nord, Bagatelle-Puteaux... « Le temps se fait bien des romances », écrit Hardellet dans ce dernier poème. Il a traversé l'horizon le 24 juillet 1974. Une semaine avant sa mort, il parlait encore de la « lumière secrète » des mots.

**A**NDRÉ FRÉDÉRIQUE était d'une promotion voisine, si l'on regarde la naissance comme une façon d'être promu. Né le 27 février 1915, à Nanterre, il avait quatre ans de moins qu'André Hardellet, qui, pour sa part, était de Vincennes. La banlieue sud-est et le banlieue nord-ouest... Je ne sais si les oncles André se sont rencontrés dans Paris, mais, avec des promeneurs de cette espèce, cela ne serait pas étonnant. « Pharmacien auxiliaire » de l'armée française, à Vittel, en 1940, Frédérique s'était enfilé à bicyclette, pour ne pas être pris par les Allemands. Après quoi, il ouvrit sa propre officine à La Garenne-Bezons. Mûrissait les facettes et le commerce des sirops, il relança la profession de « pharmacien comique », inaugurée jadis par Alphonse Allais. Mais André Frédérique était très dépensier. Il mena sa première pharmacie à la faillite et fit subir

la même sort à la seconde, dix ans plus tard. Ses autres occupations furent le journalisme, la radio, la littérature et le désespoir. Il fut aussi très amoureux d'une danseuse de flamenco.

D'après Alexandre Vialatte, le « grand carrure » de Frédérique « lui donnait des airs de lieutenant de cuirassiers ». Naturellement, c'était « d'une grand-mère allemande » qu'il tenait « cette silhouette d'officier français. Elle devait avoir rêvé de cavalerie lourde ». Les photos le confirment : André Frédérique avait une corpulence de lanceur de javelot ou de démineur, avec des allures de « clown triste ». Il faisait rire les autres en leur montrant quella force était l'existence, mais celle-ci le rendait neurasthénique et (parfois) taciturne.

**C**LAUDE DAUBERCIES présente une anthologie de ses œuvres diverses. Il écrivait des bouts d'histoires très sombres et très cocasses. Il imaginait, par exemple, une lettre de la duchesse Amélie à la présidente des Amies de la numismatique, pour que M. Joseph Malencon, « l'homme le plus décoré de France », reçoive une médaille célébrant cette performance... Il arrivait à Frédérique d'évoquer des moments de lyrisme et de noter le bonheur que lui apportait « la peau d'ombre des femmes ». Il lui arrivait aussi de s'absenter sans prévenir. Il faisait des fugues, et ses amis ne savaient où le trouver. Peut-être se cachait-il de ses créanciers. Tous les gens sont de passage, mais André Frédérique était plus « passager » que les autres. Fatigué de lui-même, de sa corpulence, de son métier quatre-vingt-cinq et de la pesanteur de ses souvenirs, il s'ébatta définitivement le 17 mai 1957. Son suicide fut sans doute sa dernière plaisanterie. « D'éternité blanche en éternité noire, disait-il, le temps ne passe plus. Le temps ne passe plus à travers moi. »



هكذا من الأجل

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Bergougnieux au fond des âges

Le récit d'une lente approche de la figure paternelle, une parole qui se cherche dans l'épaisseur des générations

L'ORPHELIN de Pierre Bergougnieux. Gallimard, 182 p., 90 F.

Malgré le mot « roman » inscrit sur sa couverture, le neuvième livre de Pierre Bergougnieux (1), l'Orphelin, échappe aux limites habituelles et aux lois possibles du genre. Cette œuvre, qui trouve une certaine justification dans la continuité et la succession de l'œuvre, elle s'explique par la nature du projet littéraire de l'écrivain. Projet autobiographique porté par l'écriture, érudite ou métamorphosée par l'art singulier que Bergougnieux développe avec une rigueur et une conscience exemplaires. Projet qui invente son propre lois, qui construit son unité, hors de toute volonté de séduction.

« Mon père avait besoin de moi, de mon obéissance continue pour demeurer ce que le sort l'avait fait : un orphelin de la Grande Guerre, le fils de quelqu'un qui ne peut admettre que quelqu'un après lui. Un fils ne peut pas refuser l'appui que son père lui réclame, à moins d'être étranger à notre condition, un monstre invétéré, ce que je n'étais pas. » Le récit de cette lente approche, de ce soin et de cette remontée vers la figure

paternelle constitue la matière du livre de Bergougnieux. « L'Orphelin », c'est donc le père ; au fils revient la charge de ce « désir », le travail de renouer au présent ce lien que le passé a décomposé. Révélé d'abord par le narrateur enfant, puis réelle, annoncée vingt-huit ans plus tard à l'adulte, la mort du père n'interrompt pas ce travail, ni la méditation par l'écriture qui le justifie. Elle en accuse au contraire, rétroactivement, l'urgence, le caractère inéluctable et nécessaire. Dans ce travail, qui est un devoir (si l'on accepte d'entendre ce mot au-delà de son acception morale), l'existence du fils se fonde, son héritage de douleur se mesure et se partage. Là enfin, il heurte pour lui-même le mur du deuil et reçoit le silence en écho.

Le rêve de l'enfant est celui d'un « mouvement centrifuge qui m'emporte, l'obscur irrisation de la gousse de chair ulcérée vers la périphérie. L'ineffable douceur des solitudes ». Puis l'adulte se découvre dans le « suc de peau où l'an se trouve engoncé et qui ressemble à un homme ». Entre ces deux moments, une conscience peut naître, la personne humaine accéder à elle-même, c'est-à-dire à cet espace de désordre, de raison vacillante, de rêve et de désespoir que Bergougnieux évoque avec force, lui opposant la réalité du monde végé-

tal, mioéral au même celle de la machine, assurée dans sa fonction. « Il m'est arrivé de penser que si nous ne devions plus nous fourvoyer mais nous tenir continuellement dans les limites de la simple raison, nous aurions plus de vies mais une seule et double de temps. Nous serions exemptés de la rampe qui, chaque soir, nous verse à l'apparente déraison des songes, aux feintes images, à l'absence pour avoir sacrifié, le jour, à ce qui n'a de raison, de réalité que l'apparence, aux vains objets auxquels nous aliéons notre présence. J'ai envisagé, sous les combles silencieux, un avenir sans sommeil, un pur, un uniforme écoulement de jours paisibles et de nuits transparentes ».

L'intime et l'universel

Il y a aussi la découverte des pouvoirs, ou plutôt de l'impuissance, de la littérature. L'esté de livres, l'esprit est peut-être mieux assuré ; la démarche de l'homme ne s'en trouve pas pour autant facilitée. Enfin, par la pensée, l'adulte entre dans le vertige où l'intime et l'universel se confondent, où l'échelle du temps et de l'histoire, le tableau des règnes et des espèces subissent toutes les distorsions...

L'Orphelin est moins une adresse au père, une dissertation psychologique sur la filiation que l'intressement d'un imaginaire, de noter, qu'une parole cherchant son identité dans l'épaisseur des générations, cherchant, ce « quelque chose qui n'a ni début ni fin », selon laquelle il serait meilleur et donc, très considérable, différent.

Le style de Bergougnieux, dans ce livre plus encore que dans les précédents, s'affirme dans toute sa singularité. Rien n'est là pour plaire, attirer. On entre dans ces pages comme dans une terre grasse, riche, qui retient le pas et gêne la marche. On suit, déconcerté parfois, presque égaré, le mouvement lent, heurté, scrupuleux de la phrase, attentif - souvent - davantage à son rythme, à sa musique, qu'à son sens. La gravité du propos et la beauté à peine du livre se donnent avec toute leur puissance, leur simplicité conquise, dans les derniers, bouleversants, chapitres.

Patrick Kéchichian

(1) Tous chez Gallimard, sauf le *Matin des origines*, publié l'an dernier chez Viedot pour « le Monde des livres » du 10 juillet 1992.

AU FIL DES LECTURES par Jean-Noël Pancrazi

Les accessoinistes de la vie

Les seconds rôles sont-ils condamnés à la rester ? On pourrait le croire en lisant les nouvelles de Michel Grisoia, qui sont autant de mises en scène de l'effacement, consenti ou non. Dans la première histoire, un adolescent timide et impressionné par l'audace d'un camarade, Boverie, l'accompagne dans ses fugues et, plus tard, dans des escapades plus dangeuses. Mais sachant que sa fonction sur terre est de se situer au bord des choses, il se contente de la suivre comme un témoin éboulé. Avant de s'écarter, Boverie lui lance cette simple formule : « Bientôt Vancouver », qui a la couleur d'une extrémité du continent et de vie qu'il n'osera jamais atteindre. Dans ces récits gagnés par le gris des révolutions involontaires, Michel Grisoia analyse très bien le mélange de fascination, d'envie sourde, de jalousie engourdie qu'éprouvent souvent les seconds rôles à l'égard des premiers.

Mais il arrive que les seconds rôles - tellement habitués à s'effacer qu'ils n'imaginent même pas avoir une quelconque influence sur la vie d'un autre - soient amenés, malgré eux, sur le devant de la scène. Les nouvelles de Grisoia deviennent des scénarios dramatiques quand, emportés dans un élan quasi suicidaire vers un vedettariat d'occasion qu'ils préfèrent, même au prix du tragique, à l'engloutissement dans l'anonymat, les personnages commentent l'irréparable, croyant ainsi se donner une stature d'ant à long terme, mais se voyant en secret, sans emphase pathétique, avec le talent rapide et sobre d'un reporter que Bergougnieux développe avec une rigueur et une conscience exemplaires. Projet qui invente son propre lois, qui construit son unité, hors de toute volonté de séduction.

Les Seconds Rôles, de Michel Grisoia. Flammarion, 236 p., 95 F.

Les complices de la mort

Son chiffon à la main, Gracia passa ses journées à faire les quarante-trois vitres d'une maison. Elle s'occupait aussi de Moucha, ses potes, qui, bien que retenus, impotents, dans son lit, continuaient à tout contrôler depuis sa chambre. Il y a les cinq petits-enfants, mais ils passent, on les voit à peine, sauf Nina qui Gracia se laisse da traîner après elle comme « un bout de ficelle ». Ce pourrait être la simple chronique d'une maison qui définit. Mais il y a le style de Florence Seyvos : concis, tranchant, étonnant de maîtrise sèche et de tension contrôlée chez une romancière de vingt-cinq ans.

Un climat d'étrangeté froide s'installe quand, en une série de scènes aussi brèves que des constats, les garçons meurent, l'un après l'autre, d'une manière inexplicable. Bientôt que d'éclaircir l'énigme de ces disparitions, Florence Seyvos préfère évoquer l'insensibilité presque triomphante avec laquelle Gracia les accueille. Cette obstination dans le calme correspond en fait à l'essoufflement d'une haine : celle qu'elle éprouve secrètement pour les enfants, leurs ruses de force et de grâce. Cette haine est partagée par Moucha : elle n'a jamais pardonné à ses descendants de l'avoir contrainte à les surveiller, à les guetter, de « pour eux leurs frayeurs et leur ignorance infinie », là où elle espérait simplement les aimer.

Gracia et Moucha pourraient paraître odieuses. Mais l'art de Florence Seyvos est de rendre attachante la complexité des deux femmes qui, enfin seules dans la maison, goûtent une sorte de paix dans le deuil d'une famille à laquelle elles n'ont jamais voulu croire, tandis que Moucha dit, dans une de ces formules justes et rapides dont abonde le livre : « On passe la vie à se reposer des choses que l'on a comprises entre six et douze ans. »

Gracia, de Florence Seyvos. Éditions de l'Olivier, 92 p., 79 F.

Le panache d'Amiot

Yves Amiot aime la stratégie militaire, et donne le plus souvent pour cadre à ses romans un terrain de combat. Ce n'est pas tant un souci folklorique de reconstitution historique qui l'enlène que la volonté de saisir la force morale, l'âme d'une armée - calla, aujourd'hui, de l'armée républicaine qui, pendant la Révolution, tint tête à Mayenne ou Fruslande, avant de capituler et de regagner dignement la France avec armes et drapeaux.

Mais ce qui intéresse surtout le romancier est de placer dans une situation de déroute un personnage - comme, dans son précédent roman, le cavalier Rampin, au moment de la débâcle de 1940 - qui entend maintenir l'honneur et sauver ses principes. Ici, c'est Armand de Saenrae, qui, bien qu'appartenant à l'ancienne noblesse, se donne sans rature au nouveau régime avec « la détermination du soldat et la passion du mystique ». Amiot fait, avec une ardeur maîtrisée, le récit du combat d'un homme de plus en plus isolé par l'exaltation d'une vertu à la fois intime et civique.

Quand l'armée de Mayenne, qui embarrasse la Convention, est envoyée en Vendée pour lutter contre l'insurrection, Armand ne veut pas devenir l'« ataga » de l'horreur qui sévit autour de lui. Mais son idéalisme ne se ramène pas à une candeur intrépide et à une invincible utopie. Au sein des nouvelles défaites, il prend conscience que l'armée est menacée par ses chefs. Dans une série de dialogues précipités sur fond de batailles, Yves Amiot décrit la résistance d'Armand à tout compromis, lui qui refuse d'« échanger ses grades avec le sang de ses soldats ». Le cynisme est au-dessus de ses forces ; il reste cet homme de foi, qui, lésardé par la défection, ne peut admettre de survivre dès lors que son idéal est corrompu.

Yves Amiot adopte un ton juste pour camper l'alliance de désenchantement et de vaillance, intacte chez le soldat. Dans un élan d'abnégation survalorisée, Armand se dévoue jusqu'à en mourir, pour les dernières légions de cette armée « livrée, trahie, assassinée » dont parlera Michelet. Le mérite d'Yves Amiot est d'illustrer dans ce récit digne et fiévreux les pouvoirs d'un mot dans il semble, de livre en livre, conjurer l'anachronisme : celui de panache.

L'Homme de foi, d'Yves Amiot. Flammarion, 215 p., 95 F.

Pour ses nouvelles collections littéraires important éditeur recherche  
**MANUSCRITS INÉDITS**  
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre  
Les œuvres manuscrites seront publiées et diffusées  
et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias  
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires  
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix Littéraire annuel  
doté de 50 000 francs  
(contrat signé par l'article 49 de la loi du 11 mars 1987)  
Les manuscrits sont à adresser à  
**L'ACADEMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**  
ÉDITEUR  
17, rue Gallée - 75118 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AEL

du 13 janvier au 13 février  
**GUILLAUME APOLLINAIRE**  
**LE MAL AIMÉ**  
42 36 27 53 SPECTACLE MUSICAL DE MICHEL DE MAULNE

Vent d'Est

Suite de la page 25  
Oppressante abondance ! Asphyxiante sous-culture ! Pas de page qui ne témoigne - et avec quelle vigueur ! - des dangers que fait courir à l'Est outre « civilisation » du supermarché et de la réclame, des vacances et de la vacance. Il n'est certes pas question d'extirper les vertus de la pauvreté, ni de regretter après coup « l'ancien monde », le déclinisme, les « attitudes », l'air fatigué des femmes, la misère d'un peuple harassé. Mais plutôt de nous ouvrir les yeux sur « une grande promesse qui avait été faite à l'homme moderne et qui lui est peu à peu retirée : la promesse du progrès qui, à la grande idée d'émancipation, substitue le modèle du surréalisme mauve et de la voiture à crédit ». Rincé à l'Est, dédié à l'Ouest : « Nous autres civilisations, nous ne savons pas seulement que nous sommes mortelles ; nous savons qu'un jour nous nous suiciderons. Nous nous dévorons nous-mêmes. » Sous le regard lucide de Danièle Sallesave, l'Europe ressemble au catoblepas, cet animal mythique, cracheur de feu redoutable, mais si bête qu'il se détruit en se regardant lui-même.

Pas d'emphase cependant, ni de pessimisme paralysant. Chaque passage à l'Est procure au contraire un élan, une impulsion que Danièle Sallesave, luttant contre « l'état dépressif du monde moderne », voudrait insuffler à ses contemporains. Elle marche, observe, onte, laisse vagabonder son esprit. Une vieille Roumaine, l'endroit où Princip assassiné François-Ferdinand, un chauffeur de taxi mal dégrossi, un couple qui dîne sans s'adresser la parole : tout exige d'être étudié, déchiffré, croqué, épiqué. N'est-ce pas ce qu'elle appelle notre « devoir de vivacité » ? Ses portraits sont rapides, pénétrants, ses pointes mordantes, ses coups de plume acérés, parfois ulcérés.

A leur lecture, l'écrit vient d'ébaucher un petit glossaire. Couple : « Ils s'accrochent chacun l'un à l'autre, pressent l'un sur l'autre et couleront ensemble. Bien fait. » Ecole : « Moins il y a d'École à l'école, plus il y en a dans la vie. Bientôt, on ne pourra plus acheter son pain sans que la boulangère vous fasse visiter une expo sur l'assidisme et pâte non levée, avec montage audiovisuel en sous-sol sur le pèlerin à travers les âges. » Latin : « Langue robuste, résistante, parcourue de réseaux vivants, comme un muscle ou une branche d'arbre. » Temps : « Il en est des temps comme de l'espace : des écoulements se font, des continents invisibles s'effondrent sans bruit ; l'histoire se souève, se plisse, crache son feu, se refroidit, s'in-

mobilise. De grands glaciers de pensée lancent leurs coulures froides jusqu'aux moraines où nous nous éboulons. Puis vient le dégel, et les formes ensevelies réapparaissent. » Voyages : « Ils ne devraient servir qu'à cela : nous rendre familiers ce qui est étranger, mais apprendre à maintenir étranger le familier le plus quotidien. »

D'abord voyager ensuite ordonner

L'auteur se cache pas que ces textes ont été travaillés, et qu'elle se livre pas à la production brut d'une réflexion jetée sur le papier, le soir à l'hôtel. Au contraire. Elle met à profit cette distance, elle en joue. Réécrivant à Paris, dans le RER qui la mène à l'université, des notes prises à Prague ou à Sarajevo, elle ne sait plus très bien où se situe « l'ici », où se trouve « là-bas », elle s'amuse de ce jeu de miroirs qui s'échafaudent constamment entre l'Est et l'Ouest. Sa méthode : « *Primum ambulare, deinde philosophare*. » D'abord

voyager, aller à la rencontre des choses et des gens, ensuite construire, ordonner, « produire du sens là où il n'y avait que des choses vides ».

Le carnet lui va bien. « Il concilie la juxtaposition, le collage et l'ébauche d'une direction, d'un fil. » Il accompagne, soulage même, en donnant « l'impression de s'arracher sans cesse à une force qui vous tire en arrière vers le passé, vers l'immobilité ». Il traduit une règle de vie : rester toujours présent au monde, sans cesser de vivre avec la pensée. Voilà peut-être ce qui rend ce livre si juste, si humain, et qui frappe aussi lorsqu'on recroise Danièle Sallesave. C'est ce travail d'attention au réel, cette sensibilité profonde qui la raccorde si solidement à la vie matérielle.

« C'est la même chose, dit-elle, ce qui pousse sur la terre et ce qui pousse dans les têtes. Ce sont les mêmes mouvements. Il faut tenir les deux. » Et les deux sont ici superbement tenus. S'ils sont au cœur des grandes questions de notre époque, ces carnets laissent

uoe large part à la nature, à la musique, aux beautés éphémères de chaque jour. Ils nous dévoilent une femme qui observe le monde pour en saisir les vérités cachées, uoe femme qui ressent autant qu'elle réfléchit.

« Je suis tout le temps mobilisable, mais pas toujours au front », indique, tranquillement, Danièle Sallesave. « Je ne voudrais pas être une intellectuelle qui fait tellement engagée dans des causes que le temps me soit retiré d'arriver un petit matin à bicyclette devant une église romane... »

On pense à cette phrase de Marguerite Yourcenar (1) : « Sympathie (ce mot si beau qui veut dire « sentir avec ») et intelligence sont ou devraient être solidaires (...). Qui ne ressent pas profondément ne pense pas. »

Florence Noiville

(1) Les Yeux ouverts : entretiens avec Mathieu Galey. Éditions du Centurion, 1980, p. 320. (Ce texte a été repris dans Le Livre de poche.)

DISTRIBUTION **distique** 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

LES PARADIS PERDUS V

**LES GRANDES FÊTES D'AOUT (1938)**

**JACQUES DARCANGES**

**Contre le chômage : l'écologie au pouvoir**

**L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres**

En ny Proust? Dargan... O JENSEN

**Extraordinaire "Saga" Un Ecrivain comme on on n'en fait plus"...**

Pierre LANCE "L'Ere Nouvelle"...

**"Une vision planétaire pessimiste mais constructive : Réconcilier Hommes, Économie et Environnement" "Mondes et Cultures" A. MARTIN-SIEGFRIED de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer**



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

La rentrée en lettres étrangères

## D'André Brink à Jin Yi

DERNIÈRES LIVRAISONS  
Essais et documents

**BENJAMIN STORA** : *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*. — Par un auteur qui fait autorité sur le sujet, et qui a déjà écrit, entre autres, *Histoire de l'Algérie coloniale* (La Découverte, 1991), un exposé historique sur le conflit qui devait déboucher sur l'indépendance, après de multiples péripéties politiques et militaires. Des tentatives de réponses sur les nombreux aspects d'une guerre sur laquelle beaucoup de questions se posent encore (La Découverte, coll. « Repères », 123 p., 45 F).

**CHRISTIAN BERNADAC** : *Djebel Tour*. — Retour en Algérie pour l'auteur qui y fut reporter pendant la guerre. Retour également à cette époque de violences mais sur les traces des artistes d'une sorte de music-hall aux armées. La rita à travers un pays en guerre où le tragique se dispute à l'absurde, le terreur ou cocasse (Albin Michel, 255 p., 98 F).

**CLAUDE-MARIE VADROT** : *Sur les traces de Michel Strogoff*. — Grand reporter au *Journal du dimanche*, l'auteur a suivi le parcours du héros de Jules Verne, de Moscou jusqu'au fond de la Sibérie, à la recherche des mythes du passé comme du présent (Pion, 222 p., 120 F).

**GEOFFREY MOORHOUSE** : *Le Pèlerin de Samarcande*. — Sur la Route de la soie, d'oasis en oasis, l'auteur se plait à mêler les fils du passé au tissu du présent, découvrant les somptueux vestiges des tombeaux des anciens khans en bordure de banlieues décrépies et sans âge (traduit de l'anglais par Katia Holmes, Phébus, 207 p., 118 F).

**OLIVIER WEBER** : *Voyage au pays de toutes les Russies*. — A la découverte de ces « nouveaux » Russes qui sont les Ukrainiens, Litواني, Géorgiens et autres peuples du Caucase. Olivier Weber interroge, écoute les histoires personnelles qu'on lui conte et à travers lesquelles se révèlent les nouvelles réalités humaines de ce monde bouleversé (Quai Voltaire, 200 p., 100 F).

**JEAN-MARIE BESSON** : *La Douleur*. — Un bilan des connaissances et des recherches physiologiques et pharmacologiques sur ce sujet. Trop souvent, les médecins soignent la maladie, mais oublient de soulager la souffrance. Or le douleur mine et avilit. Dena l'attente d'un analgésique idéal, l'auteur, chercheur à l'INSERM, plaide en faveur de l'utilisation de la morphine, en particulier pour les douleurs des patients atteints d'un cancer. Cet ouvrage de référence est absolument hostile à la rédemption par la souffrance. (Odile Jacob, 268 p., 140 F).

**OUVRAGE COLLECTIF** : *Max Loreau, 1928-1990*. — En solitaire, à l'écart des institutions et des groupes, Max Loreau meurt comme il a vécu, le 7 janvier 1990. Il nous laisse une œuvre dont l'intensité s'inscrit dans des orientations diverses : seize livres (éparpillés chez plusieurs éditeurs dont six chez Gallimard) traitant de philosophie (Platon, Hegel) et de poésie (Michaux, Deguy, Saint-John Perse, Louis René des Forêts) ou encore de peinture, lorsque Loreau « déchiffre » Dostoevski, Alekchine, Magrita, Picasso et Dubuffet — dont il établit le catalogue raisonné. Son cheminement aboutit à la Genèse du Phénomène (Minuit, 1989), « un corps à corps avec Heidegger », qui paraît peu avant sa disparition. Aujourd'hui, édité par Françoise Loreau, un volume de souvenirs et de méditations réunit des textes de ses quelques amis : Pierre Alekchine, Michel Deguy, Eric Clémens, Bruno Van Camp, Robert Le Gros, Roland Hinnkens, Henri Haynel, Jacques Derrida et Jacques Baudouin. Un ouvrage qui éclaire et transmet la force singulière de la pensée de Max Loreau (Labeat-Hosseman, diff. Distique, 136 p., 165 F).

Après les nouveautés dans les domaines de la littérature française et des essais (« Le Monde des livres » du 8 janvier), voici une liste — non exhaustive — des titres et auteurs qui marqueront la rentrée d'hiver en littérature étrangère.

Ce n'est pas une surprise : l'hiver sera riche d'auteurs anglophones. Commençons, dans ce domaine, par les choix d'Olivier Cohen, toujours originaux et judicieux : outre *L'Homme Jambé*, de Michael Ondaatje, auteur qui a obtenu cette année le Booker Prize (voir la chronique de Nicole Zand dans « Le Monde des livres » du 8 janvier), on ne devrait pas manquer les délectables *Confessions* de Victorio Plun, de l'Anglaise Anne Fine, aussi drôles et acides, mais moins noires, que son *Bonheur mortel* paru en 1990 (éd. de l'Olivier). A suivre, aussi, un jeune auteur américain très prometteur, passé de Rivages à Flammarion, Kaye Gibbons, *Histoire de faire de beaux rêves*.

Ruth Rendell est toujours au rendez-vous avec *Fausse route* (Calmann-Lévy), tout comme André Brink avec *Admirator* (Stock), aussi très attendu, l'autobiographie de Stephen Spender chez Christian Bourgois, deux Jérôme Charyn, *Élémentaire* (Denoël) et *L'Homme qui rajoutait* (Complexe), Anthony Burgess, *Ferraille à vendre* (Grasset, février), Le Nigérite Beo Okri, qui vit à Londres, publie *Étoiles d'un nouveau monde*, en février, chez Julliard ; l'Irlandais John Broderick, mort en 1989, est à La Découverte avec *les Fugitifs*; Chaim Potok chez Latitudes avec *Je suis l'argile*.

Du côté des poètes, on remar-

quera deux Américains : William Clift, avec *Fête nationale*, chez Gallimard, et *Autobiographie*, à La Différence, en mars; John Ashbery, avec *Quelqu'un que vous avez déjà vu*, chez POL.

Parmi les premiers romans, signalons, aux éditions de l'Olivier, *Jernigan*, de David Gates, critique à *Newsweek* (février), *Noir marron beige*, de David Pinkney, un Américain vivant en Angleterre (Rivages), *Hypercool*, de James Mowry, un éducateur américain de trente-deux ans (Pion, « Feux croisés »).

Tonjours dans la même collection « Faux croisés », de Pion, paraît *l'Ermite de la 69<sup>e</sup> Rue*, de Jerzy Kosinski, qui s'est suicidé à New-York en 1991; et en février, on pourra lire le *Royaume enchanté*, de Stanley Elkin.

Dans la collection « Voyages », de Payot, le *Valparaiso*, de John McPhee; chez Phébus, le *Quincent*, un long « feuilleton » romanesque en cinq volumes de Charles Palliser, un universitaire de quarante-deux ans, qui veut, semble-t-il, se mesurer à Eco et qui a connu un succès en Angleterre en 1989 (deux volumes sortent ce janvier, un autre en février); aux Presses de la Renaissance, le *Nain astronome*, de Chet Raymo, et *Marigold*, de l'Australienne Nancy Cato, en février; au Prométhée, chez Gallimard, *Meurtre au Grand Club*, de Cyril Connolly et Peter Levi, ce dernier vient d'être présenté à Paris; dans la collection indienne « Niage rouge » du Rocher, *Retour de l'après-vie*, de P.M.H. Atwater, et *la Prairie*, de Fenimore Cooper; chez Stock, un gros roman de Mark Helprin, *Un soldat de la Grande Guerre*.

Dans le domaine allemand, la première place revient à Uwe

Johnson, mort à cinquante ans, en 1984. Actes Sud publie son autobiographie intellectuelle (*la Romancier des deux Allemagnes*), tandis que sort, chez Gallimard, le volume IV d'*Une année dans la vie de Gesine Greppah*. Signalons aussi le *Bazar du bonheur*, de Franz Hessel (Maren Sell/Calmann-Lévy), ainsi que les *Swiss Urs Widmer (le Paradis de l'oubli)* et Hermann Burger (*Brenner*), tous deux chez Fayard.

Soljenitsyne  
et Brodsky

Parmi les Scandinaves, on retrouvera le talentueux Finlandais Aaro Paasilinna (*les Fils du dieu de l'orage*, Denoël) et on découvrira la Suédoise Kerstin Ekman (*les Brigands de la forêt de Skule*, Actes Sud, février). Pour ce qui concerne la littérature des pays de l'Est, l'hiver sera marqué par la publication de *la Roue rouge* 3<sup>e</sup> édition, mars 17, de Soljenitsyne, chez Fayard, et par des poèmes du Prix Nobel Joseph Brodsky (*Vertumne et autres poèmes*, Gallimard, février). Dans une production assez riche, signalons aussi Friedrich Gorenstein (*Scrabble*, Calmann-Lévy); Edouard Choultain (*Rue de l'armée rouge*, Actes Sud); Mykola Khvylovy (*In Route et l'Éternel*, avec une préface de Leonid Plouchitch, au Rocher, en février); la correspondance et les journaux intimes de Boulgakov, *Les manuscrits ne brûlent pas*, chez Julliard, en mars; la Polonaise Hanna Krall, *les Retours de la mémoire*, chez Albin Michel en février.

Assez peu d'Italiens, mais le bonheur de lire de nouveau Anna Maria Ortese, *La mer ne baigne pas Naples* (Gallimard, février), Claudio Magris, *Une autre mer*

(Arpenteur/Gallimard, en mars) et Primo Levi, *Moutonnet* on *jamais* (Julliard, février). En langue espagnole, beaucoup de titres, parmi lesquels *Cristo versus Arizona*, du Prix Nobel Camilo José Cela (Julliard, février), et *La solitude*, c'est cela, de Juan José Millás (Lafont). Le poète argentin Roberto Juarroz est deux fois au rendez-vous avec *Treizième poésie verticale*, chez Corti, tandis que *Douzième poésie verticale* sort dans la collection « Orphée » de La Différence (n° 147). Phébus publie, en février, le Chilien Salvador Reyes, mort en 1970 (*Monica Sanders*), et Gallimard la Cubaine Marya Montero (*Una nuit avec toi*). La littérature brésilienne continue d'être défendue par Anne-Marie Metalié avec *la Petite Mort*, de Consuelo Penna, et, en février, *Hautes terres*, d'Euclides da Cunha.

Du côté des Japonais : Kenzaburo Oe chez Gallimard (*Lettres aux années de nostalgie*); Yasushi Inoue chez Stock (*Confucius*); et, bien sûr, beaucoup de titres chez Philippe Picquier, avec, notamment, Miyamoto Teru en février (*les Gans de la rue des Rêves*) et Kaiko Takeshi en mars (*Romancier Conté 1933*). Philippe Picquier publie aussi des Chinois, parmi lesquels Chi Ten-shung (*Chanson au bord de l'eau*) et Jin Yi (*Mémoires d'une dame de cour dans la Cité interdite*), tous deux en février.

Jo. S.

D'Erratum. — Le livre de Max Genève, annoncé dans les parutions de l'hiver (« Le Monde des livres » du 8 janvier), a pour titre *La nuit sera chienne* et non *La vie sera chienne*.

La mort  
de Mohamed Salahdine

On ne rencontrera plus son visage carré et harbu dans les villages isolés ou les banlieues oubliées du royaume chrétien; Mohamed Salahdine s'est tu récemment sur une route de son pays. A la fois écrivain, sociologue et économiste, cet éminent brillant et discret de l'intelligentsia « laïque » du monde islamique s'était fait connaître grâce à une poignée de travaux publiés en français, au Maroc ou en France: son talent était d'amener à une connaissance en profondeur du peuple marocain, avec une attention humaine, une sensibilité au détail révélateur des mentalités les plus enfouies, qualités rares parmi les chercheurs actuels du Sud. Il était de la même « race » que Paul Pascon, le sociologue français, devenu marocain, prématurément disparu lui aussi.

On retiendra, de Mohamed Salahdine, son *Tribus, makhzen* (1) et *colons* (L'Harmattan, 1986) et surtout sa très novatrice enquête, *les Petits Métiers clandestins (Le business populaire au Maroc)*, publiée en 1988 (Eddif, Casablanca, 270 p. avec photos noir et blanc).

Docteur d'Etat en socio-économie de Paris-X (Nanterre), Mohamed Salahdine avait notamment enseigné les sciences économiques à l'université de Fès. Espérons que la collection « Je m'intéresse », qu'il avait créée aux Editions maghrébines, au Maroc, sera continuée par ses nombreux amis et élèves.

J.-P. P.-H.

(1) Makhzen: nom arabe de l'administration chrétienne.

Les Nouvelles Editions Ségaler. — Les Nouvelles Editions Ségaler prennent la succession de la Librairie Ségaler, créée en 1986 par Frédéric Birt et disparue en 1991. A la mort de son fondateur, Gênes par Jean-Paul Morel, les Nouvelles Editions envisagent de publier un à trois titres par mois, essentiellement dans le domaine de la biographie, mais aussi dans le cadre d'une collection intitulée « Bibliothèque de l'écrit » et rassemblant des ouvrages de la littérature française de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Premier titre, paru en janvier, une biographie de James M. Cain par François Guérif.

## La leçon de Bronislaw Geremek

L'historien et homme politique polonais a inauguré sa chaire au Collège de France

Feux de la rampe, caméras, hrouhaha, fébriles va-et-vient des grands jours, salles comblées où se pressent hommes de pouvoir et hommes de savoir un instant assomblés. Le silence. Commence la leçon, vendredi 8 janvier, à la toute neuve chaire internationale au Collège de France, rituelle et post-moderne. Un être plutôt mince, un peu gauche, d'émotion sans doute, tête poivre et sel d'où émergent deux yeux profonds, brillants, agiles. Et tout de suite une voix calme, fervente, assurée. Non point celle de Gorbachev — on parla de lui pour cette chaire, — mais celle de Bronislaw Geremek, historien du Moyen Age égaré sur l'océan de la politique. Est-ce un hasard qu'à un siècle et demi de distance Mickiewicz et Geremek, deux Polonais, débirent en ce même lieu une si forte méditation sur l'universalité du destin de leur nation dans l'Europe? Voici qu'à nouveau revient, au rivage du Collège, la vague d'un océan magnifique, l'histoire de la liberté.

Geremek nous en prévient dans un superbe plaidoyer: l'histoire ne se laisse pas enrober dans les destins nationaux, les particularismes étroits: l'historien veut ressaisir plutôt les traits universels de la condition humaine. Et comment? Par la fabrication d'une histoire sociale, décidément avide de chair fraîche, généreuse dans son humanité, méfiante à l'égard de

tout discours de la méthode. Avis aux apprentis épistémologues et aux théoriciens d'un marxisme trop obliques que Marx fut meilleur historien de son XIX<sup>e</sup> siècle que le Moïse des temps modernes.

L'histoire que Geremek écrit est une physiopathologie du corps social — et, ce en ce sens, il tend la main aux grands historiens libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle, un Quinet, un Michelet. Il a décrit en quelques livres majeurs — notamment ses *Morginoux parisiens aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (1) — les signes anciens d'une pathologie sociale, tout ce qu'en bref révèle les exclusions: celles-ci sont évidemment l'envers des solidarités, des sociabilités médiévales. Rien de surprenant donc à son entrée en politique, sous la bannière de Solidarnosc, si toutefois l'on veut bien admettre que le hasard n'existe pas.

Deux exemples  
d'exclusion

Geremek entend dans ses cours étudier deux exemples étonnants des exclusions d'autrefois: le signe qui est, peu à peu, imposé aux juifs à partir de 1215, dont le dernier avatar est la sinistre étoile jaune, et le « complot des lépreux » en 1321, « *perverse machination contre les personnes saines* ». L'un et l'autre cas ont servi, hélas! la cause d'une identité et d'une sociabilité communes, comme si les sociétés de l'Occident médiéval n'avaient pu satisfaire leur quête de cristallisation qu'en attisant leurs propres frustrations.

Et le médiéviste de s'étonner de ces deux renversements stupéfiants, où l'histoire paraît bégayer, stupide, quand le temps du grand équilibre, le XIII<sup>e</sup> et le début du XIV<sup>e</sup> siècle, révèle le visage de la noire exclusion, et quand le temps des libertés retrouvées, cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, vomit les appels à la violence et à la xénophobie. Quand, dans la vie sociale, l'espoir s'affaiblit,

il y a place pour la haine, comme si la vision des lointains horizons était insupportable, révélaient les peurs et soulevait le cœur.

L'historien ne peut davantage se soustraire au devoir de parler. Peut-être n'y a-t-il point de morale de l'Histoire, l'histoire pour lui n'apporte rien; en revanche, il y a une morale de l'historien, fort de son regard de contemporain. Et au programme de ses séminaires Geremek veut instruire les problèmes de l'après-communisme, exposer les dilemmes et les paradoxes de l'historien sauvé des eaux, nouveau Moïse sans Tables de la Loi, méditant désormais à l'égard des mirages d'autrefois. A commencer par une forte confession sur le rôle de l'économie, maillon faible toujours: dilemme, car le signe clinique d'une incapacité économique a sonné l'heure de la démocratie dans les pays de l'Est européen, et pourtant la persistance de ce signe met gravement en danger la santé démocratique. Que faire alors? Retour aussi à la question nationale, redoutable, qui renvoie aux émotions du Moyen Age, et à celles du XIX<sup>e</sup> siècle, suscitant des doutes sérieux sur l'extension de l'idée européenne. Et que faire du mouvement de balancier, de la vengeance qui sourd à l'Est contre les anciens maîtres? Enfin, dernier dilemme, l'espoir, dont Solidarnosc s'était fait le flambeau, d'une société civile juste et égalitaire paraît éteint, privé de ses références au bien commun. Comment faire? Autant de thèmes que Geremek vient de brasser en prémisses dans une belle méditation au long cours avec Georges Duhy (2).

Guy Lobrichon

(1) Flammarion, 1976.

(2) Passions communes. Entretiens avec J. Sainteny, Le Seuil, 1992.

\* Dans un ensemble consacré au « grand défi de l'écologie », le dictionnaire du *Monde des Débats*, paru le 10 janvier, publie de larges extraits de discours inaugurant le séminaire Geremek.

## EN POCHE

## Valéry et Hofmannsthal

« Est poète celui auquel la difficulté inhérente au vers donna des idées — et ne l'est pas celui auquel elle les retire. » Paul Valéry fut-il penseur — et penseur de la poésie comme d'une multitude d'autres questions — davantage que poète? Sans doute, mais l'essentiel est plutôt dans ce rapport à l'« idée », dans ce perpétuel renvoi à la pensée, suggéré par cette citation. C'est donc une initiative excellente et éclairante que de proposer, à partir des rubriques « poésie » du classement amorcé par Valéry lui-même, un choix de textes extraits des *Chahiers*.

Due à Judith Robinson-Valéry, cette édition, dans la collection « Poésie-Gallimard » est tirée de la collection de la « Pléiade » et actualisée pour l'annotation. Elle montre l'Ego scriptor tuteur de l'una da ces rubriques au travail, au regard pensant — poétiquement. Et on ne peut imaginer regard plus pénétrant, intelligence plus vive et multiforme — au-delà même de la conception de la poésie qui est celle de Valéry.

Hugo von Hofmannsthal rencontra Paul Valéry à Paris en 1900, mais la alliance, l'aphasie poétique, dont il expliqua admirablement la nature dans la *Lettre de Lord Chandos*, sont fort différents de la fameuse « crise de Gènes » traversée par l'auteur du *Cimetière marin* en 1892. Toujours en « Poésie-Gallimard », Jean-Claude Schneider présente ses traductions (et celles d'Albert Kohn) des textes sur la poésie (dont la *Lettre de l'écrivain viennois*). Parmi ces pages (qui complètent l'édition des poèmes due à Jean-Yves Masson, dans la collection « Orphée »), notons la très belle méditation, datant de 1907, « les Chahins et les rencontres ».

► *Ego scriptor et petits poèmes abstraits*, de Paul Valéry, présentation de Judith Robinson-Valéry, « Poésie-Gallimard ».

► *Lettre de Lord Chandos et autres textes*, de Hugo von Hofmannsthal, traductions de Jean-Claude Schneider et Albert Kohn, « Poésie-Gallimard ».

► Franck Venaille consacre un chevron volume de la collection « Poésie d'aujourd'hui » (n° 268), chez Seghers, à Pierre Morhange.

Mort en 1972, tombé dans cet oubli où l'on régresse, pour ne plus les lire, certains auteurs, Morhange « humaniste au désespoir », communiste en rupture de parti, a développé un « art de la précarité, de la fragilité, du souvenir », dont Franck Venaille donne quelques beaux exemples.

► « La poésie comme l'amour risque tout sur des signes », écrit Michel Deguy dans *Où dire*. Selon Alain Bontand, qui préface la réédition de ce recueil datant de 1968, Deguy inaugure à une mise en cause de la prénotation du langage poétique à figurer quelque objet, à « faire voir au-delà du temps de l'écriture ». C'est sur la ruine de cette prétention que la poésie existe (La Différence, coll. « Orphée », n° 136).

► Dans la collection « Orphée » encore, et toujours dans le domaine français (ou de langue française), Jean Romain présente

Un grain de blé dans l'eau profonde, de l'écrivain suisse Georges Haldas (n° 136); la *Route du sel*, recueil paru en 1964, du Belge Roger Bodet (mort en 1973) permet d'entendre une voix surprenante aux accents nocturnes et hallucinés; présentation de René Lacôte et Anne Richter (n° 138).

► Toujours chez « Orphée », dans le domaine étranger, en bilingue: *Toile écrite*, du Péruvien Jorge Najar, né en 1940, choix et traduction de Marilynne-Armande Renard, préface de l'auteur (n° 137); *Mon cœur pris par la tornade*, du Russe Ivan Souline (1870-1953), choix, traduction et présentation de Madeleine de Villaine, avant-propos de Vladimir Nabokov (n° 144); la *Passant*, d'Yvan Baty, poète tchèque mort en 1990, traduit par Erika Abrams, présenté par Zbyněk Hájek (n° 141); *Un torrent de montagne*, de Heideh T'so, poète chinois du VIII<sup>e</sup> siècle, traduit et présenté par Pierre Lorain et Zhu Jie (n° 141).





# Le procès des médias

Traitant de l'archaïsme économique du secteur comme des dérivés de l'information-spectacle, Alain Minc se fait, avec « le Média-choc », procureur... et avocat. Car « ce ne sont pas les médias qui commandent à la société, mais elle qui les façonne et les modèle »

## LE MÉDIA-CHOC

d'Alain Minc.  
Grasset, 248 p., 100 F.

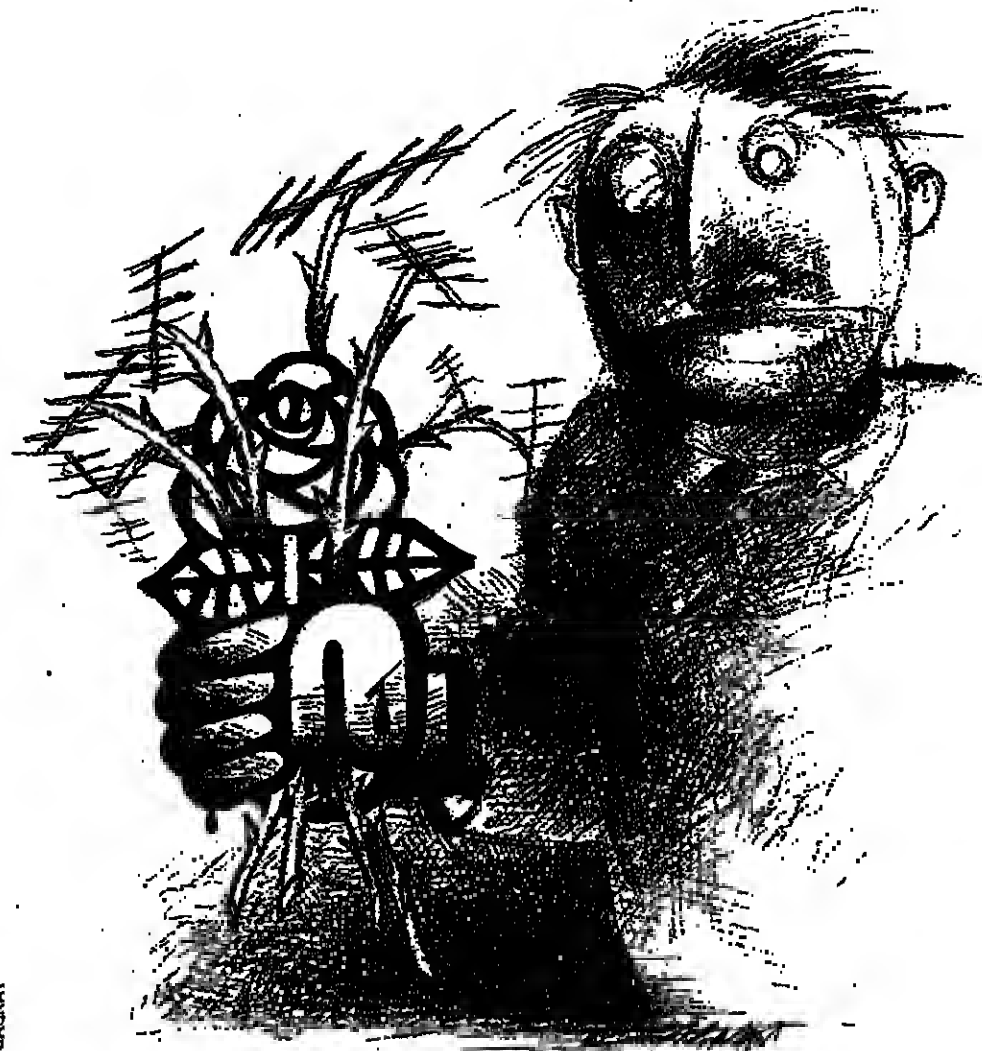
Une pièce de plus au dossier déjà lourd d'une accusation multiforme contre les médias ? Le Média-choc, qu'Alain Minc vient de publier chez Grasset, a une autre ambition, celle de faire le procès (instruction judiciaire, assises et sentence comprises) de la folie médiatique. Depuis près de deux ans maintenant, les débordements et les remous qu'elle occasionne tant dans les sphères du pouvoir que dans la société ont fait l'objet de multiples colloques et articles. Qualifié de contre-pouvoir irresponsable par l'un des auteurs les plus médiatiques de la société française, le système média est donc examiné jusqu'à ses fondements. Dans une première partie (« Un mauvais roman »), Alain Minc fait d'abord l'instruction d'un secteur économique, victime tout à la fois de son impéritie, de ses corporatismes autant que des décisions irrationnelles des technocrates. Qu'il s'agisse de la télé-

sion haute définition, des satellites, de la privatisation de TF1 ou du syndicat du Livre, l'archaïsme médiatique est passé au crible.

Dans une seconde partie (« Le procès »), Alain Minc se drape dans la robe du procureur et part en campagne contre l'information-spectacle - « fille du satellite autant que de la faillite des institutions classiques » - contre la politique, devenue esclave de l'opinion publique - et, par conséquent, des médias faiseurs d'opinion, - ou contre l'impunité dont jouissent les médias dans les dégâts qu'il leur arrive d'occasionner.

En conclusion, Alain Minc quitte cependant l'habit d'accusateur public et se fait avocat de la défense ébahi de plaider les circonstances atténuantes. S'il y a dérèglement médiatique, analyse-t-il, c'est d'abord parce qu'il y a dérèglement institutionnel et politique. « L'Etat et la société civile sont les responsables des dérives médiatiques. (...) Malgré les apparences, les redoutables et la mégamécanie, ce ne sont pas les médias qui commandent à la société, mais elle qui les façonne et les modèle. » Bref, échangeons la société et les médias changeront. C.Q.F.D.

Yves Mamou



## Jean-Noël Jeanneney : « Un sentiment de caricature »

Statut de la presse écrite et de l'audiovisuel, intervention de la puissance publique, reconnaissance du marché, etc. : les thèmes abordés par le dernier ouvrage d'Alain Minc - qui égratigne largement le bilan de la gauche dans ce domaine - ne pouvaient pas ne pas faire réagir le ministre de la communication, M. Jean-Noël Jeanneney. Le Monde a organisé un face-à-face avec l'auteur.

Jean-Noël Jeanneney. - J'ai lu le livre d'Alain Minc avec intérêt que l'auteur imagine, à la fois en tant qu'acteur politique, historien et citoyen. En ce qui concerne la radio, la satisfaction d'Alain Minc me fait plaisir. L'équilibre qu'il

reconnaît illustre, de façon éblouissante, les vertus du double secteur, privé et public. Cette situation n'est pas tombée du ciel, et je veux le souligner, puisque le livre fait reproche d'un certain nombre de décisions aux années de gauche. Elle résulte de deux grands mérites : l'ouverture de la bande FM à plus d'un millier de radios privées, l'efficacité de Radio-France, protégée désormais contre les risques d'une dérive que provoquerait l'arrivée de la publicité commerciale sur ses antennes.

Sur la presse écrite, je partage les préoccupations de l'auteur, même si j'ai envie d'apporter des nuances, de distinguer mieux, par exemple, la situation préoccupante de la presse quotidienne nationale et celle des périodiques ou de la presse régionale, même

s'il y a un aspect que le livre ne met pas assez en valeur : nous sommes, jusqu'à présent, protégés contre la presse ignoble, la presse de caniveau, qui explique certaines prospérités en Allemagne et en Grande-Bretagne. Cela étant, j'en viens à mon désaccord profond, qui touche la télévision.

Je suis surpris de la tonalité générale du livre. Quand je lis « faillite collective », j'ai envie de dire « fièvre ! ». Quand je lis « fiasco total », bigre ! Quand je lis « rien ne va plus », holà ! Si de tels excès rendent d'abord la démonstration plus frappante, ils altèrent, en définitive, son efficacité. Même chose pour le titre. Au premier abord, on se dit : c'est intéressant, c'est brutal, et quand on essaie de comprendre ce que « média-choc » veut dire, on doit constater que cette expression vaguement américanisée ne signifie pas grand-chose. Votre goût des formules ramassées aboutit à donner un sentiment de caricature qui, souvent, me fait penser à un mot de Clemenceau, à propos du président Wilson : « Il plane au-dessus des faits qui ont l'inconvénient d'être... »

Alain Minc. - Sur la presse et la radio, il est normal que le ministre de la communication rende hommage à la pierre apportée dans une longue chaîne par la gauche, qui a été moins maladroite que sur d'autres sujets. Cela dit, ce qui a fait, pour une grande part, la vertu de la radio, c'est que l'Etat s'en est fort peu mêlé. C'est un système qui a évolué dans une dynamique progressive, un peu d'ailleurs comme la télévision aux Etats-Unis. Les fantasmes n'étaient pas les mêmes. Sur la presse, la presse-poubelle, Dieu merci, nous en sommes protégés par la loi Pompidou de 1970, sous-produit de l'affaire Markovitch. Cela dit, dans ces mêmes pays qui connaissent la presse-poubelle, la presse de qualité est largement plus diffusée que son homologue en France. Le problème est essentiellement celui de la presse quotidienne nationale et, de ce point de vue, c'est un problème démocratique. Avoir une presse d'opinion en voie d'affaiblissement prononcé, c'est un vrai risque démocratique.

Sur la télévision, dans l'encadrement fatal qui marque la décennie, le ministre de la communication ne peut pas partir du même point d'origine que moi, à savoir le jour où M. Mitterrand a privatisé la télévision, en octroyant des chaînes comme, du temps de Louis XIV, on nommait des fermiers généraux. Cette première hérésie a trouvé son équivalent à droite avec la privatisation de TF1. Compte tenu du prix très élevé auquel TF1 a été privatisée, une logique de la rentabilité,

conduisant à la dictature de l'Audimat, était inévitable. Quand j'entends le ministre de la communication se réjouir que la publicité commerciale n'ait pas pénétré France-Inter, j'attends avec beaucoup d'intérêt qu'il m'explique en quoi le niveau très élevé de la publicité commerciale permet à France 2 d'échapper à la logique de l'Audimat.

J.-N. J. - Première observation : ce niveau est en baisse tendancielle marquée : 67 % du budget d'Antenne 2 en 1987, 42 % en 1993. En règle générale, Alain Minc utilise des procédés rhétoriques qui lui permettent de pousser artificiellement le tableau au noir. Embellir ce qui se passe ailleurs, par exemple, ou encore faire comme si la télévision avait le monopole de l'irrationnel. Vous-même, observateur, et acteur de la vie économique, mêlé à des mouvements divers et spectaculaires, OPA et autres, ne pouvez pas nier que la part de passionnel ou d'irrationnel est élevée dans tous les secteurs.

Alain Minc :  
« La gauche n'a pas su créer les contre-pouvoirs qu'impose la propriété privée du capital »

A. M. - L'affectivité qui touche aux médias est sans égale. Au point qu'il faut que le processus de décomposition soit beaucoup plus prononcé que dans toute autre matière pour que le politique ose se couper la main.

J.-N. J. - D'autre part, vous négligez la dimension historique, la « dignité du temps », comme disait M. de Staël, qui seule dessine l'évidence des progrès et minimise la portée des accidents de parcours.

Evitons de raisonner avec le confort que permet la connaissance de la fin de l'histoire. Les progrès sont faits, dans tous les domaines, de toute une série d'avancées - et d'impasses.

Un autre procédé rhétorique consiste à omettre ou à évoquer à peine tout ce qui a été fait de bien, et qui va contredire la thèse de l'auteur. Le livre, à cet égard, date déjà. Quelques exemples. Les centrales d'achat, dont le fonctionnement pouvait susciter les plus vives critiques. Ce gouvernement a eu le courage de s'attaquer aux problèmes et d'organiser enfin la transparence du marché publi-

taire. Autre exemple : aucune préoccupation éducative, pédagogique, dites-vous. C'est précisément le souci, l'effort de ce gouvernement de pallier ce manque, l'un des plus étonnants, par comparaison avec le Japon ou l'Angleterre. Il y aura tôt ou tard une télévision éducative, et nous aurons mis le mouvement en branle. Dernier exemple : le câble. 1992 a vu son vrai départ. Plus d'un million d'abonnés, c'est un progrès. Ce n'est pas la faillite. La presse spécialisée rend compte désormais de ses programmes, signe frappant.

A. M. - Au franc gâché par ailleurs, la France aura établi, en matière de câble, un record absolu. Cet argent a été gâché par une approche loufoque, qui a duré des années. Se réjouir d'un million d'abonnés au câble, quand on pense qu'en France d'aujourd'hui on ne doit pas être très loin d'une dépense de 35 milliards (on est à 25 milliards de francs de l'époque) ! C'est un gâchis d'argent qui aurait permis bien davantage de rétablir l'équilibre au profit du service public.

Deuxièmement, je n'ai jamais parlé de chaîne éducative. J'ai parlé de préoccupation éducative et pédagogique. La télévision anglaise me paraît être le système le plus intéressant : il y a des obligations pédagogiques à l'intérieur des chaînes, y compris privées. Or je pense que le projet de chaîne éducative, qui rejoint tout à fait la philosophie d'ARTE, est un projet formidablement protecteur des intérêts classiques de la corporation pédagogique française. Le problème n'est pas de faire une chaîne éducative à certaines heures, c'est de voir comment la télévision devient un instrument pris en compte par le monde éducatif dans son propre processus. D'une certaine façon, on fait une chaîne éducative, on se donne bonne conscience sans toucher au cœur du système. Il m'intéresserait beaucoup plus de savoir si ce gouvernement envisage de proposer qu'il y ait 25 % d'émissions éducatives sur France 3, comme il y en a aujourd'hui sur BBC 2, chaîne publique, sans parler du cahier des charges de Chanel 4, qui réserve un pourcentage équivalent d'émissions éducatives.

J'attends enfin avec beaucoup d'intérêt que le ministre de la communication m'explique en quoi la France, la gauche française, auront réussi leur parcours dans l'audiovisuel en inventant la télévision commerciale d'Etat.

J.-N. J. - Trois chaînes de chaque côté, trois chaînes privées, TF1, M6 et Canal Plus, trois chaînes publiques, France 2, France 3 et ARTE, qui pour la première fois sont toutes bénéficiaires en 1992, c'est, à moyen

terme, la meilleure garantie de trouver un équilibre qui est en train de s'installer, à condition qu'il n'y ait pas de bouleversements coupables d'origine exogène, et qui garantisse une pluralité croissante dans l'effort de programmes et les lionceaux de programmation.

A. M. - Trois chaînes publiques, trois chaînes privées : le problème n'est pas là. Le problème, c'est la régulation par la loi. Considérer comme chaînes publiques une chaîne hyperlibérale comme ARTE et une chaîne, France 2, qui colle totalement au modèle dominant est une erreur. Le fait que le capital soit public ne change rien à l'affaire. Comme en matière de presse, ce n'est pas la possession du capital qui compte. Ce qui importe, c'est la nature des ressources, le style des pressions, le style de logique qui est à l'œuvre. Se satisfaire de ce système et penser que la propriété du capital préserve des pressions montre bien une fois de plus que la gauche est en retard : le problème est désormais celui de la régulation juridique qu'on impose au marché.

J.-N. J. - La logique de la propriété privée est, quoi qu'il arrive, celle du profit. C'est elle qui explique la stratégie de TF1, et ce que cette chaîne donne à voir. Le prix payé en 1986 n'y change pas grand-chose. Dans sa passion de polémique, Alain Minc mélange la critique intellectuelle et l'appréhension morale de façon surprenante. Il dit, par exemple : quelle bourse, on a mis ARTE sur le canal de la Cinq ! C'est une « mauvaise action ». C'est « comme si on obligeait les lecteurs de San Antonio à s'abonner à la NRF ». Pour quel quel un qui prétend, à juste titre, que le contenu est plus important que le contenant, voilà qui n'est pas sérieux ! Des quantités de gens, de toutes formations, notamment dans les villes moyennes et les campagnes, peuvent avoir envie d'accéder à des éléments de culture dont les intellectuels parisiens sont abreuvés. La collectivité peut bien consacrer 1 milliard à rendre cette richesse nouvelle accessible à tous. C'est une contribution à l'aménagement du territoire et à l'équilibre de la nation. Pas seulement culturel : géographique.

A. M. - Un milliard pour une audience à peine supérieure à celle, résiduelle, de la mire. En réalité, après avoir nié le marché, la gauche a découvert sa réalité sans en mesurer la brutalité : elle n'a pas su créer les contre-pouvoirs qu'impose la propriété privée du capital.

Propos recueillis par  
Jean-Marie Colombani

**Le Monde EDITIONS**

**NIPPON**  
**LE JAPON DEPUIS 1945**  
WILLIAM HORSLEY ET ROGER BUCKLEY  
Traduit de l'anglais par Dominique DUDOUBLE

Cinquante ans après son effondrement, le Japon s'impose aujourd'hui comme la superpuissance mondiale. *Nippon* raconte l'histoire de cette réussite exceptionnelle, qui a aussi sa part d'ombre... indispensable pour comprendre la mentalité actuelle du Japon. *Nippon* est une série de 4 documents en 2 cassettes vidéo. Une coproduction BBC-LMK Images, de Peter Pagnamenta et Roland-Pierre Paringaux.

**Cassette 1**  
Première époque : L'empire ruiné. De 1945 aux années 60.  
Deuxième époque : Le retour en force. 1964-1980.

**Cassette 2**  
Troisième époque : L'empire ressuscité. Le Japon des années 80.  
Quatrième époque : L'archipel du futur. Le Japon aujourd'hui.

**BON DE COMMANDE**  
Règlement ci-joint par chèque à l'ordre du Monde-Éditions  
5, rue Antoine-Bourdelle, 75013 Paris

	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Le livre	125 F	.....	.....
Les vidéos			
cassette 1	99 F	.....	.....
cassette 2	99 F	.....	.....
cassettes 1 & 2	180 F	.....	.....
Le livre et les vidéos	269 F	.....	.....
Total de la commande			.....
franc de port			.....
Nom ..... Prénom .....			
Adresse .....			

LE MONDE DES LIVRES  
LETTRES JAPONAISES

# « Erotiques » mode d'emploi

On édite, pour la première fois, les estampes d'Utamaro.  
Mais en cherchant plus à frapper qu'à informer

**LE CHANT DE LA VOLUPTÉ**  
d'Utamaro.  
Edition de Hayashi Yoshikazu,  
préface de Kobayashi Tadashi,  
traduit du japonais  
par Jacques Levy.  
Ed. Philippe Picquier,  
150 p., 350 F.

L'art érotique japonais est galvaudé : il est à la fois fondamentalement mal connu et réduit à une sorte de griviserie fin de siècle, une mièvrerie exotique supplémentaire. La pudibonderie des autorités japonaises depuis la restauration de Meiji (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) l'a banni au nom de la bienséance. Depuis quelques années, cependant, réapparaissent des revues et des ouvrages de qualité comportant des reproductions nno « caviardées » (vulniant les organes sexuels) du grand art érotique.

Il est d'autant plus regrettable que les éditeurs Picquier, en publiant *Le Chant de la volupté* (sous ce titre « exultant » sont rassemblés quatre albums d'Utamaro), n'aient pas cherché à remédier à cette carence en matière de connaissance. Sans visuellement. A part la reproduction d'estampes non censurées, dont certaines sont en couleurs, ce livre, de présentation agréable, n'apprend rien, en effet, ni sur l'art érotique japonais — qui a droit à quatre pages d'introduction — ni même sur ce qu'il représente dans l'œuvre d'Utamaro (1753-1806). En revanche, ont été traduits les courts dialogues salaces qui accompagnent les estampes : un souci d'exhaustivité qui eût été méritoire s'il était accompagné d'un travail critique, mais qui, en l'absence de celui-ci, ne fait qu'accroître le caractère scabreux du livre, évoquant la signification tout esthétique que qu'« socio-historique » des œuvres présentées.

## La « scène » du fantasme

Le parti pris de présenter ces estampes sous leur jour le plus cru est d'autant plus surprenant que l'original du livre de Hayashi Yoshikazu (1) contient des données dont on aurait pu s'inspirer. Approche, certes, brouillonne d'un artiste aussi érudite que peu méthodique, mais dont on aurait pu extraire quelques commentaires qui auraient alimenté une présentation plus substantielle — si tant est qu'on ait voulu faire un travail sérieux. Inédites en publication française, ces estampes d'Utamaro le sont assurément, mais leur présentation relève d'une propension aussi déléguée que contestable à frapper le public plutôt qu'à l'informer.

Or une erreur fondamentale serait d'appréhender les jeux d'alcôve japonais dans la perspective occidentale de l'érotisme, en croyant y découvrir une sanction de transgression ou de provocation. Les aspects charnels de l'amour, que l'on retrouve en littérature ou dans l'art figuratif nippons, ne s'inscrivent pas dans une telle conception (2).

L'art érotique, tel qu'il se développe à partir, en particulier, de l'œuvre du graveur Maronubu



(1618-1694), pour devenir, par sa diffusion et malgré des interdictions répétées, une expression à part entière de l'art de l'estampe, aurait appelé plusieurs commentateurs. Tout d'abord, sur le plan de l'histoire, les graveurs héritent, certes, d'un art érotique antérieur, mais ils travaillent surtout en étroite liaison avec les auteurs de littérature licencieuse de l'époque et ils reflètent, plus largement, l'essor de la culture populaire urbaine : « protobourgeoise », qui se forge alors. L'estampe érotique renvoie donc à une histoire des mœurs (et de la sexualité, explorée par certains spécialistes japonais).

Sur le plan esthétique, en outre, l'une des particularités de l'art érotique japonais est la conjugaison d'un extrême réalisme et d'une exagération outrancière des organes sexuels, que l'on ne trouve pas dans les érotiques chinois, par exemple. Cette exagération introduit, selon certains auteurs, un effet de fantaisie délibérée qui, à la fin, sti-

mule l'imaginatif et libère l'acte figuré de toute dimension éthique. Les amants évoluent sur une « autre scène » : celle du fantasme.

En ce qui concerne Utamaro, enfin, il eût été intéressant d'attirer l'attention du lecteur sur la tension diffuse qui sourd de l'abandon de ses personnages. Il y a, chez lui, une sensualité inquiète, alors que dominait, chez des graveurs précédents, un plaisir plus entier, plus insouciant. Par la suite, en revanche, chez Kunisada ou Kunisada, graveurs de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'érotisme sera autodestructeur, violent. L'art érotique japonais attend encore un grand livre.

Ph. P.

- (1) Le nom probable ici le prénom.
- (2) Signalons une tentative d'analyse cherchant à éviter ce travers : *Shunga, The Art of Love in Japan*, de Tom et Mary Anne Evans, Londres, 1975.

# « Plus artistiques que les photos de Madonna ... »

Longtemps réservée à un cercle d'amateurs ou circulant sous le manteau en éditions limitées, les livres érotiques de l'époque Edo (XVI<sup>e</sup>-milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) et les reproductions d'estampes les illustrant ont, à nouveau, droit de cité, au Japon, sur les étagères des librairies. Et ils connaissent de grand succès.

Ainsi, introduction aux livres érotiques d'Edo (Edo shon e yosokos), de Yoshikazu Hayashi, publié en août, a déjà été vendu à 25 000 exemplaires. Un second volume est prévu pour le début de 1993. Le même éditeur, Kawade Shobo, a en cours de publication une collection, en vingt-deux tomes, des maîtres des estampes érotiques (*Edo makura eshi shusei*), dont le quatrième volume sort en février. Shinchosha, pour sa part, a publié en juillet un album de Portraits de Belles et d'estampes érotiques (*Bijinga to ehon*), du graveur Maronubu (1725-1770), plus connu pour ses Belles que pour ses œuvres érotiques. Celles-ci ne manquent pas d'une rousaille d'humour puisqu'elles ont pour protagoniste un homme qui, ayant absorbé une potion magique, devient nain et se dissimule n'importe où pour épier les débats amoureux.

Quant à K. K. Best Sellers, éditeur plutôt connu pour des livres destinés aux hommes

d'affaires, il a publié en septembre la septième volume de la série « Ukiyo-graphie », consacrée à la Voie de l'érotisme à travers les estampes. Les premiers volumes auraient déjà été vendus à 500 000 exemplaires. Objet d'interdictions répétées du shogunat, qui se préoccupait, cependant, davantage de surveiller les déviances politiques que les mœurs du petit peuple, puis frappés par une loi de 1873, et, enfin, par un article du code pénal après-guerre, les classiques de l'érotisme japonais profitent aujourd'hui du tout récent relâchement de la censure sur l'image et, notamment, la figuration des organes sexuels (*le Monde* du 3 novembre). Il y a quatre ans, un livre sur les estampes érotiques de Yoshikazu Hayashi avait été censuré.

« Les estampes érotiques sont plus artistiques que les photographies illustrant la vie de Madonna (qui a eu des controverses avec la censure et a, finalement, été peu retouchée). Elles sont aussi révélatrices des mœurs de l'époque Edo et, à ce titre, méritent d'être connues », explique un employé de la librairie Shonan Grand, dans le quartier des bouquinistes de Tokyo. Tout un préambule y est consacré à ce genre de littérature.

Ph. P.

# Les fêtes galantes de Kafu

Le monde du plaisir, des « filles de peu », fut, jusqu'à sa mort, l'univers de prédilection de l'écrivain

**UNE HISTOIRE SINGULIÈRE A L'EST DU FLEUVE**  
de Nagai Kafu.  
Traduit du japonais  
par Alain Nahoum.  
Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient », 133 p., 79 F.

**CHRONIQUE D'UNE SAISON DES PLUIES**  
de Nagai Kafu.  
Traduit du japonais  
par Marc Mécarié.  
Ed. Philippe Picquier, 160 p., 98 F.

Une histoire singulière à l'est du fleuve est l'une des œuvres les plus achevées de Nagai Kafu (1879-1959) (1). L'auteur opère dans ce court roman qui tient du récit poétique un retour sur lui-même : l'histoire que conte le narrateur, lui-même écrivain, s'enchevêtre à l'écriture d'une nouvelle à laquelle il serait en train de travailler. Un va-et-vient qui donne au récit le mur d'un essai, moins sur le fait d'écrire un roman à venir, à l'instar de Gide dans *Les Faux-Monnayeurs*, que sur cette alchimie qu'opère l'écrivain, nourrissant l'œuvre de son expérience personnelle. Il n'y a pas, dans cet apparent dédoublement de la fiction, qu'un artifice : rarement une œuvre fut plus intimement liée à une vie.

Ce roman a été écrit en 1936 et publié l'année suivante, époque où le Japon avait définitivement basculé dans l'aventure militariste et l'engrenage de la guerre. Kafu s'est plus que jamais replié sur cet « exil intérieur » qui fut le sien à partir du moment où, de retour d'un voyage aux Etats-Unis et en France, il prit conscience de l'impasse dans laquelle se trouvait l'intellectuel japonais face au régime.

Pour lui, ne pas s'engager — l'alternative se résumant, à l'époque, à la prison ou la collaboration — fut d'une certaine manière un engagement. Et Kafu s'enfuit vers ce qui allait être jusqu'à sa mort son univers de prédilection : le monde du plaisir, des « filles de peu ». Se situant dans la veine des romans de divertissement de l'époque précédant la restauration de Meiji (1868), il appartenait à la ville à la recherche de l'Edo (ancien nom de Tokyo) des graveurs. Dans les années 40, tout en continuant à écrire, notamment son *Journal*, Kafu ne publia pratiquement plus rien, et jamais, par la suite, ses œuvres n'égaleront les récits de l'avant-guerre.

Au fil de l'histoire de cet écrivain vieillissant qui passe les chaudes soirées d'un été dans le quartier de plaisir de Tamanni avec une prostituée qu'il cessera de voir à l'automne, Kafu compose une sorte d'éloge d'un quartier qu'il avait fait sien, comme en témoignent son *Journal*, dans lequel figurent notamment de petits plans des lieux.

A Tamanni, quartier de prostitution illégale qui naquit après le grand tremblement de terre de 1923 sur la rive est de la Sumida, Kafu est chez lui parmi les marchands ambulants, arpenteur le labyrinthe des ruelles en homme aimant s'abandonner aux lieux comme aux rencontres. Il excelle à évoquer une atmosphère : ici, celle, à la sensualité un peu lourde, de nuits d'été moites où se dilue le désir.

## Ephémère intimité

Par tranches, s'attachant au détail, aux couleurs et aux sensations infimes, il entraîne le lecteur dans le monde évanescant des plus de la société admise. Il décrit surtout admirablement ce qui le lie à ce monde ombreux. Kafu n'est pas un libertin. S'il a choisi de fréquenter les « filles en marge », filles de noces ou filles de bars, filles des labyrinthes, c'est qu'il affectionne ce lien ténu, cette éphémère intimité qui sourd parfois d'une rencontre fortuite avec celle qui « reçoit chaque soir on ne sait combien d'hommes », mais sait aussi, au détour d'un regard ou d'un souvenir, n'être qu'une femme tendre et chaleureuse, confuse d'une attention telle une jeune fille.

« C'est au fond des vallées du vice que l'on peut cueillir et amasser en abondance les belles fleurs des sentiments humains et les fruits parfumés des larmes », écrit-il dans *Rêves inachevés*.

Sa liaison avec O-yuki, la fille des ruelles attendant le client près de sa fenêtre, fut de cette nature : « Aucun de nous ne connaît jamais le vrai nom ni l'adresse de l'autre. Nous devinons simplement intimes dans une maison au bord du canal où bondonnaient les moustiques, dans une ruelle à l'écart, à l'est du fleuve Sumida. Notre relation était telle que, dès lors que nous serions séparés, nos existences n'auraient aucune occasion, nul moyen de se retrouver à nouveau. Sans doute n'avait-elle été que le divertissement d'un amour léger... »

## « Fleurs artificielles »

Ce roman marque aussi le retour de Kafu vers les faubourgs de la ville après qu'il eut fréquenté les quartiers du centre et les filles des cafés et des bars, nouvelle mode du Tokyo des années 1920-1930. Un monde où il s'égratigna. Il le décrit dans *Chronique d'une saison des pluies* (2), publié en 1931, qui fait pendant à *Rivalités* — traduit sous le titre de *Du côté des saules et des fleurs* (3) — consacré à l'univers des geishas.

Kafu brosse ici le portrait de Kimi, serveuse dans un café de Ginza. Là encore, il joue de son expérience, mais la description est plus froide, marquée peut-être par l'influence du naturalisme français. Kimi évolue dans un monde sans fard qui n'appelle guère le lyrisme contenu qu'inspirent à Kafu certains lieux : le quartier de Tamanni ou celui de Negishi dans *Rivalités*.

Fille de la campagne, enjouée, inconstante et complaisante par

intérêt comme par plaisir. Kimi est une figure assez représentative de ces « fleurs artificielles », selon l'expression de Kafu, que furent les *maga* (*modern girls*) du Tokyo du début du siècle.

Servi par leurs traducteurs, ces deux courts romans le sont moins par leurs éditeurs. *Chronique d'une saison des pluies* est ainsi publié abruptement, sans la moindre introduction susceptible de faciliter l'entrée du lecteur « étranger » dans cet univers particulier ; on aurait pu rappeler, par exemple, les commentaires que ce roman suscita de la part de Tanizaki Junichiro. Le talent du traducteur, Marc Mécarié, n'est certes pas en cause — il a d'ailleurs minutieusement de quelques mots brèves, — mais un déplorable parti pris de l'éditeur, qui contribue, par ce manque de respect tant à l'égard de l'auteur que du lecteur, à « exotiser » des œuvres qu'il a, par ailleurs, le mérite de rendre accessibles au public français. Quant à *Une histoire singulière à l'est du fleuve*, si la version française est justement assurée d'une introduction d'Alain Nahoum et de notes qui éclairent un texte résonnant de références, on ne peut que regretter que Gallimard ait supprimé, dans une collection pourtant réputée pour sa qualité, les célèbres dessins de Kimura Shunichi qui illustrent l'édition japonaise — même en livre de poche.

Philippe Pons

- (1) Suivant l'ordre japonais, respecté par les traducteurs, le nom propre précède ici le prénom. Il est fréquent, d'autre part, en japonais, d'utiliser le prénom d'un auteur classique célèbre pour le désigner.
- (2) Il existait déjà une traduction de ce roman par Roger Blynski, publiée par les Publications orientalistes de France, dans le recueil de nouvelles intitulé *Volture de nuit*.
- (3) Editions Philippe Picquier.

Caustique et informé.  
Eric Deschodt.  
Figaro magazine

Un récit minutieux, une écriture alerte.  
Danièle Brison,  
Dernières Nouvelles d'Alsace

Ce beau livre éclaire bien un homme mystérieux et en définitive grandiose.  
Anne Robin,  
VSD.

Merveilleusement fouillée, détaillée, racontée. Lisez cette biographie.  
Annette Colin-Simard,  
Journal du Dimanche

La biographie de Marco Koskas taillade les idées reçues et est efficace comme un bistouri.  
Christine Arnothy,  
Le Parisien

JOlatès

MAURO KOSKAS

Albert Schweitzer

ou le démon du bien

humaniste, humanitaire

Marco Koskas

ALBERT SCHWEITZER

ou le démon du bien

# Caricature

La caricature est un art qui a existé depuis l'antiquité. Elle consiste à représenter une personne ou un objet de manière exagérée ou déformée, souvent pour en souligner une caractéristique ou pour en faire une critique. Elle est présente dans toutes les cultures et toutes les époques. Elle peut être faite à la main ou à l'aide de la technologie. Elle est souvent utilisée pour attirer l'attention sur un problème ou pour faire passer un message. Elle est aussi une forme d'expression artistique. Elle peut être faite par des professionnels ou des amateurs. Elle est souvent publiée dans des journaux, des magazines ou des livres. Elle est aussi présente sur Internet. Elle est une forme d'art qui a évolué au fil du temps. Elle est devenue plus complexe et plus diversifiée. Elle est aussi devenue plus accessible. Elle est maintenant présente dans tous les médias. Elle est une forme d'art qui a une longue histoire. Elle est une forme d'art qui a une grande importance. Elle est une forme d'art qui a une grande valeur. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité. Elle est une forme d'art qui a une grande émotion. Elle est une forme d'art qui a une grande passion. Elle est une forme d'art qui a une grande conviction. Elle est une forme d'art qui a une grande certitude. Elle est une forme d'art qui a une grande confiance. Elle est une forme d'art qui a une grande fierté. Elle est une forme d'art qui a une grande dignité. Elle est une forme d'art qui a une grande noblesse. Elle est une forme d'art qui a une grande grandeur. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande influence. Elle est une forme d'art qui a une grande portée. Elle est une forme d'art qui a une grande réputation. Elle est une forme d'art qui a une grande renommée. Elle est une forme d'art qui a une grande gloire. Elle est une forme d'art qui a une grande puissance. Elle est une forme d'art qui a une grande force. Elle est une forme d'art qui a une grande énergie. Elle est une forme d'art qui a une grande vitalité. Elle est une forme d'art qui a une grande jeunesse. Elle est une forme d'art qui a une grande fraîcheur. Elle est une forme d'art qui a une grande nouveauté. Elle est une forme d'art qui a une grande originalité. Elle est une forme d'art qui a une grande créativité. Elle est une forme d'art qui a une grande imagination. Elle est une forme d'art qui a une grande sensibilité



## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

LES COLLECTIONNEURS Russes  
D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTREde Christina Burrus.  
Photographies de Leonid Ogarev.  
Chêne, 254 p., 480 F.UN VILLAGE Russe  
Récit d'un paysan  
de la région de Voronej  
1880-1906d'Ivan Stoliaroff.  
Traduit du russe et annoté  
par Valérie Stoliaroff  
et Irène Rovine-Sova.  
Pion, coll. « Terre humaine »,  
450 p., ill., cartes, 220 F.

## CHRONIQUES DE BILLANCOURT

de Nina Berberova.  
Traduit du russe  
par Alexandra Plénioff-Boutin.  
Actes Sud, 244 p., 120 F.SINGE VIENT RÉCLAMER  
SON CRÂNEde Iouri Dombrovski.  
Traduit du russe  
par Dimitri Serseman.  
préface d'Hélène Chatelet.  
Verdier, 408 p., 150 F.

**T**SVETAJEVA, Harms, Soljenitsyne, Dombrovski, Brodsky, Aigui, Chalamov, Boulgakov, Gorenstein, Berberova... Les traducteurs de la littérature russe, les chercheurs de toutes disciplines, s'attachent, aujourd'hui, à combler nos lacunes – et les leurs – comme s'ils voulaient rétablir et compléter, avant la fin du vingtième siècle, la topographie des lieux de mémoire d'une culture enterrée vive. La mémoire qui ressort, qui éclate, trop longtemps contenue puisque sa souvenir était déjà une dissidence. Mémoire des images aussi, mémoire des artistes, inséparable d'une culture pré-révolutionnaire où les peintures, les poètes, les penseurs étaient plongés dans toutes les formes de recherches. Favorables ou non à cette « grande utopie » qu'une exposition sur l'avant-garde russe et soviétique célébrait (jusqu'au 3 janvier) au musée Guggenheim de New-York.

Mémoire des artistes qui ont survécu grâce à cette passion de collectionner si propre aux Russes (on verra dans quelques jours, à Beaubourg, la plupart des Maïsses que Sergueï Tchichouline et Ivan Morozov commandaient au peintre, inconnu, avant 1917). Plus tard, Georges Kostaké devint le musée non officiel de l'avant-garde. Ce sont les successeurs de ces précurseurs, à Moscou et à Pétersbourg, que nous découvrons dans un album qui ne ressemble à aucun autre, les *Collectionneurs russes*, de Christina Burrus, à qui nous devons déjà l'éblouissante exposition, en 1991, de « Chagall en Russie » et la découverte des toiles du Théâtre juif à la Fondation Giannini de Martigny.

Collectionner en Russie, il fut un temps, dans les années stalinienne, où c'était une façon de résister. Résister aux interdits, résister à la laideur ambiante, résister à l'uniformisation forcée, résister à l'oubli. Toute la passion, le flair esthétique, l'érudi-

tion, la ruse aussi qu'il a fallu à ces fous de collectionneurs pour cultiver leur jardin secret, pour entasser amoureusement les trésors inconnus d'un art jugé « décadent » dans des logements-cavernes d'Ali Baba, transformés en musées clandestins, photographiés pour la première fois. Un monde de passion où, pour la plupart, la spéculation n'avait aucune place. Jusqu'à la collection du PDG de la Moskvia Bank, conservée dans des coffres-forts, qui montre qu'avec la liberté une nouvelle race de collectionneurs est en train de naître.

**M**ÉMOIRE du village de Karatchoune, un bourg perdu d'où nous arrive la traduction des souvenirs d'Ivan Stoliaroff (1882-1953), « fils d'un paysan pauvre de l'un des plus pauvres villages du plus pauvre district de la province de Voronej ». Un paysan d'avant la Révolution, qui partage les croyances simples et les travaux des habitants de son village jusqu'au jour où il va être admis dans une école d'agriculture. Non violent, il n'admet pas la chasse que les « cent-noirs » font aux révolutionnaires dans les campagnes, pas plus qu'il n'admet les brimades et les violences que font subir, à l'école, les garçons de la ville. Il refuse de se rallier aux socialistes qui, pour lui, viennent des classes qui oppriment les paysans. Il finira par s'exiler en France où, de petit paysan analphabète, il deviendra ingénieur agronome. Un beau document, qu'appréciera particulièrement Boris Souverain, et qui paraît dans la collection « Terre humaine », complété par des études sur la paysannerie russe, de Pierre Pascal.

**S**EPT années... C'est le temps qu'il a fallu à Nina Berberova (née en 1901) – et à son éditeur Hubert Nyssen – pour publier l'œuvre de toute une vie d'écrivain, pour devenir un best-seller, pour entrer dans le Petit Larousse... Pour faire, avec le titre de son premier « petit roman », *L'Accompagnatrice*, les meilleures entrées dans les salles de cinéma (même si le film n'a pas grand rapport avec le livre).

Ces *Chroniques de Billancourt*, écrites par Nina Berberova qui n'a pas trente ans, qui ne sait pas encore qu'elle sera écrivain, sont, sans doute, les derniers textes inédits de l'auteur de *C'est moi qui souf- figne*. Arrivée en 1925 à Paris avec le poète Khodassevitch, après avoir séjourné à



La cuisine d'Igor Sanovitch : à la fois cabinet de curiosités et atelier de restauration.

Capri chez Gorki, elle travaille aux *Dernières Nouvelles*, le quotidien en langue russe de Miloukov (qui paraîtra à Paris jusqu'en 1940), et va, à partir de 1928, y publier les récits que lui inspire la pauvre vie des Russes blancs qui vivent à Billancourt près des usines Renault, où un ouvrier sur quatre est un ancien gradé de l'armée blanche. Cette première génération d'émigrés va, après des linéaires incertains, tenter de s'intégrer, d'apprendre la langue française, mais en la russifiant, de gagner sa vie dans les cabarets à la mode avec des chants tziganes ou en jouant le fox-trot sur l'air des *Houbitchki*. Des récits tout simples, dérisoires, drôles, émouvants, dans lesquels la jeune Nina, grâce à son œil perçant, son ironie, fait revivre tout un monde pathétique d'exilés dépayés, ruinés, ignorés. Les immigrés de Billancourt.

**U**N inédit, encore, d'un des grands écrivains de son temps : *Le singe vient réclamer son crâne*. Alma-Ata, 1943-1958... Ce livre, qui paraît presque quinze ans après la mort de son auteur, son premier roman, est une découverte que ne doivent pas laisser de côté les amateurs de l'inclassable Iouri Dombrovski (1909-1978) (1). L'histoire de son livre, écrite qu'il porta et compléta, pendant quinze ans, est d'ailleurs ce point imbriqué dans l'histoire de sa vie qu'elle commande la composition du roman. Dombrovski a déjà connu, durant dix années,

trois arrestations, l'engorgement des prisons, des camps, de la rélegation, quand il commence *Le singe*, à l'automne de 1943, sur un lit d'hôpital, « n'ayant qu'un unique cahier d'écolier dont m'avait fait cadeau le médecin, et un porte-plume, ou plutôt un bout de bois sur lequel était attachée une plume. L'encre, je la fabriquais à partir d'ode... » Il n'est pas question de raconter son expérience pour l'écrivain astreint à résidence à Alma-Ata, qui vient sans doute de lire la *Chute de Paris*, d'Ilya Ehrenbourg (paru en 1942), et qui, dans un pays imaginaire ressemblant fort à la France de 1940, invente l'occupation nazie et ses conséquences. Bientôt dénoncé dans la *Pravda* du Kazakhstan du 20 mars 1949 comme « une des figures les plus nuisibles parmi tous les cosmopolites antipatriotes qui trahissent l'antipatriotisme », le singe vient réclamer son crâne, qu'aurait pu signer, sans beaucoup hésiter, l'écrivain fasciste Jean-Paul Sartre (sic). Dombrovski est arrêté pour la quatrième fois, condamné à dix ans dans les camps du Nord. Libéré après la mort de Staline, réhabilité, son roman – auquel il a ajouté un prologue et un épilogue de l'après-guerre – est enfin édité en 1958. En 1964, la revue *Novy Mir* publia le *Conservateur des antiquités*, et, en 1971, il fut parvenu en France la *Faculté de l'Inutile*. Le 26 mai 1978, il recevait un exemplaire, fraîchement imprimé, publié en russe à Paris par YMCA Press. Il résumait ses amis, faisait une fête. Le lendemain, il était mort.

*« Je veux raconter cette histoire à tous mes compatriotes, à tous les habitants de la terre, si seulement ils acceptent de m'écouter. Certes, je n'ai pas tout vu de mes propres yeux, certaines choses m'ont été rapportées. J'en ai lu d'autres dans les journaux et dans des documents officiels, sans parler de celles que j'ai logiquement déduites du reste »,* prévient le narrateur du *Singe*, Hans Maisonnier, avant d'exposer l'histoire exemplaire de la mort de son père, directeur de l'Institut international de paléo-anthropologie et de préhistoire, contraint au suicide par les nazis, dans un pays qui ressemble fort à la France occupée, pour avoir refusé d'aider l'occupant.

*« Le Conservateur des antiquités »* (Pion, 1967, Julliard, 1979. Doit paraître chez Julliard) ; la *Faculté de l'Inutile* (Albin Michel, 1978. Prix du meilleur livre étranger 1980).

à emprunter les voies d'une science authentique des origines de la race aryenne et prouver sa place éminente dans l'histoire de l'humanité ».

Son collègue, spécialiste de Flaubert, l'avait, depuis longtemps, mis en garde avant d'être suicidé, lui aussi : « La patte du singe est étendue sur l'Europe », prévenait-il, annonçant au spécialiste de l'intelligence humaine l'invasion des monstres et l'annihilation de la pensée. « D'ici un mois, un pithecanthrope bien vivant se présentera dans les laboratoires de votre institut pour récupérer son crâne, et il aura entre les mains non pas un gourdin mais une mitrailleuse. »

Ce qui est fascinant, dans ce roman-thriller-conte philosophique sur la déformation des crânes, qui ne traite évidemment pas vraiment de l'occupation allemande (les autorités soviétiques ne s'y sont pas trompées), c'est la façon magistrale qu'a l'auteur de jouer, à l'aide des ressources de sa vaste culture d'Européen enfoncé, ainsi que de son sens de la dérision et du sous-entendu, sur l'ambiguïté, l'internationalisme pourrait-on dire, des moyens de « persuasion » employés par tout régime totalitaire. Et de suggérer, comme dans ses deux romans qui vont suivre, que le stalinisme (qu'il ne nomme jamais) n'est qu'un des avatars dans l'histoire des tyrannies.

**S**URTOUT, en nos temps de désarroi où il est de bon ton d'accuser la presse et l'information (qu'on n'appellait pas encore « médias ») de tous nos maux et de souhaiter restreindre la liberté des journalistes, la lecture du prologue du *Singe* paraîtra d'une terrible ironie : « Qu'est-ce qui arrive à notre pays ? Ces affaires antipatriotiques qui trahissent les condamnations en vertu de lois très sévères, ces suicides inexplicables, ces violents commises par des boy-scouts, ces naufrages tragiques et comiques de notre civilisation, tout cela germe-t-il sur un terrain commun ? Pourquoi décrivons-nous ce désastre ? » Et lorsque, la guerre finie, le jeune Hans Maisonnier, qui dirige la rubrique juridique du plus grand journal du département, dénoncera, dans un éditorial « inattaquable », le nouveau fonctionnaire international, qui n'est autre que Otto Gardner, l'officier de la Gestapo qui avait contraint son père à la mort, l'Allemand sera assassiné par un résistant indigné. Coup monté ou crime spontané ? De toute façon, c'est le journaliste qui sera le coupable, le jeune homme fouineur et imprudent qui pourrait bien se retrouver derrière les barreaux. « Dura lex sed lex, lui déclare le procureur qui l'interroge. Même si les coupables ne sont ni nous ni moi, mais les imbéciles qui n'ont pas voulu prendre ce triste sire, il y a dix ans de cela. Mais le fait demeure. Gardner n'a pas été pendu en 1945, il a été abattu le lendemain du jour où votre article a été publié, et c'est ce qui change tout. » Ne nous trompons pas. Dombrovski écrivait en URSS, en 1958.

(1) *Le Conservateur des antiquités* (Pion, 1967, Julliard, 1979. Doit paraître chez Julliard) ; la *Faculté de l'Inutile* (Albin Michel, 1978. Prix du meilleur livre étranger 1980).

## ESSAIS

## Hypocondrie française

Alain Duhamel, psychotérapeute attentif, prescrit une forte dose de vitamine C pour soigner la déprime nationale

## LES PEURS FRANÇAISES

d'Alain Duhamel.  
Flammarion, 278 p., 98 F.

La France est en état d'hypocondrie. Elle se sent raplapla. Tout la stresse et rien ne la console. Elle se prend sans cesse le pouls et, si rien d'inquietant ne lui est objectivement suggéré par cette observation, elle s'arrange pour éprouver des maux de tête, des vapeurs et des météoroses.

Le vague à l'âme est devenu un sport national, la base d'un consensus qui transcende la sociologie, les sensibilités et les générations. La crise est partout : cœur, artères, cerveau, jambes flageolantes. Ce pays manque de ressort. Il a peur de tout et d'abord de son ombre. Or, son ombre, c'est l'Europe, et il devrait y trouver des raisons d'espérer, des aliments pour son raffermissement.

Allons, la France ! Un peu de nerf, un peu d'objectivité, un peu d'allant ! Au chevet de ce grand vrai-faux malade, un docteur Tant-Mieux, observateur multifonction de son état (il écrit dans beaucoup de journaux, parle à la radio et à la télévision), Alain Duhamel, apporte sa dose de remède psychique dans un livre au titre crépusculaire, *Les Peurs françaises*. Sa thèse est simple : la France croit aller mal au moment où elle dispose, si l'on compare son sort à ce qu'il fut naguère ou à celui d'au-

tres nations, de forces renouvelées. Elle se juge mal, elle se juge injustement. Elle se dénigre quand il faudrait se battre. Elle est tentée par le repli – sous la couette des frayeurs nocturnes – quand il lui faudrait oser le grand espace européen. Elle va mieux et se croit condamnée !

Les chemins de la peur sont multiples, et Alain Duhamel les passe en revue : crise économique, immigration, inégalités, ville, réformes, information, démocratie, Histoire. Pas un de ces thèmes sur lesquels ne s'appuie la déprime nationale. Pas un de ces sujets sur lesquels une partie importante du pays ne fonde sa misère et son défaitisme. Car c'est bien d'un défaitisme, général en chef de l'optimisme, veut lancer les troupes nationales à l'assaut des déficits du présent et refuse la ligne Maginot de la frilosité.

Ce n'est pas un langage aisé à tenir que celui de la positivité : dans une nation comme dans toute collectivité, le négateur est toujours en position de force, il est plus brillant. On éprouve plus de plaisir pervers à démolir qu'à construire. Ce qui reste d'idéologie se réfugie dans la déréliction et les hérauts de l'Apocalypse croient y pouvoir exercer mieux leurs talents que dans la réforme, supposée fade.

L'auteur des *Peurs françaises* se décrit sans doute lui-même à *contrario* quand il montre des Français qui « adhèrent avant tout

à une culture d'opposition ou de protestation ». Et quand il ajoute : « S'il y a une constante dans leur histoire, c'est bien qu'ils n'ont le goût ni du dialogue, ni de l'arbitrage, ni, surtout, du compromis. La tolérance est la dernière vertu française, et la modération se regarde comme l'ombre portée de la trahison. »

Bloc contre bloc, classe contre classe, gauche contre droite, crise contre crise : la France serait-elle vnuée à ce destin fondé sur des avancées cabotiques et de brutales régressions ? Le mûrier n'a pas bonne presse, et l'on pourrait raille- r Duhamel pour ses multiples balancements rhétoriques résumés par un « certes, mais toutefois » ou « bien sûr, mais par ailleurs ». Ce n'est pas un genre valorisant que l'art de l'équilibre et point du goût des sots, qui aiment à trancher toute chose en deux parties, tout noir, tout blanc.

Cette société déstabilisée par ses peurs – dont la principale est de croire qu'elle cesserait d'être pour avoir trop été – et qui paraît vouloir entrer dans le troisième millénaire à reculons, il lui faut de la vitamine C. Le bon docteur Duhamel lui en fournit une forte dose et, psychotérapeute attentif, tente d'expliquer à cette adolescente évanescence qu'elle est belle, éblouissante et pas la vieille femme égarée que décrivent les démagogues et les faussaires de l'air du temps. C'est décapant et, si c'est vrai, tant mieux !

Bruno Frappat

## La clé des songes

Selon Jean Brun, ce ne sont pas les besoins mais les rêves qui ont ouvert la voie au « règne machinal »

## LE RÊVE ET LA MACHINE

de Jean Brun.  
La Table ronde,  
368 p., 125 F.

Nous avions Jacques Ellul et ses tambourinades contre le « système technique ». Il faudra compter désormais avec Jean Brun, philosophe, à qui le « monde machinal » donne des boutons. Sans doute, bien d'autres écrits sont venus entre les deux rappels des méfaits du Progrès, l'illusion d'un avenir dégagé grâce à l'avancée inexorable des inventions, etc. Mais le discours est, ici, l'un des plus radicaux ou réactionnaires que l'on ait produits depuis longtemps.

Il ne faut jamais laisser trop de temps sans mettre les scientifiques en face de leurs responsabilités. Il est sain d'exhorter la société à tracer des limites éthiques au développement de certaines recherches et de combattre le thème : « Il faut faire tout ce que l'on sait faire ». A cet égard, les écologistes mènent un bon combat. A condition toutefois qu'ils ne se transforment pas en idéologues, et Luc Ferry a eu raison de dénoncer les risques d'un « nouvel ordre écologique » (1).

A l'inverse, l'acharnement contre l'avancée des techniques, sous prétexte qu'elles font perdre le sens de l'existence – comme s'il n'y avait pas d'autres causes ! – est suspect.

Il s'exprime pas seulement la nostalgie de la marine à voile, il

manifeste un refus tragique de la société vivante. Jean Brun a nombre de qualités : il écrit clairement, ce qui se fait rare dans sa discipline. Son discours repose sur une très vaste culture, sans cellières. Sa thèse centrale est convaincante : ce sont, moins les besoins que les rêves qui conduisent l'homme à inventer, et l'histoire des techniques très étendue qu'il reconstitue sous cet angle de vision est attachante. L'économiste dirait que ce n'est pas la demande qui pousse la production mais l'offre. En l'espèce, l'offre est celle de percer le mystère, de répondre à des défis, de conduire l'homme toujours plus loin dans son dépassement de lui-même, jusqu'à vouloir transformer « son statut de créature en celui de créateur », écrit Jean Brun.

Notre auteur montre là le bout de l'oreille. Nous sommes victimes de l'orgueil de Prométhée et de Faust et nous en créverons. Thème rebattu, mais ce qu'il y a de nouveau, c'est qu'en filigrane ou explicitement Jean Brun cherche à prouver que la technoscience, « ses pompes et ses œuvres », a le dessein de renverser l'Ordre éternel voulu par Dieu. A propos des médias, n'écrit-il pas : « Divinisé, l'univers du discours a voulu opérer la définitive mise au tombeau du Verbe qui se fit chair. »

La réhabilitation de Galilée par l'Eglise en est la dernière preuve : le débat entre la religion et la science ne cessera jamais, mais qu'on mélange les genres avec les gros sabots de l'intégrisme ne

mène à rien, sauf à diaboliser la modernité, comme le fait allègrement notre auteur, aussi bien pour les techniques que pour l'aujourd'hui, la bande dessinée, la science-fiction, la musique du vingtième siècle, les images de synthèse, etc. Sans doute, les déchets dans tous ces domaines sont nombreux, bien visibles, et nous applaudissons à ces critiques de la mayonnaise du New Age qui se fabrique outre-Atlantique. Mais le refus global est assez consternant.

Nous vivons ici et maintenant, dans un paysage où, qu'on le veuille ou non, les machines n'ont pris la place que l'on sait. L'homme a dominé la nature (ce que n'apprécie pas Jean Brun : « Il ne faut pas transformer la nature, il faut la contempler »). Il est urgent désormais de discipliner cette « nouvelle nature » née de l'imagination de l'homme et de ses recherches dans laquelle il est plongé pour le meilleur et pour le pire. L'imprécation ne paraît pas toutefois le moyen le plus efficace.

Le cas de Jean Brun n'est pas désespéré, parce qu'il se contredit parfois. Ainsi parle-t-il (page 294) de « phénomènes collectifs de rejets de plus en plus nombreux » contre les machines les plus sophistiquées. C'est dire que nous ne sommes pas aussi conditionnés qu'il le pense par le monde artificiel dans lequel nous vivons.

Pierre Dronin

(1) Voir « Le Monde des livres » du 30 octobre.

هنا من الأصل